



Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE

N° 12552 4,50F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

SAMEDI 8 JUIN 1985

La déconvenue sud-africaine de M. Reagan

La Chambre des représentants des États-Unis vient d'approuver, par 295 voix contre 127, une série de sanctions économiques contre l'Afrique du Sud. Après une prise de position similaire de la commission des affaires étrangères du Sénat, ce vote constitue un échec cuisant pour le président Reagan.

Tous les efforts de la Maison Blanche et de M. George Shultz pour défendre leur politique d'« engagement constructif » envers Pretoria — en fait de soutien en échange d'un démantèlement progressif de l'apartheid — n'ont en effet pas convaincu les parlementaires. Le Congrès a montré ainsi qu'il était sensible aux pressions de l'opinion publique américaine, pour laquelle les États-Unis ne peuvent apparaître plus longtemps aux yeux du reste du monde comme le meilleur allié d'un régime inacceptable.

Pour M. Ronald Reagan lui-même, ce revers est d'autant plus difficile à accepter qu'il peut, avec juste raison, avoir le sentiment d'être trahi par ses propres amis. Le vote du Congrès a en effet été acquis, outre les voix des représentants de l'aile libérale du Parti républicain, grâce à ses éléments les plus conservateurs et donc enclins à approuver la politique du président. La Maison Blanche et le Congrès invoquent — en les interprétant de deux façons opposées — les intérêts à long terme des États-Unis pour justifier leur position. Les parlementaires songent à l'image de marque de leur pays. Les gouvernants font passer les intérêts stratégiques de Washington avant le souci de mettre un terme aux atteintes aux droits de l'homme en Afrique du Sud.

Par son vote, le Congrès tire en tout cas les conclusions de l'échec évident de la politique menée par la Maison Blanche. Celle-ci relève d'une ignorance délibérée des sentiments de l'opinion publique américaine et peut-être plus encore d'une mauvaise appréciation des réalités sud-africaines.

MM. Reagan et Shultz semblent en effet avoir cru que le chef de l'Etat sud-africain, M. Pieter Botha, était prêt à jouer leur jeu et, d'autre part, qu'il était parfaitement libre de ses décisions. Ce calcul était doublement faux. M. Botha n'est pas un « interlocuteur raisonnable », dans la mesure où son apparente bonne volonté dans le soutien des initiatives américaines tendant à rétablir la paix dans la région se doublait d'une incapacité à réformer en profondeur le système qui assure la prééminence de la communauté blanche en Afrique du Sud et à contrôler ses extrémistes.

M. Botha l'a bien démontré en laissant dépêcher, il y a quelques jours, un commando de saboteurs dans le nord de l'Angola, avec lequel il avait pourtant passé un accord. Mais il semble subir une pression croissante de son armée et d'une police qui manifeste tous les jours sa volonté de mener une répression systématique envers la majorité noire.

Les résultats sont là : les rapports entre l'Angola et l'Afrique du Sud sont marqués par une forte méfiance ; Pretoria se dit prêt à reprendre à tout moment ses incursions en territoire angolais ; le pacte de Nkomati signé avec le Mozambique n'est pas respecté. Enfin, en Namibie, Pretoria en est revenu à son projet de « solution interne » que rejette la communauté internationale.

Sombre bilan pour une diplomatie américaine dont les espoirs ont été déçus. Il apparaît à l'évidence que, dans l'« engagement constructif » souhaité par M. Reagan, le substantif faisait l'affaire des Sud-Africains mais que l'adjectif avait été choisi un peu à la légère.

UN ENTRETIEN AVEC M. HONECKER

Deux Etats allemands sont nécessaires à la stabilité de l'Europe

nous déclare le président de la RDA

Le premier ministre, M. Laurent Fabius, se rend en visite officielle à Berlin, le lundi 10 et mardi 11 juin. A cette occasion, M. Erich Honecker, chef de l'Etat et du Parti de la République démocratique allemande, a déclaré, dans un entretien avec notre envoyé spécial, que les relations entre la France et la RDA devaient se fonder sur la « reconnaissance des réalités » et que l'existence de deux Etats allemands était nécessaire à la stabilité de l'Europe.

« Monsieur le président, c'est la première fois qu'un chef de gouvernement d'une des trois grandes puissances occidentales se rend en RDA. Quelle appréciation portez-vous sur cette visite ? Qu'en attendez-vous dans les domaines politique et économique ? »

« J'attends cette visite avec un grand intérêt. Elle est l'expression du haut niveau des relations et de la coopération mutuellement avantageuse entre la République démocratique allemande et la France. Ce développement repose, de part et d'autre, sur la volonté politique d'orienter les activités bilatérales vers des rapports de coopération et de confiance, en particulier sur la reconnaissance des réalités existant en Europe. Cela fait que nos rapports sont un facteur de stabilité en Europe et cela leur donne du poids dans la sauvegarde de la paix et la

solution des questions vitales pour l'humanité.

« Vous parlez de la reconnaissance des réalités existant en Europe mais, lors du sommet de Bonn, les sept chefs d'Etat et de gouvernement occidentaux ont déclaré : « Nous aspirons à un » état de paix en Europe, dans lequel le peuple allemand recouvrera son unité par libre autodétermination. »

« Cette déclaration constitue un exercice obligé. Aucun des chefs d'Etat réunis à Bonn ne peut ignorer les réalités issues de la deuxième guerre mondiale, la plupart d'entre eux n'ont aucun intérêt à la naissance en Europe d'un Etat pan-germanique.

Propos recueillis par DANIEL VERNET.
(Lire la suite page 6.)

LE RETRAIT DES FORCES ISRAËLIENNES

Jérusalem consolide la zone frontalière dans le sud du Liban

Tandis qu'un calme précaire règne autour des camps palestiniens de Beyrouth, des tirs sporadiques continuent, ce vendredi 7 juin, de paralyser plusieurs quartiers de Tripoli, dans le nord du Liban. Jeudi, de violents combats avaient opposé des milices musulmanes rivales, faisant cinq morts et trente blessés. Ces affrontements menacent le calme relatif qui prévalait à Tripoli depuis décembre dernier.

Cependant, soucieux de protéger sa frontière, Israël multiplie les mesures de sécurité dans le sud du Liban, avant d'achever le retrait de ses troupes.

De notre envoyée spéciale

Aïn-Elbel (zone de sécurité israélienne dans le sud du Liban). — Au sommet d'une colline pierreuse tachetée d'oliviers, les remblais de sable blanc resplendissent au soleil, et le drapeau à l'étoile de David flotte au vent. L'armée israélienne a entamé, le jeudi 6 juin, sa quatrième année d'occupation.

Dans la bande frontalière du Liban du Sud, qu'ils appréhendent ou souhaitent le retrait, les habitants sont au moins d'accord sur un point : « L'Etat hébreu agit au mieux de ses intérêts. » La discrétion souhaitée par le général Moshe Levy, chef d'état-major de l'armée israélienne, est scrupuleusement observée. Comme le fait remarquer une source proche de la FINUL, « nous serons certains que les Israéliens seront partis quand nous pourrons

nous déplacer librement dans toute la zone qu'ils doivent évacuer ».

Or tel n'est pas le cas. Il semble que, si nombre de positions situées à l'intérieur de la bande frontalière ont été effectivement évacuées ou continuent de l'être, le dispositif mis en place à la limite qui sépare la zone de sécurité du reste du Liban est à peu près intact. En tous les cas, si l'on croise dans toute cette région et dans tous les sens nombre de jeeps, de camions et les innombrables voitures sans plaque d'immatriculation qu'utilisent les services spéciaux, on ne voit pratiquement plus de blindés ni même de concentration de troupes.

FRANÇOISE CHIPAUX.
(Lire la suite page 3.)

LA CONVENTION LIBÉRALE

Les risques de l'improvisation économique

Les samedi 8 et dimanche 9 juin se réunissent au Palais des congrès, à Paris, une « convention libérale » due à l'initiative de M. Valéry Giscard d'Estaing et à laquelle participeront, outre l'ancien président de la République, MM. Jacques Chirac et Raymond Barre.

Le samedi 1^{er} juin, le RPR avait rendu public un programme économique et social d'application immédiate destiné à produire un choc sur l'économie française. Cette thérapeutique s'oppose à la méthode plus « gradualiste » de M. Barre.

par PAUL FABRA

Voici donc d'un côté M. Raymond Barre qui demande une sorte de contrat de cinq ans pour redresser la situation financière et économique de la France, une des raisons pour lesquelles il veut que l'élection du président ait lieu tout de suite après celle de l'Assemblée en mars 1986 (test de la « cohabitation »). Et de l'autre, M. Chirac, qui préconise une guerre de mouvement.

Non pas que le RPR nie la nécessité d'un long effort, mais, comme l'a dit samedi dernier M. Alain Juppé au congrès extraordinaire de son parti à Vincennes, il attend des dix mesures à mettre en œuvre dans les six mois (le Monde daté 2-3 juin) qu'elles fassent « repartir la machine économique » en changeant « les comportements de ceux qui égarèrent, investissent, entreprennent, travaillent ».

Ce qu'il faut, a dit M. Chirac, c'est « changer de logique », au risque de donner à M. Barre une arme que celui-ci n'a pas été long à saisir en ironisant sur ceux qui « se mettent dans une situation analogue à celle des socialistes avant 1981 ».

Il est vrai que le président du RPR a en tête un précédent glorieux, auquel il se réfère de plus en plus souvent dans ses interventions publiques. C'est celui du plan de redressement Pinay-Rueff de décembre 1958, que le général de Gaulle avait approuvé intégralement à la suite d'un entretien célèbre avec Jacques Rueff (l'auteur réel du Plan), au cours duquel celui qui n'était encore que le chef du dernier gouvernement de la IV^e République avait posé à son interlocuteur la question suivante : « Toutes vos recommandations sont excellentes, mais, si je les applique intégralement et qu'il ne se passe rien, aura-t-il valu vraiment la peine de bouleverser le pays ? »

(Lire la suite page 7.)

LA MORT DE VLADIMIR JANKÉLEVITCH

Le philosophe de tous les combats

par LOUIS SALA-MOLINS (*)

Le philosophe Vladimir Jankélévitch est mort, le jeudi 6 juin, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-un ans. Il sera inhumé le lundi 10 juin, à 16 h 15, au cimetière de Châtigny-Malabry (Hauts-de-Seine).

Il aurait tant aimé se mesurer à la mort. Oh, pas avec l'espoir de la dominer ou de l'attendrir, mais pour coller au plus près de son vide, pour essayer d'entendre — de deviner tout au moins — son ultime et premier message. Il aurait aimé l'éblouissement instantané du « je sais » qui nous enseigne qu'au moment du trépas « on sait » peut-être, mais on ne sait pas « quoi ».

La mort s'y est prise autrement. Elle l'a désarmé petit à petit. Elle a conduit Vladimir Jankélévitch par la main en une longue balade dans le brouillard. Sans lui faire mal, mais sans se mouvoir. Sans l'accabler, mais en le dépouillant de sa joie, de sa verve, de sa truculence, de son génie. En l'égarant. « La mort est plus forte que l'amour, mais l'amour est plus fort que la mort », avait-il écrit. Il a vécu.

Nous qui l'avons aimé, nous qui l'aimons et dont il distinguait dans le brouillard la caresse ou la présence, avons vu Vladimir céder sur tout à l'emprise de celle qui nous le ravissait. Mais nous l'avons vu mener

contre elle un combat de la bonté, rester vigilant et alerte sur l'essence de l'essentiel : l'amour. Lorsqu'il s'agissait de la mort, il se laissait aller à l'ombre pour s'accrocher à la vôtre. Vladimir redevenait un instant, une heure, un jour, pure hypostase de l'ardeur, de l'amitié, de l'amour.

C'était un homme bon. C'était un homme de cœur. La mort a éteint ce cœur et cette bonté. D'un coup. L'homme ne lui avait rien concédé sur ce chapitre. De sorte que, quelle que soit la douleur de ses très proches, de Lucienne, de Sophie, d'Eric, il ne me semble pas trahir sa mémoire en disant que ce philosophe de l'amour a été fidèle à lui-même et à sa philosophie jusqu'à la mort.

Vladimir ne sera plus d'aucun combat, lui qui fut de tous les combats politiques et philosophiques dignes d'être menés. La bonne vieille Sorbonne ne l'entendra plus jamais ferrailler avec les concepts, fustiger tous les mensonges, railler toutes les boutiques philosophiques.

(*) Professeur de philosophie politique à l'université de Paris-I.

PAGE 13 :

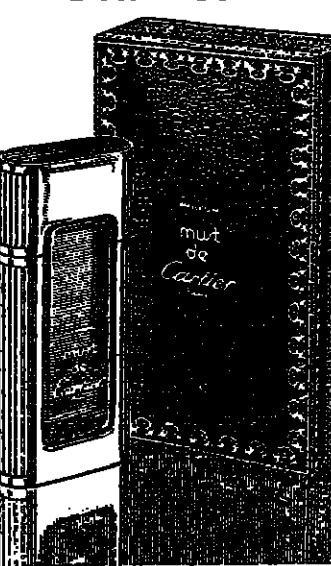
« Une voix inoubliable »

par CHRISTIAN DELACAMPAGNE

« L'éblouissement du feu central »

par JACQUES LONCHAMPT

PARFUMS
Cartier



PARFUM MUST DE CARTIER

FLACON RECHARGEABLE

AU JOUR LE JOUR

Ironie

Le philosophe Vladimir Jankélévitch est mort au lendemain même de l'épreuve de philosophie du baccalauréat où certains candidats ont eu à méditer sur cette question : « La mort ajoute-t-elle une valeur à la vie ? »

Ce clin d'œil du destin aurait sans doute amusé ce philosophe, fin qui consacra à l'ironie « l'un de ses plus beaux livres ». L'ironie, écrivait-il, c'est de savoir que les îles ne sont pas des continents, ni les lacs des océans. Il ajoutait : « L'ironie est une pudeur qui se sert, pour ramener le secret, d'un rideau de plaisanteries. Elle est encore plus sérieuse que le sérieux. »

Ne lui fallait-il que cette leçon-là qu'il faudrait l'en remercier, jour après jour.

BRUNO FRAPPAT.

LIRE

4. BRÉSIL

Mengela est-il mort en 1979 ?

8. POLITIQUE

Le débat sur l'immigration à l'Assemblée : au-delà des discours.

10. JUSTICE

La catastrophe de Beaune : autopsie d'un carambolage.

12. ROLAND-GARROS

La dictature du vedettariat.

24. ENSEIGNEMENT

Les résultats du Concours général.

Usine Citroën
département occasion

15 jours
15%
Du 30 mai au 15 juin

03 47 71 151

débats

OPPOSITION

A la veille de la convention libérale, qui réunira dimanche à Paris les leaders de l'opposition, Michel Pinton critique l'accord pour gouverner que le RPR et l'UDF ont signé le 10 avril dernier et

exprime son inquiétude sur l'évolution des institutions. C'est aux institutions européennes que pense Michel Aurillac, souhaitant que le Marché commun se dote d'un programme « à la carte ».

Nos institutions en danger L'Europe des capitulations ou l'Europe de la volonté?

Le gouvernement de la France ne peut être l'émanation d'une majorité parlementaire

par MICHEL PINTON (*)

C'EST avec tristesse que j'écris cet article. J'appartiens à l'opposition nationale et je vais la critiquer. J'ai animé un parti, l'UDF, pendant plus de cinq ans, et me voici conduit à le fustiger. Les hommes qui dirigent le RPR et l'UDF sont tous des amis de longue date, et c'est à eux que je vais adresser publiquement des paroles sévères. Mais je n'ai pas le choix. Il y a des exigences qui, à mes yeux, passent avant la discipline de parti ou la déférence à quelque homme que ce soit.

L'accord RPR-UDF du 10 avril commence par proclamer « les principes » suivants : « Si nous obtenons la majorité à l'Assemblée nationale, l'alternance sera réalisée. Nous gouvernerons ensemble et seulement ensemble... Nous mettrons alors en œuvre nos propositions communes de gouvernement ».

Qu'elles en disent long, ces trois petites phrases ! Elles nous annoncent qu'une coalition de partis — le RPR et l'UDF — s'approprie à se saisir du gouvernement de la France ; que ces deux partis s'entendent pour le pouvoir à leur exclusive discrétion ; qu'ils ont l'intention d'imposer leur volonté à tous les pouvoirs publics et, pour commencer, au président de la République.

Des exigences inadmissibles

Cela ne vous choque pas ? Vous ne voyez pas en quoi de telles exigences sont inadmissibles ? Vous pensez peut-être qu'il est tout naturel qu'une majorité parlementaire impose le gouvernement de son choix et la politique de son programme ? Alors, laissez-moi vous rappeler ce qu'en disait le fondateur de nos institutions. Peu de temps avant sa mort, de Gaulle, faisant le bilan de son action à la tête de l'Etat, écrivait qu'un des pires dangers pour la France serait que « soit altérée, peu à peu et en détail, la réforme capitale du système représentatif suivant laquelle le Parlement, si délibère et vote les lois et contrôle le ministère, a cessé d'être la source d'où procèdent la politique et le gouvernement » ? Et, hélas ! un de ces deux partis se proclame gaulliste !

Mais continuons la lecture de l'accord pour gouverner du RPR et de l'UDF.

Notre coalition de partis déclare vouloir « reconstruire l'Etat républicain ». Le fait qu'elle veuille le faire contre la volonté de celui qui en est le chef ne semble pas l'impressionner. Apparemment, elle ne se soucie guère de la Constitution qui dit que c'est le président, et non une majorité parlementaire, qui « nomme aux emplois civils et militaires » et qui « assure le fonctionnement régulier des pouvoirs publics et la continuité de l'Etat ». Dans le même souffle, l'accord RPR-UDF proclame que « l'autorité de l'Etat ainsi rétablie » par les soins de ses députés (compte tenu de ce qui précède, on se demande comment), ceux-ci pourront enfin, toujours par l'intermédiaire du gouvernement qu'ils auront délégué, « garantir l'unité nationale ». Le garant de l'unité nationale n'est-ce pas expressément le président, élu de tous les Français ? A quels conflits insolubles allons-nous ?

Une autre prétention exorbitante de « l'accord pour gouverner » se trouve dans sa dernière partie, intitulée « le rétablissement de l'indépendance de la France ». Soit dit en passant, le seul « garant de l'indépendance nationale », c'est le président de la République. Mais voyons ce que concrètement vous voulez rétablir. Le texte nous annonce que le futur « gouvernement de l'alternance » fera en sorte que « la France reprenne l'effort de défense indispensable pour combler les retards accumulés depuis 1981 ». Comment des députés imposeront-ils à un homme qui est le chef légitime de nos armées un autre système militaire ?

L'effondrement de l'édifice constitutionnel

Et toutes ces affirmations ont été signées et paraphées par un ancien premier ministre et par un ancien garde des sceaux ! Je ne peux pas croire qu'ils veulent réellement ce programme, c'est-à-dire rien d'autre, finalement, que l'effondrement de tout l'édifice constitutionnel de la France.

France, édifice qu'ils accusent par ailleurs le pouvoir socialiste de compromettre dangereusement.

Je ne peux pas suivre sur ce terrain. Suis-je seul ? Jusque récemment, il me semblait que non. J'entendais une voix, celle de Raymond Barre, qui disait posément qu'il était impossible que les députés gouvernement contre le président, qu'il n'entendait pas entrer dans de telles combinaisons.

Voilà qui me paraissait clair, simple et convaincant. Avez-je mal compris ? Le fait est que j'ai entendu, depuis, plusieurs députés baristes, s'agitant fébrilement auprès des médias pour nous expliquer que les propos de ce dernier avaient été déformés et artificiellement opposés aux positions d'autres leaders de l'opposition.

L'accord pour gouverner du RPR et de l'UDF ? Mais Barre l'approuve ! Le pouvoir aux partis de l'opposition ? Tout à fait d'accord. Ceux-ci « doivent pouvoir gouverner totalement et immédiatement » (sic) !... Mais alors où est la différence ? Eh bien, c'est simple ! Chirac et Lecanuet sont prêts à s'accommoder de la présence d'un président potiche ; les baristes, eux, exigent son départ. Ils bloqueront les rouages du pouvoir exécutif jusqu'à ce que celui-ci s'en aille. Affaire de deux mois, selon un bariste éminent. Et ensuite ? Ensuite, les partis d'opposition porteront à l'Elysée un président « qui partagera leurs convictions ». Manière détournée de dire que ce futur président, venu au poste suprême grâce à un coup de force des partis, restera leur prisonnier. Et voilà comment la position raisonnable de Barre se transforme en surenchère dans les exigences partisanes. La soumission du président aux partis ne suffit plus ; il faut sa démission et l'humiliation définitive de sa fonction.

Est-ce que Barre le veut réellement ? Je l'ignore. Mais même si je suis, une fois de plus, seul à défendre une opinion contraire à la mode et aux passions, je veux tenter de convaincre mes amis de l'opposition. Je sais bien que vous avez de bonnes raisons de vouloir le départ de François Mitterrand. Mais est-ce une raison pour que nous menacions de lui répondre par une arrogance dirigée, celle-là, contre les institutions du pays ?

Pour relancer la Communauté, il faut conclure entre les Dix un accord politique d'actions concrètes

par MICHEL AURILLAC (*)

L'OPINION publique française a longtemps été abusée par les professions de foi européennes et d'amitié franco-allemande, répétées par le gouvernement socialiste depuis mai 1981 et dont seuls les spécialistes mesuraient le décalage grandissant par rapport aux réalités présentes et aux acquis de la V^e République.

Les divergences franco-allemandes, qui sont apparues au grand jour avec le sommet des pays industrialisés à Bonn et le dernier conseil agricole à Bruxelles, au point de nécessiter une nouvelle rencontre entre MM. Kohl et Mitterrand, devraient maintenant ouvrir les yeux des Français sur ce qu'est vraiment devenue la politique européenne de la France : cette politique est celle de l'Europe des capitulations, il est urgent de lui substituer celle de l'Europe de la volonté.

La rêverie socialiste

La crise de l'Europe des réalités économiques ne date certes pas de l'élection de François Mitterrand, puisqu'elle résulte du manque de cohésion des Etats européens. Mais les effets de cette hétérogénéité des intérêts et des ambitions des Etats membres des Communautés européennes, principalement imputable, à la mauvaise assimilation du Royaume-Uni, avaient pu jusqu'alors être circonscrits. Mieux même, par une action conjointe, les dirigeants français et allemands avaient obtenu, le 30 mai 1980, l'engagement d'un processus qui devait déboucher, au cours de l'été 1981, sur une négociation globale des facteurs de la crise et des problèmes soulevés par l'hypothèse britannique, inscrite sur la construction de l'identité européenne.

Mais cette orientation fut brutalement inversée par les effets cumulatifs des erreurs commises par les socialistes en politique économique tant interne qu'européenne : dévaluations en chaîne du franc, dette publique, déficit commercial, pertes de

compétitivité, etc. Par ailleurs, la révélation socialiste d'un changement des partenaires privilégiés de la France au sein des Communautés, au détriment des relations avec l'Allemagne et au profit des pays du sud (Italie, Grèce, Espagne et Portugal), s'est rapidement accréditée par un fiasco qui a entaché durablement la confiance instaurée dans le passé avec les Allemands et qui n'a guère convaincu les Italiens, du fait de la nouvelle volte-face de la politique française en direction de l'Allemagne.

Ainsi la France s'est retrouvée faible, soupçonnée, et même condamnée, au milieu de ses partenaires européens, au moment où s'est engagée la discussion sur les formes de fond à apporter aux politiques communautaires. Il n'est donc pas étonnant qu'elle se soit montrée incapable de convaincre les autres ou de forger des alliances durables dans cette négociation globale, et même de s'assurer de la pérennité de la solidarité franco-allemande.

De ce fait, la négociation s'est mise à dériver. Elle avait été conçue avant mai 1981 comme nécessairement globale, afin que les concessions des uns et des autres fussent faites simultanément, de façon à rendre possible une solution d'ensemble conforme à l'objectif de renforcement de l'identité européenne et de sauvegarde des intérêts nationaux des Etats membres.

C'est en réalité à un « saucissonnage » que l'on a assisté depuis, qui s'est traduit par autant de capitulations au profit des Etats les moins européens, au détriment d'une France devenue trop faible pour pouvoir enrayer ce dépeçage, et sans profit pour l'Europe, car les problèmes d'ensemble demeurent non résolus.

Ce diagnostic peut paraître sévère. Il n'est malheureusement que l'exacte expression de la vérité, dont l'illustration exagérée un livre entier et dont on ne peut ici qu'évoquer brièvement l'essentiel : l'un des échecs les plus graves se situe dans le domaine du budget et des finances communautaires, où la France s'est laissée imposer toute une série de concessions qui portent atteinte au développement des politiques communes et qui lui font supporter une part disproportionnée des efforts budgétaires.

En matière institutionnelle, M. Mitterrand paraît rechercher pour le prochain conseil européen de Milan une fuite en avant d'inspiration supranationale, mêlant curieusement la géométrie variable, l'extension des pouvoirs de la Commission et de l'Assemblée des Communautés, et la suppression du droit de veto des Etats membres dans la plupart des cas, même lorsqu'un intérêt fondamental de l'un d'entre eux est en cause (l'arrangement de Luxembourg de 1980).

Voilà pourquoi l'invocation du droit de veto par la RFA au dernier conseil agricole, à propos des prix des céréales, était une gêne pour l'aboutissement des calculs du chef de l'Etat français. De quel prix va-t-il donc payer le compromis dont il a besoin pour poursuivre à Milan dans la voie des faux-semblants ?

Un équilibre dynamique

Les problèmes jugés vitaux par un ou plusieurs Etats membres ne seront pas résolus par des artifices de procédure, mais par la prise en compte des intérêts antagonistes, l'esprit de compromis, la volonté d'entente. Comment susciter cette prise en compte, cet esprit, cette volonté ? C'est la seule question institutionnelle qui vaille qu'on s'y arrête.

Les institutions communes apparaissent comme la novation la plus spectaculaire des traités de Paris (1951) et de Rome (1957). A l'époque, ce ne fut nullement la disposition de la Communauté.

La preuve en est que l'acquis communautaire s'est constitué sans que les institutions eussent jamais fonctionné conformément à la lettre et à l'esprit des traités.

Le calendrier du traité de Rome étant épuisé depuis plus de quinze ans, l'essentiel aujourd'hui pour relancer la construction de l'Europe est de réamorcer le processus d'un nouvel équilibre dynamique : il s'agit de conclure entre les Etats membres un engagement politique dont la forme importe assez peu, encore que la plus contraignante soit la meilleure, pour l'élaboration et l'exécution d'un programme d'action concret, précis, équilibré, couvrant une période limitée — cinq ans ? dix ans ? — au cours de laquelle le relais suivant sera négocié.

Qu'inscrira-t-on dans ce nouveau programme d'action ? Pour la France, en première ligne, cette négociation globale devrait lever une fois pour toutes l'hypothèse britannique, penser les plaies de la politique agricole et substituer au mathématisisme où l'Europe s'abandonne une politique de modernisation, d'expansion, et d'exportation des productions alimentaires. A-t-on jamais vu les Etats-Unis s'occuper d'envisager la production agricole excédentaire ?

Mais il faut aller bien au-delà de ce qui n'est que le retour à la normale et, d'abord, faire avancer l'Europe montante. Une norme ne pouvant s'édifier sur du vent, le renforcement du SME suppose, comme le soulignent à l'envi les Allemands, un effort soutenu de convergence entre les économies, avec la suppression des obstacles nouveaux à la circulation des biens, la non-discrimination des marchés publics, etc.

« A la carte »

La France et tous les autres Etats membres ayant des systèmes de protection sociale élevés ont tout intérêt à s'unir dans un espace social européen. C'est à « une amélioration des conditions de vie et de travail des Européens » et à « leur égalisation » dans le progrès que tend d'abord l'article 117 du traité de Rome. Son inépuisable oubli risque d'aligner le sort des travailleurs français sur celui des Portugais et non l'inverse, et d'entraîner des distorsions de concurrence insupportables. Il faut évidemment construire l'Europe technologique. Cette Europe-là ne peut cependant pas être circonscrite à la Communauté ni emprisonnée dans un carcan géographique. Dans ce domaine, les partenaires, concurrents et clients, sont mondiaux.

Il est désormais nécessaire que ce nouveau programme, contrairement à celui du traité de Rome, permette des engagements « à la carte » ou à plusieurs vitesses. Depuis que la Communauté s'est inconsciemment engagée dans les divergences, sans se rendre compte de l'incompatibilité, dans les termes, à constituer une union à « sans cesse plus étroite », objectif prioritaire et explicite du traité de Rome, et de plus en plus « large », cette souplesse est inévitable. L'hétérogénéité des Dix, Onze ou Douze est telle que s'ils ne doivent avancer que du même pas, ils n'avanceront plus du tout. L'essentiel est, juridiquement, que les droits et obligations de chacun soient liés et dénués d'ambiguïté, et politiquement, du moins pour la France, qu'elle-même et l'Allemagne fédérale participent toujours au groupe moteur. Bien sûr, cet enrichissement du contenu de l'Europe n'interdit nullement de simplifier le fonctionnement des institutions et de l'adapter aux réalités.

La tâche consiste aujourd'hui moins à fonder l'Union Politique avec des majuscules qu'à faire progresser une union certes imparfaite mais déjà commencée et déjà politique. Qu'est-ce que la politique, sinon l'action collective d'une communauté ?

(*) Président du Club 89.

Opération spéciale jusqu'au 30 juin 85.

Roulez tout l'été sans payer.



Du 15 mai au 30 juin 1985, vous pouvez acheter la Volvo de votre choix et partir sans payer ! En effet, votre premier versement sera repoussé à 90 jours après la date d'achat*. De quoi passer des vacances tranquilles.

* Sous réserve d'acceptation du dossier par Volvo Financement, département du Groupe CGI, 69, av. de Flandre, 59700 Marquise-Baroeul.

VOLVO

75 - PARIS 5^e - Garage Soufflot, 179, rue Saint-Jacques - Tél. : 329.51.41 ■ 75 - PARIS 8^e - Volvo Paris, 138, av. des Champs-Élysées - Tél. : 225.60.70 ■ 75 - PARIS 13^e - Els Le Calvez, 6, rue Vulpian - Tél. : 535.98.69 ■ 75 - PARIS 16^e - Volvo Paris, 72-76, rue de Longchamp - Tél. : 727.47.37 ■ 75 - PARIS 16^e - Volvo Paris, 54-56, av. de Versailles - Tél. : 524.43.61 ■ 75 - PARIS 17^e - Volvo Paris, 112-114, rue Cardinet - Tél. : 766.50.35 ■ 75 - PARIS 19^e - Garage des Ardennes, 3-5, rue des Ardennes - Tél. : 203.30.75 ■ 75 - PARIS 20^e - Garage des Grands Champs, 58, rue des Grands Champs - Tél. : 373.73.62 ■ 77 - LAGNY-SUR-MARNE - Els Mouisset, Pomponne, 79, rue du Gal Leclerc - Tél. : 007.24.20 ■ 77 - VAUX-LE-PENIL/MELUN - Automobiles Paris-Sud, 112, route de Nangis - Tél. : 437.80.43 ■ 78 - ELANCOURT - Elancourt Automobiles, Centre Artisanal des Quatre Arènes, rue du Fonds des Roches - Tél. : 062.00.76 ■ 78 - MANTES-LA-VILLE - M. Baris Automobiles, 51, route de Houdeau - Tél. : 477.12.12 ■ 78 - PORT-MARLY - Royal Auto, 8, route de Saint-Germain - Tél. : 958.61.13 ■ 78 - SARTROUVILLE - Garage de l'Avenue, 140, rue Maurice Barthelemy - Tél. : 91.34.93 ■ 91 - CORBEIL-ESSONNE - Garage Europan, 112, bd J.F. Kennedy - Tél. : 068.92.66 ■ 91 - MASSY - Garage Gambetta, 24, rue Gambetta - Tél. : 92.02.25.80 ■ 92 - ASNIERES - Inter Garage Saire, 43-45, av. d'Argenteuil - Tél. : 793.36.69 ■ 92 - BOIS-CONCOMMES - Garage Ferid, 45-49, rue Jean-Jaurès - Tél. : 242.40.75 ■ 92 - CHATILLON-SOUS-BAGNEUX - Garage Ouest-Autos, 73, av. Marcel Cachin - Tél. : 655.37.37 ■ 92 - NANTERRE - Clemenceau Automobiles, 95-97, av. Georges Clemenceau - Tél. : 724.37.34 ■ 92 - NEUILLY-SUR-SEINE - Volvo Paris, 16, rue d'Orléans - Tél. : 747.50.05 ■ 93 - DRANCY - D.R.A.E., 45, rue Marcelin Berthelot - Tél. : 831.40.32 ■ 93 - GAGNY - Garage du Lac, 15 à 19, av. du Château - Tél. : 330.48.78 ■ Expo : 102, av. Paul Vaillant-Couturier, Neuilly-sur-Seine - Tél. : 388.05.09 ■ 93 - SAINT-DENIS - LAPN, 45, bd Anatole France - Tél. : 820.71.87 ■ 94 - CACHAN - Garage Rousseau, 156, bd de Strasbourg - Tél. : 876.62.66 ■ 94 - SAINT-MAUR-LA-VARENNE - Garage de l'Alma, 28, rue de l'Alma - Tél. : 885.89.89 ■ 94 - VILLEJUIF - B. Linder Automobiles, 10, rue Jean-Jaurès - Tél. : 726.12.93 ■ 95 - MONTIGNY-LES-CORMELLES - Garage R.G., 19-25, bd Bordier - Tél. : 997.11.96 ■ 95 - PONTAISE - Sté Sagel, 10, rue Saré Depoin - Tél. : 032.55.55.

Jérusalem

TRAVERS LE MON

Namibie

Le Monde

55 من الأصل

étranger

LE RETRAIT ISRAËLIEN DU LIBAN

Jérusalem consolide la zone frontalière

(Suite de la première page.)

Jeudi, sous un soleil brûlant, quatre M 113 et quelques camions pavoisés comme pour un parade de grands drapeaux flamboyants neufs rouges et jaunes aux couleurs du régime se sont ébranlés vers midi en direction d'Israël. Les hauts remblais de terre rouge qui protègent la position d'Ebl-Es-Saki, à une dizaine de kilomètres de la frontière, seront bientôt les seuls témoignages de l'occupation. Le sol a été nettoyé, et à quelques centaines de mètres des ordures abandonnées finissent de brûler sous la surveillance d'un soldat israélien. Sur leurs blindés, où des affichettes d'adieu sont placées, les soldats ne cachent pas leur joie de voir enfin s'achever leur aventure libanaise.

Combien reste-t-il de soldats israéliens au Liban ? C'est impossible à dire, d'autant que ceux-ci se déplacent facilement aux militaires de l'Armée du Liban-Sud, qui portent le même uniforme. A tous les points d'entrée dans la zone de sécurité confiés aux hommes du général Lahad, ceux-ci sont assistés d'officiers israéliens qui surveillent leur travail et interviennent dans tous les cas litigieux.

Le dispositif envisagé par Israël pour le contrôle de cette zone de sécurité, c'est-à-dire l'Armée du Liban-Sud, d'une part, déployée sur toute l'étendue de la bande frontalière, et les milices villageoises, d'autre part pour contrôler les villages, est en place à peu près partout. Il ne peut, de toute évidence, être efficace sans des soldats israéliens. L'Armée du Liban-Sud, environ deux mille hommes, pour l'essentiel originaires des villages du Sud, ne compterait en fait pas plus de cinq cents hommes réellement aguerris et capables de combattre.

Les chérites, 10 à 15 % des effectifs, ne sont pas autorisés à servir à bord des chars, nous dit un responsable. « Ce qui montre bien le peu de confiance qu'ils inspirent à leurs chefs. » Très peu de druzes ont d'autre part accepté de s'enrôler dans l'ALS. Sur le terrain en tout cas, les soldats du général Lahad ne ressemblent que de loin à une armée.

Les milices des villages

Quant aux milices de villages encore appelées « gardes nationales », que pourraient-elles faire ? A la sortie d'Aln-Ebel, une petite baraque de tôle ondulée. Trois vieux lits en fer sur lesquels ont été jetés des matelas de mousse troués sont installés sous les oliviers. C'est l'un des postes de garde de la milice. Sur la route, deux touaregs disposés en chicane ralentissent à peine les voitures. Assis sous l'un des arbres, Samir, le chef de la garde, la cinquantaine bien tassée, de petits yeux dans un visage rougi pas seulement par le vent, porte un colt 45 glissé dans la ceinture de son pantalon. Avec lui, deux jeunes, dont l'un a un kalachnikov et l'autre un vieux fusil de chasse.

Leur travail ? Surveiller les allées et venues à toutes les entrées du village. S'il y a un problème ? « Quel problème ? », demande Samir. Il n'y a jamais d'ennuis ici. Mais on appelle les soldats de Lahad. Comment ? Samir répond avec fierté : « Par radio. » En fait, ils n'en ont pas et leur seul rôle, affirme un habitant, est d'épionner ce qui se passe et d'informer les services de renseignements du commandement des habitants. Ils connaissent tout le monde et donc détectent facilement les étrangers. De toute façon, ils seraient bien incapables de

répondre à la moindre attaque. Samir, chauffeur de taxi de son métier, a été choisi parce que, depuis 1978, les Israéliens le connaissent bien. Il assurait les navettes vers Haïfa ou Nahariya au temps où les habitants de la bande frontalière pouvaient facilement se rendre en Israël. Ses vingt-cinq hommes, de dix-neuf ans à cinquante ans, se sont engagés pour la plupart, assure-t-il, en raison du salaire mensuel de 1250 livres libanaises. C'est moins que l'ALS - environ 1750 livres - mais le service est moins dur.

Pour être milicien, une seule obligation : être né et habiter dans le village que l'on est chargé de surveiller. Le recrutement s'est fait de façon volontaire ou par réquisition. La moyenne d'âge des miliciens semble très élevée même si depuis quelques mois, la crise économique aidant, des jeunes se sont enrôlés. La garde nationale dépend, en principe, de l'ALS qui lui fournit son salaire et ses armes, d'ailleurs totalement hétéroclites. Mais à Aln-Ebel, c'est un officier israélien qui est venu, le mois dernier, assurer la paie.

« Ils nous abandonnent comme les autres »

Un millier de réfugiés chrétiens, venus des hauteurs de Saida et même aujourd'hui de Jezzine, s'échouent dans les villages du Sud, campent encore dans les écoles ou les maisons non occupées réquisitionnées par les phalangistes locaux. Ils sont le symbole vivant du sort qu'appréhendent les chrétiens du Sud et savent mieux que personne que l'ALS, seule, est incapable de les défendre. « Foyer ce qu'a fait Israël pour protéger les chrétiens de Saida et aujourd'hui de Jezzine ? »

Rien », soupire un entrepreneur d'Aln-Ebel. Sous un grand portrait de Bechir Gemayel et devant la photo de son fils en uniforme des Forces libanaises tué lors de la guerre de la montagne, il avoue d'un air las : « Ils se disent nos amis, mais ils nous abandonneront comme les autres. »

De toute façon, l'ombre d'Israël planera toujours sur la région », assure un commerçant d'Aln-Ebel plutôt hostile à l'occupation. « Si la région reste calme, peut-être partiront-ils, affirme, pour sa part, un entrepreneur chrétien. Mais s'ils sentent le moindre danger, ils reviendront. »

Médecin chiite, le docteur X - il réclame beaucoup ici l'anonymat - croit que seule la FINUL peut garantir la paix. « Il n'y a pas un vrai contingent international qui soit une véritable force d'intervention et pas seulement de surveillance. C'est à vous, Européens, d'imposer cela à Israël. » Tous les habitants de la bande frontalière sentent que la situation leur échappe et de sanglants précédents ne sont pas pour les rassurer.

En attendant, pour Israël, la guerre du Liban n'est pas vraiment terminée. Le long de la route qui longe, côté libanais, la frontière internationale, un petit mur de béton recouvert de chevaux de frise a été construit pour éviter que des voitures-suicide se ruent sur des convois roulaient en Israël. De même, des barrières de terre, précédées de larges tranchées, ont été élevées à certains endroits. Comment mieux démontrer que la menace venant du Liban subsiste après trois ans de guerre.

FRANÇOISE CHIPAUX.

Israël redoute la désintégration de l'Armée du Liban du Sud

De notre correspondant

Jérusalem. - Plusieurs centaines de soldats israéliens se trouvaient encore en territoire libanais ce vendredi 7 juin, le gouvernement de Jérusalem ayant décidé de retarder de quelques jours l'achèvement des opérations de retrait de son armée. Le « niveau » de présence militaire israélienne au Liban tel qu'il était prévu dans les plans d'évacuation ne sera atteint qu'au milieu de la semaine prochaine. Entre cent et deux cents « conseillers » resteront alors « provisoirement » au pays du Cèdre pour y aider l'Armée du Liban du Sud (ALS) du général Antoine Lahad. En effet, selon une source militaire citée vendredi par le *Jerusalem Post*, Israël doute de plus en plus de la capacité du général Lahad à maintenir la cohésion de l'ALS jusqu'à ce qu'elle ne soit désintégrée.

Les responsables militaires israéliens reconnaissent maintenant qu'aucune des organisations libanaises actives dans le Sud n'est disposée à accepter la « prédominance » de l'ALS dans la zone de sécurité. « Amal, conviendrait-on ici, ne veut ni de l'OLP ni de l'ALS. » On observe aussi avec inquiétude à Jérusalem les pressions accrues exercées sur la population du Sud par les communistes et les fondamentalistes.

« L'évêque grec catholique de Tripoli blessé par des éléments armés. » L'évêque grec catholique de Tripoli (Liban du Nord), Mgr Elias Nejme, a été légèrement blessé jeudi par balles à la main et au pied par des éléments armés non identifiés et a dû être hospitalisé, indique la police libanaise. Plusieurs hommes armés ont pénétré jeudi matin au siège de l'évêché, où ils ont d'abord frappé Mgr Nejme avant de lui voler sa croix d'or pastorale. Ils ont ensuite tiré deux balles qui l'ont atteint à la main gauche et au pied droit. - (AFP.)

L'enlèvement de Michel Seurat et Jean-Paul Kauffmann

DES UNIVERSITAIRES FRANÇAIS LANCENT UN « APPEL AUX ARABES »

Un groupe d'intellectuels français proches du monde arabo-islamique et comprenant MM. André Miquel, André Raymond, Dominique Chevallier, Michel Chodkiewicz et plusieurs autres écrivains ou universitaires ont lancé jeudi 6 juin à Paris un « appel aux Arabes et aux musulmans au nom de l'amitié qu'ils leur ont toujours manifestée » pour qu'ils fassent tout afin que soient libérés Michel Seurat et Jean-Paul Kauffmann dans les plus brefs délais. L'orientaliste et le journaliste ont été enlevés à Beyrouth par le Djabah islamique le 22 mai.

D'autre part, au cours de la conférence de presse tenue à Paris jeudi par le comité de soutien à Jean-Paul Kauffmann, l'épouse du journaliste a déclaré : « On sait seulement qu'ils ne sont pas morts, qu'ils vont bien et qu'ils ne sont pas torturés. » M^{me} Joëlle Kauffmann a encore indiqué que le Quai d'Orsay, après avoir « tenu ses distances », était maintenant « en relation directe » avec elle. Déjà reçue une fois à l'Élysée, M^{me} Kauffmann vient d'être invitée à y retourner bientôt pour rencontrer personnellement le chef de l'Etat.

Plusieurs personnalités de premier plan de l'opposition - MM. Chaban-Delmas, Toubon, Léonard, Barrot, Madelin - assisteront à la conférence de presse, à laquelle le Parti socialiste avait délégué son secrétaire national pour les droits de l'homme, M. Pierre Bana.

A TRAVERS LE MONDE

Iran

● ÉCHEC DES BOMBARDEMENTS DE KHARG ET BANDAR-KHOMEINI. - Les deux raids effectués, jeudi matin, par l'aviation iranienne sur le terminal pétrolier iranien de Kharg et le complexe pétrochimique en construction à Bandar-Khormeyn, au nord-est du Golfe, n'ont pas causé de dommages aux installations, indique-t-on dans les milieux spécialisés étrangers de Téhéran. Les roquettes sont tombées en mer près du complexe pétrochimique, précisait-on, jeudi en fin de matinée, à l'ambassade du Japon à Téhéran. (AFP.)

Namibie

● LE PRÉSIDENT DE LA SWAPO REÇU PAR M. FABIUS. - Le premier ministre a reçu, jeudi 6 juin, à l'hôtel Mandingo M. Sam Nujoma, président de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain). A l'issue de cet entretien, le dirigeant de l'organisation nationaliste namibienne a indiqué que M. Fabius lui avait confirmé que

la représentation de la SWAPO en France sera officialisée. On précise à Matignon que des mesures en ce sens seront étudiées dans les quarante-huit heures.

Nigéria

● LONDRES REFUSE D'ACQUIESCER L'ASILE POLITIQUE A M. DIKKO. - Le gouvernement britannique a refusé, jeudi 6 juin, d'accorder le droit d'asile à M. Umaru Dikko, homme politique nigérian en exil, dont le gouvernement de Lagos a demandé l'extradition. M. Dikko avait été la victime d'une rocambolesque tentative d'enlèvement à Londres, en juillet dernier. Un porte-parole du ministère de l'Intérieur a précisé que M. Dikko avait la possibilité de faire appel de cette décision et que sa demande d'extradition était toujours à l'étude. - (Reuters.)

Ouganda

● SEPT MORTS DANS L'ATTACK D'UNE MISSION CATHOLIQUE. - Sept personnes, dont trois membres des forces

spéciales paramilitaires ougandaises, ont été tuées, mardi 4 juin, lors de l'attaque par des assaillants non identifiés de la mission catholique de Nakibano, proche de Kampala, a révélé, jeudi 6 juin, le quotidien catholique *Munro*. Les habitants des villages voisins de Kasana, Namasinda et Mayanganya ont fui à la suite de ces incidents. - (AFP.)

République sud-africaine

● PLUS DE QUATRE CENTES ARRESTATIONS DANS LES CITES NOIRES. - Quatre cent vingt-cinq personnes ont été arrêtées, jeudi 6 juin, à l'aube, au cours de deux opérations « anti-crime » menées conjointement par la police et l'armée sud-africaines dans des cités noires proches de Johannesburg et de Port-Elizabeth. a annoncé un communiqué du quartier général de la police de Pretoria. Trois cent quarante et une personnes ont été arrêtées dans la cité de Parys, à 100 kilomètres au sud-ouest de Johannesburg, et quatre-vingt-quatre personnes à Soweto. (AFP, UPI, Reuters.)

Togo

● UNE CONFÉRENCE DE PRESSE DE L'OPPOSITION INTERDITE A L'OPPOSITION. - Une conférence de presse que devait organiser, jeudi 6 juin, à Paris, le Mouvement togolais pour la démocratie (MTD) au Foyer international d'accueil de Paris (FIAP), a été interdite par le préfet de police de la capitale, comme étant « de nature à troubler l'ordre public et à porter atteinte aux relations internationales de la France ». Le président togolais, le général Gnassingbé Eyadéma, doit effectuer une visite d'Etat en France du 10 au 13 juin.

Vietnam

● LE PROBLÈME DES MILITAIRES AMÉRICAINS DISPARUS. - Hanoi a aujourd'hui dit la visite au Vietnam d'une équipe envoyée par Washington pour enquêter sur les militaires américains disparus au combat pendant la guerre, a déclaré, jeudi 6 juin, un porte-parole de l'ambassade du Vietnam à Bangkok. Aucune explication n'a été fournie. Selon Washington, deux mille neuf cent quarante Américains sont encore portés disparus au combat en Indochine, dont mille trois cent quatre-vingts au Vietnam. - (AFP.)

AFRIQUE

RÉUNIS A JAMBA, EN ANGOLA

Quatre mouvements anticomunistes créent une « internationale démocratique ».

Quatre mouvements de guérilla anticomunistes combattant en Angola, au Nicaragua, en Afghanistan et au Laos ont constitué, les 1^{er} et 2^{es} juin, à Jamba, dans l'extrême sud de l'Angola, une Internationale démocratique. L'initiative de ce regroupement, qui s'est déroulé dans la « capitale provisoire » de l'UNITA, le mouvement dirigé par M. Jonas Savimbi qui lutte contre le régime de Luanda, revient à l'Organisation Citoyenne pour l'Amérique, un mouvement conservateur que dirige M. Lewis Lehrman, candidat républicain malheureux au poste de gouverneur de New-York en 1982.

Outre M. Savimbi, assistaient à cette réunion M. Adolfo Calero, dirigeant du FDN (Front démocratique nicaraguayen), l'une des composantes des « contras », l'opposition

au régime sandiniste de Managua ; le colonel Ghulam Wardak, l'un des chefs de la résistance intérieure afghane, et M. Pa Kao Her, responsable de l'organisation de libération des ethnies du Laos. Ces quatre mouvements ont déclaré leur « solidarité avec tous les mouvements de libération dans le monde ».

L'agence soviétique Tass a accusé, jeudi 6 juin, les Etats-Unis d'être à l'origine de la création de cette Internationale démocratique qui, selon l'agence, « témoigne des intentions de l'administration Reagan d'élaborer une stratégie unifiée de commandement de ces organisations (...) pour lutter contre les pays indépendants et les mouvements progressistes et démocratiques ». - (AFP, Reuters.)

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Benne-Méry (1944-1969)
Jacques Fauret (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cinquante ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
500.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
- Les Rédacteurs du Monde -
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Benne-Méry, fondateur.

Administrateur :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Veret.

Correspondant en chef :
Claude Sals.

Imprimerie :
S. de l'Industrie
PARIS-XX

Reproduction interdite de tous articles
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE			
354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE			
687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messagerie)			
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS			
399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
IL - SUISSE, TUNISIE			
504 F	972 F	1 404 F	1 800 F
Par voie aérienne : tarif sur demande.			
Changements d'adresse définitifs ou provisaires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.			
Veuillez avoir l'obligeance d'indiquer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.			
PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER			
Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,20 \$; Côte-d'Ivoire, 335 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U. 9 \$; G.-B., 55 p. ; Grèce, 80 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 500 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 8 kr. ; Suisse, 1,80 fr. ; Yougoslavie, 110 nd.			

LAVIEFRANÇAISE

- PC : la voie italienne n'est pas pour demain.
- Succursalisme : une situation guère brillante.
- Chômage : où trouver l'argent ?
- Le refinancement de la dette extérieure française.
- Bourget "85" : le salon de la reprise.

BOURSE

- La semaine des Sicav.
- CONSEILS : Euromarché, Peugeot, Bic, Grand Metropolitan, Bell Canada.
- ÉTUDE : Bis.

LE 1^{er} HEBDOMADAIRE D'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE
Chaque samedi, 11 F, chez votre marchand de journaux

AMÉRIQUES

Brésil

La police fédérale annonce la découverte d'un corps qui pourrait être celui du criminel nazi Josef Mengele

Une nouvelle fois, Josef Mengele, le « médecin fou » d'Auschwitz responsable de la mort de quatre cent mille personnes, est donné pour mort : un couple d'allemands, résident au Brésil, a affirmé que le dernier grand criminel de guerre traqué sans succès depuis l'effondrement du III^e Reich était mort noyé, en 1979, sur une plage près de Sao Paulo.

L'ordre d'exhumation a été donné jeudi 6 juin, et l'identification du cadavre prendra une quinzaine de jours. Le département américain de la justice a, pour sa part, annoncé qu'une équipe d'enquêteurs ouest-allemands, israéliens et américains étaient partis pour le Brésil afin de participer à l'enquête. Les principaux chasseurs de nazis se sont, en effet, déclarés très sceptiques après l'annonce de la découverte du corps supposé de Mengele.

Ainsi, à Washington, M. Simon Wiesenthal a estimé la piste brésilienne peu crédible : le porte-parole du centre qu'il dirige a rappelé que Mengele a été repéré au Paraguay en 1984 par des membres de l'équipe. A Paris, M^{re} Serge Klarsfeld a estimé que si le criminel nazi était mort, les autorités paraguayennes n'auraient pas réagi comme elles l'ont fait « lors du récent séjour au Paraguay de sa femme, Beate Klarsfeld. Celle-ci, a-t-il rappelé, n'a pu rencontrer aucune personnalité du régime et a été chassée de son hôtel à Asunción. Le porte-parole de l'ambassade d'Israël au Brésil, M. Ori

Noy, a déclaré que tant que « nous n'aurons pas la preuve à 100 % que Mengele est réellement mort, nous continuerons à le rechercher ».

Au Paraguay, le jour même où était annoncée la mort du criminel nazi, le gouvernement d'Asunción a demandé officiellement aux autorités de Bonn le report de la visite que le général Stroessner devait effectuer en République fédérale d'Allemagne du 3 au 8 juillet prochain. Les autorités paraguayennes n'ont fourni aucun détail supplémentaire. Ce projet de visite avait suscité de nombreuses protestations en RF4 en raison de l'aide qu'auraient accordée les autorités paraguayennes, selon plusieurs « chasseurs de nazis », à Josef Mengele. L'ancien médecin d'Auschwitz avait obtenu la nationalité paraguayenne le 27 novembre 1959, et n'en avait été privé qu'en 1979 sous la pression des autorités de Bonn.

Enfin, en RF4, l'avocat général de Francfort, M. Hauelsen, a confirmé, jeudi, que les informations ayant conduit la police brésilienne à exhumer un cadavre qui pourrait être celui du docteur Mengele parvenaient d'Allemagne fédérale. Il a notamment indiqué que les autorités judiciaires allemandes avaient trouvé, « au cours d'une récente perquisition au domicile de la famille de Mengele, des écrits qui tendraient à prouver que Mengele est mort ». M. Hauelsen s'est cependant refusé à écarter la possibilité d'une nouvelle fausse piste. (AFP, AP, Reuters, UPI.)

Des ossements vieux de six ans...

Rio-de-Janeiro. — La présence de Josef Mengele, même sous la forme d'ossements vieux de six ans, a de quoi éveiller l'attention dans ce pays où cette présence serait dénoncée. C'est pourquoi la radio et la télévision brésiliennes ont été saisies d'une belle fièvre journalistique, jeudi 6 juin, lorsqu'un fossouyer du cimetière d'Embu, petite ville située à une trentaine de kilomètres de Sao Paulo, a commencé à planter sa pioche dans un carré d'herbes folles sous lequel était censé reposer l'ancien médecin-chef du camp de concentration d'Auschwitz.

L'ordre d'exhumation avait été donné le matin même par un juge pauliste. Le chef de la police de Sao Paulo, a déclaré alors à la presse allemande et une multitude de reporters ont assisté à la scène, dernier épisode en date d'un feuilleton particulièrement riche, celui de la traque, à travers plusieurs pays d'Amérique du Sud, du plus connu et du plus recherché des criminels de guerre nazis. Après avoir creusé profond, le fossouyer a retiré quatre ossements qui devraient livrer leur secret aux experts dans une quinzaine de jours.

De notre correspondant

Un ancien caporal de la Wehrmacht, Wolfgang Boffert, a répondu à plusieurs reprises, jeudi, qu'il s'agissait bien des restes de Josef Mengele, dont il assure avoir partagé comme ami, puis comme employeur, les dernières années. Wolfgang Boffert, technicien industriel au chômage, âgé de cinquante-neuf ans, est autrichien d'origine et vit au Brésil depuis 1952. Avec sa femme Lisolete, professeur dans un lycée, il dit avoir fait connaissance de Mengele en 1970, mais n'avoir appris sa véritable identité que deux ans plus tard. C'est un Autrichien, Wolfgang Boffert, qui avait fait les présentations. Le supposé Mengele, disait-il, faisait alors appel à « Pedro ». Après avoir vécu dans la propriété agricole d'un Austro-Hongrois nommé Janos Stammel, « Pedro » serait devenu le gardien, à partir de 1975, d'une petite exploitation appartenant à Wolfgang Boffert et située à Eldorado, dans la lointaine banlieue pauliste. Cette même année 1975, « Pedro » aurait changé de nom ; il aurait pris celui de Wolfgang Gerhardt et serait reparti dans son Autriche natale, où

il devait mourir trois ans plus tard « dans des circonstances non décelées », selon la version de la police. En même temps que le nom, il avait pris les papiers de l'ami disparu.

Le 7 février 1979, « Pedro » se trouvait avec Wolfgang et Lisolete Boffert sur une plage du littoral pauliste. Bien que la mer fut houleuse, il décida de se baigner. Il fut frappé d'une hémorragie cérébrale alors qu'il nageait, il fit des signes désespérés à ses amis. Quand ceux-ci, avec l'aide de plusieurs personnes, le retirèrent de l'eau, il était déjà mort noyé. C'est Lisolete Boffert qui s'occupa, le lendemain, de le faire enterrer. Elle choisit le cimetière d'Embu, où reposait la mère du véritable Wolfgang Gerhardt. Le mystérieux « Pedro » a été enseveli sous ce dernier nom. Pas de pierre tombale, seulement une croix et un numéro. Le gardien de cimetière dit que trois ou quatre personnes ont assisté à l'enterrement et que le cercueil est arrivé plombé. Il ne se souvient pas d'avoir vu par la suite des gens se recueillir sur la tombe. M. Wolfgang Boffert se dit assuré de l'identité de Mengele pour avoir vu le cadavre de Mengele, rendue visite à son père en 1977. Rolf Mengele serait revenu au Brésil pour emporter les objets personnels du défunt : entre autres, un journal intime et un bracelet en or.

Des restes identifiables

M. Boffert a d'abord hésité à répondre aux journalistes. Puis il a livré quelques souvenirs sur « Pedro » : « Il ne parlait jamais du passé, dit-il. Il ne semblait pas avoir été traumatisé par la guerre, en tout cas il n'en parlait jamais. Il n'était pas très bavard. C'était un homme solitaire qui aimait la nature, s'intéressait à la médecine, à la philosophie et à l'ethnologie. » Une précision qui devrait intéresser les enquêteurs : l'homme qu'a connu Wolfgang Boffert portait sur le corps des marques de balles et d'écarts d'obus.

La police de Sao Paulo a longuement interrogé mercredi l'ancien caporal de la Wehrmacht et sa femme. Ceux-ci avaient gardé chez eux un livre en allemand intitulé « Evolution de l'organisme », annoté à la main par « Pedro », qui avait rédigé ses remarques en allemand sept cents dans la tombe d'Embu dont l'une avec une obturation en or — et que la comparaison pour être faite avec un dossier odontologique, datant de 1937, qui doit venir d'Allemagne fédérale. Autre détail qui devrait faciliter l'identification : Mengele avait une déformation congénitale à l'une des phalanges de la main.

Depuis jeudi, des gardes surveillent en permanence l'institut médico-legal. Le « placard » où sont conservés les ossements est doté d'une triple fermeture dont les trois clés ont été remises à des personnes différentes. L'une d'entre elles est le chef de la police de Sao Paulo, M. Romeu Tuma. « Il y a quatre-vingt-dix chances sur cent, affirme M. Tuma, que le cadavre exhumé soit celui de Josef Mengele. »

CHARLES VANHECKE.

Etats-Unis

Le Sénat vote une aide « humanitaire » de 38 millions de dollars en deux ans à la guérilla antisandiniste

La Maison Blanche a accueilli avec satisfaction l'approbation par le Sénat, jeudi 6 juin, de l'octroi d'une aide « humanitaire » et logistique de 38 millions de dollars aux mouvements de guérilla qui combattent le gouvernement sandiniste de Managua. Dans un communiqué, le président Reagan s'est félicité que le Sénat ait compris que les « combattants de la liberté » — appellation désignant les « contras » — avaient « besoin de l'aide du peuple américain », et il a appelé la Chambre des représentants à se prononcer dans le même sens, car, a-t-il dit, « il n'y a que une solution à la tragédie du Nicaragua : celle de la démocratie, de la réconciliation et de la liberté ». Le vote à la Chambre doit intervenir au début de la semaine prochaine.

Le projet accepté par le Sénat par 55 voix contre 42 prévoit la fourniture d'une aide en nourriture, habillement, médicaments et moyens de transport d'un montant de 14 millions de dollars en 1985, auxquels s'ajouteraient 24 millions de dollars en 1986. Ce soutien serait délivré par l'intermédiaire de la CIA, l'agence américaine de renseignements. L'ambassade du Nicaragua à Washington a réagi au vote du Sénat en déclarant qu'il s'agissait là d'une « escalade de l'implication américaine » dans la région et d'un « grand pas » vers l'envoi de troupes par Washington dans le pays.

Une analyse similaire est faite par certains adversaires du projet, tel M. Edward Kennedy, qui a dénoncé dans la décision prise par le Sénat « un soutien accordé à une armée [les « contras »] pour renverser un gouvernement légitime ». Cette « diplomatie de la canonniers », a estimé le sénateur du Massachusetts, pourrait finir par conduire des forces armées américaines à une invasion du Nicaragua.

Le texte voté par le Sénat appelle le gouvernement américain à rouvrir les conversations directes avec Managua, mais il envisage aussi une reprise de l'aide militaire à la gué-

Un démenti de la Maison Blanche

Toutefois, M. Speakes, le porte-parole de la Maison Blanche, a vigoureusement démenti, jeudi, des informations publiées la veille par le New York Times et assurant que la possibilité d'envoyer des soldats américains au Nicaragua était envisagée de plus en plus souvent dans les milieux gouvernementaux. « C'est absurde », a déclaré M. Speakes, qui a ajouté : « Le président n'a pas de plan prévoyant l'usage de la force militaire en Amérique centrale, point final. Agiter le spectre d'une intervention directe des Etats-Unis est complètement faux. »

S'appuyant sur une série d'entretiens avec des diplomates et des militaires américains et étrangers en poste à Washington et en Amérique centrale, le New York Times avait affirmé que l'éventualité d'un engagement armé direct des Etats-Unis au Nicaragua était envisagée de plus en plus sérieusement. Tout en précisant qu'aucune personnalité gouvernementale n'avait affirmé qu'une invasion de ce pays était imminente ou souhaitable, le journal remarquait que plusieurs responsables avaient laissé entendre que Washington n'aurait pas le choix si d'autres actions échouaient.

C'est dans ce sens en particulier, rappelait le New York Times, que M. Shultz, secrétaire d'Etat, s'était exprimé le 23 mai dernier lorsqu'il avait déclaré que le refus du Congrès d'accorder une aide aux « contras » « rapprochait le jour où les Etats-Unis seraient placés devant le choix angoissant sur l'utilisation des forces de combat américaines ».

EUROPE

LE PROCÈS DE LA « PISTE BULGARE »

« L'URSS est le centre politico-financier du terrorisme international »

affirme Ali Agca

De notre correspondant

Rome. — Le procès de la « piste bulgare » dans l'attentat contre le pape Jean-Paul II est arrivé à un tournant les 6 et 7 juin, avec les premières véritables dépositions d'Ali Agca, auteur de la tentative d'assassinat et principal témoin à charge.

Dans les deux premières audiences, le jeune terroriste turc s'est fait complaisant dans un rôle ambigu de fou mystique, se proclamant la réincarnation du Christ et annonçant la fin du monde. Après une semaine de silence et d'absence de la salle d'audience, Ali Agca a totalement changé d'attitude : il témoigne désormais avec application et rigueur médicale les accusations contenues dans ses dépositions.

« L'affirme avec certitude que l'Union soviétique est le centre politico-financier du terrorisme international », a-t-il déclaré sur un ton solennel, non sans ménager ses effets. Il a précisé qu'il avait été initié au maniement des armes en 1977 dans le camp de Lattakia, en Syrie, par des experts bulgares et tchécoslovaques : « C'était un camp d'entraînement terroriste international où il y avait aussi des Occidentaux : Français, Italiens, Espagnols, Allemands. Je n'ai pas parlé avec eux parce que je ne connaissais pas les langues étrangères ; le camp était contrôlé par les services secrets. »

Agca est proche sur les liens internationaux du terrorisme. Il est tout

aussi disert quand il évoque son passage à la lutte armée. Ce sont « les déshillusions de la vie et les souffrances du peuple turc » qui l'ont poussé dans cette voie. Il faisait partie en 1977 d'un petit groupe d'extrême-droite de l'université d'Ankara, qui avaient monté une organisation prête à se vendre à qui en aurait besoin. Un groupe d'extrême-droite, les Loups gris, acheta ses services. Mais Agca précise n'en avoir jamais partagé les idées. Il donne de nombreux détails, affirmant ainsi que son ami Abdoullah Catti, actuellement emprisonné en France, est « le plus grand chef politique de cette organisation ».

Il raconte aussi que les activités de son petit groupe consistaient surtout à organiser « des provocations contre les organisations syndicales ou de gauche » ou de petits attentats. Pour s'autofinancer, le groupe organisait des hold-up ou des racketts. Certains de ses membres, mais pas Agca lui-même à l'en croire, étaient impliqués dans des activités de contrebande en liaison avec la Mafia turque et dans des trafics d'armes et de drogue « qui avaient des liens étroits avec les institutions bulgares ».

Agca devient, en revanche, étonnamment direct et fuyant quand le président de la cour, M. Santiapichi,

chi, essaie d'obtenir des détails sur son évasion en 1979 de la prison de Kartal Mahtepé où il attendait d'être pendu, pour l'assassinat d'Abdi Ipecki, directeur du quotidien *Miliyet*. Cet épisode reste l'un des points les plus importants et les plus mystérieux de toute l'affaire. Ali Agca s'est toujours déclaré innocent du meurtre du journaliste turc et prétend avoir simplement accepté d'en porter la responsabilité. Il avait affirmé, pendant l'audience du 6 juin, que des pouvoirs occultes turcs qui, à l'en croire, sont liés à l'appareil d'Etat étaient mêlés à l'évasion du journaliste. Il n'en dira pas plus.

S'il a réussi à sortir de cette prison dont personne ne s'élève, c'est simplement grâce à l'aide de son « ami fraternel Oral Celik », qui a corrompu les gardiens. M. Santiapichi ne semble pas croire à une version aussi simple des faits. D'où venait la somme d'argent qui servit à favoriser sa fuite ? De quelles complications a réellement bénéficié Agca ? Avait-il d'ores et déjà été choisi pour tuer le pape Jean-Paul II, qui devait, au même moment, se rendre à Istanbul ? Ali Agca élude systématiquement toutes ces questions. Devant l'insistance du président de la cour, il rétorque seulement : « Je ne comprends pas ce que la mort d'Ipecki a à voir avec l'attentat contre Jean-Paul II. »

(Interim.)

Turquie

PRÈS DE MILLE PERSONNES

ONT ÉTÉ ARRÊTÉES

DEPUIS

LE MOIS DE MARS

Ankara (AFP). — Neuf cent quatre-vingt-quatre personnes, soupçonnées d'activités extrémistes ou terroristes, ont été arrêtées en Turquie entre le 19 mars et le 4 juin, a révélé, jeudi 6 juin, le ministre de l'Intérieur, M. Yildirim Akbulut ; 623 d'entre elles sont des militants d'extrême gauche, 124 des militants séparatistes, 225 des membres de sectes religieuses interdites et 12 des militants d'extrême droite. Dans le même temps, 63 personnes sont mortes dans des affrontements armés.

Par ailleurs, la télévision nationale a dressé, mercredi soir, le bilan de la « guérilla » de ses séparatistes kurdes dans le sud-est du pays, se référant à des informations obtenues auprès du commandement de la 7^e armée en charge de sa répression. Selon ces informations, le combat séparatiste et sa répression ont fait 130 morts depuis le 15 août dernier : 40 parmi la population civile, 34 parmi les forces de sécurité et 56 parmi les rebelles kurdes ; 63 incidents armés ont marqué cette guérilla et 490 séparatistes kurdes ont été arrêtés au cours des dix derniers mois.

Suisse

Une « initiative populaire » visant à interdire l'avortement va être soumise aux électeurs

De notre correspondant

Berne. — Une « initiative populaire » intitulée « Pour le droit à la vie » sera soumise, dimanche 9 juin, à l'appréciation du corps électoral. Elle vise à interdire, de fait, l'avortement en introduisant dans la Constitution fédérale une disposition stipulant que « la vie de l'être humain commence dès la conception et prend fin par la mort naturelle ».

L'adoption de ce texte aurait également pour conséquence de prohiber l'euthanasie active tout en tolérant l'euthanasie passive. Enfin, les milieux conservateurs, à l'origine de cette proposition, entendent aussi prévenir une évolution qu'ils jugent dangereuse dans le domaine de la conception in vitro et des manipulations génétiques.

La consultation de dimanche marque une nouvelle étape dans l'après bataille que se livrent depuis une quinzaine d'années partisans et adversaires d'une libéralisation de l'avortement. Pris entre deux camps de forces sensiblement égales, et lui-même divisé, le gouvernement fédéral peine à adapter la loi à l'évolution des mœurs. En 1977, les citoyens avaient rejeté la juste proposition visant à autoriser l'avortement pendant les douze pre-

mières semaines de la grossesse. Une année plus tard, une solution de compromis élaborée par le Parlement était rejetée lors d'un référendum, les uns la jugeant trop libérale, les autres trop restrictive.

Le gouvernement helvétique et la majorité du Parlement ont jugé le nouveau projet superflu et en ont recommandé le rejet « parce que le droit à la vie est d'ores et déjà garanti en tant que droit fondamental non écrit ». Finalement, seul le Parti démocrate-chrétien, soutenu par la conférence suisse des évêques, l'extrême droite et certains protestants fondamentalistes, a activement fait campagne en faveur du projet.

Actuellement, les modalités de l'interruption de grossesse varient d'une région à l'autre. Six cantons, dont Genève et Vaud, se montrent relativement libéraux, tandis que huit refusent tout avortement, sauf exceptions rarissimes. A défaut de trouver une solution d'ensemble, certains pensent qu'il serait préférable de légaliser la pratique actuelle en laissant à chaque canton le soin de légiférer à sa guise.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

Hongrie

LA DÉSIGNATION DES DÉPUTÉS ET DES REPRÉSENTANTS LOCAUX

Les électeurs doivent choisir entre plusieurs candidats

Les Hongrois élisent, samedi 8 juin, leurs députés et leurs représentants locaux selon les modalités fixées par la nouvelle loi électorale, qui rend, pour la première fois, obligatoire la multiplicité des candidatures. Cette réforme est présentée comme « un pas en avant significatif dans le développement de la démocratie socialiste ». Les candidats ont, cependant, tous dû signer une déclaration de soutien au programme du Front populaire patriotique — structure unique qui accueille les organisations politiques et les principales associations — et, en tout état de cause, le rôle des parlements dans les régimes socialistes est secondaire.

L'intérêt majeur du nouveau processus d'élection réside dans le choix des candidats — qui, pour être retenus, devaient recueillir les voix d'un tiers au moins des participants aux réunions de nomination organisées dans chaque circonscription. Près de 20 % des électeurs auraient participé à ces sortes de « primaires » — mais il n'a pas toujours été facile de trouver deux candidats, tant la possibilité d'un choix avec les risques qu'il comporte est peu ancrée dans les habitudes. Certaines « réunions » ont donc été bien moroses et formelles — mais d'autres trop agitées au goût des autorités, puisque certaines personnalités dites d'opposition ont pu tester à cette occasion les limites du système : M. Laszlo Rajk (fils du ministre de l'Intérieur exécuté à l'époque stalinienne), le philosophe Gaspar Miklos Tamas, l'économiste

Tomas Bauer, ont ainsi tenté de se faire accepter comme candidats. Tous ont échoué — certains de fort peu — après avoir en la possibilité de s'exprimer en public. Mais, selon eux, ces séances pré-électorales ont été manipulées : réunions non annoncées, salles remplies à l'avance, faux décompte des voix, etc.

Au total, sur 867 candidats à la candidature au Parlement, 762 ont été retenus, pour 352 sièges à pourvoir, et 51 de ces candidats ne figureraient pas sur la liste des personnes « recommandées » par le Front patriotique.

Les principaux dirigeants du régime n'ont pas eu à participer à ce genre de réunions. Ils figurent tous sur une liste unique de 35 personnalités nationales, officiellement présentées comme trop « populaires » pour susciter des candidatures concurrentes. Cette liste comprend 16 membres de la hiérarchie politique — dont 9 membres du bureau politique du parti, des représentants des diverses minorités nationales reconnues (Slovaques, Slaves du Sud, Roumains, Allemands), des représentants des milieux créateurs, et aussi des différentes Eglises. Mais, si les chefs des Eglises protestantes et le grand rabbin du Budapest ont accepté de figurer sur la liste, le primate de l'Eglise catholique a, pour sa part, refusé, selon toute vraisemblance sur instruction du Vatican (le Monde du 2 mai). L'Eglise catholique est toutefois représentée, mais à un niveau plus modeste. — (AFP.)

Pologne

A l'occasion de la fête-Dieu à Varsovie

« NOUS DEVONS ÊTRE CONFIANTS » déclare Mgr Glomp

En Pologne, des dizaines de milliers de personnes ont participé, jeudi 6 mai, aux processions de la fête-Dieu, notamment à Gdansk et à Varsovie. Dans la capitale, le primate, Mgr Glomp, a été vigoureusement applaudi quand il a lancé un appel en faveur des droits de l'homme et du respect de la dignité humaine et évoqué les menaces « nombreuses et graves » qui pèsent sur les libertés en Pologne. Cependant, a ajouté, Mgr Glomp, « il n'y a pas lieu d'être paniqué ou d'exagérer le danger, car nous devons être confiants dans la force de la nation prête à des sacrifices ».

A Gdansk, — où le procès de trois responsables de Solidarnosc devait reprendre ce vendredi, l'évêque local a déclaré que « ni les procès, ni la répression ne seraient en mesure de falsifier la vérité ». Près de cinquante mille fidèles ont participé à la procession, derrière des calicots dont certains évoquaient des termes assez transparents : la fidélité à Solidarnosc. — (AP, AFP, UPI.)

Chypre :

Un e

Le 6 juin, le président de la République, M. Nicos Demizis, a reçu à son palais présidentiel le général de Gaulle, chef de l'Etat français, pour lui souhaiter la bienvenue à Chypre.

Le général de Gaulle a été reçu par le président de la République, M. Nicos Demizis, et par le premier ministre, M. Spyros Kyprianou.

Le général de Gaulle a été reçu par le président de la République, M. Nicos Demizis, et par le premier ministre, M. Spyros Kyprianou.

Le général de Gaulle a été reçu par le président de la République, M. Nicos Demizis, et par le premier ministre, M. Spyros Kyprianou.

Le général de Gaulle a été reçu par le président de la République, M. Nicos Demizis, et par le premier ministre, M. Spyros Kyprianou.

Le général de Gaulle a été reçu par le président de la République, M. Nicos Demizis, et par le premier ministre, M. Spyros Kyprianou.

Le général de Gaulle a été reçu par le président de la République, M. Nicos Demizis, et par le premier ministre, M. Spyros Kyprianou.

Le général de Gaulle a été reçu par le président de la République, M. Nicos Demizis, et par le premier ministre, M. Spyros Kyprianou.

Le général de Gaulle a été reçu par le président de la République, M. Nicos Demizis, et par le premier ministre, M. Spyros Kyprianou.

Le général de Gaulle a été reçu par le président de la République, M. Nicos Demizis, et par le premier ministre, M. Spyros Kyprianou.

Le général de Gaulle a été reçu par le président de la République, M. Nicos Demizis, et par le premier ministre, M. Spyros Kyprianou.

Le général de Gaulle a été reçu par le président de la République, M. Nicos Demizis, et par le premier ministre, M. Spyros Kyprianou.

Le général de Gaulle a été reçu par le président de la République, M. Nicos Demizis, et par le premier ministre, M. Spyros Kyprianou.

Le général de Gaulle a été reçu par le président de la République, M. Nicos Demizis, et par le premier ministre, M. Spyros Kyprianou.

Le général de Gaulle a été reçu par le président de la République, M. Nicos Demizis, et par le premier ministre, M. Spyros Kyprianou.

Le général de Gaulle a été reçu par le président de la République, M. Nicos Demizis, et par le premier ministre, M. Spyros Kyprianou.

Le général de Gaulle a été reçu par le président de la République, M. Nicos Demizis, et par le premier ministre, M. Spyros Kyprianou.

Le général de Gaulle a été reçu par le président de la République, M. Nicos Demizis, et par le premier ministre, M. Spyros Kyprianou.

Le général de Gaulle a été reçu par le président de la République, M. Nicos Demizis, et par le premier ministre, M. Spyros Kyprianou.

Le général de Gaulle a été reçu par le président de la République, M. Nicos Demizis, et par le premier ministre, M. Spyros Kyprianou.

EUROPE

Chypre : une île, deux réalités

II. - Un enjeu pour de plus grands que soi

De notre envoyé spécial JEAN-PIERRE CLERC

Dans un premier article, notre envoyé spécial a montré l'ampleur des divergences séparant les deux communautés, grecque et turque, qui coexistent tant bien que mal sur l'île de Chypre (le Monde du 7 juin).

Nicosie. - Au dernier étage du Saray, le grand hôtel de Lefkosha (la Nicosie du Nord), une terrasse offre une vue circulaire sur la capitale strictement scindée en deux depuis l'invasion turque de 1974.

Vers le sud, c'est une forêt de buildings, un amas de béton, sans grâce, sans repères, mais qui fourmille d'une activité de delta chinois. Par-delà la ville grecque, à l'horizon, se dessine la ligne des monts Troodos, où se nichent, parmi les pins, un semis de monastères orthodoxes.

Un demi-tour, et c'est une tout autre vision qui s'offre - est-ce, à vrai dire, encore le même pays? Lefkosha est un gros village d'Orient, avec ses minarets, ses palmiers, ses vieilles maisons aux toits plats et sa rumeur quasi campagnarde. A l'horizon septentrional, beaucoup plus proche qu'au sud, une autre chaîne de montagnes se dresse au-dessus de la plaine brûlée. L'un de ses sommets, à la silhouette caractéristique, est dénommé le Pentadaktylos, « les Cinq Doigts ». Il est visible de tout Nicosie, et, pour les Grecs, c'est un symbole : celui de la division de l'île, de l'impossibilité complète où ils sont aujourd'hui de se rendre au Nord. Pour cent quatre-vingt mille d'entre eux, depuis dix ans réfugiés au Sud, ce sommet est en quelque sorte la mémoire lancinante de leurs foyers perdus.

Notre guide, un jeune Chypriote turc du nom de Hilmi Akil, regarde ce paysage. « C'est vrai, murmure-t-il, que notre capitale est beaucoup moins développée. Mais, après tout, je l'aime mieux ainsi. » Fait-il contre mauvaise fortune bon cœur? Non, il semble sincère. Selon les statistiques les plus crédibles, la différence de revenu par tête entre le côté turc et le côté grec est de un à quatre - et ce, alors que la partie Nord possédait, avant les événements de 1974, l'essentiel du potentiel agricole et touristique.

Le miracle économique grec

Comment expliquer ce phénomène? Alors que les Turcs ont, depuis 1974, constamment gardé l'initiative pour tout ce qui touche à la « question nationale », face à la Turquie, le Sud sur la défensive et comme frappé d'atonie, ils ont perdu la bataille économique. On n'est pas loin, chez les Grecs, de croire à une sorte d'infirmité ontologique des frères séparés : face à Nikos l'industriel, l'entrepreneur, le dégoûti en affaires (le roublard aussi!), que pèse Mehmet, consciencieux, mais souvent un peu lourd? Mehmet se rebiffe, naturellement : « Les Grecs, nous dit par exemple M. Sabry, un des puissants brasseurs d'affaires du Nord, nous ont étouffés. Usant astucieusement de la reconnaissance internationale qu'ils ont abusivement seuls gardée, ils ont organisé autour de nous un féroce embargo. Malheur à l'importateur étranger qui se fournit ici : il est aussitôt mis à l'index par l'autre côté. »

Un tel embargo existe incontestablement ; mais il est, de l'avis général, de moins en moins respecté.

La Turquie, d'autre part, comble le trou du budget du Nord depuis onze ans ; il est estimé à plus de 20 % du total ! Est-ce là l'« indépendance », telle qu'elle a été proclamée le 15 novembre 1983 ? Pourtant, élément nouveau depuis cet événement, un début de « boom » de

la construction est désormais perceptible à Lefkosha. D'où viennent les fonds ? Les Grecs assurent que l'argent louche commencerait à se blanchir ici. Les Grecs en disent bien d'autres sur le Nord...

« Nous ne devons rien à personne, affirme M. Sabry. Au Sud, ils prospèrent sur des prêts du monde entier. Nous, notre développement est plus modeste ; mais il est tout entier fondé sur le travail de notre communauté. » Sur un point au moins, M. Sabry a raison : la prospérité, très visible, du Sud, est largement aidée par des crédits internationaux - au point que le montant de la dette (130 millions de dollars pour 550 000 habitants) commence à préoccuper beaucoup de monde, du secrétaire général du puissant Parti communiste, M. Papadonou, à M. Clerides, président du très conservateur Rassemblement démocratique.

Au Nord, un « patron » au Sud, le brouhaha

Sans doute la République ne pouvait-elle pas faire autrement que de s'endetter pour « recaser », après 1974-1975, 180 000 réfugiés, soit 35 % de sa population. C'est même l'un des véritables « miracles économiques » mondiaux de la fin des années 70 qu'ont réussi les Chypriotes grecs. Une vaillante petite industrie a été créée de toutes pièces, exportant notamment des textiles vers tout le Proche-Orient. L'agriculture, naguère presque uniquement fondée sur la vigne, s'est diversifiée. Enfin, le tourisme a connu un développement extraordinaire - 263 000 visiteurs en 1973, 736 000 en 1984.

Si différentes dans leur réussite économique, les deux parties de l'île n'ont pas non plus le même style de vie politique.

L'opinion commune, au Sud, est que M. Denktash, le chef de la communauté du Nord, est un « gauleiter ». L'intéressé serait un tyran qui se maintient à l'abri des baïonnettes d'Ankara.

La réalité est plus complexe. Il est certain que sans la présence, au Nord, de quelque vingt-cinq mille soldats turcs, le leader devrait rabattre de sa superbe : les Grecs, qui représentent près de 80 % de la population de l'île, sauraient, en cas - improbable - de changement du rapport des forces, le rappeler au sens des réalités. En revanche, M. Denktash aime à rappeler : « J'ai été, en 1981, élu par 51 % seulement des suffrages de mes concitoyens. » Favori d'Ankara, certes, M. Denktash doit aussi compter avec une opinion publique contestataire, dont plusieurs journaux expriment les états d'âme avec une véhémence peu commune - impensable en tout cas en Turquie. Si les activités du Parti républicain (communiste) sont suivies à la loupe par la police locale, celui-ci n'en participe pas moins à la vie politique, au point que sa progression est aujourd'hui le problème numéro un du gouvernement de Lefkosha.

Au sein même de sa formation, l'UBP, M. Denktash est contesté : on lui reproche certaines prises de position... capitulaires, face au Sud - en particulier son acceptation, l'hiver dernier d'une rétrocession aux Grecs de quelque 6 % du territoire de sa « République ». Le référendum constitutionnel du 5 mai (le Monde du 7 mai) a aussi démontré les limites de son pouvoir... comme on l'a abondamment souligné à Nicosie ! A peine plus de la moitié des citoyens se sont prononcés favorablement - et on a eu beau jeu de faire remarquer que, même au Nord, sans les suffrages de milliers de « colons » anatoliens, installés après 1974 dans l'île, le « président » n'aurait peut-être pas eu la majorité.

Pourtant, sur la « question nationale », M. Denktash peut compter soit sur l'approbation, soit, au moins,

sur le « silence dans les rangs » de tous ses compatriotes. Sur ce sujet, il est, depuis vingt ans, le « patron », celui qui a travaillé sans désemparer à donner corps à sa vision historique d'un « Etat turc » autonome, et peut-être un jour totalement séparé. L'appui évident d'Ankara à cette politique rend muets les plus intrépides.

Au Sud, le panorama est beaucoup plus flou. A vrai dire, c'est le brouhaha ! Le deuxième président de la République de Chypre, M. Kyprianou, élu en 1978 après la mort de Mgr Makarios, et reconduit en 1983, est en principe un chaud partisan de la fermeté. En 1982, cependant, M. Kyprianou, homme du centre droit, avait signé avec le Parti communiste un « programme minimum », en fonction duquel on le vit un peu assouplir sa position envers le Nord - à la grande fureur du premier ministre socialiste grec, M. Papandréou. Cette étape s'est achevée en décembre dernier : M. Kyprianou a mis fin à sa collaboration avec le PC, dans l'espoir, sans doute, de recouvrer le soutien des Etats-Unis face à la partie turque. Et désormais prévaut à nouveau, à Nicosie, une position officielle rigide. Selon ses tenants, tous les malheurs du pays ont pour unique origine l'invasion de 1974 par les troupes turques - en foi de quoi le seul remède serait le recours à la pression internationale sur Ankara, et non des concessions au Nord.

L'élément nouveau, ces derniers mois, c'est qu'il n'y a plus une majorité, au Sud, au Parlement du moins, pour soutenir une telle attitude. Le Parti communiste, passé à l'opposition, est, de longue date, favorable à un « arrangement » avec le Nord. Pour cette formation, tout est préférable, en effet, à une partition définitive qui verrait les deux moitiés de l'île se convertir en appendices, respectivement, de la Grèce et de la Turquie, c'est-à-dire... de deux membres de l'OTAN.

Deux étranges alliés

Or le PC se retrouve aujourd'hui, sur la « question nationale », allié de facto du Rassemblement démocratique de M. Clerides. Le chef de la droite n'hésite pas à heurter de front la sensibilité de ses compatriotes grecs en leur disant qu'il faut reconnaître rapidement certaines réalités désagréables sous peine de voir les Chypriotes du Nord consolider définitivement la partition.

La difficulté, pour M. Kyprianou, est que ces deux étranges alliés ont recueilli, ensemble, 59 % des voix aux élections de 1983 : même en régime présidentiel, c'est là une position inconfortable.

Le président semble compter sur la constitution d'une sorte de « front du refus » nationaliste pour transcender son isolement politique face aux « concessionnistes », communistes et conservateurs. Une telle stratégie peut, en tout cas, trouver aliment dans une crainte viscérale que partage nombre de Chypriotes grecs : celle de voir la Turquie saisir la première occasion (une crise de fonctionnement d'un futur Etat fédéral, par exemple) pour parachèver sa conquête militaire de l'île. La « ligne dure » de M. Kyprianou (1) n'a objectivement pas d'autre horizon, par-delà sa véhémence rhétorique, qu'un maintien de l'actuelle partition - avec, il est vrai, l'espoir historique que les compatriotes turcs, une fois guéris de leur évident complexe d'infériorité, comprendront que leur intérêt est dans un accommodement avec le Sud.

Les Chypriotes sont, à l'évidence, pris dans une situation qui les dépasse. Telle est la troisième facette de la réalité locale.

La position de l'île, au carrefour de trois continents (l'Europe, l'Asie et l'Afrique), en fait clairement un enjeu international. L'Union soviétique, certes, n'a jamais rien entrepris contre cette évidence : l'appartenance de Chypre à la sphère

d'influence occidentale. Mais elle n'a jamais désespéré de voir ce pays à tout le moins neutralisé. Ainsi s'explique sa préférence « stratégique » pour une formule de réunification fédérale : en attendant, les bisbilles entre Turcs et Grecs ne sont pas pour lui déplaire - non plus que certaines « ambiguïtés » de la politique étrangère de Nicosie, telle l'appartenance de ce pays européen au Mouvement des non-alignés.



Votre serrure doit être révisée !

Les cambrioleurs se perfectionnent et utilisent des techniques et des outils de plus en plus évolués. Si votre serrure ne peut résister, vous serez la prochaine victime !

Faites réviser régulièrement votre serrure en vous adressant à tout serrurier revendeur de notre marque.

Il vous dira si votre serrure est encore capable du non, de résister aux techniques actuelles des cambrioleurs

S.A. PICARD, 4, rue St-Sauveur, 75002 PARIS, 233.44.85

UN LIEU PRIVILÉGIÉ POUR LES AMOUREUX DE L'INDE

CARREFOUR INDE-NEPAL-CEYLAN

15, Rue des Écoles
75005 PARIS - 634.03.20



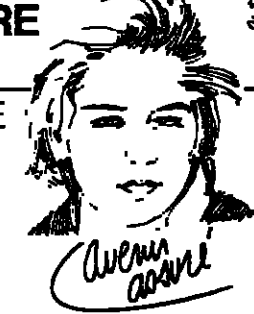
DES VOLS POUR DELHI OU BOMBAY A PARTIR DE 4.400 F A R.

DES CIRCUITS A PARTIR DE 12.645 F TOUT COMPRIS

ECOLE SUPERIEURE DE SECRETARIAT

ENSEIGNEMENT PRIVÉ

secrétariat de direction
secrétariat médical
traitement de textes



40, rue de Liège. Tél. : 387.58.83. M° Liège - Europe - St Lazare

EXPORTEZ EN ARABIE

Puissante société franco-soudanaise, longue expérience, implantation commerciale et industrielle ARABIE/GOLFE, se charge de vos missions, recherche vos meilleurs partenaires, etc.

SAMIC, 10 bis, rue des Poissonniers, 92200 Neuilly - 747-98-28

AÉRONAUTIQUE ESPACE



36^e salon international de Paris

LE BOURGET 31 MAI - 9 JUIN 85

OUVERT AU PUBLIC : SAMEDI 8 ET DIMANCHE 9 JUIN

d'après AURIAC

PIANOS BAUDE



LOCATION
à partir de 280 f/mois
VENTE
à partir de 252 f/mois

CRÉDIT CREG
jusqu'à 60 mois
LIVRAISON GRATUITE
GARANTIE 10 ANS

75 bis, av. de Wagram
75017 PARIS
763-34-17 / 227-88-54

CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS

Réception et réexpédition du courrier
Permanence téléphonique/permanence télex
Rédaction d'actes et constitution de sociétés.

GEICA/296-41-12/66 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

DIPLOMATIE

LA VISITE DU PREMIER MINISTRE INDIEN

M. Gandhi souhaite « une nouvelle expansion de la coopération » avec la France

Des mesures de sécurité exceptionnelles ont été prises à l'occasion de la visite officielle de M. Rajiv Gandhi, accueilli à Orly, jeudi 6 juin dans l'après-midi, par M. Laurent Fabius et qui a eu, en fin d'après-midi, un premier entretien avec M. François Mitterrand à l'Élysée. Le premier ministre indien et son épouse Sonia sont logés à l'hôtel Marigny, proche de l'Élysée, réservé aux hôtes de marque.

Le premier entretien entre le président français et le chef de gouvernement indien a été qualifié de « très chaleureux » par le porte-parole de l'Élysée, M. Michel Vauzelle. Ce premier contact a permis de souligner le caractère « privilégié » des relations entre Paris et New-Delhi, « la confiance et l'amitié entre le chef de l'Etat et Indira Gandhi », ayant favorisé « un bond en avant », depuis 1981, en particulier sur le plan commercial, a ajouté M. Vauzelle.

Le premier ministre indien a fait part à M. Mitterrand de sa « satisfaction » à propos de l'attitude française sur le problème du lancement de négociations multilatérales (au sein de l'accord général sur les

tarifs et le commerce, GATT), lors du récent sommet de Bonn. D'une façon plus générale, a rappelé M. Vauzelle, la France « a toujours souhaité, qu'à l'exemple de l'Inde, les pays du Sud ne se laissent pas entraîner dans la logique Est-Ouest ».

A l'issue du dîner offert par M. Laurent Fabius en l'honneur de M. Gandhi, le premier ministre français a souhaité que soient définies « les orientations d'une collaboration plus intense et diversifiée ». En partageant notre savoir-faire (pour des techniques complexes et coûteuses), sans réticence ni ingérence, nous élargissons l'espace de liberté sans lequel ni l'Inde ni la France ne seraient dignes de leurs traditions. Ce faisant, nous avons la prétention d'ébaucher un type d'association dont d'autres pays industriels et en développement ont tout loisir de s'inspirer. M. Fabius a également déclaré que, dans le monde d'aujourd'hui, il n'y avait pas de salut « hors la solidarité entre le Nord et le Sud, hors de l'établissement

d'un ordre économique et monétaire qui ramène l'équilibre, accroisse la justice et relance la croissance ».

M. Gandhi a, de son côté, affirmé que la politique de non-alignement de son pays « implique un effort actif pour construire les amitiés ». Il a souligné « l'esprit d'indépendance de l'Inde dans les relations internationales ». Il a souhaité une « intensification » de la coopération avec la France à très long terme et dans de nombreux domaines, notamment scientifique et technologique. « Notre objectif, a-t-il précisé, est d'accélérer notre développement. Nous avons grandement profité de l'aide de la France dans ce domaine et nous attendons une nouvelle expansion de la coopération entre nos deux pays ».

Le premier ministre indien, qui séjourne en France jusqu'au 10 juin, devait recevoir, vendredi après-midi, une délégation d'industriels français et présider, dans la soirée avec M. Mitterrand, l'ouverture solennelle, de l'Année de l'Inde, au Trocadéro.

L'idée d'une réunion au sommet du Conseil de sécurité des Nations unies en septembre a les faveurs de Paris et de Londres

De notre envoyé spécial

New-York. — Bien des obstacles restent à surmonter, mais l'idée agitée depuis quelques semaines suscite un intérêt aussi certain que prudent aux Nations unies. Il s'agirait de réunir, en septembre, à l'ONU, dont ce sera le quarantième anniversaire, les dirigeants des quinze pays membres du Conseil de sécurité.

L'événement serait évidemment considérable, car il mettrait MM. Reagan et Gorbatchev pour la première fois côte à côte. Quels que soient les éventuels développements de cette rencontre sous les caméras, celle-ci placerait l'ONU au centre de l'attention internationale.

Ne serait-ce que pour cette raison, le secrétaire général de l'Organisation, M. Perez de Cuellar, ne peut qu'envisager positivement cette idée de sommet à quinze, alors qu'il s'emploie depuis son élection à redonner à l'ONU son prestige.

Cela ne signifie pas qu'il va s'engager en première ligne, alors que les chances de succès sont encore minces. Mais on relève dans son entourage que « personne n'a encore dit non ». A l'origine d'une idée dont elle refuse officiellement la paternité mais qu'elle a largement lancée, la France, quant à elle, y place d'évidents espoirs. Membre permanent du Conseil de sécurité au même titre que la Chine, la Grande-Bretagne et les deux Super-Grands, elle souhaite ce sommet d'abord pour une raison prosaïque, la nécessité de rehausser l'image de l'ONU, et tout particulièrement du Conseil de sécurité, ensuite pour une raison plus prosaïque et non affichée : se valoriser elle-même en valorisant le Conseil, peut-être bien aussi valoriser son président de la République, dont le parti fera face au printemps à de difficiles élections législatives.

L'autre moyenne puissance membre du Conseil de sécurité, la Grande-Bretagne, est également très ouverte à ce projet qui la mettrait particulièrement à l'honneur. C'est elle, en effet, qui préside le Conseil en septembre, le mois durant lequel la réunion serait, si elle a lieu, la plus probable, puisque la présidence revient en octobre aux Etats-Unis. Beaucoup, enfin, des dix pays qui siègent actuellement au Conseil seraient favorables à un rendez-vous qui les unirait dans la solennité du moment aux cinq membres permanents.

Mais tout dépend, en fait, de la très chaotique évolution des rapports entre les deux super-puissances et des jeux pour lesquels opèrent MM. Gorbatchev et Reagan. Triste constat pour le quarantième anniversaire de l'Organisation des Nations unies.

BERNARD GUETTA.

Un entretien avec M. Honecker

(Suite de la première page.)

« Beaucoup d'exemples le montrent. Comme le disait un de vos grands écrivains : « J'aime tellement l'Allemagne que je suis heureux qu'il y en ait deux. » (1) Le monde en a assez des Reich allemands. Cette déclaration ne me cause pas de soucis particuliers.

— La venue de M. Fabius implique-t-elle, selon vous, une reconnaissance de Berlin-Est comme capitale de la RDA, alors que l'accord quadripartite reconnaît la responsabilité de l'URSS, des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France sur Berlin dans son ensemble ?

— Nous n'avons pas l'intention de discuter de l'interprétation de l'accord quadripartite. Nous parlons du fait qu'il y a des interprétations diverses. L'accord a permis une transformation de la situation dans le centre de l'Europe, mais croyez-en quelqu'un qui le connaît bien, le terme de Berlin n'y figure pas. Dans l'accord quadripartite, il est question des secteurs occidentaux de Berlin. C'est pourquoi il contient exclusivement des dispositions sur Berlin-Ouest (qui ont eu des effets positifs pour Berlin-Ouest), sinon il n'y aurait pas eu d'accord. Mais sa conclusion, résultat de l'action commune des quatre puissances, a été un nouvel espoir au monde. Nous sommes pour le strict respect et l'application de l'accord et nous faisons tout pour qu'il fonctionne, ce qui témoigne de la politique constructive de la RDA.

— Dans les années 70, on disait à Berlin-Est : « le thème de la détente ». Pensez-vous que les relations entre les deux Etats allemands doivent seulement refléter le niveau des rapports Est-Ouest ou bien que la RFA et la RDA doivent quelque chose à la détente ?

— De bonnes relations entre la RDA et la RFA auraient des effets positifs sur la situation internationale, mais nous nous gardons de les surestimer. Des questions importantes restent en suspens. Les relations de la RDA avec l'URSS et les Etats-Unis auront une influence sur le climat international. Une militarisation de l'espace empêcherait toute limitation des armements nucléaires ou autres sur terre. C'est pourquoi nous sommes en faveur d'un moratoire sur la mise au point d'armes cosmiques offensives et le gel des armes stratégiques offensives de part et d'autre durant toute la période des négociations, afin de créer les bases du succès de ces négociations.

La visite en RFA

n'est pas d'actualité

Ferez-vous cette année, en RFA, la visite que vous n'avez pas pu faire l'année dernière ? — Ce n'est pas une question d'actualité pour le moment, un sujet des relations interallemandes. La visite aura lieu dès que les deux parties l'estimeront utile pour le développement de leurs relations comme pour la création d'un climat international plus sain.

— Nous ne voulons pas que les voisins de nos deux Etats soient préoccupés par le traumatisme d'une éventuelle réunification de l'Allemagne. Il ne faut pas oublier que les deux Etats ont des systèmes sociaux différents et qu'ils appartiennent à des alliances différentes. Un élément important dans les relations interallemandes est la déclaration commune signée par le chancelier Kohl et moi-même sur l'inviolabilité des frontières de tous

les Etats en Europe, le respect de leur intégrité territoriale et la sauvegarde de la paix. Malheureusement, en RFA, cette déclaration n'est pas toujours respectée, et certains continuent de parler de l'Allemagne dans ses frontières de 1937. Ce sont des rêves dangereux.

— La « responsabilité commune » dans le maintien de la paix en Europe que vous-même et le chancelier Kohl avez reconnue aux deux Etats allemands implique-t-elle une action concertée de Berlin-Est et de Bonn, et quelle forme celle-ci pourrait-elle prendre ?

— La responsabilité commune aux deux Etats allemands consiste à s'employer activement à la paix, à la limitation des armements et au désarmement, afin que plus jamais une guerre ne parte du sol allemand. Voilà l'obligation qu'il nous faut assumer.

— Nous constatons avec une grande préoccupation que la transformation de la RFA en une rampe de lancement de missiles nucléaires intermédiaires — pour n'aborder qu'un sujet — est une grave danger pour la paix, car elle est



Dessin de SZLAKMANN.

contraire à l'assurance de veiller à ce que plus jamais une guerre ne parte du sol allemand. Il faut ajouter qu'une participation de la RFA aux programmes des Etats-Unis visant à la militarisation de l'espace aurait davantage de conséquences graves pour la paix et le climat politique en Europe.

— La RDA et la RFA ont de multiples possibilités pour démontrer par les actes leur volonté de paix. Il serait, par exemple, tout à fait conforme à cette responsabilité commune que la RFA opère le gel du potentiel nucléaire, l'interdiction de la militarisation de l'espace, la création de zones exemptes d'armes nucléaires et chimiques en Europe, pour un traité sur le non-recours de la force. Je rappelle la proposition avancée par le premier ministre suédois, M. Olof Palme, de créer des deux côtés de la ligne qui sépare le traité de Varsovie et l'OTAN une zone dénucléarisée s'étendant sur 300 kilomètres au total. La RDA a appuyé cette proposition, elle a même déclaré qu'elle était prête à insérer tout territoire dans une telle zone. Malheureusement, cette proposition a été rejetée par la RFA et les autres Etats membres de l'OTAN.

— En ce qui nous concerne, nous sommes demain comme hier prêts à toute action concertée aboutissant, sur la base de l'égalité et de la sécurité à des mesures concrètes de désarmement, donc au renforcement de la paix.

— Quels sont à votre avis les points qui constituent un fond commun aux Allemands des deux côtés de l'Elbe ?

— Depuis plus de trente-cinq ans, l'Allemagne des deux côtés de l'Elbe et de la Werra vivent dans deux Etats souverains, indépendants l'un de l'autre, ayant des systèmes sociaux différents et appartenant à des alliances différentes. L'existence des deux Etats est un élément essentiel et inaliénable de l'ordre européen d'après-guerre et de sa stabilité.

— Sur cette base, les rapports entre la RDA et la RFA ne peuvent être que des relations de coexistence pacifique en termes de droit international. Si l'on veut parler d'une base commune, elle réside dans l'intérêt qu'ont les citoyens de la RDA et de la RFA au maintien de la paix dans le centre de l'Europe, à un avenir pacifique pour eux et pour leurs enfants.

— En Occident et en France, notamment, l'image de la RDA qui s'impose d'abord est celle d'un mur. Pouvez-vous concevoir une situation en Europe permettant la destruction du mur ?

— Vous savez que, jusqu'au 13 août 1961, il n'existait aucun mur ni à Berlin ni à la frontière avec la RFA. Cette situation était mise à profit pour piller la RDA. Si les causes qui ont amené la construction du mur disparaissent, le mur disparaîtra. Tant que les raisons existent, le mur reste. L'existence de cette frontière a conduit en Europe à une situation qui, plus tard, a permis la conférence d'Helsinki. La stabilité créée par l'existence du mur a conduit à la reconnaissance des deux Etats

allemands puis à la CSCE. Nous sommes d'avis que ce processus de détente doit être ramené. Ce serait profitable pour tous les peuples, la France comme la RDA. La forme des contrôles aux frontières fait partie de la souveraineté de chaque Etat.

— Pensez-vous que la division de l'Europe puisse être un jour surmontée ? — Bien sûr, nous sommes pour la disparition des blocs — nous l'avons encore dit au sommet des pays socialistes — mais les conditions ne sont pas réunies. C'est pourquoi nous avons dû prolonger le pacte de Varsovie de trente ans. Nous voulons réaliser une Europe de la coopération économique, scientifique, technique, indépendamment des systèmes sociaux différents.

— L'arrivée au pouvoir de M. Gorbatchev à Moscou favorise-t-elle de nature à favoriser la détente dans les rapports Est-Ouest et une amélioration des relations entre les deux Etats allemands ?

— Lors de ma récente visite à Moscou, j'ai eu l'occasion d'avoir un échange de vues approfondi avec Mikhaïl Gorbatchev. Je peux vous assurer que l'Union soviétique continuera sa politique cohérente de sauvegarde de la paix et de détente. En témoignent les propositions concrètes avancées récemment par Mikhaïl Gorbatchev — le moratoire sur la mise au point des armes cosmiques dont j'ai déjà parlé, le gel des missiles intercontinentaux, la suspension de l'implantation de missiles intermédiaires américains en Europe et des contre-mesures. En plus, l'Union soviétique a invité toutes les puissances nucléaires à introduire un moratoire sur les explosions nucléaires en tout genre, qui serait valable jusqu'à la conclusion d'un traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires.

— L'arrêt des missiles intermédiaires jusqu'en novembre 1985 est d'ailleurs un exemple pratique de l'effort authentique que l'Union soviétique accomplit pour détendre la situation.

La coopération avec l'Europe

— L'Europe pourrait-elle apporter une contribution particulière à cette détente ?

— Sûrement. Mais beaucoup dépend du rapport entre les deux grandes puissances. Une contribution importante de l'Europe pourrait consister à empêcher la militarisation de l'espace et à liquider les armes sur la Terre. L'initiative de défense stratégique du président Reagan représente un danger pour l'humanité tout entière. Bien que nous n'ayons aucune garantie sur sa faisabilité, elle va provoquer une nouvelle spirale dans la course aux armements et aggraver la tension.

— Il en va autrement du projet français Euréka, et je peux imaginer une coopération avec l'Europe, l'organisation des pays socialistes pour l'exploitation pacifique de l'espace. Le potentiel scientifique et technique de la France est grand et la coopération dans l'espace dans des buts pacifiques aurait un effet positif sur les relations internationales. Ce serait une façon de créer un avenir commun qui serait approuvé par les jeunes du monde entier. Mais il ne faut pas oublier ce qui reste encore à faire sur la Terre pour lutter contre le chômage dans les pays capitalistes, le sous-développement, la faim.

— A propos de la coopération avec la France, quels sont les obstacles que vous avez encore à surmonter ?

— Je ne peux préjuger les résultats de mes entretiens avec M. Fabius, mais, dans le développement de nos relations politiques, économiques, scientifiques, techniques, culturelles, nous avons déjà obtenu beaucoup. Je suis convaincu que nous pouvons intensifier la coopération et les échanges, en utilisant des possibilités jusqu'ici négligées. L'objectif commun de doubler, d'ici à 1990, le volume annuel des échanges commerciaux, d'approfondir la coopération industrielle et de rendre plus étroite la coopération sur les marchés tiers repose sur des bases réelles, les centres culturels des deux Etats à Berlin et à Paris contribuent, aussi bien que les autres échanges culturels à la connaissance réciproque de nos peuples.

— Tout va bien donc ?

— Toutes les conditions sont réunies pour réaliser l'objectif du doublement des échanges commerciaux ; de notre côté, nous y sommes prêts et on me dit qu'à Paris aussi. La visite de M. Fabius, accompagnée de nombreux industriels, tombe bien, car nous préparons notre plan quinquennal. De nouvelles possibilités s'ouvrent à notre coopération, j'en suis convaincu.

Propos recueillis par DANIEL VERNET.

(1) NDLR : à l'ag. de François Mauriac.

COMMÉMORATION DE L'ASSAUT CONTRE LE TEMPLE SIKH D'AMRITSAR

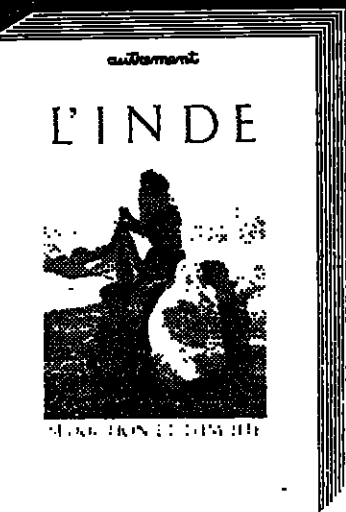
Des milliers de militants sikhs, dont une majorité d'adolescents, ont manifesté, jeudi 6 juin, dans l'enceinte du Temple d'Or, dans l'enceinte du Temple d'Or d'Amritsar au Pendjab, à l'occasion du premier anniversaire de la prise par l'armée de ce sanctuaire religieux. Une résolution glorifiant les deux « martyrs », qui ont assassiné Indira Gandhi, a été adoptée. Cette manifestation, qui s'est déroulée sans incident — d'importantes forces de sécurité avaient pris position dans les secteurs « sensibles » du Pendjab — était considérée comme le point culminant de la « semaine du génocide » organisée par la communauté sikh. L'assaut du temple, dans lequel s'étaient retranchés des séparatistes sikhs, avait fait au moins six cent cinquante morts le 6 juin 1984. — (AFP).

Annapurna

LE RESTAURANT INDIEN DE PARIS
CRÉÉ EN 1968

Rend hommage à son excellence Monsieur le premier ministre de l'Inde M. Rajiv Gandhi. A l'occasion de sa visite en France pour l'inauguration de l'Année de l'Inde. 32, rue de Berri, Paris-8 - 563-91-56

Séduction et tumulte



L'INDE

Une grande puissance mondiale née d'un continent de sages et de dieux. 230 pages dont 40 d'illustrations - 75 F.

autrement

LE CONSEIL DES MINISTRES DE L'OTAN A ESTORIL

Les Européens invitent Washington à respecter les traités SALT-2 et ABM quelle que soit l'attitude soviétique

Estoril (AFP, Reuters). — Les ministres des affaires étrangères des pays membres de l'alliance atlantique, réunis depuis le jeudi matin 6 juin à Estoril, près de Lisbonne, achèvent leurs travaux ce vendredi après-midi par la publication d'un communiqué final. Selon des sources européennes concordantes, ce texte ne devrait comporter aucune référence à l'initiative de défense stratégique du président Reagan. Les Etats-Unis auraient souhaité recevoir de leurs alliés un soutien explicite à l'IDS, mais ils s'attendaient que plusieurs d'entre eux, dont la France, s'y opposent.

Cette éventualité n'ayant pas manqué de se produire, le secrétaire d'Etat américain, M. Shultz, avec qui M. Dumas avait eu un petit-déjeuner de travail, a renoncé « de bonne grâce », a-t-on indiqué du côté français, à toute demande à cet égard. Le Danemark, la Norvège et la Grèce s'étaient associés aux réticences de la France vis-à-vis des projets de défense spatiale des Etats-Unis.

Par ailleurs, les partenaires européens de Washington au sein de l'OTAN ont manifesté, à l'occasion de ce conseil des ministres de l'al-

liance, leur attachement au plein respect des traités américano-soviétiques SALT-2 et ABM, signés respectivement en 1979 et 1972. Le premier, que le Sénat américain n'a toujours pas ratifié, limite à mille deux cents le nombre des missiles intercontinentaux à idées multiples des Deux Grands. Il arrive à expiration à la fin de l'année et M. Reagan doit prochainement statuer sur le maintien de ses dispositions. Le second porte sur les missiles antibalistiques.

Les ministres des affaires étrangères britannique, français et ouest-allemand ont estimé que les Etats-Unis devaient continuer à respecter ces engagements, quelle que soit la position de l'Union soviétique. M. Genscher, qui s'est montré le plus insistant, a notamment déclaré : « Le respect de SALT-2 et l'application du traité ABM constituent un élément important de stabilité pour le développement des relations Est-Ouest et pour les négociations de Genève ».

Le communiqué final devait toutefois faire état du soutien de l'ensemble des Etats membres de l'alliance à la position américaine dans ces pourparlers de Genève.

563-91-56

... M. Honecker

politique

Les risques de l'improvisation économique

(Suite de la première page.)

A quoi Jacques Rueff répond-il : « Je vous affirme, mon général, que le Plan, s'il est intégralement appliqué, rétablira en très peu de semaines l'équilibre de notre balance des paiements. De cela je suis absolument sûr : j'accepte que l'opinion que vous aurez de moi à l'avenir dépende entièrement du résultat obtenu. »

C'est un fait que le général de Gaulle n'eut pas à regretter sa décision. Les résultats annoncés furent obtenus dans le délai orgueilleusement mais rationnellement prévu. Le franc, qu'on donnait pour « structurellement » faible, allait se ranger parmi les monnaies fortes pendant de longues années ; quant à l'expansion, elle ne fut guère ralentie que pendant quelques mois. Les circonstances, dira-t-on, étaient différentes.

A quoi on peut répondre d'abord que, aujourd'hui, la situation relative de la France en Europe et dans le monde est nettement meilleure qu'elle ne l'était à l'époque, que l'équilibre de sa balance des paiements est pratiquement assuré et l'état de ses réserves presque satisfaisant, toutes choses qui étaient loin d'être réalisées en 1958. Autrement dit, la tâche à remplir n'était pas forcément plus facile hier qu'elle ne l'est aujourd'hui.

A cela, il faut encore ajouter un élément propre à faire ressortir l'actualité de la méthode expéditive, mais, ô combien ! réfléchie, appliquée il y a vingt-six ans et demi. Son inspirateur principal, Jacques Rueff, posait le problème exactement dans les mêmes termes qu'il se pose actuellement aux Français, de plus en plus nombreux à se demander si, avec un chômage touchant plus de deux millions et demi de personnes, il convient de continuer à raisonner uniquement dans le cadre d'une politique restrictive.

Rueff avait dit, à l'époque, qu'il fallait résolument tourner le dos aux « politiques d'austérité ». Dans son rapport, il écrivait qu'il s'agissait de faire naître les ressources pour permettre à la France d'accomplir « joyeusement » les tâches qui s'imposaient à elle.

Chacun sent bien que la politique suivie par la gauche depuis mars 1983 est en train d'atteindre ses limites. Des résultats appréciables ont été obtenus dans la lutte contre l'inflation, mais on voit mal comment on pourra descendre au-dessous des 6 % de hausse annuelle (presque deux fois plus qu'en Allemagne), malgré le maintien d'un contrôle sévère des prix — quoique de plus en plus transgressé par les entreprises menacées d'échouement — sur 30 % des produits industriels et 90 % des services et des activités de commerce. Il arrive que le

franc, comme c'était le cas sous le règne de M. Barre, soutienne le mark.

Le commerce d'exportation continue à se bien porter, mais c'est au détriment d'un marché intérieur des plus moroses, dont on avait naguère promis la reconquête. Le moment n'est-il pas venu de proposer un changement des règles du jeu afin de faire sauter les entraves à l'activité partout où un élan se manifeste ?

Le danger que courent MM. Jacques Chirac et Alain Juppé est qu'ils s'éloignent le plus de leur modèle au moment où ils pensent s'en rapprocher le plus. L'idée de « créer le choc de la confiance », dont parle M. Juppé n'est pas mauvaise en soi, mais on ne peut le faire de façon dynamique qu'à la condition précisément de ne pas renouer avec ce que Jacques Rueff appelait — avec un mépris non dissimulé — « la politique de la confiance ».

Multiplier les garde-fous

La politique de la confiance, à quoi se ramènent le plus souvent dans le passé les recettes de la droite, consiste à annoncer quelques mesures propres à impressionner l'opinion, variables selon la mode ambiante, et à rassurer les possédants. Moyennant quoi, le gouvernement, à la fois pour solder le déficit qu'il laisse béant et prouver qu'il jouit effectivement de la confiance du public, lance un ou plusieurs grands emprunts, d'autant plus couronnés de succès qu'ils sont onéreux pour le Trésor public. Antoine Pinay et Valéry Giscard d'Estaing ont tour à tour illustré cette politique.

C'est pourquoi on ne peut accueillir que sous bénéfice d'inventaire le programme en dix points du RPR. S'agit-il de frapper l'imagination des Français, ou bien, à la faveur d'un bouleversement de leurs habitudes et de leurs confort, de les mettre en état de tirer un meilleur parti de leur travail et de leurs investissements ?

MM. Chirac et Juppé veulent rompre avec le « dirigisme traditionnel » de la France. Ils n'ont pas tort, mais quelle est la raison fondamentale de ce dirigisme pratiqué autant pas la droite que par la gauche (la France n'aura connu depuis 1945 que cinq ans de liberté des prix, dont deux ans et neuf mois sous M. Barre) ? Le goût de l'administration pour les contrôles ? L'explication est un peu courte, car la même propension existe dans les pays les plus libéraux.

Si la France est terriblement interventionniste, c'est parce que ses gouvernements successifs ont, en général, cherché à multiplier les garde-fous et les interdictions plutôt que de s'attaquer

franchement aux sources du débordement. M. Raymond Barre, entre 1977 et 1980, avait bien fait des efforts méritoires pour contenir le déficit budgétaire, mais qu'avait-il entrepris pour réformer, par exemple, un des systèmes de distribution du crédit les plus archaïques du monde industriel ?

Que faut-il, à plus d'un quart de siècle de distance, retenir de ce qui fut, sur le terrain économique et financier, accompli à l'aube de la V^e République ? Une seule chose, mais une chose essentielle. Si l'on veut libérer les prix, les changes, les échanges — ce qui implique aussi de cesser, comme on continue de le faire en grand, de subventionner indirectement les exportateurs, — et si l'on veut simultanément redonner aux partenaires sociaux une véritable liberté contractuelle, il faut rétablir la nécessaire discipline au cœur même du dispositif.

Or le « pacte pour le renouveau » du RPR reste à ce jour terriblement imprécis. Il insiste sur les dispositions à satisfaire l'aspiration légitime à l'autonomie et à plus de « flexibilité », mais a-t-il pris la mesure des conséquences du déséquilibre persistant des finances publiques ? Vers quoi se dirige en masse aujourd'hui l'épargne des Français ? Vers les placements à court terme, type SICAV, dont le rôle essentiel est de servir de relais au financement du déficit budgétaire. D'ont, dans ces conditions, s'étonner que continue à croître le chômage, alors qu'on assiste à ce formidable détournement de ressources au profit des besoins immédiats du Trésor ?

Le point 8 du programme de M. Chirac promet « une opération inédite sur les comptes 1986 pour révéler la vraie facture du socialisme et proposer les mesures qui permettront de la solder ». Passons sur la formulation, mais constatons que le point suivant est relatif au budget 1987, à l'occasion duquel on nous annonce 40 milliards d'économies et 40 milliards d'allègements fiscaux sous la forme d'une réduction de la taxe proportionnelle et de la baisse de l'impôt sur le revenu. Que restera-t-il pour l'opération d'assainissement de l'année prochaine qui devrait pourtant être sévère si on part de l'hypothèse que la « facture du socialisme » est lourde ?

Selon toute apparence, il faudra ou bien créer un impôt spécial, ou bien recourir au seul impôt qui rapporte et dont le programme ne parle pas. Mais la TVA en France est déjà la plus élevée d'Europe, Suède exceptée, et sa hausse ne pourrait que favoriser le travail au noir. La guerre éclair ne souffre pas l'improvisation.

PAUL FABRA.

Le Sénat : oui à la proportionnelle départementale pour les élections régionales

A peine plus de quatre heures auront suffi au Sénat pour examiner, jeudi 6 juin, le projet de loi relatif à l'élection au suffrage universel des conseillers régionaux. Désintéressé, prudence, désignation, expliquent la brièveté du débat. A l'exception de M. Michel Giraud (RPR, Val-de-Marne), président du conseil régional d'Ile-de-France qui était en même temps le rapporteur de la commission des lois, aucun des sénateurs, présidents de région, n'est intervenu. Même pas M. Edgar Faure (Gauche dém., Doubs), président du conseil régional de Franche-Comté, qui s'est abstenu de défendre ses amendements dont l'un notamment disposait que les sénateurs seraient « membres de droit des conseils régionaux ».

L'opposition majoritaire au palais du Luxembourg, étant parvenue avec peine à une position commune, n'a pas pris le risque d'entrer au fond dans l'examen du texte de crainte sans doute de laisser percer certaines divergences. Du coup à l'exception du rapporteur, aucun RPR n'a participé au débat : pas

plus que les RI et les membres de la fraction de la Gauche démocratique favorable à l'opposition nationale. Seule l'Union centriste avait délégué trois des siens. M. Louis Jung (Bas-Rhin) dont une ancienne proposition de loi inspirait l'unique amendement de la commission des lois, s'est interrogé sur la justification de la multiplicité des modes d'élection applicables aux collectivités territoriales (proportionnelle corrigée pour les communes, majoritaire intégrale pour les cantons et proportionnelle intégrale pour les régions) et sur les risques de conflits entre les différents niveaux.

Après M. Pierre Schiélé (Haut-Rhin), pour qui l'élection au suffrage universel ne suffira pas à faire de la région une collectivité territoriale de plein exercice, M. Pierre Sauri (Val-d'Oise) a regretté la simultanéité des dates entre élections législatives et régionales (critique que reprendra le radical de gauche M. Michel Rigou), ainsi que la « confusion », la « dispersion » des moyens et l'« augmentation des dépenses de fonctionnement » que l'existence de quatre niveaux d'administration (communes, départements, régions et Etat) « aux compétences parfois identiques » pourrait engendrer.

Pour les radicaux de gauche et les communistes, il s'agissait de réitérer les souhaits formulés par leurs collègues de l'Assemblée nationale : répartition régionale des restes, suppression du seuil de 5 % des suffrages exprimés, au-dessous duquel les listes ne sont pas admises à la répartition des sièges, et substitution de la règle du plus fort reste à celle de la plus forte moyenne. Seule satisfaction pour le PC : l'intérêt qu'a semblé manifester M. Joxe pour une suggestion de M. Charles Lederman (Val-de-Marne) d'organiser une campagne électorale officielle radiodiffusée et télévisée pour les régionales.

A. Ch.

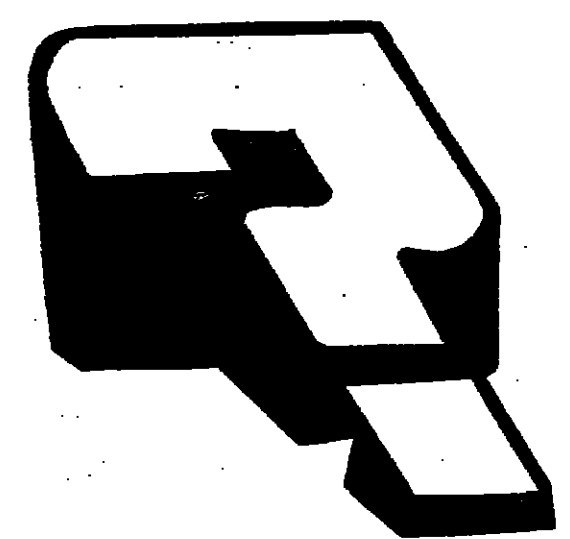
● **Annulation d'une élection cantonale dans le Pas-de-Calais.** — Le tribunal administratif de Lille a annulé, jeudi 6 juin, l'élection de M. Léon Fatous (PS) dans le canton d'Arras-Ouest. Conseiller général sortant, M. Fatous avait été réélu au second tour des élections cantonales de mars dernier avec 23 voix d'avance sur son adversaire de l'opposition M. Ledieu (RPR).

● **Guadeloupe : démission au RPR.** — M. José Moustache, président du conseil régional de la Guadeloupe, ancien député, s'est démis de ses fonctions de secrétaire de la fédération guadeloupéenne du RPR, indiquant-on, jeudi 6 juin, au siège parisien du mouvement chiracien. Contesté par certains militants locaux du RPR qui lui faisaient grief de sa modération à l'égard de la gauche et des indépendantistes, et qui lui reprochaient d'avoir contribué, lors des élections cantonales, à la défaite de M^{me} Lucette Michaux-Chevry (div. opp.), laquelle avait perdu la présidence de l'assemblée départementale au profit des socialistes. M. Moustache a pris sa décision après une visite dans l'archipel de M. Bernard Pons, ancien secrétaire général du RPR.

La décentralisation est-elle le bouleversement annoncé et attendu ? Le temps des préfets seuls maîtres à bord est révolu. Mais commence celui des grands élus...

Le Monde.

FORZLA I MATTI



Venise nous est offerte

J'ai découvert un restaurant où la chaleur, les arômes, les lumières, les sons et tout le reste sont différents

I Matti
27, Bd des Italiens
Tel: 268.00.54

Opéra

An 50°, 300° et 1000°
convive Francesco vous offre
un voyage à Venise en Orient Express

Menu formule : 60f Carte environ : 120f

Jacques Rondin

Le sacre des notables

La France en décentralisation

Fayard L'espace du politique

336 pages 79 F **FAYARD**

POLITIQUE

LE DÉBAT SUR L'IMMIGRATION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Sourdine sur les passions...

Dans le débat sur l'immigration qui a eu lieu, jeudi 6 juin à l'Assemblée nationale, les députés, peu nombreux en séance, ont tenu, pour la plupart, à mettre une sourdine aux passions que soulève généralement ce sujet controversé. Sous l'œil attentif du secrétaire général du Front national, présent dans les tribunes, les orateurs de la majorité et de l'opposition ont échangé leurs points de vue sans se départir d'une certaine sérénité... à quelques exceptions près.

En ouvrant la discussion, M^{me} Georgina Dufoux, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, rappelle qu'en 1953 un rapport du III^e Plan jugeait l'immigration « indispensable ». Puis le ministre explique qu'il y a eu en France, actuellement, 6,8 % d'étrangers, soit proportionnellement moins qu'en Allemagne fédérale et qu'en Belgique et à peine plus qu'en 1975 où ils étaient 6,55 %. Elle affirme que l'insertion des immigrés « est prioritaire pour construire la société de demain ». Mais cette volonté ne doit pas empêcher « de maîtriser les flux d'immigration ». Elle rappelle à ce sujet qu'il y a eu quarante mille refus d'admission aux frontières en 1984 et douze mille décisions judiciaires de reconduction à la frontière.

Parlant de l'aide au retour volontaire, M^{me} Dufoux indique que

« soixante-quinze mille étrangers quittent la France chaque année » mais il lui paraît difficile que ce chiffre augmente beaucoup car « il ne saurait y avoir de retour réussi que dans le cadre d'une politique de réinsertion et de développement du pays d'origine. Or, la réinsertion est parfois plus malaisée encore que l'insertion ». Il lui semble « peu concevable de prétendre inverser profondément le flux migratoire Sud-Nord tant que les nations du sud n'auront pas atteint un certain degré de développement ».

Évoquant le souhait de certains de modifier les conditions de naturalisation, M^{me} Dufoux déclare : « On appartient à une nation par le choix de vie que l'on fait (...). Le temps fait le tri plus sûrement que les textes. Ce n'est pas aujourd'hui, alors que la génération issue de l'immigration commence à montrer sa volonté d'être des nôtres, qu'il faut faire obstacle à cette volonté de vivre ensemble ».

Premier orateur, M. Guy Ducloux (PC, Hauts-de-Seine) explique la présence en France de nombreux émigrés par « le développement du capitalisme, les séquelles du colonialisme, la persistance du néo-colonialisme ». Il affirme : « Les attitudes de méfiance et de rejet (...) se nourrissent de la destruction des solidarités et du déclinement de toute la vie sociale que suscite la politique d'aggravation de la crise menée par le gouvernement socialiste ».

M. Michel Noir (RPR, Rhône) explique que le gouvernement « porte une part de responsabilité » dans « la situation explosive d'aujourd'hui » car il a « exaspéré les Français » en régularisant la situation des immigrés clandestins, en acceptant que certains syndicats « manipulent les gros basculons d'immigrés de l'automobile ». Il parle de « l'exaspération des nationaux au regard des personnes étrangères ne respectant pas nos lois et pourtant puisant dans les caisses ».

Le RPR : la France ne doit pas être attractive

Puis M. Noir présente les propositions de son mouvement. Pour que la France cesse d'être « attractive », il demande que les prestations familiales et l'aide sociale soient réservées à ceux qui entrent régulièrement sur le territoire. Il annonce que, arrivé au pouvoir, le RPR abrogera les dispositions « aberrantes et fastidieuses » sur le regroupement familial, renforcera la police de l'air et des frontières, appliquera « strictement » la charte de Genève sur les réfugiés politiques, réformera le droit d'expulsion et rétablira le système du visa.

Cela étant, M. Noir se déclare favorable à l'intégration fondée « sur un contrat moral entre Français et étrangers », qui implique « que chacun accepte la différence de l'autre, dès lors que la volonté de

partager les valeurs de la communauté nationale est manifestée au-delà du seul respect des règles de droit », car il ne croit pas aux « sociétés pluriraciales ou pluriculturelles ». Si le RPR ne veut pas revenir sur les cartes uniques de séjour, il demande qu'elles soient retirées « aux délinquants ». Il souhaite aussi une révision des modes d'acquisition de la nationalité française en les faisant « reposer plus sur le volontariat » (1).

M. André Billardon, le président du groupe socialiste, trouve « constant de voir ceux qui ont organisé non pas l'immigration, mais l'importation de main-d'œuvre il y a encore quinze ans » se plaindre aujourd'hui de l'importance de la population immigrée; il rappelle qu'en 1966 le ministre du travail déclarait que « l'immigration clandestine elle-même n'est pas inutile ».

Le porte-parole des socialistes ajoute qu'en maintenant les immigrés « à l'extérieur de la vie civile, en leur refusant toute possibilité d'intégration à eux, à leurs familles, à leurs enfants français nés sur le sol français, les gouvernements antérieurs ont préparé le terrain de l'exclusion et de la haine à l'égard des communautés ». Abordant la préparation de l'avenir, il déclare : « L'histoire de la France est celle de l'intégration de groupes ethniques, culturels, religieux, multiples, et l'on voudrait aujourd'hui nous faire tourner une page de cette histoire ».

L'UDF : il y a des seuils de tolérance

M. Alain Mayoud (UDF, Rhône) reconnaît qu'il n'existe pas « de recette miracle ni de solution toute prête » et que les propositions qu'il formule seront « coûteuses et exigent un laps de temps relativement long pour qu'elles puissent durablement se concrétiser ». Pour « inverser les flux migratoires », il propose de substituer à l'actuel titre unique de séjour deux types de carte correspondant à deux statuts différents : celui d'« immigrant » pour ceux qui souhaitent s'établir définitivement en France; et celui de « coopérant » pour les autres, qui alors ne pourraient pas rester plus de cinq ans dans notre pays après un premier délai, lui aussi de cinq ans pendant lequel tous les immigrés auront un statut de « résident à titre provisoire » avant de choisir leur statut définitif.

Le porte-parole de l'UDF souhaite aussi la mise en place « de conseils consultatifs des communautés étrangères » dans les villes à forte implantation étrangère. Vouloir « préserver notre identité nationale », exclut « toute conception de société pluriethnique ou multiconfessionnelle qui aboutirait inéluctablement à l'éclatement de la communauté nationale ».

Jugeant nécessaires des mesures d'incitation au retour dans les pays d'origine, M. Mayoud demande que le système actuel soit étendu à tous ceux qui le souhaitent et non pas réservé aux travailleurs licenciés. Il explique aussi que cette politique doit « être envisagée comme une politique d'aide au développement des pays d'origine ». En parallèle, il préconise des procédures d'exclusion automatique du territoire français de tous ceux qui « auraient enfreint nos lois » et donc le rétablissement de « la procédure administrative de reconduction à la frontière des étrangers dont l'entrée ou le séjour serait irrégulier ». De même il demande la révision de la législation du droit d'asile « dont le dévoiement est devenu une situation scandaleuse ».

L'UDF estime que « la citoyenneté française doit être un acte

volontariste ». Aussi elle demande qu'il n'y ait plus « d'automatisme de l'acquisition de la nationalité française en raison du lieu de naissance ». Estimant qu'il existe « un seuil de tolérance », M. Mayoud veut trouver un juste équilibre entre un « isolement qui prive le migrant de son environnement et une concentration trop forte dans de grands ensembles qui deviennent autant de quartiers réservés générateurs d'insécurité ».

M. François Asseline (PC, Seine-Saint-Denis) estime que les limites apportées aux regroupements familiaux par le gouvernement sont « injustifiées » et annonce que son groupe va demander la création d'une commission d'enquête parlementaire sur les conditions de logement des immigrés, « question fondamentale », car, rappelle-t-il, « ils sont tous groupés dans les mêmes communes, souvent à direction communiste ».

Le PS :

Il n'y a plus d'immigration

M^{me} Françoise Gaspard (PS, Eure-et-Loir) s'étonne que la droite n'ait pas pris l'initiative d'un tel débat « il y a dix, quinze ou vingt-cinq ans quand la France était terre d'immigration ». Car elle rappelle que, si la population étrangère a augmenté de 95 % entre 1954 et 1972, actuellement « jamais l'immigration n'a été aussi faible depuis un siècle ». Elle n'est, aujourd'hui, dit-elle, que celle des clandestins, des familles qui rejoignent leurs femmes ou leurs maris, des réfugiés.

L'ancien maire de Dreux accuse l'opposition de cacher la vérité : « 80 % des étrangers qui résident en France aujourd'hui sont là depuis plus de dix ans. La plupart resteront ». Aussi, pour elle, s'il n'y a plus d'immigration, « il y a en France des femmes, des hommes et des enfants regardés comme des immigrés. Ils sont là pourtant et ils sont la France ». Elle remarque que « ce sont des prolétaires quand les Français plus anciens tentent de fuir le prolétariat pour s'intégrer dans les classes moyennes ». Et elle conclut : « L'immigration pose des problèmes que la France n'a pas su résoudre depuis trente ans et qui sont des problèmes français : misère des banlieues, médiocrité des constructions des années de croissance, aberration de l'urbanisme, inadaptation de l'école à sa mission, arrêt de la croissance, chômage. Il n'y a pas de problème immigré sauf à confondre les maux et les symptômes ». Quant à la citoyenneté, elle fait remarquer que « ses attributs ont toujours été le fruit d'une conquête ».

M. Bernard Stasi (UDF, Marne) accuse « la grande majorité de la classe politique d'avoir, par ignorance ou par ignorance, trop longtemps refusé de regarder certaines vérités en face ». S'il pense que l'aide au retour est « l'occasion d'inventer des modalités particulièrement intéressantes de l'aide aux pays en voie de développement », il prévient que « la grande majorité des immigrés restera en France ».

Abordant les problèmes de la cohabitation, M. Stasi déclare : « On ne peut à la fois regretter et dénoncer le peu d'ardeur de certains immigrés à participer à la vie des Français et en même temps leur refuser tous les moyens de le faire », et qu'il faut reconnaître « le droit à la différence ». Il se dit persuadé que, si « le pari de la différence vécue et acceptée serealiment », n'est pas gagné, « nous risquons d'avoir à faire face à des situations explosives ». M. Frédéric Jallon (PS, Guadeloupe) décrit la situation des Français originaires de l'outre-mer vivant en métropole,

affirme « le vrai problème, est celui du racisme ».

Répondant aux orateurs, M^{me} Dufoux se félicite des points de consensus. A propos des modalités d'acquisition de la nationalité française, elle explique qu'elles ne sont pas automatiques, sauf pour les étrangers nés en France de parents eux-mêmes nés en France et qu'il s'agit là « d'assumer notre passé colonial ». Elle rappelle aussi que les droits sociaux ne sont accordés qu'à ceux qui sont en situation régulière. Quant à l'aide sociale, si elle reconnaît qu'il y a quelques abus, elle ne voit pas comment celle-ci pourrait être refusée à ceux qui « sont en réelle situation de détresse, même s'ils ne sont pas entrés en France régulièrement ». Le ministre s'élève contre M. Mayoud qui dit que la société française ne pouvait pas être pluriethnique et multiconfessionnelle, alors qu'elle l'est déjà du fait de l'outre-mer et parce que tous les Français ne sont pas catholiques. M. Stasi applaudit la fin de l'intervention de M^{me} Dufoux.

THIERRY BRÉHIER.

(1) Selon le code de la nationalité, « est Français l'enfant, légitime ou naturel, né en France lorsque l'un de ses parents au moins y est lui-même né » (art. 23). C'est le cas, notamment, des jeunes Algériens nés en France après l'entrée en vigueur des accords d'Evian, le 1^{er} janvier 1963. L'article 44 établit, d'autre part, que « tout individu né en France de parents étrangers acquiert la nationalité française à sa majorité si, à cette date, il a en France sa résidence et s'il a, pendant les cinq années qui précèdent, sa résidence habituelle en France (...) ». Toutefois (article 45), « dans l'année précédant sa majorité, le mineur a la faculté de déclarer, dans les conditions prévues aux articles 101 et suivants, qu'il déclare la qualité de Français ».

DEVINETTE POUR LA COUR DES COMPTES

« Qu'y a-t-il de commun entre un professeur battu aux élections cantonales, un intermédiaire universitaire gendre du patron d'un hôtel de Châteauneuf-Chinon et un attaché d'administration des hôpitaux en poste à l'hôpital du Petit-Quevilly (Seine-Maritime) ? Au cours de la séance des questions d'actualité à l'Assemblée nationale, le mercredi 6 juin, M. Jean-Pierre Soisson (UDF, Yonne), a choisi le mode de la devinette. Il n'a pourtant pas attendu que quelqu'un donne sa « langue au chat » pour livrer sa réponse : « Ils sont tous trois socialistes, tous trois protégés des plus hautes autorités de l'Etat et ils viennent tous trois d'être nommés conseillers référendaires à la Cour des comptes ».

M. Soisson s'est particulièrement élevé contre la nomination de l'administrateur de l'hôpital du Petit-Quevilly qui a été maintenu malgré un avis négatif de la Cour (le Monde du 1^{er} juin).

En réponse, M. Pierre Bérégovoy a rappelé les règles de nomination « au tour extérieur » des conseillers à la Cour des comptes et a affirmé qu'elles avaient été « strictement respectées depuis 1961 ». Se tournant vers M. Soisson, ancien conseiller référendaire à la Cour des comptes, le ministre de l'économie et des finances lui a lancé : « Pas cela, et surtout pas vous ! »

Au-delà des discours

Le débat sur l'immigration est plein de sous-entendus et de non-dits. Mais, sur l'essentiel, les positions des principales formations politiques sont beaucoup moins éloignées qu'il n'y paraît. Sans doute parce qu'il n'y a plus aujourd'hui trente-dix façons d'aborder, de manière un peu responsable, ce sujet brûlant.

Passons sur l'intervention de M. Bernard Stasi (UDF) qui aurait pu être contraincée, à quelques mots près, par M^{me} Georgina Dufoux. « Les trois axes » du RPR, présentés par M. Michel Noir — maîtriser les flux, réussir l'intégration, favoriser une politique de retour — ne recourent-ils pas exactement ceux du gouvernement socialiste ?

Le PS, le RPR et l'UDF sont, en effet, d'accord sur deux principes fondamentaux. D'une part, la France ne peut accueillir davantage d'étrangers : il faut donc suspendre les entrées, faire la chasse aux clandestins et encourager les immigrés qui le désirent à retourner dans leur pays. D'autre part, la grande majorité des résidents étrangers resteront définitivement en France : il faut donc organiser correctement leur insertion. Les divergences entre les trois partis ne portent que sur les moyens d'appliquer ces principes, mais elles sont loin d'être négligeables.

Choisir d'être Français

M. Alain Mayoud, porte-parole de l'UDF, réclame une modification du titre unique de séjour, valable dix ans et renouvelable de plein droit, qui avait pourtant été voté à l'unanimité par l'Assemblée nationale le 25 mai 1984. En proposant un statut de « résident à titre provisoire » pendant les cinq premières années de séjour, et un renvoi d'office en cas de privation d'emploi, il s'attaque à tout l'esprit de la réforme, qui était de donner une sécurité aux étrangers et de favoriser ainsi leur insertion. On notera cependant

que le RPR refuse de suivre l'UDF sur cette voie. Il est d'accord, en revanche, pour une réforme du droit d'asile et le rétablissement des expulsions par simple voie administrative. Les deux partis ne vont cependant pas aussi loin que le Centre national des indépendants et paysans, qui propose de créer « une banque de données sur les étrangers » et « une police de l'immigration ».

Le RPR et l'UDF rejoignent, d'autre part, le Front national pour réclamer un changement du code de la nationalité. Ils n'acceptent plus que des immigrés, nés sur le territoire national, deviennent automatiquement Français à la naissance ou à dix-huit ans. L'acquisition de la citoyenneté française doit être, selon eux, un acte volontaire, dans tous les cas. Ce nouveau cheval de bataille de l'opposition figure sans doute en bonne place dans la campagne pour les législatives de 1986.

Le droit à la différence

Troisième point de divergence entre gauche et droite : les droits sociaux accordés aux immigrés. Le RPR veut supprimer l'octroi de toute prestation aux étrangers en situation irrégulière. M. Chirac était allé plus loin dimanche dernier en évoquant la suppression de certaines allocations aux familles étrangères régulièrement installées en France. Mais le RPR ne reprend pas à son compte les propositions radicales du Front national qui veut supprimer toute aide sociale aux étrangers, donner une priorité d'embauche aux Français et le rapatrier les non-travailleurs.

La gauche passe pour défendre « le droit à la différence » et pour vouloir accorder le droit de vote aux étrangers aux élections locales. La droite, elle, est censée faire de la nationalité un critère absolu : soit on est étranger, et on accepte toutes les contraintes de ce statut; soit on devient

Français, et on décide alors de l'être à part entière.

En réalité, les positions des uns et des autres sont moins tranchées, comme l'a montré le débat de jeudi, dans un hémicycle étrangement désert. Le PS n'est pas prêt à accorder un droit de vote aux étrangers, en tout cas pour le moment. L'UDF propose d'organiser « des conseils consultatifs des populations étrangères », et le porte-parole du RPR n'hésite pas à proclamer : « Que chacun accepte la différence de l'autre, dès lors que la volonté de partager les valeurs de la communauté nationale est manifestée ».

Nul ne veut d'une société « multi-culturelle » qui serait une mosaïque de cultures juxtaposées. Il s'agit plutôt, comme l'a affirmé M. Stasi, d'« enrichir sans cesse la culture française » qui n'a jamais été figée. M^{me} Dufoux ne dit pas autre chose quand elle compare la France à un fleuve qui viendrait transformer, mais sans le dénaturer, des affluents divers.

Les socialistes sont persuadés, sans trop le proclamer, que ce ne sont pas des cultures immigrées, souvent bien affaiblies, incarnées par des communautés socialement défavorisées et privées d'élites, qui menacent l'identité française. L'insertion des immigrés — qu'on l'appelle assimilation ou intégration — est inévitable à long terme. On ne vit pas vingt ou trente ans dans un pays comme la France en restant un étranger. Mais cette intégration inéluctable ne peut ni se faire du jour au lendemain ni se décider par décret. « Toute la question est de savoir comment vivre, avec des différences, dans l'inter-vall », remarquait jeudi un responsable socialiste. La période électorale qui va s'ouvrir permettra-t-elle d'aborder cette question capitale avec un minimum de sérénité ?

ROBERT SOLÉ.

VALÉRY GISCARD D'ESTAING

**DIMANCHE
9 JUIN
à 19H**

animé par
**Gérard Carreyrou
et Alain Duhamel**

EUROPE 1

CLUB DE LA PRESSE

Attention ! Cette émission
est retransmise à 19h45
sur Canal+ sans décodeur.
Vous pouvez la regarder
sans être abonné !

CANAL+

1550 من الأصل

A black and white photograph of a man sitting at a desk. He is wearing a dark jacket, glasses, and a light-colored beanie. His hands are resting on a piece of paper on the desk. The image is split horizontally, with the top half showing the man from the chest up and the bottom half showing his legs and feet. The background is a textured wall with a window on the left.



**GROUPE
SACILOR**

C'est aussi le printemps pour la Lorraine.

société

JUSTICE

AU TRIBUNAL DE DIJON

Autopsie d'un carambolage

Dijon. — A qui la faute ? Oui, à qui incombe la responsabilité pénale de ce monstrueux carambolage qui, le 31 juillet 1982, à 1 h 40 du matin, sur l'autoroute A 6 à hauteur de Beaune, entraîna la mort de cinquante-trois personnes dont quarante-quatre enfants de Crépy-en-Valois ?

En novembre 1984, devant le tribunal civil de Sens, on en avait déjà débattu, lors d'un procès civil qui s'acheva le 3 janvier dernier par un jugement allouant 12 millions de francs aux

De notre envoyé spécial

familles des enfants morts. Mais il ne s'agissait alors que de fixer le montant d'indemnités dont le principe n'était en rien contesté par les compagnies d'assurances en cause (le Monde du 10 janvier).

Tout autre est le procès qui s'est ouvert, jeudi 6 juin, devant la quatrième chambre correctionnelle du tribunal de Dijon. Celle-ci doit

juger le chauffeur de l'un des autocars transportant les enfants, M. Antoine Alu, et le directeur de la société de transports de Saint-Jean-de-Maurienne, M. Jean Boutaz, qui avait été chargé, par la colonie de vacances La Sainte-Croix, de conduire les enfants en Haute-Savoie. L'un et l'autre ont à répondre des délits d'homicide et blessures involontaires par maladresse, imprudence, inattention, négligence et inobservation des règlements. L'un et l'autre plaident non coupables.

L'accident a été analysé dans ses moindres détails, cet accident de la circulation dont le président, M. Jean Leventi, devait dire qu'il est en lui-même de la même nature que bien d'autres, mais dont les conséquences en ont fait une catastrophe nationale. Du coup, c'est un débat technique qui s'est établi et que les familles présentes ont été les premières à accepter comme tel dans sa rigueur et sa sérénité. Du coup aussi, l'émotion a été laissée au vestiaire.

D'abord il y a les faits. Le 31 juillet 1982, vers 1 heure 30, sur l'autoroute A 6 en direction de Lyon, peu avant le point kilométrique 313, roulant sur la voie centrale les deux autocars de la société Boutaz transportant les enfants. Le premier, un véhicule Mercedes est conduit par M. Alu. Le second, qui le suit, est un car Karsboher-Setra piloté par M. René Lambert. Sur leur droite, cinq voitures particulières se suivent. Sur leur gauche, trois autres. Depuis quelques instants, deux autres véhicules, une 2 CV et une GS, se sont intercalés entre les autocars de la colonie, tandis qu'un autre car,

immatriculé en Allemagne, vient de doubler les deux premiers.

La circulation est importante. On a décombré au comptage de Chalons-sur-Saône 2 500 véhicules à l'heure. Cependant, la vitesse moyenne se situe selon les files entre 80 et 100 kilomètres-heure. Mais, quelques kilomètres plus loin, au point 316, l'autoroute se rétrécit à deux voies et ce rétrécissement entraîne des ralentissements. Au kilomètre 313, M. Alu voit s'allumer les stops du car allemand qui l'a doublé quelques instants plus tôt. Il freine mais, déjà, il heurte le véhicule à l'arrière. L'accident serait sans conséquence. Le car allemand, en effet, peut se ranger sur la voie d'arrêt d'urgence sans difficulté. Mais le véhicule de M. Alu s'est immobilisé. La GS et la 2 CV qui le suivent ne peuvent l'éviter et de surcroît elles sont écrasées elles-mêmes par le deuxième car de la colonie, celui qui conduit M. Lambert. Dans le même temps, se carambolement les véhicules de la voie de droite, où l'on recense de nombreux blessés.

Tout cela s'est joué sur une distance de 50 mètres à 100 mètres en

dix secondes. Dans le choc principal, le réservoir d'essence de la GS s'est crevé. Le carburant s'enflamme aussitôt. Ce feu fait fondre le réservoir en plastique de la 2 CV, dont le contenu va alimenter encore l'incendie. Il se propage dans l'habitacle du car de M. Lambert, dont l'avant a écrasé les deux véhicules intercalés entre le sien et celui de M. Alu. En deux minutes, la température monte à 200 °C et la densité d'oxyde de carbone dégagée par la combustion des matières plastiques de garnissage atteint 6 %. Quarante enfants et un moniteur pourrissent, seuls, s'échappant par une porte arrière. Les quarante-quatre autres mourront avec les deux chauffeurs, comme sont morts les occupants de la 2 CV et de la GS.

Un chauffeur occasionnel

A ce point des choses, que disent les experts ? D'abord que, sans la présence de la 2 CV et de la GS entre les deux autocars de la colonie, il n'y aurait sans doute pas eu d'incendie, puisque c'est l'écroulement de leur réservoir qui l'a provoqué. Mais ils disent aussi que cette présence n'était pas fautive. Elle n'est pas survenue brutalement et au dernier moment. Les deux petites voitures se trouvaient là depuis déjà plusieurs minutes et donc plusieurs kilomètres.

Devant le tribunal, M. José Lévy, l'un des experts, a montré avec des véhicules miniatures maniés et romaniés, soulève, mis les uns sur les autres, ce qui dut se passer à peu près. Alors, la fatalité ? Non. Pourquoi ? D'abord, toujours selon les experts, parce que M. Alu a freiné trop tardivement. S'il avait réagi dans l'instant où les stops du car allemand qui le précédait venaient de s'allumer, il ne l'aurait pas heurté. Ce dernier véhicule a fait tomber sa vitesse de 100 kilomètres/heure à 6 kilomètres/heure en 172 mètres. M. Alu, lui, n'a pu obtenir le même résultat, alors qu'il disposait de 125 mètres. Or, les freins de son véhicule ne présentent aucun défaut. Qu'en déduire, sinon qu'il a bien tardé à réagir ? Pourquoi ? Inattention, fatigue ? M. Alu assure qu'il n'était pourtant ni distrait ni fatigué, et qu'il a réagi immédiatement.

Pauvre M. Alu. Il a le regard doux et inquiet d'un homme dépassé par cette tragédie. Il se trouve aussi qu'il n'était pas un chauffeur professionnel, mais occasionnel. La société Boutaz l'embauchait en fin de semaine ou pendant ses congés payés de salarié dans une usine d'alumi-

nium de Pechiney dans la vallée de la Maurienne. Et, ce car Mercedes, c'était la première fois qu'il avait à le piloter.

Voilà pour lui. A M. Jean Boutaz, son patron, on fait un autre grief, celui d'un défaut d'entretien. Car, ont expliqué les experts, si le véhicule Mercedes conduit par M. Alu disposait de freins en parfait état, les freins avant de l'autre car, celui qui flamba, étaient défectueux. Examinés après la catastrophe, ils sont apparus aux experts insuffisants. Ils ont constaté une usure des garnitures de 20 % sur la roue droite et de 70 % sur la roue gauche. Ils ont relevé aussi un jeu de 3 millimètres entre les garnitures et les mâchoires. Un tel jeu, disent-ils, appelle obligatoirement un réglage, qui, en l'occurrence, ne fut pas fait.

Certes, rétorque la défense, ce jeu de 3 millimètres n'est pas contestable. Mais n'est-il pas la conséquence des effets de la chaleur dégagée par l'incendie ? On ne peut donc en tirer la conclusion certaine que les freins étaient défectueux. Réplique de l'accusation : il n'y avait pas eu de réglage depuis 1981, alors que le constructeur, dans sa notice d'entretien, spécifie bien que la vérification doit être faite tous les 5 000 kilomètres.

15 tonnes à 35 à l'heure

On a discuté sur ce chapitre à n'en plus finir, croquis à l'appui. On s'est penché sur ces freins, sur ces garnitures et ces tambours exposés là. Les uns pour dire que les effets de la chaleur étaient encore visibles, les autres pour rétorquer que la graisse qui demeure n'a même pas fondu, ce qui implique que la température n'a certainement jamais dépassé 300 degrés.

Mais les experts, par la voix de M. José Lévy, n'en demandent pas : « Si les freins du car où allaient périr les enfants avaient été en bon état, le véhicule aurait pu s'arrêter. Or, en dépit du freinage immédiat du conducteur, M. Lambert, il est arrivé à 35 à l'heure sur la 2 CV et la GS. » Et M. Lévy a dit ceci qui fera frémir ou en tout cas réfléchir : l'énergie d'un autocar de 15 tonnes à 35 kilomètres/heure, c'est à peu près celle d'une R 5 à 120 kilomètres/heure. Autrement dit, elle pulvériserait ce qu'elle rencontre.

Voilà sur quoi vont maintenant s'exprimer les avocats des parties civiles, le substitut, M. Roland, et la défense.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

MÉDECINE

L'expérimentation des médicaments sur l'homme : le gouvernement suivra l'avis du comité d'éthique

M. Edmond Hervé, secrétaire d'État à la santé, a déclaré, le jeudi 6 juin, lors d'un colloque international organisé à Paris (1), les grandes lignes du futur projet de loi concernant l'expérimentation des médicaments sur l'homme. Ce texte reprendra les principaux points de l'avis rendu en octobre 1984 sur cette question par le comité national d'éthique : l'expérimentation du médicament devra respecter le « consentement libre et éclairé » du sujet et être soumise à un « comité consultatif indépendant ». Comme nous l'indiquions alors (le Monde du 10 octobre 1984), le gouvernement a, en définitive, décidé de séparer les expérimentations menées sur le malade et celles menées sur l'homme sain. Seul ce deuxième cas de figure fera l'objet du texte de loi.

Les grandes lignes du projet de loi traduisent, à leur manière, la muta-

tion de la gauche : d'un avant-projet ambitieux, « irréaliste », dit-on aujourd'hui, — on est arrivé à un projet équilibré, qui ne devrait guère susciter d'allergie dans le monde de l'industrie pharmaceutique.

On a, en effet, abandonné l'idée de l'inversion de la charge de la preuve. Dans l'avant-projet, en effet, c'était au fabricant du médicament de démontrer que son produit n'était pas en cause. Un abandon qui suscitera de nombreuses réactions dans le monde des syndicats et des associations de consommateurs. Pour le reste, la loi reprendra les principaux chapitres de l'avis du comité national d'éthique.

J.-Y. N.

(1) « Médicaments et éthique », colloque international organisé par Prospective et santé publique.

EN BREF

● Le poseur de bombe de Guin-gamp militait dans un mouvement proche de l'extrême droite. — L'homme déshabillé pendant la nuit du lundi 3 au mardi 4 juin par la bombe qu'il se préparait à déposer devant le palais de justice de Guin-gamp (Côtes-du-Nord) a été identifié. Il s'agit de Christian Le Bihan, âgé de vingt-sept ans, demeurant à Guiclan (Finistère) et employé depuis cinq ans à la lingerie du Centre hospitalier de Morlaix. Christian Le Bihan avait été militant du mouvement breton fédéraliste européen jusqu'en 1980, puis il avait adhéré à l'extrême droite, mouvement régional proche de l'extrême droite.

Une perquisition à son domicile a permis de saisir deux fusils de chasse et deux drapeaux français vraisemblablement dérobés à des édifices publics. Une affiche représentant Jean-Michel Kernaléguen, militant de l'Armée révolutionnaire bretonne (ARB) mort en posant une bombe en septembre 1976, était épinglée au mur de l'appartement où Christian Le Bihan vivait en collocation.

● Ajaccio : trois arrestations. — Trois personnes, interpellées le 4 juin par les policiers d'Ajaccio et impliquées dans l'attentat commis pendant la nuit du 2 au 3 juin contre le village de vacances du Commissariat à l'énergie atomique dans le golfe de Lava, près d'Ajaccio (le Monde du 4 juin), ont été écrouées le 6 juin à la prison d'Ajaccio. Il s'agit de MM. François Santoni, vingt-neuf ans, instituteur, Olivier Santoni, vingt-cinq ans, étudiant, et Jacques Cuioli, propriétaire d'un débit de boissons. Les trois hommes ont été inculpés par M^{re} Béatrice de Vallon, juge d'instruction du tribunal d'Ajaccio, de destruction de biens immobiliers, reconstitution de ligue dissoute, infraction à la législation sur les armes. M. François Santoni est en outre inculpé de violences et voies de fait pour l'attentat commis le 17 février à la caserne Grossetti à Ajaccio (le Monde du 19 février). Ces deux actions avaient été revendiquées par l'FLNC.

● Condamnation pour violence contre un détenu. — Un premier surveillant de la maison d'arrêt de Nevers (Nièvre) a été condamné, mercredi 5 juin, à 3 000 francs d'amende pour violence envers un détenu. M. Eric Septier avait commis ces violences en conduisant dans une cellule de punition un Guedelpéen, M. Harry Agosto, condamné pour vol. M. Septier est toujours en fonction à la maison d'arrêt de Nevers mais depuis cet incident, il a été affecté au greffe de l'établissement.

● Suicides de deux détenus. — Un détenu de la maison d'arrêt d'Albi (Tarn), Roland Miquel, trente-cinq ans, a mis fin à ses jours dans la nuit du mercredi 5 au jeudi 6 juin, en se pendait aux barreaux de sa cellule. Roland Miquel était en détention provisoire, depuis le 20 mai, pour le meurtre, deux jours plutôt à Rabastens (Tarn), de sa compagne Pierrette Merlo, trente-trois ans, et de la mère de cette dernière, Catherine Kalasa, âgée de soixante-quatre ans. Après une dispute avec son amie, Roland Miquel avait tué les deux femmes avec un fusil de chasse. Il s'était rendu le lendemain aux gendarmes.

D'autre part, à la prison des Baumettes, Alain Gabelloni, vingt-sept ans, a été le 1^{er} décembre 1984 après une prise d'otages à Marseille, et qui s'était accusé de sept assassinats, a été retrouvé mort, mercredi 5 juin, dans sa cellule. Selon les premières constatations médicales, le détenu aurait avalé des produits

SCIENCES

L'AVION SPATIAL EUROPÉEN POURRAIT VOLER EN 1995

L'Avion spatial Hermès ferait son premier vol en avril 1995, lors du troisième tir de qualification du lanceur Ariane-5. C'est ce qu'a annoncé, jeudi 6 juin, M. Frédéric d'Allet, directeur général du Centre national d'études spatiales (CNES). Ce premier vol se fera sans équipage, mais les missions habitées suivront rapidement.

Cela laisse moins de dix ans. Or il faut encore : choisir le maître d'œuvre entre l'Aérospatiale et Dassault — ce sera fait en septembre prochain ; construire un engin qui est à la fois satellite et planeur, dans une gamme de vitesse qui va de 28 000 à 300 km/h ; maîtriser les techniques du vol habité et de la rentrée dans l'atmosphère ; mettre en place toute l'infrastructure nécessaire ; et surtout convaincre nos partenaires de financer un programme qui coûtera au moins 14 milliards de francs.

Pour l'Europe, qui a accepté au début de cette année le principe d'un doublement de son budget spatial sur dix ans, cela représenterait une augmentation supplémentaire de 15-20 % après 1990. On peut donc être sceptique sur la tenue réelle du calendrier proposé par le directeur du CNES, mais à l'instinct d'indiquer qu'en un peu plus de dix ans, l'Europe aura déjà fait, l'Hermès peut être techniquement réalisé en dix ans.

DÉFENSE

NOMINATIONS MILITAIRES

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Charles Fauriol, le conseil des ministres du mercredi 5 juin a approuvé les promotions et nominations suivantes :

● Terre. — Sont promus : général de division le général de brigade Jean Barot, Guy Le Coz (nommé directeur central des transmissions), Jean-Claude Conillon (directeur du personnel militaire de l'armée de terre) et Gérard Morel ; général de brigade, les colonels Jean Morville, Robert Granger (nommé sous-directeur à la direction centrale du génie), Jacques Pons (nommé adjoint au général gouverneur militaire de Paris, commandant la 1^{re} région militaire) et Claude Girard.

Sont nommés : adjoint au général commandant la 11^e division militaire territoriale, le général de brigade Jean-Alfred Bourgeois ; adjoint au général gouverneur militaire de Lille, commandant le 3^e corps d'armée et la 11^e région militaire, le général de brigade Alain Lacapelle ; adjoint au général commandant le 2^e corps d'armée et les forces françaises en Allemagne, le général Mary-Jean Voinot ; adjoint au général commandant la 27^e division alpine, le général de brigade Gérard Aubert de Peyrolongue ; chef de la division « organisation logistique » à l'état-major des armées, le général de brigade Raymond Remondeau.

● Marine. — Est promu contre-amiral, le capitaine de vaisseau Jacques Olivier.

● Service de santé des armées. — Est promu médecin général, le médecin chef des services de classe Claude Le Mosel.

● Commandes de patrouilleurs par le Gabon et le Maroc. — Le Gabon et le Maroc viennent de passer commande aux Constructions mécaniques de Normandie (CMN) de Cherbourg (Manche) de respectivement deux patrouilleurs rapides de type P-400 (livrables dans deux ans) et de quatre patrouilleurs de type P-32 (livrables dans seize mois). Le chantier de Cherbourg était en concurrence avec les chantiers de Cannes (Alpes-Maritimes).

DEMAIN DANS LE SUPPLÉMENT DU « MONDE »

LA BATAILLE DU COMMERCE EXTERIEUR

La France peut-elle gagner sa bataille du commerce extérieur ? Réduire la facture pétrolière : est-ce possible ? Vendre français, est-ce seulement vendre des armes ? Comment s'exporte notre vin ? En exclusivité, le catalogue de la maison « France » : les vingt-cinq objets contemporains qui s'exportent le mieux. De la 205 au moulinet de pêche. La balance commerciale et le franc, un entretien avec Jean-Pierre Fourcade.



Egalement au sommaire : — Portrait de Rudolf Nouriev.

Les grandes enquêtes de la rédaction
Le Monde
AUJOURD'HUI

MÉDECINE

Les nouveaux traitements du nanisme

Le traitement du nanisme va être bouleversé d'ici peu par l'arrivée de nouveaux médicaments. Dans quelques jours, la SANOFI sera la première firme pharmaceutique au monde autorisée à commercialiser la somatostatine (ou GRF), facteur qui contrôle la libération chez l'homme de l'hormone de croissance.

D'autre part, les dirigeants de cette filiale d'ELF-Aquitaine annoncent qu'ils vont produire, sans doute à partir de la fin de l'année prochaine, une hormone de croissance par génie génétique.

On n'aura donc bientôt plus besoin, pour traiter les enfants atteints de nanisme, de recueillir en France, chaque année, quelque

30 000 hypophyses de cadavres, à partir desquelles on extrait l'hormone de croissance naturelle.

La mise au point de ces nouveaux médicaments coïncide avec une découverte scientifique importante : plus de 90 % des nanismes sont dus à un dysfonctionnement de l'hypothalamus, et non pas de l'hypophyse comme on le pensait jusqu'à présent.

Le « nain hypothalamique »

Le traitement du nanisme fait actuellement l'objet d'une compétition très vive entre plusieurs grandes firmes pharmaceutiques. Une compétition qui ne date pas d'hier puisque Raben, en 1958, fut le premier à traiter des enfants nains par de l'hormone de croissance naturelle. Depuis cette date, la thérapeutique de cette maladie, due à une absence de sécrétion d'hormone de croissance par l'hypophyse, n'a pas changé. Ce qui ne va pas sans poser certains problèmes. En effet, la production d'hormone de croissance naturelle ne peut se faire qu'à partir d'hypophyses (une glande située à la base du crâne) que l'on recueille sur des cadavres humains. Or il faut environ trente hypophyses — et donc trente cadavres — pour traiter un enfant pendant un an. Et, rien qu'en France, on compte un peu plus de mille nains véritables actuellement sous traitement (1).

Tout cela fait donc de l'hormone de croissance naturelle un médicament à la fois très rare et très coûteux. Sa production, qui s'effectue en France sous le contrôle d'un comité d'experts, constitué par l'association France-hypophyse (présidée par le professeur Jean-Claude Job) et la pharmacie centrale des hôpitaux, étant insuffisante, les autorités sanitaires sont obligées de faire appel, pour fournir le complément, à trois firmes : une suédoise, Kabi Vitrum AB, une danoise, Nordisk, et une italo-américano-suisse, Serono.

C'est dans ce contexte de difficultés d'approvisionnement qu'ont été annoncées récemment la mise au point et la commercialisation imminente par deux firmes pharmaceutiques — Genentech et Kabi Vitrum — d'une hormone de croissance produite par génie génétique la Somatostatine (2). Mais, si, avec ce produit, les problèmes d'approvi-

sionnement ne devraient plus se poser, cette Somatostatine pourrait dans certains cas ne pas se révéler aussi efficace que l'hormone naturelle : en effet, par rapport à cette dernière, la Somatostatine possède un acide aminé supplémentaire (une méthionine) qui pourrait, en cas de traitement de longue durée, induire chez certains patients des problèmes immunologiques (anticorps neutralisants). La Somatostatine pourrait donc, avec le temps, perdre de son efficacité.

C'est précisément sur ce point que la SANOFI devrait avoir une carte importante à jouer puisque ses chercheurs ont, eux aussi, réussi à produire par génie génétique une hormone de croissance, mais sans méthionine supplémentaire. Les essais cliniques débuteront en septembre 1985 et le dossier en vue de l'obtention d'une autorisation de mise sur le marché devrait être déposé en septembre 1986.

Des perspectives importantes

Parallèlement, mais d'un point de vue plus fondamental, les chercheurs du groupe ont découvert que plus de 90 % des cas de nanisme étaient d'origine hypothalamique et non pas hypophysaire. On se souvient qu'en octobre 1982 l'équipe du Salk Institute de La Jolla (Californie), dirigée par le professeur Roger Guillemin, prix Nobel de physiologie et de médecine, avait réussi à isoler et à synthétiser la somatostatine (ou GRF), la substance d'origine hypothalamique qui contrôle la libération par l'hypophyse de l'hormone de croissance. Et c'est en expérimentant, un an plus tard, sur des enfants ce GRF que les chercheurs de la SANOFI ont découvert l'origine hypothalamique du nanisme.

Dans une ou deux semaines, le GRF produit par synthèse chimique — le *ner plus ultra* en matière de sécurité d'utilisation — obtiendra pour la première fois au monde son autorisation de mise sur le marché. Dans un premier temps, cette autorisation ne concernera que l'usage diagnostique : il sera possible en quelques heures de dire si le nanisme dont souffre un enfant est d'origine hypothalamique ou hypophysaire. Dans un second temps, ce même GRF servira au traitement du nanisme.

« Mais, pour aider les enfants à grandir, on utilisera vraisemblablement les deux traitements (hormone de croissance et GRF) en alternance », nous a expliqué le professeur Guillemin.

La commercialisation du GRF ouvre également d'autres impor-

tautes perspectives tant en médecine humaine qu'en médecine vétérinaire. Grâce à ses effets anabolisants, il sera employé pour traiter de grands brûlés, consolider des fractures ou encore, pour aider les nouveau-nés dont le poids de naissance est insuffisant. En médecine vétérinaire, le GRF permet d'améliorer le rendement des vaches laitières. Il augmente aussi le poids en viande des bovins. Dès la fin 1986, une unité de production industrielle de GRF sera opérationnelle à Notre-Dame-de-Bonneville, en Normandie.

FRANCK NOUHL.

- (1) On compte environ un cas de nanisme pour dix mille naissances.
- (2) Il s'agit du deuxième médicament au monde produit par génie génétique, le premier étant l'insuline.

Quatre décès suspects

Les difficultés d'approvisionnement en hormone de croissance naturelle auxquelles doivent faire face les autorités sanitaires de différents pays risquent de s'aggraver en raison de la décision prise le 23 avril dernier par la firme suédoise Kabi Vitrum AB d'arrêter la production de son hormone naturelle. La raison invoquée : le décès d'un jeune Américain des suites de la maladie de Creutzfeld-Jacob, une affection neurologique très rare due, semble-t-il, à un virus lent.

Fait troublant, ce jeune homme était traité depuis une bonne vingtaine d'années par de l'hormone de croissance. Trois autres décès suspects — deux aux États-Unis et un en Grande-Bretagne — survenus dans les mêmes conditions sont actuellement en cours d'étude. A la suite de quoi la Food and Drug Administration (FDA), inquiète à l'idée qu'un virus lent a peut-être contaminé un lot important d'hormone de croissance, a demandé aux trois firmes productrices ce qu'il convenait de faire.

Seuls les dirigeants de Kabi Vitrum ont considéré qu'il existait un risque de dissémination et ont préféré arrêter la production

d'hormone naturelle. Perte sèche : environ 11,4 millions de dollars. Une décision « courageuse », nous ont dit tant le professeur Job que M. John Guérin, de la FDA. D'autres, en particulier plusieurs hauts responsables de la santé qui demandent à ne pas être nommés, trouvent cette décision plus « suspecte ». Ils font remarquer que cette annonce coïncide avec la mise au point par Kabi Vitrum et Genentech d'une hormone de croissance produite par génie génétique, qui sera commercialisée sous peu dans le monde entier, et dont le mode de préparation prévient tout risque de contamination. Ils ajoutent que rien, actuellement, ne permet d'attribuer formellement à l'hormone de croissance naturelle la responsabilité du cas de maladie de Creutzfeld-Jacob.

En France, la décision de Kabi Vitrum ne devrait pas poser, dans l'immédiat, de problèmes d'approvisionnement. Il en va tout autrement aux États-Unis où, selon l'*hebdomadaire Science*, est en train de naître une véritable « panique ».

F.N.

AÉRONAUTIQUE

Nouveau vol habité soviétique

L'Union soviétique a envoyé, jeudi 6 juin à 8 h 40, heure française, un nouveau vaisseau spatial, Soyuz T-13, emportant à son bord deux cosmonautes : le commandant de bord, Vladimir Djanioukov, et l'ingénieur Victor Savinykh. Les deux hommes devraient vraisemblablement rejoindre la station orbitale

Saliout-7. L'URSS renoue ainsi avec les vols habités, après un arrêt de dix mois. Djanioukov n'est pas un débutant puisqu'il a déjà volé à plusieurs reprises dans l'espace, en particulier en juin-juillet 1982 en compagnie du cosmonaute français Jean-Loup Chrétien.

LE MONDE diplomatique

JUIN 1985

RECHERCHE

LES BIOTECHNOLOGIES PEUVENT-ELLES CHANGER LA SOCIÉTÉ ?

Après l'atome et l'ordinateur une nouvelle révolution industrielle s'annonce pour cette fin de siècle : celle des biotechnologies. Déjà s'en précisent les conséquences sur l'agriculture, la recherche médicale et les industries énergétiques et agro-alimentaires. Le Monde diplomatique fait le point des recherches en cours, explique les enjeux économiques et évalue les chances de la France.

PROCHE-ORIENT

L'ENTENTE CONFLICTUELLE ENTRE L'OLP ET LA JORDANIE

L'histoire chaotique des relations entre Palestiniens et Jordaniens. Un reportage sur la double épreuve des Palestiniens dans les territoires occupés.

ÉDITORIAL
LE TRIANGLE ALLEMAND
par Claude Julien

DROITS DE L'HOMME

LIBERTÉS : SI FORTES, SI FRAGILES...

Graham Greene témoigne au nom des victimes de toutes les dictatures. Jean-Pierre Cot analyse le rôle des « nantis des droits de l'homme », des pays riches de leur liberté.

NICARAGUA

LES VELLÉTÉS MORALES DES ÉTATS-UNIS

Washington a toujours fait preuve de complaisance, hier pour la dictature de Somoza au Nicaragua, et aujourd'hui pour celles de Pinochet au Chili ou de Stroessner au Paraguay. Pourtant c'est au nom d'une certaine morale politique que le président Reagan cherche à soutenir — malgré l'opposition du Congrès — les « contras » en lutte contre les sandinistes.

MEXIQUE

UN PAYS EMBOURBÉ DANS LA STAGNATION

Les difficultés économiques du Mexique se doublent d'un cactus politique pour le PRI au pouvoir depuis plus de 50 ans : les progrès du PAN, un parti d'opposition plus conciliant pour le grand voisin nord-américain.

En vente chez tous les marchands de journaux.

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES
sur papier Ilford Cibachrome ou sur film
ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL PARIS-128 ☎ 347.21.32

SCIENCES


L'AVION SPATIAL ENCORE POURRA-T-IL VOLER ?

Le projet d'un avion spatial, capable de voler à une altitude de 30 000 mètres, a été présenté par la NASA. Ce projet, qui a pour nom officiel le X-30, est une évolution du X-15, l'avion spatial le plus rapide jamais construit. Le X-30 sera capable de voler à une vitesse de Mach 6, ce qui lui permettra d'atteindre une altitude de 30 000 mètres en moins de dix secondes. Le projet X-30 est financé par la NASA et la Defense Advanced Research Projects Agency (DARPA). Le X-30 sera construit par la Lockheed Martin et sera piloté par un pilote humain. Le X-30 sera capable de voler à une altitude de 30 000 mètres en moins de dix secondes. Le projet X-30 est financé par la NASA et la Defense Advanced Research Projects Agency (DARPA). Le X-30 sera construit par la Lockheed Martin et sera piloté par un pilote humain.

DÉFENSE

NOMINATIONS MILITAIRES

Le ministre de la Défense a annoncé les nominations militaires pour le mois de juin. Parmi les nominations, on trouve : le colonel Jean-Pierre Lott pour le commandement de la 11e région militaire, le colonel Jean-Claude Job pour le commandement de la 12e région militaire, et le colonel Jean-Louis Guérin pour le commandement de la 13e région militaire.



GUIDES FODOR:
l'auxiliaire indispensable de vos voyages

30 grands succès mondiaux

V.I.O. Hall d'exposition
192, avenue Victor-Hugo
75116 PARIS - Tél. : 504.26.30
En vente dans toutes les librairies

VOL PARIS-TORONTO SANS ESCALE. TOUS LES PACHAS SONT LÀ !

Ils y viennent tous. Vous y viendrez aussi. Comme tous les pachas, Paris-Toronto sur Air Canada en Première Classe et Classe Affaires, c'est fait pour vous. Vous que le luxe et la volupté attirent irrésistiblement. Vous pour qui la bonne chère et le confort moelleux sont les ingrédients indispensables à un bon vol. Alors, vous êtes prêts pour Paris-Toronto? C'est tous les jeudis, samedis et dimanches. Et même les vendredis entre le 21 juin et le 6 septembre. Départ de Paris 14 h 25. Arrivée à Toronto 16 h 25. Entre temps, vous aurez fait une véritable croisière. Comme des pachas. Renseignez-vous chez Air Canada ou chez votre agent de voyages.

AIR CANADA 
Les plus exigeants nous choisissent.

SOCIÉTÉ

ML. JOXE FAVORABLE A UNE MEILLEURE PROTECTION SOCIALE DES POLICIERS

Président, jeudi 6 juin, à La Rochelle (Charente-Maritime) la séance de clôture du congrès de l'Association nationale des activités sociales de la police nationale (ANASP), M. Pierre Joxe a reconnu que la police « est loin d'être en tête dans le domaine de l'action sociale ». Une prochaine réunion de la Commission nationale de l'intérieur - organisme paritaire groupant l'administration, les syndicats et les organisations mutualistes - devrait examiner les propositions permettant de rattraper ce retard.

Selon M. Joxe, « il ne suffit pas d'offrir à la veuve d'un fonctionnaire de police des indemnités et parfois un emploi. Il faut prendre en compte les enfants mineurs, aider à la poursuite de leurs études et à leur orientation ».

Le ministre de l'intérieur a rappelé que, le matin même, il avait rendu visite aux deux CRS hospitalisés à Paris, après les affrontements à l'usine SKF d'Ivry. « L'un et l'autre devront suivre, après leur convalescence, une rééducation, a-t-il commenté. Mais, l'un comme l'autre auront pu être en situation d'incapacité durable, une situation qui n'existe pas dans d'autres services de la fonction publique. Doit la nécessité de favoriser la progression de la protection sociale pour les personnels de la police nationale ».

CONTROVERSE

A PROPOS DES PRISONS

Le monde pénitentiaire et judiciaire est divisé sur les remèdes susceptibles d'améliorer la situation dans les prisons.

Répondant à cinq organisations qui ont demandé, il y a quelques jours, la réduction immédiate du nombre de détenus (le Monde du 6 juin), le puissant Syndicat national des personnels de surveillance (FO) et l'Association professionnelle des magistrats (droite) rejettent, dans un communiqué, « toute solution artificielle qui sacrifierait les exigences de la sécurité ».

Cette controverse traverse la fédération Justice affiliée à FO. Le Syndicat national des personnels de direction pénitentiaire de cette fédération a signé, il y a quelques jours, avec le Syndicat de la magistrature (gauche) un communiqué réclamant, en particulier, « des grâces exceptionnelles en faveur des détenus ne s'étant pas rendus coupables de violences graves ».

A Bitche (Moselle)

UN SOUS-OFFICIER TIRE SUR QUATRE SOLDATS MÉLANÉSIS QUI FAISAIENT LE MUR

Deux appelés d'origine mélanésienne, effectuant leur service militaire au 4^e cuirassiers de Bitche (Moselle), ont été blessés par balles, dans la nuit du mercredi 5 au jeudi 6 juin, par une patrouille, alors qu'ils venaient, selon des sources militaires, d'escalader le mur d'enceinte de la caserne qu'ils regagnaient après une soirée arrosée. Deux autres Mélanésiens, qui les accompagnaient, se sont blessés en tombant du mur. Les quatre soldats étaient en civil.

Le sous-officier, qui commandait la patrouille et qui « s'est vraisemblablement affolé », selon le substitut du parquet de Sarreguemines, a été interrogé, jeudi à Metz, par les enquêteurs qui voulaient déterminer dans quelles conditions il avait fait usage de son pistolet automatique. De source proche des enquêteurs, on tient à préciser que cette affaire serait dépourvue de toute connotation politique ou raciste, et que les blessures des victimes, aux membres, sont sans gravité.

FOOTBALL : LA FIFA SUSPEND A SON TOUR LES CLUBS ANGLAIS

A la suite de la tragédie du Heysel à Bruxelles, qui a coûté la vie à trente-huit personnes, la Fédération internationale des associations de football (FIFA) a décidé, le 6 juin à Zurich, d'exclure les clubs anglais de toutes les compétitions mondiales, officielles et amicales, pour une durée indéterminée. Cette mesure, qui va dans le même sens que celle déjà prise par l'Union européenne des associations de football (UEFA) ne s'applique pas aux différentes sélections anglaises, professionnelles, amateurs ou juniors, qui pourront disputer comme prévu les compétitions internationales. Comme l'UEFA, la FIFA a cependant réservé sa décision pour ce qui concerne la participation de l'équipe d'Angleterre à la Coupe du monde de 1986 au Mexique.

La FIFA a également décidé de créer une commission d'enquête pour examiner les problèmes de sécurité dans les stades. De son côté, en Belgique, la Chambre des députés, réunie le 6 juin en séance extraordinaire, a constitué une commission d'enquête parlementaire qui, dans un délai de trente jours, doit rédiger un rapport sur les causes et les circonstances du drame. Cette commission doit siéger à huis clos.

SPORTS

TENNIS



Les Internationaux de France

Dix ans exactement après avoir disputé la finale dames des Internationaux de France pour la première fois, Martina Navratilova et Chris Evert-Lloyd vont se retrouver, samedi 8 juin, sur le central de Roland-Garros, au stade ultime du tournoi.

Renanche de la finale de 1984, gagnée par l'ex-Tchécoslovaque, cette rencontre sera la soixante-troisième entre les deux femmes qui se sont affrontées onze fois dans la dernière étape d'un tournoi du grand chelem. Jeudi 6, devant des tribunes combles, les deux meilleures joueuses mondiales ont facilement éliminé l'Allemande de l'Ouest Kohde-Kilsch et l'Argentine Sabatini.

Les nouveaux petits prodiges du tennis ont peut-être pour la grosse caisse. Avant même de les apercevoir, on les reconnaît aux « ahans » qui ponctuent leurs échanges. Depuis le début de la deuxième semaine, les juniors ont pris possession des courts annexes de Roland-Garros. Une véritable tour de Babel qui aurait trouvé son espéranto avec le lift.

Après les hégémonies des écoles française, suédoise ou tchécoslovaque, jamais le tournoi juniors de Roland-Garros n'a été aussi international que cette année, avec le Péruvien Jaime Isaga, l'Italien Claudio Pistolesi, l'Autrichien Thomas Muster et le Yougoslave Bruno Oresar en demi-finales masculines. Les Australiennes Jenny Byrne et Janine Thompson, l'Italienne Laura Garrone, l'Allemande de l'Ouest Regina Wieser, la Tchécoslovaque Alexia Holikova, la Sud-Africaine Dinky van Rensburg, la Néerlandaise Hella Terriet et la Canadienne Helea Kelesi en quarts de finale féminins. Mais qu'ils soient bruns, blonds ou rouquins, leur tennis semble sortir du même moule et leur promesse de ce tennis-lift, les entraîne à aspirer champion à quinze ans et apprendront monie couvert de banderoles dès vingt ans.

Au moment même où on s'extasie sur la précocité de Gabriella Sabatini, championne juniors de Roland-Garros en 1984, devenue cette année, à quinze ans, la plus jeune demi-finaliste de l'histoire du tournoi seniors, peut-être convient-il de se souvenir d'autres enfants prodiges. Il y a d'eux au trois ans encoche, l'ancien « marin » Nick Bollettieri, qui prodige pleurent surtout leurs illusions perdues. Comme Andrea Jaeger, finaliste de Roland-Garros à seize ans, ou Tracy Austin, vainqueur de Flushing-Meadow à dix-sept.

Cette évolution inquiète les dirigeants du tennis mondial, qui se sont réunis dimanche 2 juin à Roland-Garros pour discuter de l'opportunité d'interdire l'accès des jeunes joueurs sur le circuit professionnel afin de limiter les risques de blessures physiques ou psychiques. La suppression des compétitions pour les moins de douze ans a également été évoquée mais aucune décision n'a été prise.

« Le souvenir de Borg, de Vilas ou de Wilander a beaucoup influencé les jeunes joueurs et probablement certains enseignants », reconnaît Jean-Claude Massias, le directeur technique national adjoint du tennis français. Les jeunes font beaucoup de fautes et manquent d'envergure pour pratiquer un jeu d'attaque. Le lift est donc l'arme la plus efficace pour eux, et leur permet d'obtenir les meilleurs résultats. Ce n'est plus forcément vrai chez les seniors.

Pour faire face à cette évolution, la direction technique nationale a décidé d'affiner son système de

La dictature du vedettariat

A l'ombre, jeunes filles en fleur, place aux femmes. Les tentatives de coup d'Etat au pensionnat des Oiseaux ne se finissent jamais autrement que par deux heures de colle. Et ces demi-finales du tournoi féminin se sont achevées par le renvoi des chahuteuses, avec mot aux parents.

Ainsi donc, Martina Navratilova et Chris Evert-Lloyd joueront la finale du tournoi dames. La troisième entre elles deux, après 1975 et 1984, et la belle, implacable dictature du vedettariat. Martina Navratilova, vingt-huit ans, 8 557 645 dollars de gain fin 1984, a laissé 1 heure 18 minutes à Claudia Kohde, Gretchen Sengphrue, pour quitter le central. Chris Evert-Lloyd, trente ans, 5 389 381 dollars, a accordé 1 heure 16 minutes à Gabriella Sabatini, jolice cigarière argentine, pour se faire une raison.

Révérence parée, les mêmes ont fait la loi. Et voilà l'indépendance, deux jeunes filles, deux ténors venus avec des intentions nettement homicides - tant de jolies et de si noirs desseins, - invités à un peu plus de respect et à moins d'impudence.

Martina Navratilova, d'abord, s'occupa à sa manière du « cas » - Kohde. Elle a tant revendiqué l'égalité des sexes qu'elle ne saurait s'indigner de se voir traitée à l'égal de son ancien compatriote Lendl. Il est l'ogre. Elle est l'ogresse. Originaire de Bohême, un insatiable appétit de victoire caché sous son bon sourire de mère-grand. Elle est l'ogresse, même le nez chaussé de bétycles, même le cheveu sageant décoloré, même la jupette masquant les mollets de campeseuse. Et l'ogresse peut avoir la dent dure : « Oui, dit-elle après, j'ai mal joué aujourd'hui. Mais, si elle avait mieux joué, j'aurais mieux joué aussi ».

Claudia Kohde, vingt et un ans, la silhouette un peu gauche, un peu « dudu », de ces gamines poussées trop vite, en déduira ce qu'elle voudra. Et peut-être ce que Martina Navratilova voulait dire : la jeune Allemande, à son maximum actuel, n'a pu battre la « vieille » Américaine à son minimum ce jour. Rude

leçon : l'écart est immense, un trop grand écart physique, technique, entre Navratilova et la concubine pour être comblé. Quels que soient la volonté, la rage, l'ambition, le talent des aspirantes.

La jeune Allemande, qui n'est dépourvue d'aucune de ces qualités, a fait tout ce qu'elle pouvait. Elle a réussi des breaks, joué avec une belle constance le revers de Navratilova. Elle s'est battue jusqu'à l'épuisement, sortant du court les genoux en dedans. Et tout ce possible s'est heurté à l'impossible exploit.

Martina Navratilova a gagné les deux sets (6-4, 6-4). Comme elle l'a voulu. Quand elle le voulait. Deux accélérations, deux breaks au penultimate jeu du premier set, au huitième du second. Implacable dictature : l'Américaine n'a pas perdu un set depuis le début ; elle a laissé vingt et un jeux à l'adversaire en six jours. Et le tournoi jusqu'à présent ne lui a été qu'aimable divertissement.

Martina Navratilova, la championne sortante, avait pris sa place en finale. Il ne restait qu'à y goûter sa partenaire habituelle, Chris Evert-Lloyd. La première arrivée attendait l'autre. Au travers de leurs rencontres parallèles avec des jeunes filles, c'était déjà un remake du vieux classique qui se mijotait à distance.

Star et starlette

Chris Evert-Lloyd a été très jeune. Elle ne l'est plus. Elle avait tout à perdre, et pas seulement un match, dans le défi imposé par une jeune Argentine trop jolotte pour être honnête. La star rencontrait une starlette de quinze ans, fine, brune, délicate, une Carnescaia comme on dirait d'une Lolita.

La foule est cruelle. A moins que cela ne soit seulement le temps qui passe. Si Roland-Garros pour la première fois avait fait le plein pour ces demi-finales féminines, on douterait que ce soit seulement pour l'unique passion du tennis. La foule est cruelle. Cannes eut sa Blinche, Roland-Garros voulait sa Sabatini.

Après les hégémonies des écoles française, suédoise ou tchécoslovaque, jamais le tournoi juniors de Roland-Garros n'a été aussi international que cette année, avec le Péruvien Jaime Isaga, l'Italien Claudio Pistolesi, l'Autrichien Thomas Muster et le Yougoslave Bruno Oresar en demi-finales masculines. Les Australiennes Jenny Byrne et Janine Thompson, l'Italienne Laura Garrone, l'Allemande de l'Ouest Regina Wieser, la Tchécoslovaque Alexia Holikova, la Sud-Africaine Dinky van Rensburg, la Néerlandaise Hella Terriet et la Canadienne Helea Kelesi en quarts de finale féminins. Mais qu'ils soient bruns, blonds ou rouquins, leur tennis semble sortir du même moule et leur promesse de ce tennis-lift, les entraîne à aspirer champion à quinze ans et apprendront monie couvert de banderoles dès vingt ans.

Au moment même où on s'extasie sur la précocité de Gabriella Sabatini, championne juniors de Roland-Garros en 1984, devenue cette année, à quinze ans, la plus jeune demi-finaliste de l'histoire du tournoi seniors, peut-être convient-il de se souvenir d'autres enfants prodiges. Il y a d'eux au trois ans encoche, l'ancien « marin » Nick Bollettieri, qui prodige pleurent surtout leurs illusions perdues. Comme Andrea Jaeger, finaliste de Roland-Garros à seize ans, ou Tracy Austin, vainqueur de Flushing-Meadow à dix-sept.

Cette évolution inquiète les dirigeants du tennis mondial, qui se sont réunis dimanche 2 juin à Roland-Garros pour discuter de l'opportunité d'interdire l'accès des jeunes joueurs sur le circuit professionnel afin de limiter les risques de blessures physiques ou psychiques. La suppression des compétitions pour les moins de douze ans a également été évoquée mais aucune décision n'a été prise.

« Le souvenir de Borg, de Vilas ou de Wilander a beaucoup influencé les jeunes joueurs et probablement certains enseignants », reconnaît Jean-Claude Massias, le directeur technique national adjoint du tennis français. Les jeunes font beaucoup de fautes et manquent d'envergure pour pratiquer un jeu d'attaque. Le lift est donc l'arme la plus efficace pour eux, et leur permet d'obtenir les meilleurs résultats. Ce n'est plus forcément vrai chez les seniors.

Pour faire face à cette évolution, la direction technique nationale a décidé d'affiner son système de

Le temps passe, en effet, mais pas le main. Chris Evert-Lloyd, était jolice comme pour Gabriella Sabatini quand, en 1974, elle gagna pour la première fois à Roland-Garros. En ces temps préhistoriques, Sabatini faisait probablement des pétés de sable dans les écoles maternelles de Buenos-Aires. Chris, elle, commençait ses pétés de terre-battue, cinq victoires à Paris.

C'est dire les risques accumulés par l'Américaine : jouer contre le temps, contre la foule et contre cette Gitane surdouée. Car elle n'est pas que jolice, la petite Sabatini. Elle joue remarquablement bien, avec un fameux tempérament, un manche de cognée dans la main, une matraque sous la fleur. Elle joue dangereusement, un peu comme l'on vit de même. Elle joue de toutes ses forces, martyrisant les balles et probablement son coude, se cambrant sur son service comme une danseuse désarticulée.

Elle joue si bien qu'en 1984 elle gagna le tournoi juniors à Roland-Garros. Elle joue peut-être trop bien, un jeu au-delà de ses moyens physiques, un jeu dévastateur, incendiaire, dont elle ne pouvait être, cette fois, que la première victime.

Chris Evert-Lloyd, qui en a vu d'autres, a un terrain de tennis dans la tête, un ordinateur de tir dans la raquette. La foule qui n'avait de regards que pour son adversaire ; elle n'eut d'yeux, elle, que pour les lignes. Alors, simplement, avec son jeu bien ordonné comme sa vie, l'Américaine a laissé la prodige Gabriella brûler sa demi-finale par les deux bouts.

« Elle a attendu, patienté, subi parfois l'ouragane sous les coups fulgurants de l'insolente jeunesse ».

Et puis, dictature de l'expérience, elle est passée avec sa raquette-balai pour « ramasser » l'insolente épuisée et empocher le résultat (6-4, 6-1).

La jolice Gabriella en fut si vexée qu'elle ne put, à ce moment-là, s'empêcher de courir vers la sortie. On dut la retenir par l'oreille et lui expliquer que cela ne se faisait pas de sortir du central sans sa mère.

PIERRE GEORGES.

Tendrons pris au filet

détection et de préparation. Les appels en section tennis-études ne seront plus systématiquement ceux qui se distinguent le plus dans les compétitions de jeunes. « Nous mettons au point une batterie de tests qui devrait nous permettre de repérer des jeunes qui pratiquent un jeu qui ne leur permet pas de gagner dans leur catégorie d'âge, mais offre un potentiel d'avenir ».

Indéressant, explique Jean-Claude Massias, nous voulons amener nos jeunes à pratiquer un tennis plus offensif. Quand il était minime. Leconte n'était pas le meilleur Français, mais il figure aujourd'hui parmi les meilleurs joueurs mondiaux.

Afin de mieux préparer ces jeunes à la jungle de la haute compétition, la direction technique nationale s'efforcera de les garder moins en convalescence. « Les gamins sont pris en charge depuis l'âge de onze ans. Une sorte de routine s'installe. Ce sont des petits fonctionnaires du tennis, qui ne font plus que ce qu'on leur dit de faire. Nous devons les responsabiliser au niveau de leur programme d'entraînement et de compétition ».

Le volume global d'entraînement a, d'autre part, été légèrement réduit, et des séances de sport collectif ont été rejetées pour lutter contre la saturation et la perte d'enthousiasme des jeunes, qui se consacraient trop exclusivement à leur tennis et à leurs études.

Ces réformes seraient les bienvenues si l'on se fie aux résultats des juniors français cette année à Roland-Garros. Le millésime 85 ne laisse pas un grand souvenir. Sur les huit garçons engagés, six ont disparu au premier tour, et les deux restés, François Errard et Philippe Ventura, au deuxième. Après le tournoi seniors, où Nathalie Tauziat et Cécile Calmettes avaient atteint le troisième tour et Emma Dery le deuxième, on attendait mieux des jeunes Françaises. Hélas ! Cinq d'entre elles sont tombées d'entrée, quatre au deuxième tour, et Nathalie Housset au troisième. Une grosse déception après les victoires d'Henri Leconte (1980), Tarik Benhabiles (1981) et Pascale Paradis (1983).

GÉRARD ALBOUY.

Les résultats du jeudi 6 juin

SIMPLE DAMES
(Demi-finales)
1. M. Navratilova (EU, 1) b. C. Kohde-Kilsch (RFA, 8) 6-4, 6-2 ; 2. C. Evert-Lloyd (EU, 2) b. G. Sabatini (Arg, 17) 6-4, 6-1.

DOUBLE MESSIEURS
(Demi-finales)
Edmonson-Warwick (Aus.) b. Nyström-Wilander (Sue.), 6-4, 6-1, 7-5 ; Glickstein-Simonson (Isra.-Sue.) b. Edberg-Jarryd (Sue.), 6-3, 6-4, 6-1.

FAIRE FORTUNE SOUS MITTERRAND

- La flambée de la Bourse : jusqu'où ? jusqu'à quand ?
- Le bonheur d'être nationalisé : comment revendre 300 millions une banque familiale en difficulté.
- Dix hommes en or : dirigeants de PME, ils ont touché le gros lot au Loto du "second marché".
- Un renard dans la corbeille : il prend le bus pour aller gagner ses millions à la Bourse.
- Eldorado pour gogos : conseils à ceux qui croient encore aux miracles.



1250 من الأصل

CULTURE

CINÉMA

« ESCALIER C » de Jean-Charles Tacchella

Le carrefour des illusions

Jean-Charles Tacchella, la soixantaine à l'horizon, traverse l'histoire du cinéma de l'immédiat après-guerre à nos jours, sans interruption. D'abord journaliste, formant un tandem célèbre avec un autre camarade parvenu aujourd'hui à des fonctions importantes chez Daniel Filipacchi, Roger-Marc Théron, il est à l'époque le meilleur connaisseur d'Hollywood qui se puisse imaginer : il a tout vu, tout lu, tout entendu.

Il s'approche du cinéma précautionneusement, quitte froidement la presse vers 1949 pour se lancer dans la création, non sans avoir été impliqué dans deux manifestations entrées dans la légende, le club Objectif 49, où se côtoient André Bazin, Alexandre Astruc, Roger Leenhardt, Pierre Kast, et le Festival du film maudit de Biarritz.

Scénariste éprouvé, il ne tourne son premier court métrage qu'en 1969-1970, les *Derniers Hivers*, prix Jean-Vigo 1971. Son premier long métrage, *Voyage en Grande Tartarie* (1973), lui vaut plus qu'un succès d'estime. Son second, *Cousin*, *cousine* (1975) remporte le prix Louis-Delluc et est salué outre-Atlantique comme un petit chef-d'œuvre : Frank Capra et Tay Garnett, orfèvre, en la matière, l'accueillent comme leur pair. Par une osmose naturelle, une admiration qui ne ressemble en rien à la servilité, le cinéaste réussit le plus parfait équivalent français de cette comédie américaine dont il connaît et a analysé les ressorts de A à Z.

Il y met au point cette technique de récit multiple qu'il va encore développer dans son tout dernier film, *Escalier C*. Mais cette fois, il retourne les données du problème : la révélation bourgeoise de *Cousin*, *cousine*, remise en perspective, peut cacher de sacrés monstres.

Femmes dangereuses

Forster Lafont, l'un d'entre eux, critique d'art, est l'incarnation du mufle intégral, dans le travail, dans ses amours. Tout lui est dû, il décide de tout. Séducteur-né, aucune femme ne lui résiste. Membre influent des médias, il crée les répu-

tations. Il sert d'agent de liaison entre deux lieux de rencontre, deux microcosmes : l'escalier C du titre, port d'attache de toutes les bohèmes, et le monde de l'art, de la peinture en particulier. Adaptant avec l'auteur, Elvire Murail, un roman qui l'avait particulièrement séduit, Jean-Charles Tacchella renouvelle un genre assez boulevardier par l'acuité de l'observation. Les femmes, à l'occasion, se révèlent de dangereuses partenaires, et d'abord Florence, chargée des relations publiques dans une galerie.

Robin Renacci (Lafont) et Catherine Leprince (Florence) confèrent aux deux personnages

chefs du film une force, une agressivité, qui rejettent sur les autres protagonistes. Jacques Bonnaffé, en homosexuel équilibré, mais sévère d'affection, confirme un talent de plus en plus éprouvé. Jean-Pierre Bacri impose sa mondanité tranquille ; de simples silhouettes comme celles tracées par Florence Giorgetti et Fiona Gélin frappent par l'exactitude du trait.

Jean-Charles Tacchella, remarquable directeur d'acteurs, trace un tableau de la vie parisienne assez cruel, confronte les solitudes, les angosies. Il fait œuvre de moraliste.

LOUIS MARCORELLES.

* Voir les films nouveaux.

« GIGOLO », de David Hemmings

Bowie et Marlène

La décadence de l'Allemagne de Weimar, à travers celle d'un jeune aristocrate prussien qui, après une brève participation à la guerre, voit s'écrouler les valeurs familiales et sociales, devient l'ami d'un ancien camarade de combat marchant vers le nazisme, puis un gigolo pour dames riches dans un palace berlinois.

L'acteur David Hemmings, qui s'était distingué chez Antonioni (*Blow-up*), réalisa ce film à Berlin en 1978. Ce fut un tel échec qu'on ne le distribua pas en France. La mise en scène, suite d'illustrations rétro, est d'une affligeante platitude, les personnages féminins - Maria Schell, Kim Novak et même Sydney Rome - sont caricaturés, et David Hemmings cabotine dans son personnage de brute perverse gâtant la proie masculine qui lui a échappé.

Alors, est-il besoin de voir *Gigolo*, ce ratage brusquement sorti des oubliettes ? Oui, parce que David Bowie, même mal dirigé (c'était son deuxième grand rôle au cinéma), est d'une beauté troublante et traîne le désespoir d'un être déchu, fasciné par le vide et la mort. Oui, parce que, face à lui, Marlène Dietrich, la baronne recruteuse de gigolos, apparaît dans deux scènes fantastiques. Ombre maquillée sous une voilette,

incarnant en quelques gestes, quelques répliques, la fin d'un monde et d'une culture, Marlène intronise la jeune star Bowie, après lui avoir décerné un brevet de distinction et de bonne éducation.

JACQUES SICLIER.

* Voir les films nouveaux.

PETITES NOUVELLES

■ **ANNULATIONS A CHAILLOT.** - En raison des fêtes d'ouverture de l'Année de l'Inde, qui ont lieu entre le Trocadéro et la tour Eiffel, les spectacles de Théâtre de Chaillot sont annulés les 7 et 8 juin : *Ubu Roi* dans la grande salle, *Mille francs de récompense* salle Gémier et les *Aventures du petit père Lapin* dans le grand foyer.

■ **BALLET PLURIETHNIQUE LIBANAIS.** - L'Association des étudiants franco-libanais organise, au profit des étudiants libanais réfugiés en France sans ressources, une soirée de ballets classiques et modernes du Liban (compagnie Haider) sur le thème de l'histoire de ce pays, jeudi 13 juin et vendredi 14 juin à 20 h 30. UNESCO, salle 1, 7, place de Fontenay, 75007 Paris. Réservez vite ! (01) 387-53-57 et 265-62-99. Billets en vente à la FNAC.

THÉÂTRE

FEYDEAU
CHEZ MOLIERE

La douleur ne paie pas

Trois pièces en un acte de Feydeau à la Comédie-Française, jouées le même soir.

Dans la première, un homme hurle de douleur sur le fauteuil du dentiste. Dans la deuxième, une femme se tort de douleur parce qu'elle va accoucher, et ne sachant plus ce qu'elle fait tant elle souffre, elle force son mari à s'enterrer la tête dans un pot de chambre, ce qui peut sembler grotesque sans plus, à la lire comme ça, mais qui en vérité devient douloureux à voir, tant c'est abject et humiliant. Dans la troisième pièce, une femme s'évanouit de douleur à la nouvelle brusque que sa mère est morte dans la nuit.

Un ennui pesant

Regarder sans rien faire des gens hurler de douleur, c'est insupportable. Et c'est très probablement cet étalage opérateur de douleurs, coup après coup, qui fait qu'au cours de cette soirée Feydeau les spectateurs, et par contagion les acteurs, n'ont pas du tout le cœur à l'ouvrage, à tel point que même d'autres moments moins sinistres, plus guignols, de ces pièces, se traînent dans un pesant ennui.

Feydeau était malade dans sa tête, il souffrait beaucoup lui aussi. Il a su tenir le coup, pendant des années, en fixant son attention sur les tristesses de la vie et en les restaurant en fous rires, comme on retourne un gant. Puis il a perdu pied et il s'est laissé boucler, ce qui ne valait pas mieux.

Présenter le même soir trois spectacles de douleur, *Hortense a dit « Je m'en fous »*, *Léonie est en avance* et *Feu la mère de madame*, c'était trop. Il y a trop de gêne dans la salle, sur la scène. C'est raté. A passer par profits et pertes.

MICHEL GOURNOT.

* Comédie-Française, 20 h 30, en alternance.

SAISON 85-86

A la Comédie-Française : l'entrée de Jean Genet

La saison de la Comédie-Française commence et s'achève par des spectacles comiques. En septembre, une reprise de *Feydeau, comédie en un acte*, en juin, *Un chapeau de paille d'Italie* et le *Bourgeois gentilhomme*. Ces deux derniers spectacles font partie des cinq créations proposées par Jean-Pierre Vincent. Aux côtés du *Menteur* de Corneille, de *la Tragédie de Macheath* (qui sera créé à Avignon cet été), il faut remarquer l'entrée dans la Maison de Jean Genet avec *le Balcon*, dans une mise en scène de Georges Lavaudant.

Cinq créations, cinq reprises, la balance est équilibrée. Mais la grande innovation de la Comédie-Française sera le retour des soirées littéraires qui avaient été fondées en 1920 par M. Segond-Weber. Abandonnées par Jacques Toja pour des raisons d'organisation, la tradition est reprise par Jean-Pierre Vincent, qui insiste sur son désir de donner de vraies représentations et non des rendez-vous de salon. Le poète

Francis Ponge et un « patchwork » sur La Fontaine seront au programme.

Parce que la Comédie-Française « appartient à tout le monde », la Maison de Molière va voyager. Avec *Fin de partie*, de Beckett, qui sera présentée à Villeurbanne et tournera ensuite en province, et avec *le Misanthrope*, qui aura une nouvelle distribution. On envisage aussi deux collaborations avec le Théâtre de l'Europe : *la Pucelle d'Orléans*, de Schiller, mise en scène par Jean-Pierre Vincent, et *Elvire, Louis Jouvet*, 14 février 1940, montage des leçons de théâtre de Jouvet. Et à Nanterre, dans une mise en scène de Patrice Chéreau, *Quel ouest* de Bernard-Marie Koltès.

Enfin, deux cinéastes vont intervenir dans la vie de la Comédie-Française. Le premier, Paul Vecchiali, va monter *la Parisienne*, de Beckett (hors de la salle Richelieu). Le second, Claude Chabrol, doit réaliser un film sur Molière.

A Chaillot : la fin du cycle Hugo

Antoine Vitez a annoncé le 5 juin, après un rapide hommage au metteur en scène Giorgio Strehler impliqué dans une affaire de drogue (*le Monde* du 5 juin 1985), le programme de la saison 1985-1986 au Théâtre national de Chaillot qu'il dirige depuis cinq ans. Plusieurs points forts : de novembre à janvier, *Lucrèce Borgia* clôturera le « cycle Hugo ».

La pièce sera jouée dès cet été à Venise, Florence, Avignon (où, pour la première fois, une réalisation d'Antoine Vitez figurera au Festival), Rome et Athènes. La scénographie de Yannis Kokkos placera les acteurs sur une scène nue, avec pour seul décor un tabouret. *Le Triomphe de l'amour*, ou plutôt *l'irrigation de l'amour* par le Ficcino Teatro de Milan, du 16 au 22 janvier. Du 6 au 28 mars, *Madame de Sade*, spectacle adapté d'un texte de Mishima, traduit par André-Pierre de Mandiargues, coproduit par la

compagnie Aldebert et mise en scène par Sophie Louachevsky.

Une curiosité : *Altair*, de Martine Dral, qui sera elle-même dirigée par Antoine Vitez. Les enfants ne seront pas oubliés, avec des spectacles de marionnettes - notamment du 9 au 26 avril, *la Tragédie histoire de Macheath* - et du théâtre d'ombres pour les très jeunes (à partir de trois ans), de mai à juin 1986. Parmi les autres spectacles, *Je soussigné cardiaque*, par le Théâtre international de langue française, *Lillem*, de Ferenc Molnár, *le Parc de Botho* Süssa, *Arléquin poli par l'amour*, de Molière, présentée avec *la Tête noire*, de Lesage et d'Orneval, *le Terrain Bouchaballe*, de Max Jacob, ainsi que des lectures de poésie et des débats. Antoine Vitez a aussi annoncé la création d'une revue, *l'Art du théâtre*, vendue 45 F, trois fois dans la saison.

IRRÉVOCABLEMENT
DERNIÈRE LE 30 JUIN

COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES

EDWIGE FEAUILLERE

SABINE HAUDUPIN

LAMBERT WILSON

Leocadia

JEAN ANOUILH

FRANÇOIS POULENC

PIERRE BOUTON

JACQUES CASTELLOT

PHILIPPE KHOROSANI

Toutes sauts 20x45 - Samedi 17x45 20x45

Dimanche 15x20x45 - Dimanche 17x45 20x45

LOCATION : théâtre, agences et par tél. : 720 00 24

LA FÊTE DU CINÉMA

My juin le jour le plus long du cinéma

Amoureux du cinéma, c'est la fête.

Le vendredi 14 juin, de 14 heures au soir, de la rue de la Harpe au boulevard de la Chapelle, vous pouvez vous offrir tout le film à l'unité.

Grand jeu gratuit

"LA RONDE DES BAISERS"

1.000.000 francs de prix

4 DERNIÈRES

Théâtre des Amandiers/Nanterre

QUARTETT

de Heiner MÜLLER

d'après LACLOS

Mise en scène Patrice CHEREAU

avec Roland BERTIN, Michelle MARQUAIS

LOCATION : 721.18.81 - 3 FNAC

19 avril / 10 juin

21h

IRRÉVOCABLEMENT DERNIÈRE LE 29 JUIN

STUDIO DES CHAMPS-ELYSEES

Daniel Darda - Guy Desnoes - Jacqueline Cornier présentent

DOMINIQUE BLANCHARD

NELLY BORGEAUD

De si tendres liens

de Loléh Bellon

Mise en scène JEAN BOUCHAUD

d'après JACQUES SCHMITT

MARIO PECQUEUR - CLAUDE PETIT

Location : Théâtre, agences et par tél. : 723.35.10

POUR LA PREMIÈRE FOIS EN FRANCE

DAVID GORDON/PICK UP CO.

DAVID GORDON

et sa COMPAGNIE

Du 13 au 15 juin • American Center/Paris

Du 18 au 22 juin • MC 93/Bobigny

AMERICAN CENTER - 335.21.50

MC 93 - 831.11.45

ODEON THEATRE NATIONAL

Direction: Francis Barrochin

Sophocle

CÉDIPE ROI

Traduction de Jean et Mayotte BOLLACK

mise en scène ALAIN MILIANTI

avec Jean-Pierre Agazier - Christian Blanc

Alain Hatt-Haile - Philippe Peltier - André Wilms

du 28 mai au 23 juin

location ouverte

NOUVELLES FRONTIERES PRESENTE



NEW VIDEO MUSIC USA

VIDEO SHOW PERMANENT DU 11 JUIN AU 16 JUIN 1985 DE 14 H A 20 H ENTREE GRATUITE

AU MUSEE D'ART MODERNE DE LA VILLE DE PARIS 11 AVENUE DU PRESIDENT WILSON 75016 PARIS

LE 13 JUIN A 21 H LIVE VIDEO SHOW : THE PASSION OF PASSION DE KIT FITZGERALD ET PETER GORDON

PRIX DES PLACES : 90 F LOCATION NOUVELLES FRONTIERES TOUTES AGENCES PARIS TEL. 273 25 25

théâtre

ES

ALTITUDE

7 JUILLET

JARDIN SOUS LA PLUIE

de Alain LAURENT

avec TROIS JEANNE

avec Marie PROSLIER

Christian RAUTH

BRUNO SOUCHON

Patricia SOULPLEX

220 93 20

2 FES

DE LA

ES

هكذا من الأصل

SPECTACLES COMMUNICATION

George V. 8 (562-41-46); Marignan, 8 (359-92-82); François, 9 (770-33-88); Albion, 12 (343-00-65); Fauvette, 13 (331-56-68); Miroir, 14 (539-52-40); Parnassien, 14 (335-21-21); UGC Convention, 15 (574-93-40); Pathe City, 18 (522-46-01).

PARTIR, REVENIR (Fr.): UGC Montparnasse, 6 (574-94-94); UGC Biarritz, 8 (562-20-40).

PETER LE CHAT (Suisse, v.f.): Temples, 3 (272-94-56); Studio 43, 9 (770-63-40).

LES PLAISIRS INTERDITS (It.): (**): v.f.; Paramount City, 8 (562-45-76); v.f.; Paramount Marivaux, 2 (296-80-40).

PÉRIL EN LA DEMEURE (Fr.): Cinémas, 6 (633-10-82).

POULET AU VINAIGRE (Fr.): 14: Juliette Parnasse, 6 (326-58-00); UGC Champs-Élysées, 9 (560-20-40); UGC Boulevard, 9 (574-93-40).

RENDEZ-VOUS (Fr.): Rex, 2 (236-83-93); Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36); UGC Danton, 6 (225-10-30); UGC Montparnasse, 6 (574-94-94); UGC Rive, 6 (574-94-94); George V, 8 (562-41-46); Saint-Lazare, 8 (562-30-40); UGC Biarritz, 8 (562-20-40); UGC Boulevard, 9 (574-93-40); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); UGC Gobelins, 13 (336-23-44); Paramount Orfèvre, 14 (540-45-91); UGC Convention, 15 (574-93-40); 14: Juliette Beaugrenelle, 15 (575-79-79); Calypso, 17 (380-30-11); Pathe City, 18 (522-46-01).

LE RETOUR DES MORTS VIVANTS (A.v.): (**): Paramount City, 8 (562-45-76); George V, 8 (562-41-46); v.f.; Paramount Marivaux, 2 (296-80-40); Paramount Opéra, 9 (742-56-31); Paramount Montparnasse, 14 (335-30-40).

LES RIZOULS (Fr.): UGC Danton, 6 (225-10-30); UGC Biarritz, 8 (562-20-40); UGC Boulevard, 9 (574-93-40); Paris Cité, 10 (770-21-71); Fréquence, 13 (331-56-68); Paramount Montparnasse, 14 (335-30-40).

ROCK, ROCK, ROCK (A.v.): Action Écoles, 5 (325-72-07); Studio Bertrand, 7 (783-64-66).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A.v.): Gaumont Hallé, 1 (297-49-70); Studio de la Harpe, 5 (634-25-52); Paramount Odéon, 6 (325-59-83); Pagode, 7 (705-12-15); Gaumont Champs-Élysées, 8 (359-94-67); 14: Juliette Beaugrenelle, 15 (575-79-79); Mayfair, 16 (525-21-06); v.f.; Richelieu, 2 (236-83-93); Paramount Opéra, 9 (742-56-31); Nation, 12 (343-04-67); Paramount Gobelins, 13 (336-23-44); Gaumont Sud, 14 (327-84-50); Miramar, 14 (335-30-40); Paramount Montparnasse, 14 (335-30-40); Gaumont Convention, 15 (574-93-40); Paramount Marivaux, 17 (758-24-30); Pathe City, 18 (522-46-01); Gambetta, 20 (636-10-76).

LA ROUTE DES INDES (A.v.): Hauffe, 6 (633-79-38); Ambassade, 8 (359-19-08); Escurial, 13 (707-28-04); Kinopanorama, 15 (306-50-50); v.f.; Berlin, 2 (742-60-33); Gaumont Sud, 14 (327-84-50); Montparnasse, 14 (335-30-40); 15: 52-37).

SAUVAGE ET BEAU (Fr.): Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

SÉRIE NOIRE POUR UNE NUIT BLANCHE (A.v.): Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36); UGC Danton, 6 (225-10-30); George V, 8 (562-41-46); UGC Ermitage, 18 (563-16-16); v.f.; Bretagne, 6 (222-57-97); UGC Boulevard, 9 (574-93-40).

SHOW (Fr.): Olympia Luxembourg, 6 (633-97-77); Monte Carlo, 8 (225-09-83); Olympia, 14 (544-43-14).

SOS FANTOMES (A.v.): Opéra Night, 2 (296-62-56).

LES SPÉCIALISTES (Fr.): Berlin, 2 (742-60-33); Amis, 8 (359-19-08); Montparnasse (H.s.), 14 (327-52-37).

STAR WAR, LA SAGA (A.v.): LA GUERRE DES ÉTOILES, L'EMPIRE CONTRE-ATTENDU, LE MONDE DU JEDI: Espace Galé, 14 (327-95-94).

STEAMING (A.v.): Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36); Saint-Germain Village, 5 (633-63-20); Reflet, 15 (561-10-40); Parnassien, 14 (330-30-19).

STRANGER THAN PARADISE (A.v.): Saint-André-des-Arts, 6 (326-80-25); Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

SUBWAY (Fr.): Forum Orient Express, 11 (233-42-26); Berlin, 2 (742-60-33); Quintette, 5 (633-79-38); Colisée, 8 (359-29-46); Miramar, 14 (320-89-52); Tour Eiffel, 20 (364-51-39).

TERMINATOR (A.v.): Marignan, 8 (359-92-82); v.f.; 2 (236-83-93); Paramount Opéra, 9 (742-56-31); Gaîté Rochefoucauld, 9 (878-81-77); UGC Gobelins, 13 (336-23-44); Pathe City, 18 (522-46-01); Pathe City, 18 (522-46-01).

THAT'S DANCING (A.v.): UGC Normandie, 8 (563-16-16).

LE THÉ AU HAREM D'ARCHIMÈDE (Fr.): Gaumont Hallé, 1 (297-49-70); UGC Danton, 6 (225-10-30); Ambassade, 8 (359-19-08); Lumière, 9 (246-49-07); Montparnasse, 14 (327-52-37).

THE BOSTONIANS (A.v.): Épée de Bois, 5 (337-57-47).

TOXIC (A.v.): (**): Paramount Odéon, 6 (325-59-83); Paramount City, 8 (562-45-76); v.f.; Paramount Marivaux, 2 (296-80-40); Rex, 2 (236-83-93); Paramount Opéra, 9 (742-56-31); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); Paramount Galatin, 13 (580-18-03); UGC Gobelins, 13 (336-23-44); Paramount Montparnasse, 14 (335-30-40); Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00); Secorion, 19 (241-77-99).

UN DIMANCHE À CAMPAGNE (Fr.): Luernheim, 6 (544-57-51).

WITNESS (A.v.): Gaumont Hallé, 1 (297-49-70); Bretagne, 5 (222-57-97); Hauffe, 6 (633-79-38); Publicis Saint-Germain, 6 (327-72-00); Publicis Champs-Élysées, 8 (720-76-13); Marignan, 8 (359-92-82); 14: Juliette Beaugrenelle, 15 (575-79-79); v.f.; Richelieu, 2 (236-83-93); 2 (236-83-93); Paris, 3 (343-01-59); Fauvette, 13 (330-12-06); Miroir, 14 (539-52-40); Gaumont Convention, 15 (574-93-40); Victor Hugo, 16 (727-49-75); Paramount Marivaux, 17 (758-24-30); Pathe City, 18 (522-46-01); Gambetta, 20 (636-10-76).

A STRASBOURG

NRJ, non autorisée organise une manifestation de soutien

«NRJ Strasbourg interdite ? C'était le titre d'un placard publicitaire publié dans plusieurs quotidiens, jeudi 6 juin, sur lequel la radio française, se prévalant d'un avis favorable de la commission Galabert, protestait contre un refus d'autorisation de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle et appelait à une manifestation de ses auditeurs pour le samedi 8 juin (1). « Cherchez-vous à sacrifier la station la plus populaire de Strasbourg ? », interroge NRJ, qui fait allusion ainsi à de récents sondages la plaçant en tête des stations les plus écoutées de la région. « Au profit de qui ? », continue la radio, dont les responsables font remarquer que leur interdiction bénéficierait largement à Radio-Nuée bleue, la station du quotidien *Les Dernières Nouvelles d'Alsace*, malmenée par les sondages et la publicité depuis la création de NRJ.

Le 15 mai, la Haute Autorité a adressé une lettre à NRJ-Strasbourg — comme à plusieurs autres radios — lui signifiant un refus d'autorisation motivé par le « nombre limité de fréquences dans le département », le « nombre » et les « caractéristiques » des projets en présence. La libération récente de la bande 100-104 MHz ayant dégagé deux fréquences précieuses dans cette région frontalière inondée de radios étrangères, le choix de la Haute Autorité était, il est vrai, délicate et s'est porté sur Judiciaire et Radio-Média Plus (liée au *Nouvel Alsacien*) dont les autorisations doivent paraître au *Journal officiel*.

LE FILM SUR LE GROUPE MANOUCHIAN

Protestations et pétition à Antenne 2

Plusieurs syndicats de réalisateurs et personnels d'Antenne 2, dont la CGT, FO, la CGC, le SNJ et le Syndicat des réalisateurs et créateurs de télévision (SRCT), viennent de demander au PDG de la chaîne, M. Jean-Claude Heberlé, de réunir le conseil d'administration « seul compétent » en ce domaine pour programmer dans les meilleurs délais le film *Des terroristes à la retraite*.

Il s'agit pour la plupart que la manière dont ce film a été déprogrammé s'apparente à un « acte de censure ». La CFDT, sans demander expressément une reprogrammation, s'est élevée pour sa part contre « l'abandon de pouvoir » consenti à cette occasion par le PDG et rappelle que, selon la loi, « la communication audiovisuelle est libre ». Le SRCT, qui a adressé une lettre de protestation à la Haute Autorité, en appelle au président de la République afin de « faire annuler ce dangereux et fâcheux précédent de censure ».

Une pétition a d'autre part été signée par cent vingt-cinq réalisateurs de cinéma et de télévision. Une

parution ne sont pas actuellement réunies. Rappelons que *Ville ouverte*, autre hebdomadaire grenoblois lancé il y a une dizaine d'années, avait connu le même sort.

● *Journées d'information sur la redondance*. — Le service de la redondance de l'audiovisuel (TV et magnétoscope) organise, à la Maison de la radio, du 17 au 29 juin, des Journées d'information sur la redondance, avec le concours du secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communication. La rentrée de cette taxe, on le sait, connaît quelques difficultés (*Le Monde* du 17 avril), alors que les sociétés de l'audiovisuel sont guettées par l'asphyxie financière.

Pendant ces deux semaines, du lundi au samedi, de 10 h à 18 h, dans le hall principal de la Maison de la radio (116, avenue du président Kennedy, 75016 Paris), des agents de service seront à la disposition du public pour lui fournir des renseignements et « procéder à d'éventuelles régularisations de situations ».

CHEZ PHOX PAS D'INTOX

215,60F MINOLTA 7000 avec obj. AF 1,7/50, 1er réf. à mise au point automatique. Motorisé 2 images sec. Codage DX. Automatique par programme multichoc. 110. 24.000/700. Coût total de coût 574,00F avec 400 ou 600 photos.

phox

CHEZ PHOX, PAS D'INTOX. 340 PHOTOGRAPHES DANS TOUTE LA FRANCE.

LES LILAS: PHOTO CINE RECORD - 151, rue de Paris - Tél. 362.71.31
PARIS 19: PHOTO CINE CHOCOLAT - 81, passage Choiseul - Tél. 208.87.39
PARIS 8: SELECTION PHOTO CINE - 24, boulevard Malesherbes - Tél. 742.33.58
PARIS 8: SELECTION PHOTO CINE - 91, rue La Fayette - Tél. 878.07.81
SEIN: PHOTO DE LA HALLE - 27, place de la Halle - Tél. 453.10.67

LES NOUVELLES TÉLÉVISIONS

M. FITTERMAN (PCF): un « non catégorique » aux chaînes nationales privées

Le Parti communiste français pousse son offensive tous azimuts contre le pouvoir socialiste. Au cours d'une conférence de presse tenue jeudi 6 juin à Paris, M. Charles Fitterman, secrétaire du comité central, a vivement attaqué la création de chaînes nationales privées de télévision. Le rapport Bredin, a-t-il notamment déclaré, « c'est en quelque sorte le coup déguisé en grand-mère. Le secteur privé ne tardera pas à exiger toute la place ». Ce serait à ses yeux « mettre le doigt dans un engrenage qui conduit au démantèlement du service public audiovisuel ».

Pour le PCF, le postulat selon lequel « la télévision privée, c'est la liberté de choix, la liberté des programmes, est une affirmation totalement trompeuse ». Ouvrir comme jamais la communication audiovisuelle à la loi de l'argent, a déclaré M. Fitterman, c'est uniformiser et appauvrir les programmes. C'est sacrifier les productions françaises de qualité au bénéfice des sous-produits américains bradés à profusion. C'est rendre les puissances d'argent et les forces gestionnaires du capitalisme directement maîtres de l'information. Accusé : le pouvoir socialiste qui « espère assurer dans ce cadre à un Parti socialiste « roulant » pour le capital la tutelle de l'une des deux chaînes privées ». C'est donc « catégoriquement non ».

Pour autant, le PCF déclare ne pas rejeter « l'initiative privée ». Mais il souhaite qu'elle s'exerce dans la production des nouvelles technologies, des services, dans les banques de données ou les programmes, ainsi que dans la télévision locale.

La politique des communistes dans la communication audiovisuelle s'articule autour de deux axes : le renforcement du service public et le plan câble. Ils proposent que les moyens du service public soient renforcés (avec une augmentation de la redevance et l'élargissement des recettes publicitaires). N'étant pas « pour la multiplication déraisonnable des chaînes », ils souhaitent que Canal Plus « soit diffusé en clair nationalement et devienne une chaîne publique », en retrouvant sa vocation primitive de « chaîne de cinéma et de la formation ». Un effort plus important devrait être accompli en faveur d'une « production française de qualité ».

Le PCF confirme, d'autre part, que le plan câble est selon lui « une entreprise déterminante pour l'avenir du pays, une chance à ne pas manquer ». L'option en faveur du câblage en fibre optique doit donc être réaffirmée au lieu de privilégier la télé hertzienne et le satellite », a notamment déclaré l'ancien ministre des transports. Les télévisions hertziennes locales peuvent être envisagées « comme une préfiguration de l'utilisation du câble » ; les collectivités publiques devraient en avoir la maîtrise : c'est la doctrine constante du PCF en la matière.

M. Charles Fitterman a en outre attaqué le contenu informatif des chaînes du service public. Pour les communistes — ils n'ont pas voté la loi de 1982 qui a défrayé les chaînes de la tutelle du pouvoir — « la télévision est devenue une branche de l'appareil de l'Etat, un instrument de domination. Le pluralisme y est exclu, l'anticonformisme y règne en maître ». M. Fitterman constate qu'entre les principes de la loi (l'autonomie) et « les faits, les pratiques », il y a un écart, pour ne pas dire un abîme. Il « s'excuse pas » les responsables des chaînes, mais il estime aussi qu'il y a « une volonté politique » qui conduit à « une information à sens unique, à un anticonformisme de plus en plus direct et insupportable ».

● Le Syndicat national des télévisions privées (SNTP), qui affirme regrouper actuellement seize projets de télévision émanant pour la plupart de radios locales privées, se déclare « globalement satisfait de l'esprit général du rapport Bredin ». Le syndicat tient cependant à émettre quelques souhaits et préconise : l'existence d'au moins une soixantaine de stations de télévision indépendantes dans des économies et des formats diversifiés et la transformation des « fenêtres horaires », proposées comme obligatoires dans le rapport, en « simples dérogations des chaînes nationales ou régionales, à des horaires négociés entre les parties prenantes ».

RADIO-TÉLÉVISION

Vendredi 7 juin

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

SINGER

-15% SUR TOUS LES

ASPIRATEURS

Exemple: ASPIRATEUR TY AUTOMATIQUE 3000 Watts

1.350F -205F

1.145F

Offre valable du 27 mai au 29 juin 1985.

20 h 35 Le jeu de la vérité: Serge Gainsbourg. Emission de Patrick Sabatier.

22 h Internationaux de tennis à Roland-Garros.

22 h 15 Les grands succès de la scène: Messieurs les Ronds-de-cuir. De Georges Courteline. Mise en scène R. Santon. Avec B. Charlan, P. Charnay, J.P. Fragaud... (redif.). Des employés subalternes ou supérieurs, des chefs taillons et en petites lunettes rondes dans un bureau. Une satire de la vie administrative, des caractères excessifs d'un monde bizarre: du Courteline.

23 h 45 Journal.

0 h C'est à lire.

Le 30 octobre 1984, Nicole Berneron, trente-cinq ans, mourut sur la table d'opération du service ORL de l'hôpital de Pottiers. Le 7 novembre, deux médecins étaient accusés d'assassinat. À partir de ce drame, l'équipe de « Vendredi », en direct de Pottiers, traite les problèmes de fonctionnement et de responsabilité dans le milieu hospitalier. Cette émission, illustrée par quatre reportages, sera suivie d'un débat réunissant médecins, magistrats et journalistes.

22 h 25 Journal.

22 h 45 Décadence de nuit. Emission de rock de J.-L. Jancir. Avec Daho, Ghetto, Blastar, Sophia...

23 h 30 Série: De la fumée sans feu.

23 h 35 Prélude à la nuit. « Sonate » (1^{re} et 3^e mouvement), de Purcell, interprétée par le Quintette de cuivres des Philharmoniques de Châteauroux.

23 h 45 - FR 3 - FRANÇOIS SPOERRY PRÉSENTE

«Port Grimaud Cité lacustre»

UN FILM DE FRANÇOIS REICHENBACH

23 h 45 Port-Grimaud: un rêve réalisé. De F. Reichenbach. Portrait de la cité lacustre imaginée et créée par l'architecte F. Spoerry.

0 h Le grand écran de l'industrie: Mémoires pour les temps futurs. Emission de l'Aéropatiale. Au Musée de l'air du Bourget.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h. Série documentaire: les médias peintres: 17 h 14, Woody Woodcock; 17 h 20, Sacha d'iver, Guitry d'aujourd'hui; 17 h 50, Jazz off; 18 h, Action; 18 h 55, Atout pic; 18 h 58, La folie des bêtes; 19 h 15, Informations.

SUR SCÈNE DU 4 AU 30 JUIN

BALLET

ANTONIO GADES

Carmen

et suite flamenco

PALAIS DES CONGRES

LOC. 266.20.75

CANAL PLUS

20 h 35, Superséances: 21 h 5, La Flamboyante, film de R. Winberg; 22 h 45, Sex shop, film de C. Berti; 8 h 25, Maudou, film de M. Dugan; 2 h, Carmen, film de C. Saura; 3 h 48, Ffionnee bleue, film de P. Chéreau; 5 h 10, Téléfilm: le Duel des héros.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 La Vilette, chantier II, ou: « l'esprit est de la nature d'un acte » (Paul Valéry).

21 h 30 Block and blue: visite de Paris.

22 h 30 Nuits magiques: ballade indienne.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert: « Don Quichotte », variations fantastiques sur un thème chevaleresque, de R. Strauss, « Années » de Ligeti, « Tarnas Boulba » rhapsodie pour orchestre de Janacek par l'Orchestre national de France, dir. G. Kalin, sol. H. Darrin, violoncelle.

22 h 20 Les sépias de France-Musique.

Les programmes du samedi 8 et du dimanche 9 juin se trouvent dans « le Monde Loisirs »

215,60F

LE CARNET DU Monde

Naissances

— Brigitte LEMERCIER
et
Jean-Pierre SALHIEL
sont heureux de faire part de la naissance de

Jérémy.

Paris, le 4 juin 1985.

7, rue de l'Alboni, Paris-16.

— Catherine HOLLANDE
et José HERNANZ, son époux,
ont la joie d'annoncer, avec Julien, la naissance, le 6 mai 1985, de

Nicolas-Lawrence.

115 Thea Fremd, Ave.
RYEN-Y. 10580 USA.

Mariages

— Françoise HOFMANN
et
Denis YOW

ont la joie de faire part de leur mariage,
célébré à Locronan, le 18 mai 1985.

— M. Gérard SCHMIDT
et M^{me} Anne MAISONNEUVE
sont heureux d'annoncer le mariage de
leurs enfants :

Denis avec M^{me} Verna YOUNG
et Catherine
avec M. Marc LARDREAU.

16, rue des Vallées,
91800 Brunoy.
19, villa du Petit-Parc,
94000 Créteil.
Marcelle Inlet 29577 USA.
91760 Itteville.

Décès

— M^{me} André Balandier,
Le professeur et M^{me} Georges
Balandier
et leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Bernard Balandier
et leurs enfants et petits-enfants,
M. Michel Balandier,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. André BALANDIER,
chevalier de la Légion d'honneur,
médaille militaire
et croix de guerre 1914-1918.

La cérémonie religieuse a été célébrée
dans l'intimité en l'église de Saint-
Louis-sur-Seine (Hauts-de-Seine), le
1^{er} juin 1985.

89, avenue Anatole-France,
93140 Bondy.

— On nous prie d'annoncer le décès de

docteur Maurice-Pierre BÉNASSY,
membre
de la Société psychanalytique de Paris,
survécu le 4 juin 1985.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité
familiale le 6 juin, à Monthou-sur-Cher
(Loir-et-Cher).

— Le directeur, le personnel,
Les professeurs et les élèves
de l'Ecole nationale supérieure des
beaux-arts,
ont la tristesse de faire part du décès de

Robert CASSANAS,
sous-directeur,
chevalier
de l'Ordre national du Mérite,
officier
de l'Ordre des Arts et Lettres,
survécu le 5 juin 1985.

Le service religieux aura lieu le
samedi 8 juin, à 10 h 30, en l'église
Saint-Germain-l'Auxerrois, 2, place du
Louvre, à Paris-1^{er}.

— La dépouille mortelle de

M. Georges DEVEREUX,
ancien directeur d'études
à l'Ecole des hautes études
en sciences sociales,
sera incinérée le 10 juin 1985, à 8 h 30,
au crématorium du Père-Lachaise.

De la part de

Sa sœur,
Docteur Ilona V. Cernat,
et son mari,
POB 3640, 59325 Bat Yam (Israël).

Son neveu,
Professeur Michael Gili
et sa famille, New-York, N.-Y.
110 Bleeker, New-York, N.-Y.
10012 (USA).
(Le Monde du 5 juin.)

— Ses amis et anciens élèves

ont la profonde tristesse de faire part du
décès, le 29 mai 1985, de

Georges DEVEREUX.

Il sera incinéré le lundi 10 juin, à
8 h 30, au crématorium du Père-
Lachaise.

Déclaration d'absence

Célestine Catherine Richard, avocat
8, square de Port-Royal, 75013 Paris
M. Jean-Claude EBERHARD a dé-
posé au Greffe du Tribunal de Grande
Instance de Bobigny une requête pour
voir déclarer l'absence de M^{me} Catherine
Schworer, épouse Eberhard, née
le 15-7-1865 à Bruderdorff (57) de-
meurant en dernier lieu à Aubervilliers
(93), 94, rue du Fort, qui n'a pas re-
paru à son domicile depuis juin 1940.
Pour extrait.

Remerciements

— Devant l'impossibilité de répondre
individuellement aux nombreux témoi-
gnages de sympathie reçus lors du décès de

Vladimir JANKÉLEVITCH.

La levée du corps aura lieu, le lundi
10 juin à 15 h 30, à son domicile.
L'inhumation aura lieu, à 16 h 15, au
cimetière de Châtigny-Malabry.

1, quai aux Fleurs, Paris.

(Lire page 13.)

— Frédérique Dubois,
Pierre Juqua,
Et Jean Juqua,
font part du décès de

M. Paul JUNQUA,

survécu le 4 juin, à l'âge de soixante ans.

Les obsèques ont eu lieu dans une
stricte intimité, à Venelles, le 6 juin
1985.

33, hameau des Logisons,
13770 Venelles.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Pierre LE GENDRE,
née Suzanne Dalmas,

survécue à Neuilly-sur-Seine, le 2 juin
1985, dans sa quatre-vingt-septième
année.

De la part de

M. et M^{me} Michel Le Gendre,
M^{me} Christiane Le Gendre,
M. et M^{me} Gérard Le Gendre,
ses enfants,
M. et M^{me} Antoine Piot
et leurs filles,
M^{me} Eric, Antoine et Martin
Le Gendre,
M^{me} Frédérique, Sophie et Delphine
Le Gendre,
ses petits-enfants et arrière-
petits-enfants,
Des familles Dalmas et Le Gendre.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité en l'église Saint-Pierre de Neuilly.

33, rue Charles-Laffitte,
92200 Neuilly-sur-Seine.

— Ses collègues de l'université Paris-
Sud, profondément émus, font part du
décès de

Witold LIPSKI,
professeur d'informatique à Orsay,
directeur de recherche
à l'Académie des sciences de Pologne,
survécu le 30 mai 1985.

LRI, bâtiment 490,
Université Paris-Sud,
91405 Orsay.

— Nous apprenons le décès, survécu
le lundi 3 juin 1985 à Paris, du

général (CR) Henri LORILLOT,
grand-croix de la Légion d'honneur,
dont les obsèques seront célébrées, dans
l'intimité familiale, au cimetière prin-
cipal de Nevers, samedi 8 juin à 11 h 30.

[Né le 18 août 1901 à Bourges, ancien saint-
cyrrien, Henri Lorillot a servi au Maroc, puis à
Alger et à Saïda-Duc au début de la seconde
guerre mondiale avant d'être versé, en août
1940, à la commission d'armistice à Paris
comme jeune commandant. En 1941, il com-
mande un bataillon de troupes légères et
devient, en 1943, officier de liaison auprès de la
1^{re} armée britannique. Affecté à l'état-major
général français à Alger, puis en Grande-
Bretagne, le colonel Lorillot commande le
2^e régiment étranger d'infanterie en Indochine
entre 1948 et 1947. En 1949, avec le grade de
général de brigade, il est commissaire de la
République et commandant du Centre-Annam et
des Hautes-Pistes.]

Revenu en métropole, Henri Lorillot com-
mande la division d'Oran, en 1951 et, promu
général de division, il est chef d'état-
major chargé des plans d'opérations au com-
mandement suprême des forces alliées en
Europe. En juin 1955, il est nommé à la tête de
la 1^{re} région militaire à Alger avant d'être appelé,
avec le rang de général de corps d'armée, au
poste de commandant supérieur interarmées en
Algérie. En décembre 1956, il est nommé chef
d'état-major de l'armée de terre, poste qu'il
occupe jusqu'en 1958, à l'arrivée du
général Charles de Gaulle au pouvoir, et qu'il
occupe avec les fonctions de chef d'état-
major général des forces armées, inspecteur
général des forces armées et président du
comité des chefs d'état-major, laissées
vacantes par la démission du général Ev. En juin
1958, il demande à être versé dans la deuxième
section (réserve).

Entre 1967 et 1975, le général Lorillot a,
comme administrateur, représenté le ministère
des armées à la régie Renault.]

— La comtesse Pierre Paszkiewicz,
M^{me} Nadine Paszkiewicz,
ses enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Luis de Azcarate
et leurs enfants,
Le baron et la baronne de Bussière
et leurs filles,
ont la douleur de faire part du décès de

comte Pierre PASZKIEWICZ,
colonel de l'armée de l'air (ER),
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre TOE,
Saint-Cyr, promotion du Souvenir,

endormi dans la paix du Seigneur, le
5 juin 1985.

La cérémonie religieuse sera célébrée
en l'église de Bussey (Cher), le samedi
8 juin, à 15 h 30.

La Pajaud, Nizacrolles,
18130 Dun-sur-Auron.

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT

— Université Paris-I, lundi 10 juin, à
10 heures, salle 326, M^{me} Monica Thé-
rèse Richter : « L'œuvre artistique et
scientifique de Charles Lapicque. »

— Université Bordeaux-III, lundi
10 juin à 14 heures, salle des Actes,
M. Simplicien Ambiana : « La production
poétique en France de 1580 à 1610 (ins-
piration, écriture et signification). »

— Université de Paris, mercredi
12 juin, à 9 heures, salle Louis-Liard,
M. Daniel Serreau : « Jean Renoir — La
sagesse du plaisir. »

— Université Paris-III, jeudi 13 juin à
9 heures, salle Bourjac, M. Abdellah
Boumiz : « Edition critique du Kitab Al-
Fihrist d'Abu Ja'far Al-Farabi. »

— Université Paris-I, vendredi 14 juin
à 14 h 15, salle L.-Liard, M. Jean-Pierre
Pauvrat : « Relief, érosion différentielle
et morphogénèse dans un bourlet mon-
tagneux de haute latitude : Lofoten,
Vesterålen et Sogn-Jostun (Norvège). »

— Université Paris-I, samedi 15 juin à
14 heures, amphithéâtre Targot,
M^{me} Elise Marienstras : « Les origines
du nationalisme américain : 1763-
1789. »

— Université Paris-IV, samedi 15 juin
à 14 heures, salle des Actes, M. Michel
Patillon : « Le corpus d'Hermagène.
Essais critiques sur les structures lin-
guistiques de la rhétorique ancienne,
accompagnés d'une traduction du
corpus. »

— Université Paris-III, samedi 15 juin
à 14 heures, salle Louis-Liard, M^{me} Ja-
queline Brunet (née Guybon) : « Lan-
gue, culture et société dans l'Italie du
seizième et du dix-septième siècles. »

— Université Paris-IV, lundi 24 juin,
à 9 h 30, salle Louis-Liard, M^{me} Janine
Cizeron : « Le violon dans la vie musi-
cale à Lyon sous l'Ancien Régime. »

— Université Paris-III, vendredi
28 juin, à 9 h 30, salle Bourjac,
M. Alain Vulliamy : « Perpétuation des
œuvres littéraires françaises du passé et
leur réception par la critique non uni-
versitaire (1961-1970). »

ANGLAIS COVENT GARDEN LONDRES

Débutants à élèves avancés. Cours longs et courts
Nous nous occupons de l'hébergement
Sels College
Londres
Agré par le British Council
64-65 Long Acre, London WC2E 9JH (Angleterre)
Tél. : (44) 1-240 2681, Télex : 268312 Westcom Selscol
6 A 9 ETUDIANTS PAR CLASSE COURS INDIVIDUELS

LES ANTIQUAIRES AU CHÂTEAU DE VERSAILLES

A L'ORANGERIE. VENDREDI 31 MAI - DIMANCHE 9 JUIN
ROUTE DE SAINT-CYR. VASTE PARKING

QUATRE-VINGT-QUINZE DES PLUS GRANDS ANTIQUAIRES
VENUS DE TOUTE LA FRANCE. EXPOSENT SUR 5000 M²
DES CENTAINES DE CHEFS-D'ŒUVRE DE L'ART.

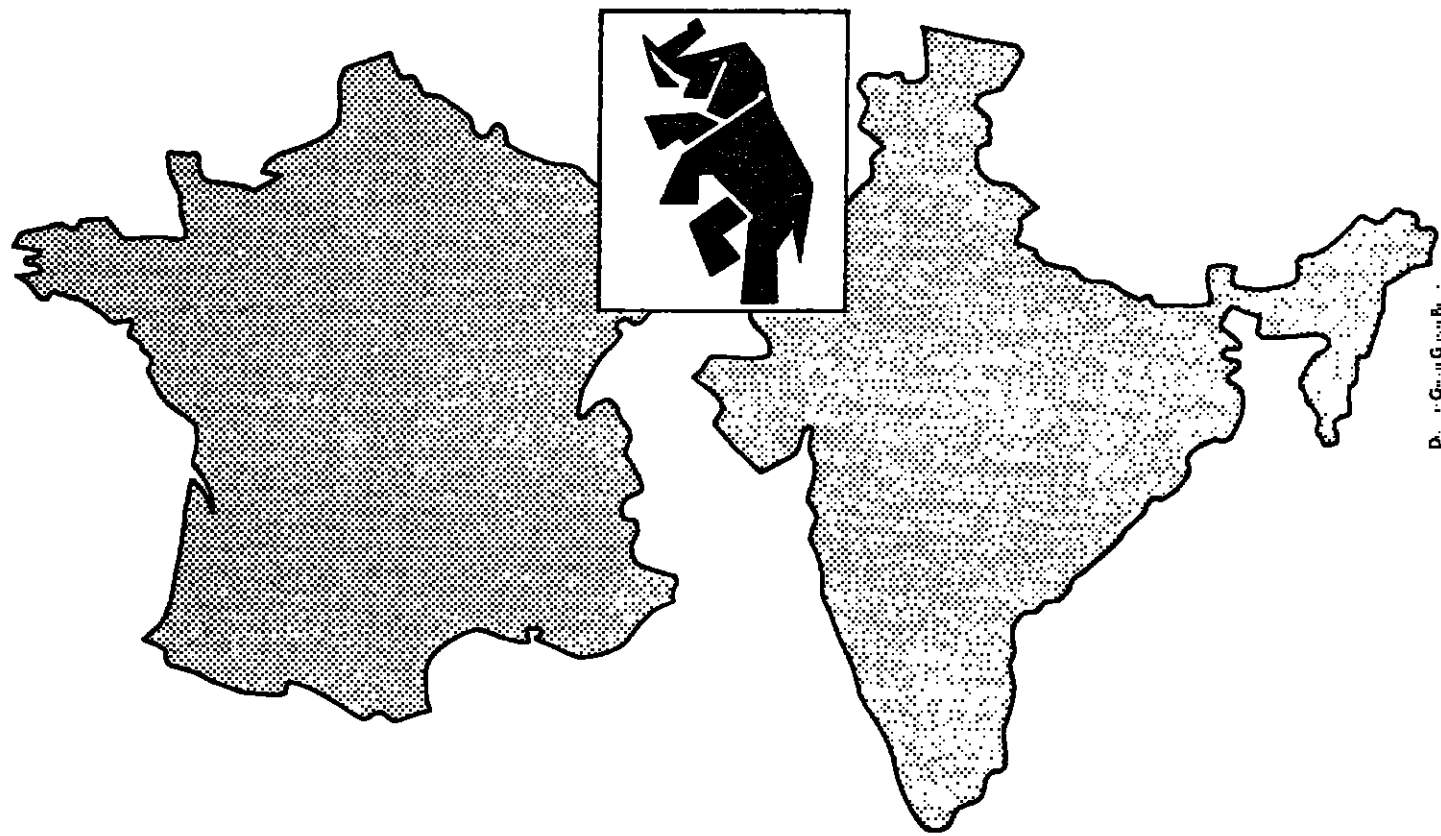
TOUS LES JOURS DE 11 H A 22 H. NOCTURNES JUSQU'A 23 H :
VENDREDI 31 MAI, VENDREDI 7 JUIN.

UN RENDEZ-VOUS EXCEPTIONNEL
AVEC L'EXCEPTIONNEL

7 JUIN 1985

BONNE ANNÉE!

Le Groupe Grindlays Bank,
première banque étrangère en Inde, est heureux de s'associer
à l'année de l'Inde à Paris.



Membre du groupe ANZ (Australia and New
Zealand Banking Group limited), Grindlays
dispose depuis plus d'un siècle d'un ré-
seau de 56 agences en Inde. En France,
Grindlays Bank SA met à la disposi-

tion de sa clientèle d'entreprises et de
particuliers, son expérience de banque
internationale et privée implantée dans
plus de 40 pays à
travers le monde.

**Grindlays
Bank s.a.**

Direction Générale, 96 Avenue Raymond-Poincaré, 75116 Paris. Tél. (1) 501.51.61 Télex 614193 Grisp
Agences : Paris, Lille, Lyon, Strasbourg, Aix, Marseille, Cannes, Nice, Monaco.

économie

REPÈRES

Dollar : soutenu à 9,34 F

Évoluant, actuellement, dans des limites assez étroites, le dollar se maintient plutôt soutenu vendredi 7 juin, à 9,34 F et 3,06 DM, contre 9,33 F et 3,05 DM. En repli en début de matinée, il s'est raffermi sur l'annonce d'une baisse du taux d'intervention de la Banque fédérale d'Allemagne pour l'argent à court terme.

Assurance-maladie : ralentissement du rythme annuel des dépenses

Selon les statistiques de la Caisse nationale de l'assurance-maladie des travailleurs salariés, la progression des dépenses de l'assurance-maladie a enregistré, à la fin avril, un ralentissement : 10,7 % en croissance annuelle, contre 11,6 % fin mars. C'est le taux de croissance le moins fort depuis juin 1984 (9,5 %). Cependant, le rythme de croissance annuelle des honoraires médicaux continue à s'accroître : 10,7 %, contre 9,5 % fin mars. En revanche, la progression des remboursements aux hôpitaux décroît sensiblement : 8,9 % (avec + 10,4 % dans le public et + 6,7 % dans le privé), contre 12,4 % fin mars. « Ce mouvement, note la Caisse nationale, correspond aux régularisations effectuées, en avril, sur les versements des dotations mensuelles aux établissements en budget global. »

Conjoncture : stagnation de l'activité au premier trimestre

La production nationale - exprimée en termes de produit intérieur brut marchand - a complètement stagné au premier trimestre de cette année (elle avait déjà baissé de 0,2 % au quatrième trimestre). Ce résultat, qui était prévisible, s'explique en partie par la rigueur exceptionnelle de l'hiver (la production industrielle de janvier s'était établie à un niveau exceptionnellement bas). Les composantes de la demande évoluent, elles, de façon plus surprenante : la consommation des ménages progresse de 1,5 %, après avoir complètement stagné tout au long de l'année 1984 ; les investissements des entreprises progressent de 2,6 % (après avoir reculé trois trimestres de suite) ; les exportations baissent de 1,4 % (après avoir progressé trois trimestres de suite).

AGRICULTURE

LES JOURNÉES D'ÉTUDES DU CNJA

« Je ne serai pas le ministre des premiers de la classe » déclare Henri Nallet

De notre envoyé spécial

Argentan. - Après l'offensive commerciale des États-Unis - le ministre de l'Agriculture américain John Block vient de réaffirmer qu'il y avait été contraint par l'attitude française, la volonté exprimée par les jeunes agriculteurs que par le ministre de l'Agriculture, M. Henri Nallet, de relever le défi de la compétitivité prend plus de relief. Lors des journées d'études du CNJA, les 5 et 6 juin à Argentan (Orne), M. Michel Teyssedou a déploré l'« année terrible » où l'on a assisté à l'« agonie de la politique agricole commune », pour aussitôt réagir et inviter les paysans à « surmonter leur déception ».

En Europe, une politique de vente doit désormais remplacer la politique des productions contrariées. Face aux « Biceps » américains (Bonus Incentive Commodity Export Program), « il faut que l'Europe sache mobiliser quelques petits malins, malin comme milliard pour augmenter nos livraisons internationales de produits naturels », a déclaré le président du CNJA, Pour Henri Nallet, « il ne peut être question que la France se replie sur l'Europe. Elle n'a plus la possibilité de revenir en arrière. Elle est devenue une grande puissance exportatrice de produits agricoles, la seconde dans le monde après les États-Unis. D'une part, cela améliore notre balance commerciale. D'autre part, la France contribue ainsi à renforcer la position économique de la Communauté », a déclaré le ministre.

Mais pour défendre ce droit à l'exportation, encore faut-il se rendre à l'évidence, admettre que des marchés sont saturés, d'autres soumis à une concurrence plus difficile, qu'il faut négocier l'intégrité tant qu'il est encore temps - et considérer les baisses ou le maintien des prix des céréales et le maintien des volumes de production, comme des conséquences. C'est ce qu'explique le ministre. C'est ce que vient de reconnaître le CNJA, au cours de ces journées.

Les quotas laitiers

Le repli de la production laitière est une de ses conséquences. Le ministre a annoncé au CNJA que le programme d'aides à la cessation d'activité laitière mis en place en 1984 sera poursuivi : un crédit d'environ 200 millions de francs sera nécessaire, a-t-il précisé devant la presse, pour obtenir une libération de volumes qui, ajoutée à la diminution déjà prévisible permettra à la France de respecter son quota laitier pour 1985-1986. Comment seront, cette fois, attribués les contingents de chaque producteur ?

Le ministre, sensible aux reproches fait à la profession sur la complexité du système mis en place, attend les propositions des organisations professionnelles. Lui-même suggère que soit créée une réserve nationale dont bénéficieraient les jeunes qui s'installent. Les exploitations de montagne bénéficieraient

d'un régime privilégié : si un effort de réduction supplémentaire est à faire, il sera demandé aux plus gros producteurs ; enfin, ceux qui ont augmenté inconsiderement leur production, comptant sur la discipline des autres, risquent d'être sanctionnés. Le ministre a encore annoncé que les producteurs dont le plan de financement ne pouvait être respecté du fait des quotas bénéficieraient de nouveaux prêts, avec une période de remboursement prolongée.

A l'exception de ce dossier laitier, le ministre a surtout voulu présenter aux Jeunes Agriculteurs un cadre politique « dans lequel, a-t-il déclaré, nos discussions, vos propositions, mes décisions doivent s'inscrire ». Le message a été reçu et renvoyé par M. Teyssedou, qui demandait au gouvernement de considérer la chance qu'il a de « s'offrir le luxe d'un syndicalisme fort ».

Le CNJA attend des pouvoirs publics une politique agricole qui permette aux exploitants de tenir un langage de « véritables entrepreneurs », sans perdre de vue la solidarité nécessaire. M. Nallet en est d'accord : « Je ne serai pas le ministre des premiers de la classe, mais celui de tous », a-t-il déclaré. « Un discours à la mode nous vante les mérites du libéralisme à l'État pur, a-t-il poursuivi. Méfions-nous de cette vieille idée qu'on essaye de présenter comme une idée neuve. Le libéralisme en agriculture ne conduit jamais à l'équilibre. Sans solidarité organisée et sans intervention publique, l'agriculture ne peut être entraînée dans une spirale de restructuration sauvage dont personne ne sortira indemne. Voyez ce qui se passe aujourd'hui aux États-Unis : les compétitifs d'hier ce sont les liquidés d'aujourd'hui. Avec une émotion certaine, le ministre a plaidé pour que l'agriculture française retrouve l'inspiration coopérative et mutualiste. D'ailleurs, coopération et mutualité seront au programme des lycées agricoles dès la rentrée prochaine.

Il y eut en fait, au cours de ces journées d'études, deux congrès différents : celui du rapport moral où il est apparu que les revendications n'étaient pas « dépassées » comme on aurait pu le croire à l'audition du premier débat, consacré au rapport d'orientation. M. François Guillaume, président de la FNSEA, dont l'action est contestée par les jeunes et les moins jeunes au sein des organisations professionnelles, aurait pu saisir au bond cette contradiction. Il s'est borné à affirmer qu'il n'y avait « pas de querelles entre les anciens et les modernes », que la FNSEA, elle aussi avait des propositions à faire, mais qu'on ne l'écouterait pas ; à critiquer, enfin, le projet de société unipersonnelle en agriculture et l'ouverture du capital d'exploitation à des associés non agriculteurs, formule envisagée par le CNJA.

JACQUES GRALL.

APRÈS LES INCIDENTS A SKF

- Les forces de police ont évacué l'usine d'Ivry
- Rassemblement de la CGT après l'interpellation de trois de ses responsables départementaux

« Les unités de forces mobiles ont quitté, ce vendredi 7 juin à 8 heures, le site de l'usine SKF d'Ivry-sur-Seine », a annoncé la préfecture du Val-de-Marne dans un communiqué. Le démantèlement de l'ensemble des machines de l'usine a pris fin pendant la nuit. Tandis que les négociations pour tenter de trouver une solution au conflit devaient reprendre vendredi dans l'après-midi à Créteil, la CGT organisait ce même jour, à 11 h 30, un « rassemblement de protestation », place de la République, à Paris, pour manifester sa réprobation à propos de l'interpellation, jeudi, de trois de ses dirigeants départementaux à Ivry.

Trois responsables de la CGT du Val-de-Marne - M. Jean-Pierre Page, secrétaire de l'union départementale, MM. Decary et Letellier - ont été interpellés le jeudi 6 juin. Selon la préfecture, ils auraient insulté des policiers installés à bord d'un car, avant de heurter volontairement un non, avec une R5, leur véhicule puis deux voitures de particuliers. Conduits au commissariat de Charenton, ils ont été gardés près de trois heures, refusant de répondre à toute autre personne qu'au commissaire. Le procureur de la République avait demandé qu'ils soient libérés immédiatement après avoir été entendus par la police.

Au cours d'une conférence de presse tenue jeudi en début de soirée au siège de la CGT, M. Page a déclaré avoir été « gazé, matraqué, brutalisé » par les policiers avec ses deux camarades. Affirmant qu'il ne s'agissait pas d'une bavure », M. Page a raconté qu'il se trouvait avec ses camarades dans sa voiture à proximité de l'usine SKF quand un fourgon et une voiture banalisée l'ont stoppé : « Les policiers ont commencé à cogner sur le véhicule, a-t-il ajouté. Apercevant parait-il la commission d'Ivry, M. Couill, j'ai baissé la vitre pour appeler. Un policier l'a alors bloqué avec sa matraque et a envoyé des bombes à gaz sur nos yeux. » Selon leurs déclarations, MM. Page, Letellier et Decary ont été sortis par les pieds de la voiture, frappés à coups de pied puis emmenés au commissariat.

Dans une déclaration, le bureau confédéral de la CGT qualifie de « rocambolesque » la version de l'interpellation communiquée par la police. La CGT « condamne avec la plus vive énergie de telles méthodes qui portent atteinte aux droits de l'homme les plus élémentaires ». Les trois hommes, qui ont décidé de porter plainte, ont été victimes, selon la centrale, d'une « brutale agression policière ». Pour M. Henri Krasucki, « tous ces événements n'ont de sens que si l'ensemble de leurs auteurs cherchent à isoler ceux qui se battent et à intimider le monde du travail ».

La CGT organisait « un rassemblement de protestation » contre ces interpellations, ce vendredi 7 juin à 11 h 30, place de la République. La veille, plusieurs manifestations de

M. Fiterman : la violence vient d'en face

M. Mauroy : le PCF en marche arrière

M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du comité central du PCF, interrogé, le jeudi 6 juin, à l'occasion d'une conférence de presse qu'il donnait sur le service public de la télévision, a déclaré, au sujet des affrontements de la veille autour de l'usine SKF d'Ivry-sur-Seine : « Ne renversons pas les rôles. Ce sont les travailleurs de SKF qui sont les victimes. La violence, elle vient d'en face. Les travailleurs ne sont pas des casseurs. Ils sont face à une véritable guerre. »

M. Fiterman a ajouté : « En regardant, le soir de l'agression, le ministre de l'Intérieur à la télévision, je pensais au congrès d'Épinay, à ses phrases sur la rupture avec le capitalisme. Quel chemin parcouru ! La droite n'a pas eu de mal à approuver, voire même à applaudir, avec en tête le général Bugeaud, un expert en maintien de l'ordre. »

Pour M. Pierre Mauroy, interrogé à Montpellier, où il était venu, jeudi, pour présenter son livre *A gauche*, le Parti communiste « va vers l'avant en marche arrière (...), en voulant rester un parti révolutionnaire, qui pense installer la « révolution », ce

dernier mot étant, évidemment, mis entre guillemets. Selon l'ancien premier ministre, l'hésitation du PCF « entre deux stratégies - ou bien l'union de la gauche, ou bien la stratégie issue de la Révolution de 1917 - n'est pas nouvelle ». « Le PCF, a-t-il dit, utilise alternativement ces deux stratégies. »

M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, a déclaré, jeudi, devant la presse, que le PCF mène une politique « de type symbolique ». « Dans la situation de quasi-Bérézina dans laquelle il se trouve aujourd'hui, le PCF ne peut pas, pour une question de face, admettre d'avoir été délogé de SKF, en plein Ivry, a déclaré M. Toubon. Il devait, comme dans la guerre, reprendre un pilon, qui n'a, pourtant, aucune importance stratégique. »

Selon le secrétaire général du RPR, il ne faut pas voir « une grande opération stratégique », et, sur le plan politique, « c'est du non pour les socialistes : Fabus et Joxe, impuissants, résistent à la horde rouge. Pour la politique spectacle, ils ont trouvé un truc épata- »

ÉNERGIE

Révision du troisième contrat gazier franco-soviétique

Les Soviétiques viennent à la ressource du commerce extérieur français, de Gaz de France et peut-être du consommateur français. Les négociations menées par Soyuz Gaz Export et Gaz de France depuis décembre dernier ont débouché sur un accord annoncé le 6 juin, modifiant le contrat signé en janvier 1982, qui prévoyait l'achat de 8 milliards de mètres cubes par an de gaz soviétique. Cette modification porte à la fois sur la quantité en régime des livraisons, le prix et la formule d'indexation.

La montée en régime sera plus lente que prévu. Les 8 milliards de mètres cubes ne seront atteints qu'en 1990, au lieu de 1986. Ce qui entraîne une réduction des onéreux de 8,6 milliards de mètres cubes pour la période 1985-1989. En outre, les Soviétiques ont consenti une baisse de prix de 7 %, et accepté la suppression de toute référence au pétrole brut dans la formule d'indexation. La nouvelle formule ne prévoit, à parité, que la référence au fuel lourd et au fuel domestique.

Les Soviétiques font ainsi preuve d'un sens commercial certain, qui les amène à prendre en compte la vive concurrence existant entre les différentes sources d'énergie. L'avantage qu'en tire Gaz de France n'est pas négligeable. Dès 1985,

l'économie qui résulte de ce nouvel accord atteindra 200 millions de francs, qui viendront s'ajouter aux 600 millions déjà économisés grâce à la réduction de prix accordée par la société ukrainienne Gasunie à Gaz de France. De quoi alléger sensiblement le déficit de ce dernier (3 milliards de francs en 1984). D'autant que Gaz de France poursuit ses négociations avec Soyuz Gaz Export sur les deux précédents contrats d'achat (qui représentent 4 milliards de mètres cubes par an). Quant au contrat algérien, même si sa révision n'est pas officiellement à l'ordre du jour, son surcoût annuel de 1 à 1,5 milliard tend à diminuer, en raison de la baisse des prix pétroliers auxquels il fait référence.

● Nucléaire : enquête sur une usine écossaise de retraitement. Les autorités britanniques ont ordonné l'ouverture d'une enquête d'utilité publique sur le projet de construction d'une usine de retraitement des déchets nucléaires à Dounreay au nord de l'Écosse. Les députés travaillistes et le mouvement écologiste Greenpeace avaient condamné ce projet autorisé par le gouvernement en mai dernier. - (AFP).

FAITS ET CHIFFRES

Étranger

GRANDE-BRETAGNE

● Révision en hausse de l'excédent des paiements courants. - L'Office central de la statistique a relevé de 51 à 624 millions de livres l'excédent de la balance des paiements courants pour 1984. Pour le premier trimestre 1985, cette balance fait maintenant apparaître un surplus de 123 millions, au lieu d'un déficit de 86 millions. La révision a concerné presque entièrement la balance des opérations « invisibles », en particulier les rapatriements d'intérêts, bénéfices et dividendes. - (AFP.)

Social

● Pas d'accord pour la revalorisation des allocations de fin de droits par l'UNEDIC. - Réuni le 6 juin, le bureau de l'UNEDIC, où siègent les partenaires sociaux, n'a pu se mettre d'accord sur l'ouver-

ture de négociations qui permettrait de revaloriser de 50 % les allocations de chômage en fin de droits. Tous les syndicats sont favorables à cette augmentation, qui s'alignerait sur la récente décision gouvernementale en faveur des chômeurs indemnisés par l'allocation de solidarité. FO, la CFTC et la CGC accepteraient une augmentation des cotisations qui financerait cette mesure et permettrait de résorber le déficit du régime d'assurance-chômage. Le CNPF, qui ne s'est pas opposé à la demande, n'a cependant pas voulu fixer de date pour une éventuelle discussion.

● Grèves à la SNCF à l'appel de la CGT. - Des perturbations ont été provoquées, le 7 juin, dans le service de banlieue de la SNCF, à Paris et en province, par les arrêts de travail décidés par des agents d'accompagnement des trains, à l'appel de la CGT. Les revendications portent sur le déroulement des carrières, les primes et les conditions de travail.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ base	+ base	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
S.E.U.	9,399	9,320	+ 195	+ 210
S. can.	6,797	6,811	+ 8	+ 29
Yen (100) ..	37,493	37,517	+ 118	+ 123
DM	3,684	3,691	+ 111	+ 122
Florin	2,703	2,709	+ 69	+ 77
F.B. (100) ..	15,129	15,129	+ 163	+ 296
F.S.	3,675	3,684	+ 150	+ 164
L. (1 000) ...	4,772	4,757	+ 182	+ 142
£	11,8612	11,8731	+ 256	+ 218

TAUX DES EUROMONNAIES

	7/8	7/8	7/12	7/8	7/12	7/8	7/8	7/12
S.E.U.	5 1/2	5 3/4	5 7/16	5 9/16	5 7/16	5 9/16	5 7/8	5 7/8
DM	7 1/4	6 13/16	6 15/16	6 3/4	6 7/8	6 5/8	6 3/4	6 3/4
F.B. (100) ..	8 3/4	9 1/4	8 3/4	9	8 13/16	9 1/16	8 7/8	9 1/8
F.S.	1	2	4 13/16	4 15/16	4 7/8	5	5	5 1/8
L. (1 000) ...	13	14	13 7/8	14 3/8	13 3/8	13 7/8	13 3/8	13 3/4
£	12 5/8	12 7/8	12 5/8	12 3/4	12 1/2	12 5/8	12 1/2	12 5/16
F. franc. ...	10	10 1/4	10	10 3/4	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 3/16

BANQUES

Le Crédit agricole pourra financer les commerçants sur tout le territoire

Aux termes d'un décret qui sera publié avant le début du mois de septembre, le Crédit agricole pourra consentir des prêts à long, moyen et court terme à l'ensemble des commerçants de détail et au secteur de l'hôtellerie-restauration sur l'ensemble du territoire.

Cette extension du champ de compétence portera de 300 000 (chiffre atteint lors de l'extension de 1984) à environ 660 000 le nombre de commerçants potentiellement clients du réseau mutualiste, dont 45 % en milieu urbain. Le décret autorisera également le Crédit agricole à financer les artisans, sans restrictions géographiques, par des prêts non bonifiés et bonifiés. En ce qui concerne les prêts bonifiés, on sait qu'en 1987 cette catégorie sera totalement « banalisée », c'est-à-dire que tous les réseaux pourront la distribuer en se soumettant à un appel d'offres qui récompensera les moins-disants (ceux qui accepteront la bonification la moins élevée). De toute façon, le nombre des artisans potentiellement clients du Crédit agricole sera porté de 435 000 à un peu moins de 800 000. Enfin, l'établissement mutualiste pourra distribuer des prêts légaux et complémentaires aux détenteurs de livres d'épargne-entreprise (L.E.) sur l'ensemble du territoire, faculté qu'il n'avait pas, bien qu'il ait fait souscrire de tels livres.

« C'est une avancée importante, une nouvelle frontière », ont déclaré MM. Bansalon, président de la Fédération nationale du Crédit agricole, Huchon, directeur général de la Caisse nationale, et Douroux, secré-

taire général de la Fédération, tenant, pour la première fois, une conférence de presse commune (un signe des temps ?). Certes, l'extension accordée par M. Bérégovoy, au terme de négociations amorcées il y a deux ans, n'est pas fortuite. Elle est la conséquence logique de l'accord signé le 30 juillet 1984, entre les banques commerciales et le Crédit agricole sur l'unification des cartes de paiement, ce qu'on appelle l'« interbancaire ».

En renouant à l'usage exclusif de son réseau « carte verte », avec autant de terminaux points de vente (13 000) que le réseau « carte bleue » (14 000), et 140 000 commerçants affiliés (contre 275 000 pour la « carte bleue »), le Crédit agricole ne pouvait accepter, sans réciprocity, de voir ses terminaux utilisés par la concurrence. Au congrès de Deauville, en octobre dernier, M. Douroux ne s'était-il pas écrié : « Mêmes contraintes, mêmes impôts (2 milliards de francs en 1984), mêmes compétences ! »

Après cette nouvelle étape, la « banque verte » n'est plus « interdite » que sur deux catégories d'emprunteurs : les professions libérales en milieu urbain et les entreprises non agricoles de plus de cinq cents personnes. La compétition entre réseaux bancaires va donc se trouver vivifiée, à la grande satisfaction de la Rue de Rivoli, qui y voit la possibilité de faire baisser le coût du crédit, conformément aux engagements pris par les dirigeants de la « banque verte ».

F. R.

ance pourrait cons
ard de france à E

LA FRANCE COMME
L'ALGERIE
L'ALGERIE COMME
L'ALGERIE COMME
L'ALGERIE COMME

POUR UNE FRANCE
QUI GAGNE

EMPR
D'ÉT

Deux fois
TAUX FIXE
Nominal 10%
Prix d'émission : 95%
Durée 15 ans

● Paiement annuel des in
● Remboursement au po
● Titres cotés en bourse
● Abonnement fiscal de S

Souscrivez dans les établis
et financiers, auprès des
et des PTT, ou à vos auto

1250 من المال

AFFAIRES

La France pourrait consacrer 1 milliard de francs à Eurêka

Avec l'initiative de défense stratégique américaine (IDS), près de 1 milliard de dollars pourraient être dépensés pour financer des programmes de recherche et de développement de laboratoires non américains, a précisé un des responsables de l'IDS, lors d'une visite à Londres, jeudi 6 mai. Pour l'heure, les Etats-Unis prévoient de consacrer, sur cinq ans, 26 milliards de dollars à ce programme. Mais l'un des conseillers, le physicien Edward Teller, a souligné qu'il serait souhaitable que les alliés des Etats-Unis apportent une somme analogue, afin de porter le budget de l'IDS à 50 milliards de dollars.

Si l'on ne peut pas empêcher les industriels d'accepter des contrats américains, a rappelé jeudi le ministre de la recherche et de la technologie, M. Hubert Curien, les pouvoirs publics n'ont pas l'intention de participer financièrement à l'initiative de défense stratégique du président Reagan. D'ailleurs, le budget prévu pour l'IDS n'a pas encore été approuvé par le Congrès, souligne-t-il. « L'argent n'est pas encore sur la table ».

On pourrait en dire autant, de la proposition française Eurêka visant à lancer l'Europe technologique, pour laquelle aucun budget n'a encore été annoncé. Toutefois, M. Curien a précisé que, en France, quelque 8 milliards de francs du budget civil de la recherche et du développement sont destinés chaque année dans des travaux existants et intéressants directement Eurêka. Un effort supplémentaire de 1 milliard de francs pourrait être fait pour stimuler des projets précis, estiment certains experts.

D'autre part, M. Jacques Delors, président de la Commission des Communautés européennes propose la création d'une communauté de la technologie. Lors d'une intervention, jeudi au Forum de l'Expansion, le président de la Commission des Communautés européennes a déclaré qu'il ferait deux propositions lors du prochain conseil des chefs d'Etat et de gouvernement des Dix, les 28 et 29 juin prochains à Milan :

1) La réalisation d'un grand marché communautaire d'ici à 1992 (ce qui implique la suppression de tous les obstacles aux échanges substantiels encore, tels que les normes nationales de sécurité, d'hygiène, l'accès sans entrave aux marchés publics, aux marchés des capitaux,

etc.) supposant aussi un grand programme d'infrastructures non inflationniste, financé par l'emprunt.

2) La création d'une « communauté de la technologie à géométrie variable » dotée de moyens juridiques et financiers, ouverte sur l'extérieur et « avançant projet après projet ». « On peut penser à un nouveau traité du style Euratom — et je l'ai prêt dans les tiroirs — ou plus modestement à l'utilisation de l'article 235 du Traité de Rome », devait préciser M. Delors (1).

(1) L'article 235 est ainsi conçu : « Si une action de la Communauté apparaît nécessaire pour réaliser, dans le fonctionnement du Marché commun l'un des objets de la Communauté, sans que le présent traité ait prévu les pouvoirs d'action requis à cet effet, le conseil statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation de l'Assemblée, prend les dispositions appropriées ».

Selon son PDG, la CGCT est un « pivot » dans la politique des télécommunications

Aurait-on oublié un peu trop vite la CGCT ? Rachetée par l'Etat au groupe américain ITT en 1982, dans le cadre des nationalisations, la Compagnie générale de construction téléphonique peut jouer un rôle stratégique dans la vaste partie engagée pour l'avenir des télécommunications françaises. « Nous sommes un pivot », a dit son PDG, M. Claude Vincent, le 6 juin, en présentant ses résultats à la presse. Il n'a pas tort.

Il faut savoir que les PTT achètent, par convention, 16 % de leurs centraux téléphoniques à la CGCT chaque année. Le reste provient de CIT-Alcatel et de Thomson-Téléphone regroupés depuis septembre 1983 sous la bannière de la CGE. Or ce groupe, nationalisé également, doit trouver un partenaire étranger susceptible de renforcer ses exportations dans les pays développés qui assureront, dans les années prochaines, l'essentiel des débouchés. M. Pébereau, son PDG, a entamé des négociations tous azimuts sans avoir pour l'instant rien

conclu. M. Vincent n'est pas prêt à s'effacer. Jusqu'à présent, la CGCT n'avait guère son mot à dire du fait de ses résultats très mauvais. Ses pertes ont été de 555 millions de francs en 1983 et de 997 millions l'an passé, dues pour 500 millions à un contrat au Koweït signé et exécuté dans des conditions fort difficiles. L'Etat doit et devra encore boucher les trous (1). Mais M. Vincent, après avoir réduit fortement les emplois (et ce n'est pas fini, puisqu'il 700 postes de travail devraient encore être supprimés pour ramener les effectifs à 7 000 en 1986) et désigné une nouvelle stratégie, estime que son entreprise montre des signes de redressement, dont le premier est un excédent brut d'exploitation désormais positif (de 37 millions de francs hors l'affaire de Koweït). Il vise un équilibre pour 1986, des positions prises sur les réseaux de télévision par câble et dans la bureautique confortent son espoir. Aussi entend-il « rester dans les télécommunications publiques ». C'est-à-dire conserver ses 16 % pour les négocier et trouver, de son côté, un partenaire qui convienne à la stratégie de son groupe. Il ne cache pas que le Suedois Ericsson lui conviendrait. Cette association aurait l'avantage de pouvoir alors inclure Bull, qui cherche, comme tout groupe informatique, des coopérations dans les télécommunications.

ATT-CEG ou CGCT-Ericsson ? En réalité, M. Vincent ne se fait guère d'illusion sur son pouvoir dans la restructuration de l'industrie française des télécommunications : « Je ne puis être remplacé comme PDG par un simple décret ». La CGCT est, certes, dotée d'un savoir-faire, mais reste encore largement faite de bric et de broc. Son sort est suspendu aux aides de l'Etat. Mais le PDG peut trouver un allié du côté des PTT, où nombre de fonctionnaires sont inquiets de « va-tout » américain de la CGE. Et il a au moins le mérite de poser publiquement le débat.

Au moment où s'engage une coopération européenne sur les télécommunications avec le programme RACE et où M. Mitterrand cherche à lancer Eurêka, ne faut-il pas évaluer toutes les chances de trouver un partenaire européen avant de signer avec les Etats-Unis ? La CGCT est le pivot de ce choix.

ERIC LE BOUCHER.

(1) La CGCT a reçu des dotations en capital de l'Etat de 388 millions en 1983, de 600 millions en 1984 et de 450 millions en 1985. Elle devrait recevoir encore 450 millions en 1986.

La CEE devrait donner son accord aux propositions américaines sur les exportations de tubes d'acier

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — La CEE devait accepter jeudi 6 juin, en fin de journée, l'offre des Etats-Unis relative à une livraison par les entreprises européennes des tubes d'acier destinés à la construction de l'oléoduc reliant Santa-Barbara (Californie) à Freeport (Texas). Les pays membres principalement concernés, notamment la France avec Vallourec, ont accueilli favorablement la proposition de Washington. Seule la Grèce a manifesté quelques réserves au cours de la discussion qui a eu lieu le 5 juin entre les représentants des Dix à Bruxelles.

Le 10 janvier dernier, la CEE avait conclu avec Washington un accord limitant la part des exportations communautaires à 7,6 % du marché des tubes d'acier aux Etats-Unis. Il avait été entendu que les matériaux qui ne pourraient être fournis par l'industrie américaine ne seraient pas comptabilisés dans le contingent octroyé aux Dix.

Mais, quelques semaines plus tard, Washington annonçait son intention de ne pas appliquer cette clause (dite du *Short Supply*) pour les fournitures prévues pour la réalisation du All American Pipe Line. Le conseil des ministres des Dix avait alors protesté, le 26 mars, en dénonçant « les positions prises par l'administration américaine, qui ne répondent ni à l'esprit ni à la lettre des arrangements conclus entre la Communauté et les Etats-Unis ».

Devant l'intransigeance de Washington, la CEE a alors tenté de limiter les dégâts. M. De Clercq, le commissaire chargé des relations extérieures, est revenu de la capitale fédérale à la fin de la semaine dernière avec une offre partielle de 100 000 tonnes tandis que les ventes prévues par les entreprises européennes atteignent 321 000 tonnes sur les 471 000 tonnes nécessaires à la construction de l'oléoduc. Même en cas d'accord des Dix sur la proposition américaine, le dossier ne devrait pas pour autant être réglé. Tout d'abord, selon la Commission, M. Baldrige, le secrétaire d'Etat au commerce, devra au préalable consulter de nouveau les producteurs américains. Ensuite — et là les explications de Bruxelles sont ambiguës — Washington souhaite obtenir

de la CEE un arrangement sur les exportations des derniers produits sidérurgiques non encore contingentés mais soumis actuellement à un simple contrôle statistique (il s'agit essentiellement de produits semi-finis).

Les Etats-Unis demandent la conclusion d'un accord d'autolimitation d'ici au 15 juillet prochain. Les Américains font valoir que la part des Européens sur le marché est passée de 2,78 % en 1981 à 8,78 % en 1984. De leur côté, les responsables communautaires rétorquent que les autres pays fournisseurs ont augmenté pendant la même période, leur taux de 11,4 % à 18,55 %.

MARCEL SCOTTO.

En Grande-Bretagne

ICI POURRAIT SUPPRIMER 2 734 EMPLOIS

Le groupe chimique ICI, première entreprise industrielle privée de Grande-Bretagne (117 milliards de francs environ de chiffre d'affaires) étudie la possibilité de supprimer 2 734 emplois (sur un total de 114 700). A la suite de la rumeur, alimentée par les syndicats, qui a circulé ces derniers jours, la direction du groupe a reconnu que le document confidentiel portant la trace de cette réduction d'effectifs existait bien. Aucune décision formelle n'a cependant encore été prise. Le porte-parole de la firme a précisé qu'il s'agissait d'un projet à long terme uniquement fondé sur des départs naturels et qu'aucune négociation avec les syndicats n'était envisagée.

● Scholtes dépose son bilan. — La société d'électroménager Scholtes, qui emploie six cent quarante-trois personnes à Thionville (Moselle), a déposé son bilan le 6 juin. Selon la direction, ce dépôt de bilan, dû à une restructuration coûteuse, ne devrait entraîner aucune suppression d'emplois et la production devrait être maintenue. — (Corresp.)

POUR UNE FRANCE QUI GAGNE.

Juin 1985

EMPRUNT D'ÉTAT

Deux formules

TAUX FIXE	TAUX RÉVISABLE
Nominal 10%	
Taux actuariel : 10,75%	Taux la première année : 10%
Prix d'émission : 95%	Emission au pair
Durée 15 ans	Durée 15 ans et 3 mois

- Paiement annuel des intérêts.
- Remboursement au pair, coupure : 2000 francs
- Titres cotés en bourse.
- Abattement fiscal de 5000 francs.

Souscrivez dans les établissements bancaires et financiers, auprès des comptables du Trésor et des PTT, ou à vos autres guichets habituels.

LA BOURSE C'EST LA VIE.

Jamais la Bourse n'a été aussi dynamique, aussi performante, aussi présente dans la vie.

Cette Bourse qui bouge, qui va de l'avant, cette bourse rentable, pour mieux la découvrir, venez nous voir.

Sur simple appel téléphonique, sur simple envoi de votre carte de visite, nous vous aménageons, sans engagement de votre part, un premier entretien.

A cette occasion, nous vous présenterons toutes les formules actuelles de placement en Bourse de valeurs : Fonds Communs de Placements à court terme, Fonds de Plus-value à long terme, Fonds Communs Internationaux, Investissements sur second marché, Compte d'Épargne en actions, Comptes gérés...

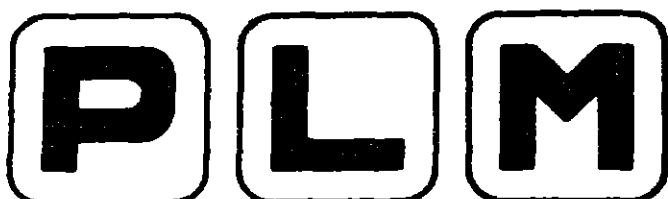
Nous vous expliquerons si vous le souhaitez, toutes les opportunités que vous offrent ces formules de placement, qu'il s'agisse pour vous d'obtenir des rendements réguliers élevés, rechercher des plus-values, se constituer un capital ou le consolider, préparer votre retraite...

Nous pourrions enfin, si cela vous est utile, faire un diagnostic de vos placements actuels, à partir duquel nous pourrions vous dire clairement, simplement où sont vos intérêts.

A. FERRI, B. FERRI, C. GERME, AGENTS DE CHANGE

A Paris : 53, rue Vivienne 75002 Paris Tél (1) 260.37.55.
A Bordeaux : 16, cours du Chapeau-Rouge 33000 Bordeaux. Tél (56) 48.54.77.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



AUGMENTATION DE CAPITAL

1 ACTION NOUVELLE POUR 1 ANCIENNE

HOTELLERIE : 79 % du chiffre d'affaires. Acquisition de la chaîne FRANTEL en 1985.

RESTAURATION PUBLIQUE : 13 % du chiffre d'affaires.

REMONTÉES MÉCANIQUES ET DIVERS : 8 % du chiffre d'affaires.

Introduction de la Société Touristique du Mont-Blanc au second marché de Lyon courant juin 1985.

- PRIX D'ÉMISSION : 150 F.
- JOUISSANCE : 1^{er} juillet 1985.
- SOUSCRIPTION : du 10 juin au 10 juillet 1985.

Une note d'information (visa COB n° 85.143 en date du 28.05.1985) est mise à la disposition du public au siège de la société - 69, Boulevard Haussmann 75008 PARIS - et auprès des établissements chargés du placement BALO du 3 juin 1985.

ENELFI-BRETAGNE

Les assemblées générales ordinaires et extraordinaires d'Enelfi-Bretagne se sont réunies le 5 juin 1985, sous la présidence de M. Michel Mauchant.

L'assemblée générale ordinaire a approuvé à l'unanimité les résolutions proposées, notamment :

— Les comptes de l'exercice 1984, qui se soldent par un bénéfice net de 15,12 millions de francs, dont 9,31 millions de francs de résultat net d'exploitation courante (hors toutes plus-values de cessions de titres), sont en progression de 7,2 % par rapport à l'exercice précédent.

— Le dividende fixé à 9,92 francs net par action (14,88 francs avant fiscalité), en augmentation de 4,5 % conformément à la recommandation limitant l'accroissement des distributions, qui sera mis en paiement le 10 juin 1985.

— Le projet de restructuration du groupe Enelfi-Bretagne/Compagnie Franco-Marocaine, qui prévoit l'acquisition par Enelfi-Bretagne d'un contrôle aussi complet que possible de la Compagnie Franco-Marocaine, par un échange de titres Enelfi-Bretagne contre des titres Compagnie Franco-Marocaine, proposé aux actionnaires de cette dernière.

L'assemblée générale extraordinaire a décidé à l'unanimité la mise en harmonie des statuts avec les directives européennes et les adaptations nécessaires à la législation en vigueur.

COMPAGNIE FRANCO-MAROCAINE

Les assemblées générales ordinaires et extraordinaires de la Compagnie Franco-Marocaine se sont réunies le 5 juin 1985, sous la présidence de M. Michel Mauchant.

L'assemblée générale ordinaire a approuvé à l'unanimité les résolutions proposées, notamment :

— Les comptes de l'exercice 1984, qui se soldent par un bénéfice net de 3,15 millions de francs, dont 2,96 millions de francs de résultat net d'exploitation courante (hors toutes plus-values de cessions de titres) du même ordre que celui de l'exercice précédent.

— Le dividende maintenu à 25,36 francs net par action (38,04 francs avant fiscalité), qui sera mis en paiement le 10 juin 1985.

— Le projet de restructuration du groupe Enelfi-Bretagne/Compagnie Franco-Marocaine, qui prévoit l'acquisition par Enelfi-Bretagne d'un contrôle aussi complet que possible de la Compagnie Franco-Marocaine, par un échange de titres Enelfi-Bretagne contre des titres Compagnie Franco-Marocaine, proposé aux actionnaires de cette dernière.

L'assemblée générale extraordinaire a décidé à l'unanimité la mise en harmonie des statuts avec les directives européennes et les adaptations nécessaires à la législation en vigueur.

INTRODUCTION A LA BOURSE DE PARIS



Un nom pour des marchés d'avenir

Au cours des 4 dernières années, ALLIED a doublé son CA mondial (US \$ 10,7 milliards) et prochainement fusionnera avec SIGNAL (CA US \$ 6 milliards), après accord des actionnaires.

D'abord à prédominance chimique, la société a appliqué une politique d'expansion dynamique dans l'aérospatial, l'automobile et l'électronique.

Notre prochaine introduction à la Bourse de Paris est la preuve de notre volonté de poursuivre notre développement international.

ALLIED, en France, c'est BENDIX et UMD-AMPHENOL implantés dans 20 villes de France et employant plus de 8000 personnes.

ALLIED CORPORATION en 1984 : 28^e entreprise US - US \$ 487 millions de bénéfice net - US \$ 426 millions consacrés à la recherche et au développement - US \$ 878 millions d'investissements - 114.500 employés dans le monde.

Une note d'information (visa COB n° 85-122 du 14/05/85) est disponible dans les agences de la BNP et de la Banque MORGAN ainsi qu'auprès d'ALLIED Corporation BENDIX France, Direction de la Trésorerie, Tour Pleyel, 93521 Saint-Denis Cédex 01.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
246-72-23, poste 2412

International Bank for Reconstruction and Development
WASHINGTON, D.C.

ECU 50.000.000 9 3/4 % Bonds of 1985, due 1995

Banca Commerciale Italiana Istituto Bancario San Paolo di Torino
Banca Nazionale del Lavoro Banco di Roma Banco di Sicilia
Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde Credito Italiano
Kreditbank International Group Monte dei Paschi di Siena
Nuovo Banco Ambrosiano
Banca Manassardi & C. Banca Nazionale dell'Agricoltura
Banca Popolare di Milano Banco Popolare di Novara Banco S. Paolo - Brescia
Banca C. Scialoja & C. Banco di Santo Spirito
Cassa di Risparmio di Roma

PIERRE BARRAL
Il y a trente ans
La guerre froide
Le point de vue d'un historien sur les relations Est-Ouest entre 47 et 62
ARMAND COLIN

COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ

Présentation du rapport de gestion de l'exercice 1984

Message du président Georges Pébereau

L'exercice 1984 marque une nouvelle et importante étape dans la mise en œuvre de la stratégie de recentrage industriel et de déploiement international du groupe CGE, ainsi que dans la progression de son activité et de ses résultats.

Les opérations structurelles réalisées en 1984 prennent toute leur dimension quand on fait les deux constatations suivantes : énergie et communication représentent aujourd'hui 95 % de l'activité totale du groupe contre 65 % il y a trois ans ; plus du tiers des effectifs présents dans le groupe au début de 1982 ont été transférés à d'autres sociétés et plus du tiers des effectifs actuels appartiennent à des sociétés entrées dans le groupe au cours des trois dernières années.

Face à une conjoncture morose sur la plupart de ses marchés extérieurs traditionnels, le groupe a néanmoins accru ses commandes à l'étranger plus fortement qu'en France : il a surtout sensiblement renforcé sa présence en Europe, en Asie et aux États-Unis, pays dans lequel le chiffre d'affaires, avec cinq milliards de francs, a plus que doublé d'un exercice à l'autre. Le nombre des implantations nouvelles et la multiplicité des accords conclus ou en négociation témoignent du renforcement massif de notre présence sur la scène internationale.

Le développement de l'activité du groupe en 1984 peut s'apprécier en quelques chiffres : les commandes et le chiffre d'affaires dépassent 74 milliards de francs, en progression d'environ 20 % tant du fait de la croissance interne que de l'évolution des structures, les investissements industriels progressent de 21 %, les dépenses de recherche-développement de 56 %.

Après la progression continue des années précédentes, nos résultats margent, en 1984, un progrès important. Celui de la compagnie passe de 260 millions de francs à 666 millions de francs. Hors éléments exceptionnels particulièrement importants cette année, il passe de 252 à 265 millions de francs.

Plus significative est l'augmentation du résultat consolidé : celui-ci atteint 797 millions de francs, en augmentation de 20 % sur le résultat publié de l'année dernière et de 25 % sur ce résultat reconstitué selon les méthodes de 1984 : la part groupe progresse dans des proportions encore plus importantes, atteignant 590 millions de francs contre 378 millions de francs l'année précédente.

C'est la neuvième année consécutive de croissance de nos résultats consolidés avec, cette année, des taux de croissance qui sont particulièrement encourageants.

Cette amélioration des résultats reflète les efforts de gestion accomplis dans l'ensemble du groupe :

— d'abord, au niveau des sociétés traditionnellement bénéficiaires — les quatre grandes filiales, Alsthom-Atlantique, CIT Alcatel, les Câbles de Lyon, CGEE Alsthom, mais aussi Stein Industrie, Saft, la Compagnie Electro Financière, Electro Banque — dont les résultats ont enregistré en 1984 un sensible progrès ;

— ensuite, à travers les filiales naissantes en difficulté qui, dans le cadre de plans de redressement rigoureusement appliqués, ont soit retrouvé l'équilibre (CEM, Friden Alcatel), soit réduit sensiblement leurs pertes (CGA Alcatel), RONEO Alcatel, Ceraver, Caez) ;

— enfin, par le faible nombre et la taille relativement limitée des sociétés dont les résultats se sont détériorés en 1984 et où de sévères mesures de redressement ont été immédiatement mises en œuvre (Tamaris, Vibrachoc, Sogelerg, CGE Distribution).

Le groupe a été confronté, en 1984, à de graves problèmes d'emploi. En effet, pour maintenir sa compétitivité, un certain nombre de

réductions d'effectifs se sont révélées nécessaires, en raison, d'une part, des gains de productivité, d'autre part, du tassement de ses marchés traditionnels, enfin et surtout des problèmes de charge auxquels se trouvaient confrontées certaines des entreprises nouvellement entrées dans le groupe. En vue d'atténuer les effets de cette évolution sur la situation des personnels concernés, tous les moyens disponibles ont été mobilisés :

— mise en œuvre de toutes les actions, pré-retraites, actions de conversion, bourses de l'emploi, etc., permettant d'éviter les licenciements secs ;

— renforcement des efforts de création d'activités nouvelles dans les secteurs de haute technologie ;

— développement des actions de CGE Promotion Industrielle qui a obtenu plusieurs succès significatifs pour l'implantation d'emplois extérieurs au groupe sur des sites sensibles.

Le groupe a, en outre, engagé un renouvellement de sa politique de formation qu'il s'est efforcé d'orienter en fonction des évolutions prévisibles à moyen terme des emplois et des qualifications.

Si l'on en juge par les premiers mois de l'année, 1985 devait marquer une nouvelle et importante étape dans la mise en œuvre de la stratégie que le groupe s'est fixée.

En termes d'activité d'abord, l'exercice a débuté convenablement puisque le chiffre d'affaires et les enregistrements de commandes étaient, à la fin du premier trimestre, en progrès de 12 % à structures constantes.

En ce qui concerne le recentrage des activités industrielles ensuite, trois opérations importantes, complétant celles intervenues en 1984, ont été réalisées depuis le début de l'année :

— l'absorption de la CEM - Compagnie Electro-Mécanique, par Alsthom-Atlantique, aboutissement de la restructuration industrielle menée avec succès depuis trois ans ;

— l'anticipation, au 1^{er} juillet 1985, de la fusion de CIT Alcatel et Thomson-Télécommunications, qui doit conduire à la constitution d'un ensemble homogène de 25 milliards de francs de chiffre d'affaires, occupant 50 000 personnes. La réalisation en avance de dix-huit mois sur le délai contractuel, d'une opération d'une telle ampleur témoigne de la qualité du travail effectué et devrait permettre au nouvel ensemble de mobiliser, le plus rapidement possible, tous ses moyens en vue de la compétition internationale ;

— l'accord tout récent concernant la cession par la Saft de ses activités de piles grand public — qui représentent un quart de son chiffre d'affaires consolidé — et la reprise des activités de piles professionnelles de Wonder. Cette opération permettra à notre filiale de consacrer des moyens de financement sensiblement accrus au développement de ses activités dans le domaine des piles professionnelles de haute technologie où elle occupe dès à présent une position mondiale de premier plan.

Enfin, la politique de déploiement international a connu d'importants développements depuis le début de l'année :

— en Europe d'abord avec :

- la conclusion d'un accord de coopération technique dans le domaine de la communication électronique entre CIT Alcatel, Italtel, Plessey et Siemens ;
- une étape importante dans la coopération engagée l'année dernière avec la Société Générale de Belgique : les deux groupes

viennent de prendre le contrôle des Ateliers de Constructions Electriques de Charleroi, à travers un holding belge détenu à 65 % par la SOG et à 35 % par la CGE ; ils ont simultanément décidé de créer un holding français, détenu à 65 % par la CGE et à 35 % par la SOG, destiné à financer les actions communes des deux groupes dans le domaine des hautes technologies ;

— aux États-Unis ensuite, avec :

- la création, à l'intérieur du groupe, d'un fonds américain de venture capital de 63 millions de dollars auquel la CGE participe pour 10 millions de dollars ; cet investissement — indépendamment de ses aspects financiers — sera, pour les industriels français qui y participent, l'occasion d'établir des contacts fructueux, au début de leur développement, avec un certain nombre de petites et moyennes entreprises américaines de haute technologie ;

— l'acquisition par la filiale américaine des Câbles de Lyon et de Kabelmetal Electro, de la société américaine Celwave Technologies Inc., spécialisée notamment dans les câbles de télécommunications et les antennes. Ces deux sociétés ont été immédiatement fusionnées, donnant naissance à une nouvelle société de 140 millions de dollars de chiffre d'affaires, employant 1 100 personnes et disposant d'installations industrielles dans sept États ;

— la conclusion d'un accord entre Alcatel-Thomson et Fairchild Industries dans le domaine de l'ingénierie et de la mise en œuvre des réseaux de télécommunications par satellite ;

— en Asie, enfin, avec :

- la conclusion d'importants contrats en Chine, d'un montant total de l'ordre de 3,5 milliards de francs, par Alsthom-Atlantique (matériel de traction ferroviaire et centrales turbines à gaz), CIT Alcatel (centraux téléphoniques et réseau de transmission associé) et diverses autres filiales du groupe ;

— après les importants succès remportés précédemment par CIT Alcatel en Inde en matière de commutation temporelle, la création dans ce pays d'une filiale de Ceraver devant fabriquer des isolateurs haute tension en verre trempé ;

— la conclusion de plusieurs accords au Japon, entre CIT Alcatel et Canon Sales dans le domaine des machines de fabrication de circuits intégrés, entre Alsthom-Atlantique et Toshiba dans le domaine de la robotique et de l'automatisation des fabrications, entre Alcatel-Thomson Gigadisc et TEAC pour la distribution du disque optique numérique.

Je ne voudrais pas terminer ce message sans rendre à l'ensemble du personnel du groupe, pour lequel 1984 aura été une année difficile, l'hommage qu'il mérite : rien de ce qui a été entrepris n'aurait été possible sans la persévérance des efforts accomplis par tous, cadres, techniciens, employés, ouvriers. C'est à leurs initiatives et à la qualité de leurs travaux que sont dus pour une très large part les succès remportés, succès dont ils peuvent être légitimement fiers et qui constituent une base solide pour le développement futur du groupe.

Georges Pébereau

هكذا من الأصل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- DÉBATS**
2. **OPPOSITION** : « Nos institutions en danger », par Michel Pinton ; « L'Europe des capitulations ou l'Europe de la volonté ? », par Michel Aurillac.
- ÉTRANGER**
3. **PROCHE-ORIENT**
4. **AMÉRIQUES**
- 4.5. **EUROPE**
5. « Chypre : une île, deux réalités » (II), par Jean-Pierre Cléro.
6. **DIPLOMATIE**
- POLITIQUE**
8. Le débat sur l'immigration à l'Assemblée nationale.
- 10-11. **MÉDECINE** : les nouveaux traitements du sida.
12. **SPORTS** : les Internationaux de Roland-Garros.

CFM
à Paris (89 MHz)
à Bordeaux (101,2 MHz)
VENDREDI 7 JUIN
de 18 h 45 à 19 h 20
M. Jean Andrieu
président de la Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques, est
Face au « Monde »
avec SERGE BOLLOCH
CHRISTIAN VILLAIN
conduit l'émission

LUNDI 10 JUIN
Allé « le Monde »
à Paris 720-52-97
à Bordeaux
(06) 45-88-55
sera consacré à :
LES MÉCANISMES
DE LA CANCELLATION
avec JEAN-YVES NAU
et FRANK NOUCHI
Débat conduit
par FRANÇOIS KOCH

CULTURE

14. **CINÉMA** : Escalier C, de Jean-Charles Tacchella.

16. **COMMUNICATION**

ÉCONOMIE

20. **SOCIAL** : les suites du conflit SKF.

21. **AFFAIRES**

RADIO-TÉLÉVISION (16)
INFORMATIONS
« SERVICES » (18) :
« Journal officiel » : Loto.
Annonces classées (19) :
Carnet (17) : Mots croisés
(XII) : Programmes des spectacles (15-16).

Le numéro du « Monde »
daté 7 juin 1985
a été tiré à 441 647 exemplaires

Le Monde Infos Spectacles
sur Minitel
615.9177 + ISLM

en direct du
FABRICANT
MEUBLES DE STYLE
en MERISIER MASSIF
patinés et cirés à la main
Séjour, bibliothèques,
chambres, living, etc...
sièges et salons assortis.
Réalisation de haute
qualité exécutée dans la
pure tradition artisanale.
(revendeurs s'abstenir).
Fabrique et exposition
Achiers Taura
261, rue de Belleville
75019 PARIS - Tél. 202.50.27
N° Télégraphe

A B C D F G H

L'ENQUÊTE SUR LES ATTENTATS EN NOUVELLE-CALÉDONIE

La police interpelle deux anti-indépendantistes d'extrême droite

Nouméa. — La police a procédé, vendredi matin 7 juin, en Nouvelle-Calédonie, à trois interpellations dans le cadre de l'enquête menée pour retrouver les auteurs des quatre attentats à l'explosif commis dans la soirée du lundi 13 mai et visant en particulier le lycée mélanésien Do-Kamo (le Monde des 14-15 mai). Deux des trois personnes interpellées appartiennent à une organisation anti-indépendantiste d'extrême droite, qui se fait appeler Comité de crise et qui travaille notamment en étroite liaison avec le Front calédonien (le Monde du 19 février). La troisième personne, M. Jean Colmas, a été relâchée presque immédiatement. En revanche, un agent d'affaires, installé depuis une dizaine d'années sur le territoire, M. Guy Sennel, était toujours maintenu en garde à vue après la découverte à son domicile d'un pistolet de calibre 7,65 et des munitions correspondantes.

Toutefois, la perquisition la plus fructueuse a eu lieu chez l'autre personne arrêtée, dont l'identité n'a pas

De notre correspondant

été révélée. Les policiers de Nouméa ont saisi chez celle-ci, en effet, un matériel impressionnant : pistolets automatiques, fusils avec un grand nombre de munitions, bombes artisanales prêtes à l'emploi et accompagnées des composants nécessaires à leur fabrication (détonateur, cordon détonant, acides (pour détonateur chimique). Il y avait surtout une grande quantité de nitrate d'ammonium, explosif très puissant à base d'engrais chimiques. Or les expertises effectuées après les attentats du 13 mai ont révélé que l'explosif utilisé était justement du nitrate.

Il se trouve par ailleurs, qu'un colis piégé a été adressé, mercredi à un garage de Poindimié (côte ouest), M. Marcel Lamusart, dont l'engagement politique se résumait à avoir réparé la voiture du porte-parole du FLNKS, M. Yéwéné Yéwéné, tombée en panne le 24 mai dernier. Or ce paquet conte-

nait justement, outre un bâton de dynamite, 4 kilos de nitrate, ce qui constitue une charge importante lorsqu'on sait que 6 kilos du même explosif avaient suffi à faire un trou de 2 mètres de diamètre dans le mur de béton armé du palais de justice de Nouméa au cours de la nuit du 13 mai. Ce colis, destiné au garage de Poindimié, n'a pas explosé en raison d'une détérioration du système d'horlogerie causée par les chocs subis lors du transport par le car régulier qui parcourent la brousse et qui voyageait plein.

Dans les milieux judiciaires, on laisse entendre que les opérations de police vont se poursuivre dans les jours prochains et aboutiront sans doute à l'arrestation de tous les auteurs et complices des attentats du 13 mai, tandis que l'expertise des armes saisies pourrait, elle, conduire à l'identification des tireurs européens lors des affrontements du 8 mai, au cours desquels un jeune Canaque avait été tué par balles.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

Sur le vif

Eléphant

lis se moquent du monde au gouvernement. Vous avez entendu Lang hier à la télé ? J'en croyais pas mes oreilles. Le pauvre peuple de Paris a été privé de l'Exposition universelle par ce salaud de Chirac. Alors, pour le consoler on va lui offrir un super fête, un spécial Paris-Bombay qui va lui permettre de rendre un vibrant hommage au président. Oui, quel président ? Mitterrand. Et à Gandhi aussi pendant qu'on y est.

Qu'est-ce que c'est que ça ? On se croirait vraiment dans un pays africain, où on encense le chef suprême à l'occasion d'un visite d'Etat.

Tout fort le camp : le Loto sportif, passé aux profits et pertes, trop compliqué, un vrai casse-tête, qui va revenir sous la forme tant décriée d'un simple totocalcio. Tout se casse la

gueule : Canal Plus, croulant sous les décodeurs inusités, obligé de verser des millions de dollars pour arrêter en catastrophe la fabrication. Tout rate, y compris les forages en mer d'Irlande, où on a fait chou blanc à grands frais. Tout fléchit, à commencer par la croissance. Bref, zéro plus zéro égale zéro. Et c'est le moment qu'ils choisissent pour nous jeter de la poudre aux yeux avec leur feu d'artifice et leur défilé de chameaux au soir au Trocadéro.

L'Année de l'Inde, moi, j'ai rien contre. Les illuminations, les melas, les danses du ventre, les marchands ambulants, c'est très chouette. Seulement voilà, je ne peux pas m'empêcher de penser que les éléphants, ça trompe. Ça trompe même énormément.

CLAUDE SARRAUTE.

Les résultats du concours général

La palme à Louis-le-Grand • Lyon en tête des villes de province

Moins de candidats que l'an dernier, mais plus de prix et d'accessits décernés : c'est la première constatation que suggèrent les résultats du concours général 1985. Les candidats étaient 4274, soit 1443 de moins qu'en 1984. Ils se sont partagés 184 prix et accessits contre 174 l'an dernier.

Comme il en est depuis 1923, année où les filles furent autorisées à participer au concours général, les garçons l'emportent par

le nombre des lauréats : 117 mentions contre 62 seulement aux filles (l'an dernier, le score était de 116 et 58). Ils conservent la suprématie dans les disciplines scientifiques et en langues anciennes. Les filles leur dament le pion en philosophie et en langues vivantes.

Quant aux établissements, la palme revient, comme l'an dernier, au lycée Louis-le-Grand (14 fois cité). En seconde position figure in-

ouvelle fois le lycée international de Saint-Germain-en-Laye, avec 6 mentions. Mais la province est largement représentée au concours 1985. Trois lycées de Lyon (La Martinière, Edouard-Brany, et Saint-Exupéry) obtiennent 12 récompenses. Dans l'académie de Reims, trois établissements figurent en palmarès. Il s'agit du lycée Arago à Reims, du lycée des Lombards à Troyes et du lycée Vanhau à Givet.

Classes de première

● **Composition française.** — 1^{er} prix : Fabrice Nicol (première S), lycée Bellevue, Toulouse ; 2^e prix : Olivier Zegna (première S), lycée Saint-Exupéry, Lyon ; 3^e prix : Philippe Juin (première S), lycée St-Charles, Marseille.

● **Allemand.** — 1^{er} prix : Arnaud Prêtre (première S), lycée international, St-Germain-en-Laye ; 1^{er} ex : Martin Kohrs (première S), lycée international, Saint-Germain-en-Laye ; 3^e prix : Michaëla Meporema (première S), Maison d'éducation de la légion d'honneur, St-Denis.

● **Anglais.** — 1^{er} prix : non décerné ; 2^e prix : Olivia Knoploch (première S), lycée Molère, Paris ; 3^e prix : non décerné.

● **Arabe.** — 1^{er} prix : Lina Hafar (première A), lycée franco-libanais, Tripoli ; 2^e prix : Rabih Chahine (S), lycée franco-libanais, Tripoli ; 3^e prix : non décerné.

● **Espagnol.** — 1^{er} prix : Fabrice Nicol (première S), lycée Bellevue, Toulouse ; 2^e prix : Xavier Alvarez (première A), lycée Albert-Triboulet, Romans ; 2^e ex-aequo : Esther Gallardo (première S) du lycée d'Etat de Gonesse.

● **Italie.** — Luigi del Debbio (première S), lycée français de Boon ; 2^e prix : non décerné ; 3^e prix : non décerné.

● **Portugais.** — 1^{er} prix : Judite Afonso (première S), lycée Camille Julian, Bordeaux ; 2^e prix : Raoul da Cruz (première S), lycée Lamar-tine, Paris ; 3^e prix : non décerné.

● **Russe.** — 1^{er} prix : non décerné ; 2^e prix : Valérie Porcherot, (première A), lycée d'Etat Carnot, Dijon ; 3^e prix : non décerné.

● **Version latine.** — 1^{er} prix : Emmanuel Lambion, première S, lycée Stendhal de Milan ; 2^e prix : Hélène Pellegrini (première A), lycée Jean-Moulin, Draguignan ; 3^e prix : Thierry Vebri (première A), lycée Ambroise-Brugère, Montferand.

● **Thème latin.** — 1^{er} prix : non décerné ; 2^e prix : Laurence Le Baron (première S du lycée Henri-IV, Paris) ; 3^e prix : Olivier Parisel (première S, lycée Henri-Bergson, Angers).

● **Version grecque.** — 1^{er} prix : non décerné ; 2^e prix : Cécile Rastoin (première S, lycée Louis-le-Grand, Paris) ; 3^e prix : Cécile Bellon (première S, lycée F.-Mistral, Avignon).

● **Histoire.** — 1^{er} prix : non décerné ; 2^e prix : Raphaël Vilar (première A, lycée Charlemagne, Paris) ; 3^e prix : non décerné.

● **Géographie.** — 1^{er} prix : Stéphane Fermigier (première S, lycée Louis-Légrand, Paris) ; 2^e prix : Julien Guerrier (première S, lycée Louis-Légrand, Paris) ; 3^e prix : non décerné.

● **Sciences économiques et sociales.** — 1^{er} prix : non décerné ; 2^e prix : Arnaud Mercier (première B, lycée Charles-le-Chauve, Reims-en-Brie) ; 3^e prix : non décerné.

● **Construction.** — 1^{er} prix : non décerné ; 2^e prix : non décerné ; 3^e prix : non décerné.

● **Musique.** — 1^{er} prix : non décerné ; 2^e prix : Véronique Richard (première A3, lycée Pontus-de-Thiart, Bellevue) ; 2^e ex-aequo : Emmanuelle Rou-bieu (première A3, lycée Descartes, Tours).

CLASSES TERMINALES

● **Composition française.** — Premier prix : non décerné ; 2^e prix : Jean-Christophe Soetemondt (terminale A, lycée Gabriel-Fauré, Paris) ; 3^e prix : Odile Rouge (terminale C, lycée Louis-le-Grand, Paris).

● **Philosophie (série A).** — Premier prix : Cécile Fleury (terminale A, lycée Alain-René-Lesage, Vannes) ; 2^e prix : Frédéric Bernier (terminale A, lycée Cuvier, Montbéliard) ; 3^e prix : non décerné.

● **Philosophie (séries B, C, D, E).** — Premier prix : Géraldine Lepan (terminale C, lycée Paul-Druez, Cambrai) ; 2^e prix : Jean-Yves Ollier (terminale C, lycée Louis-le-Grand, Paris) ; 3^e prix : Véronique Degorre (terminale C, lycée Jean-Lavezzari, Bercy-sur-Mer).

● **Sciences naturelles.** — Premier prix : Agnès Bascol (terminale D, lycée Frédéric-Fays, Villeurbanne) ; 2^e prix : non décerné ; 3^e prix : Valérie Rospars (terminale D, lycée La Bruyère, Versailles).

● **Mathématiques.** — Premier prix : non décerné ; 2^e prix : Bruno Sauvaille (terminale C, lycée Louis-le-Grand, Paris) ; 3^e prix : non décerné.

● **Sciences physiques.** — Premier prix : Jean-François Roussel (terminale C, lycée Jean-Moulin, Béziers) ; 2^e prix : Bruno Sauvaille (terminale C, lycée Louis-le-Grand, Paris) ; 3^e prix : non décerné.

● **Histoire.** — Premier prix : Alexandre Hennekinne (terminale A, lycée Victor-Duruy, Paris) ; 2^e prix : Michel Cordan (terminale C, lycée du Parc, Lyon) ; 3^e prix : Laurent Leidwanger (terminale A, lycée LaFoucaud, Albi).

● **Géographie.** — Premier prix : Emmanuelle Loyer (terminale C, lycée Emile-Zola, Rennes) ; 2^e prix : Eric Mechoulam (terminale A, lycée Molère, Paris) ; 3^e prix : non décerné.

● **Sciences économiques et sociales.** — Premier prix : Stanislas Perreau (terminale B, lycée Corneille, Rouen) ; 2^e prix : non décerné ; 3^e prix : Gilles Caye (terminale B, lycée Robert-Schuman, Metz).

● **Economie générale ou économie et organisation de l'entreprise.** — Premier prix : non décerné ; 2^e prix : non décerné ; 3^e prix : Florence Gi-

roir (terminale G3, lycée Champ-lain, Chennévières).

● **Construction.** — Premier prix : non décerné ; 2^e prix : Patrice Ker-mousse (terminale E, lycée Jules-Ferry, Caumes) ; 3^e prix : non décerné.

● **Education musicale.** — Premier prix : Olivier Dauriat (terminale A3, lycée Racine, Paris) ; 2^e prix : Eric Lebrun (terminale A3, lycée François-1^{er}, Fontainebleau) ; 2^e ex-aequo : Marc Entournat (terminale A3, lycée La Fontaine, Paris).

● **Technologie : construction mécanique.** — Premier prix : Pascal Lonchampt (terminale F1, lycée Jules-Haag, Besançon) ; 2^e prix : Emmanuel Eydan (terminale F1, lycée Edouard-Brany, Lyon) ; 3^e prix : Pascal Mouille (terminale F1, lycée Charles-Foncet, Cluses).

● **Technologie : électrotechnique.** — Premier prix : Stéphane Fottelle (terminale F2, lycée Eugène-Livet, Nantes) ; 2^e prix : Laurent Eck (terminale F2, lycée Edouard-Brany, Lyon) ; 3^e prix : Laurent Misandeau (terminale F2, LTE de Gagny).

● **Technologie : électronique.** — Premier prix : Régis Fournel (terminale F3, lycée Edouard-Brany, Lyon) ; 2^e prix : non décerné ; 3^e prix : non décerné.

● **Technologie : génie civil.** — Premier prix : non décerné ; 2^e prix : non décerné ; 3^e prix : Emmanuel Gramain (terminale F4, lycée Arago, Reims).

● **Technologie : physique et électricité.** — Premier prix : non décerné ; 2^e prix : Gilles Sauvageon (terminale F5, lycée La Martinière-Terreaux, Lyon).

● **Technologie : chimie.** — Premier prix : Chantal Bellemain (terminale F6, Ecole nationale de chimie, physique, biologie, Paris) ; 2^e prix : non décerné ; 3^e prix : non décerné.

● **Technologie : sciences biologiques, option biochimie.** — Premier

Concours commun

● **Deuxième (classes de première et terminales).** — Premier prix : Hélène Combeau (terminale A3, lycée René-Cassia, Bayonne) ; 2^e prix : Sarah Lallemant (terminale A3, lycée Alphonse-Daudet, Nîmes) ; 3^e prix : Catherine Olive (terminale A3, lycée Emile-Zola, Aix).

Usine Citroën:
département occasion.

15 jours à 15%
Du 30 mai au 15 juin

Exemples:
Prix de vente 35.000 F x 15% = Reprise 5.250 F*
Prix de vente 50.000 F x 15% = Reprise 7.500 F*
Prix de vente 80.000 F x 15% = Reprise 12.000 F*

Usine Citroën - département occasion - vous reprend votre ancien véhicule pour une valeur égale au minimum* à 15% du prix d'achat d'une Citroën d'occasion à très faible kilométrage.

* et bien plus si son état le justifie. Tarif 021 du 20/12/84.

-10, place Etienne-Pernet 75015 Paris. Tél. 531.16.32
50, bd Jourdan 75014 Paris. Tél. 589.49.89
59 bis, av. Jean-Jaures 75019 Paris. Tél. 208.86.60

150 من الأصل



FRANÇOIS LE GUESCQUEN/WMA

Escale française à Pondichéry

Qu'en est-il des anciens comptoirs de l'Inde ?

Repères

● **Pondichéry** : rattaché à l'Union indienne le 1^{er} novembre 1954, le territoire de Pondichéry comprend aussi les anciens comptoirs français de Mahé, sur la côte ouest, de Karikal, au sud, et de Yanam, au nord. D'une superficie de 480 kilomètres carrés, dont 290 kilomètres carrés pour la région de Pondichéry, il compte environ 650 000 habitants. Près des trois quarts vivent dans l'enceinte de Pondichéry. Onze mille d'entre eux ont choisi de demeurer citoyens français, mais les métropolitains ne sont plus que quelques dizaines, et le français s'est éteint lentement, à mesure que passent les générations.

● **Comment s'y rendre** : située à 180 kilomètres au sud de Madras, sur la côte de Coromandel, Pondichéry peut être atteinte par la route ou le chemin de fer. Le trajet dure environ quatre heures en autobus ou en train, une heure de moins en taxi ou en voiture.

● **Hébergement** : encore relativement modeste, l'infrastructure hôtelière est en voie d'extension. Il est également possible de loger à l'ashram.

● **Climat** : d'octobre à février, l'hiver est doux, marqué par le mousson d'octobre à décembre. De mars à juin, l'été est particulièrement chaud.

● **A voir** : en dehors des temples hindous et de quelques églises, la visite de Pondichéry pourrait laisser sur sa faim, n'étant son atmosphère généralement désuète. Aujourd'hui, l'ashram de Sri Aurobindo est devenu l'un des principaux points d'attraction. A une dizaine de kilomètres au nord-ouest, Auroville, la cité expérimentale fondée en 1968, vaut le détour.

● **Au-delà** : Pondichéry est un bon point de départ pour aller à la découverte de l'état voisin du Tamil-Nadu et de ses villes-sanctuaires. Au nord, Kanchipuram n'est qu'à 113 kilomètres et Mahabalipuram à 134. Au sud, à 68 kilomètres, se trouve Chidambaram : à 170 kilomètres, Tanjore ; à 200 kilomètres, Tiruchirapalli ; à 326 kilomètres, Madurai.

« Ici, j'ai connu la douceur de vivre. Imaginez, quand les navires français accostaient au port, les fêtes et les grands bals, les femmes en robe longue et généreux décolletés, les hommes en habit ou en uniforme chamarré... Ici même, il fallait voir comme tout brillait de mille feux ! » Ces quelques mots de M. Raymond Magry, propriétaire et directeur du Grand Hôtel d'Europe, à Pondichéry, résumant, à eux seuls, toute la nostalgie douceoureuse qui suinte de l'ancien comptoir français, rentré en 1954 dans le giron indien.

Dans la fraîcheur de la véranda coloniale d'une demeure patricienne entretenue, tant bien que mal, dans son écrin luxuriant d'hibiscus et de bougainvillées, du haut de ses soixante-dix-huit ans à la fois dynamiques et insidieusement las, l'homme au regard malicieux, vêtu d'un léger costume d'un blanc impeccable, égrène ses souvenirs qui sont autant de bribes du passé. Il sait désormais que l'hôtel familial, fondé en 1891, ne lui survivra pas : ses deux sœurs sont plus âgées que lui, ses six enfants ont regagné la France où ils font leur vie, et lui-même, depuis qu'il a perdu sa femme, n'a plus guère goût aux affaires du monde. A peine accepte-t-il un nombre restreint de clients, pour garder un semblant d'activité et offrir au voyageur un parfum fané de « grande cuisine française » sous des tropi-

ques qui, eux, ne sont pas une illusion dans la prolifération d'une végétation exubérante, rehaussée de fleurs aux teintes aussi vives qu'harmonieuses, piquée de saveurs d'épices et de fragrances enivrantes.

La « ville blanche » au-delà du canal s'efforce pourtant de garder contenance face à une fortune adverse. Un consul, un archevêque, une école et l'Alliance française constituent un maillon de continuité sans illusion. Les rues arborescent toujours, vaillent que vaillent, des plaques gravées de blanc sur fond bleu : elles rappellent des étapes d'une histoire mouvementée, de François Martin, qui acheta le hameau en 1683 et entama sa colonisation, à Law de Lauriston et Mahé de la Bourdonnais, gouverneurs avisés et patriotes, en passant par Surcouf et Suffren, corsaires redoutables et redoutés, sans oublier les ruelles du Corps-de-garde, de la Caserne et de la Marine. Sur la promenade en bord de mer, un bâtiment de brique rose arbore encore fièrement l'inscription « mairie de Pondichéry ». Quelques pas plus loin, le monument aux morts évoque la mémoire des « combattants des Indes françaises ».

Les statues racontent elles aussi une histoire, avec cet imitabile art de l'amalgame et du joyeux désordre dont les Indes ont gardé le secret. En bout du front

de mer, Duplex contemple les débris de son grand rêve éclaté, ayant dû céder sa place originelle à Gandhi, père de l'indépendance. En face de ce dernier, à côté du phare, à l'autre extrémité de la promenade, Nehru échange un éternel regard de pierre avec celui qui fut son maître et ami. Mais, devant la gare, c'est une statue ramassée autrefois d'Egypte qui brandit son flambeau, tandis que sur le parvis de l'église Notre-Dame-des-Anges, rue Surcouf, Jeanne d'Arc continue de veiller sur un bout de France disparu.

A l'abri des cocotiers, quelques maisons d'époque gardent encore leur superbe d'autrefois. La résidence du consul de France n'est pas la moins élégante, la plus imposante étant toutefois les fameux ashrams de Sri Aurobindo. « Un Etat dans l'Etat », prétend-on aux alentours, que cette vaste demeure transformée en lieu de recueillement autour de la tombe de « Mère », celle qui seconda le sage et poursuivit avec lui, des années durant, un dialogue au-delà des mots et des idées courantes. « Une boîte à business », affirment à demi-mots quelques mauvais esprits, prompts à envier une indéniable réussite. Des pèlerins vont et viennent. Les fleurs fraîchement coupées et dévotement changées sans répit forment une offrande odoriférante sur le tombeau de marbre blanc.

Avec ses fidèles gardiens, l'ashram est accueillant aux chercheurs d'autres infinis que ceux d'une Inde protéiforme, dérivante au regard occidental : les disciples se recrutent parmi les classes aisées du Bengale, mais surtout d'une Europe et d'une Amérique en proie au malaise existentiel. Remarquablement fournie, la librairie offre des dizaines d'ouvrages en une kyrielle de langues, même si l'impression prévaut d'une lente extinction en douceur, comme si le cœur n'y était plus. Et, dans les faubourgs colorés de Pondichéry, Auroville, la cité rêvée de demain, s'empêtre dans des crises de croissance où rivalités de chapelles et querelles personnelles ne sont pas absentes.

Longtemps tenue en marge, la « ville noire », elle, a repris tous ses droits : sa vitalité tentaculaire a investi l'ancien comptoir, tout en ménageant sa susceptibilité conquérante. L'Inde s'est insinuée dans ses artères par les pousse-pousse et les tricycles à la recherche d'ombre sous les auvents et les cocotiers, les saris multicolores égayent la blancheur des murs, les policiers sont coiffés de superbes képis hérités d'hier pour la forme, mais d'un pourpre flamboyant. Les vaches traditionnelles ne déparent pas le paysage urbain, et les voitures hurlent de tous leurs avertisseurs pour les inciter à dégager la route — sans grand succès d'ailleurs.

Même à Pondichéry, la nostalgie n'est plus ce qu'elle était. Il ne faut point l'aborder dans l'attente de retrouvailles avec une époque évanouie, mais plutôt comme point de départ, ou seuil de passage, vers des aspects d'une vie indienne enrichissante par la multiplicité des surprises et des découvertes qu'elle tend au visiteur. Car Pondichéry s'est réajustée au rythme de ce sol ancestral qui continue d'exister en marge du temps. Elle ouvre des chemins qui mènent aux grands temples semés dans les paysages du Tamil Nadu, de Madras à Rameswaram et à Kanya Kumari, l'ancien cap Comorin, jusqu'à ce que le regard chavire dans les myriades de statues sacrées, pris aux subtilités des danses incrustées dans la pierre de milliers de piliers.

Des sages sont autrefois passés par là ; des prêtres, aujourd'hui, accomplissent fidèlement les rites et ordonnent les cérémonies colorées du matin au soir, de la nuit jusqu'au lever du jour, et les offrandes s'entassent aux pieds de Shiva, de Vishnou et de tous leurs avatars, comme pour signifier à celui qui passe que l'Inde s'offre, qu'elle accepte plus ou moins l'étranger, mais que c'est elle qui le façonne à sa manière, sinon à son image. Pondichéry reste là pour en témoigner.

JEAN-CLAUDE BUHRER
et CLAUDE LEVENSON.

LIRE

4. JEUX

Donjons et dragons, les nouveaux « maîtres » des universités.

5-9. RADIO-TV.

13-14. LANGUEDOC-ROUSSILLON



Fin
le bronzage
idiot

Supplément au numéro 12552.
Ne peut être vendu séparément. Samedi 8 juin 1985.

Vous découvrirez dans une ambiance joyeuse, l'incomparable richesse artistique de villes comme Anvers, Bruges, Bruxelles, Gand, Louvain, Malines et Tongres qui fêlent ses 2000 ans. Ces villes-musées au décor médiéval vous apporteront le dépaysement total. Evadez-vous le temps d'un week-end ou d'un court séjour en profitant de nos forfaits hors saison.

Par exemple :
- week-end dans un hôtel de 1ère classe à Bruxelles, à partir de 150 F
- week-end des bastards avec rallye de la bière à Anvers : 250 F
et bien d'autres possibilités d'été !
* Transport non compris.

Un passé chargé d'histoire... Des villes pleines de trésors !

SUR LES TRACES DE TINTIN, VISITEZ LES VILLES D'ART FLAMANDES

Chouette, les villes d'art flamandes !

Le Pays Flamand, si proche et pourtant si différent, mérite beaucoup plus qu'un week-end. Pour vos vacances, vous trouverez une foule de suggestions originales dans notre brochure "Week-ends et séjours en Pays Flamand". Pour vous la procurer, retourner le bon ci-joint à l'Office National Belge de Tourisme, 21, bd des Capucines - 75002 Paris - Tél. : 742.41.18

Bon pour une documentation (service M.O.)
Week-ends et séjours en Pays Flamand
non adressé

éléphant

Le 10 août 1985, un éléphant de 10 ans, nommé « Pacha », a été tué par un chasseur indien. L'animal était en train de se baigner dans une rivière. Le chasseur a tiré deux coups de fusil. Le premier a atteint l'éléphant à la tête, le second à la jambe. L'animal a été tué sur le coup. Les autorités indiennes ont ordonné une enquête. Elles ont également interdit de tuer les éléphants dans la région. Les éléphants sont considérés comme une espèce protégée en Inde. Ils jouent un rôle important dans l'écosystème. Leur disparition pourrait avoir des conséquences graves sur l'environnement.

général

les villes de province

Le 10 août 1985, un général français a été tué par un soldat indien. Le général était en train de se promener dans un jardin. Le soldat a tiré un coup de fusil. Le général a été tué sur le coup. Les autorités indiennes ont ordonné une enquête. Elles ont également interdit de tuer les généraux français dans la région. Les généraux français sont considérés comme des personnes importantes. Leur disparition pourrait avoir des conséquences graves sur la relation entre la France et l'Inde.

Le 10 août 1985, un général français a été tué par un soldat indien. Le général était en train de se promener dans un jardin. Le soldat a tiré un coup de fusil. Le général a été tué sur le coup. Les autorités indiennes ont ordonné une enquête. Elles ont également interdit de tuer les généraux français dans la région. Les généraux français sont considérés comme des personnes importantes. Leur disparition pourrait avoir des conséquences graves sur la relation entre la France et l'Inde.

Le 10 août 1985, un général français a été tué par un soldat indien. Le général était en train de se promener dans un jardin. Le soldat a tiré un coup de fusil. Le général a été tué sur le coup. Les autorités indiennes ont ordonné une enquête. Elles ont également interdit de tuer les généraux français dans la région. Les généraux français sont considérés comme des personnes importantes. Leur disparition pourrait avoir des conséquences graves sur la relation entre la France et l'Inde.

Le 10 août 1985, un général français a été tué par un soldat indien. Le général était en train de se promener dans un jardin. Le soldat a tiré un coup de fusil. Le général a été tué sur le coup. Les autorités indiennes ont ordonné une enquête. Elles ont également interdit de tuer les généraux français dans la région. Les généraux français sont considérés comme des personnes importantes. Leur disparition pourrait avoir des conséquences graves sur la relation entre la France et l'Inde.

Le 10 août 1985, un général français a été tué par un soldat indien. Le général était en train de se promener dans un jardin. Le soldat a tiré un coup de fusil. Le général a été tué sur le coup. Les autorités indiennes ont ordonné une enquête. Elles ont également interdit de tuer les généraux français dans la région. Les généraux français sont considérés comme des personnes importantes. Leur disparition pourrait avoir des conséquences graves sur la relation entre la France et l'Inde.

Le 10 août 1985, un général français a été tué par un soldat indien. Le général était en train de se promener dans un jardin. Le soldat a tiré un coup de fusil. Le général a été tué sur le coup. Les autorités indiennes ont ordonné une enquête. Elles ont également interdit de tuer les généraux français dans la région. Les généraux français sont considérés comme des personnes importantes. Leur disparition pourrait avoir des conséquences graves sur la relation entre la France et l'Inde.

Le 10 août 1985, un général français a été tué par un soldat indien. Le général était en train de se promener dans un jardin. Le soldat a tiré un coup de fusil. Le général a été tué sur le coup. Les autorités indiennes ont ordonné une enquête. Elles ont également interdit de tuer les généraux français dans la région. Les généraux français sont considérés comme des personnes importantes. Leur disparition pourrait avoir des conséquences graves sur la relation entre la France et l'Inde.

Le 10 août 1985, un général français a été tué par un soldat indien. Le général était en train de se promener dans un jardin. Le soldat a tiré un coup de fusil. Le général a été tué sur le coup. Les autorités indiennes ont ordonné une enquête. Elles ont également interdit de tuer les généraux français dans la région. Les généraux français sont considérés comme des personnes importantes. Leur disparition pourrait avoir des conséquences graves sur la relation entre la France et l'Inde.

Le 10 août 1985, un général français a été tué par un soldat indien. Le général était en train de se promener dans un jardin. Le soldat a tiré un coup de fusil. Le général a été tué sur le coup. Les autorités indiennes ont ordonné une enquête. Elles ont également interdit de tuer les généraux français dans la région. Les généraux français sont considérés comme des personnes importantes. Leur disparition pourrait avoir des conséquences graves sur la relation entre la France et l'Inde.

Le 10 août 1985, un général français a été tué par un soldat indien. Le général était en train de se promener dans un jardin. Le soldat a tiré un coup de fusil. Le général a été tué sur le coup. Les autorités indiennes ont ordonné une enquête. Elles ont également interdit de tuer les généraux français dans la région. Les généraux français sont considérés comme des personnes importantes. Leur disparition pourrait avoir des conséquences graves sur la relation entre la France et l'Inde.

Le 10 août 1985, un général français a été tué par un soldat indien. Le général était en train de se promener dans un jardin. Le soldat a tiré un coup de fusil. Le général a été tué sur le coup. Les autorités indiennes ont ordonné une enquête. Elles ont également interdit de tuer les généraux français dans la région. Les généraux français sont considérés comme des personnes importantes. Leur disparition pourrait avoir des conséquences graves sur la relation entre la France et l'Inde.

Le 10 août 1985, un général français a été tué par un soldat indien. Le général était en train de se promener dans un jardin. Le soldat a tiré un coup de fusil. Le général a été tué sur le coup. Les autorités indiennes ont ordonné une enquête. Elles ont également interdit de tuer les généraux français dans la région. Les généraux français sont considérés comme des personnes importantes. Leur disparition pourrait avoir des conséquences graves sur la relation entre la France et l'Inde.

Le 10 août 1985, un général français a été tué par un soldat indien. Le général était en train de se promener dans un jardin. Le soldat a tiré un coup de fusil. Le général a été tué sur le coup. Les autorités indiennes ont ordonné une enquête. Elles ont également interdit de tuer les généraux français dans la région. Les généraux français sont considérés comme des personnes importantes. Leur disparition pourrait avoir des conséquences graves sur la relation entre la France et l'Inde.

Le 10 août 1985, un général français a été tué par un soldat indien. Le général était en train de se promener dans un jardin. Le soldat a tiré un coup de fusil. Le général a été tué sur le coup. Les autorités indiennes ont ordonné une enquête. Elles ont également interdit de tuer les généraux français dans la région. Les généraux français sont considérés comme des personnes importantes. Leur disparition pourrait avoir des conséquences graves sur la relation entre la France et l'Inde.

Le 10 août 1985, un général français a été tué par un soldat indien. Le général était en train de se promener dans un jardin. Le soldat a tiré un coup de fusil. Le général a été tué sur le coup. Les autorités indiennes ont ordonné une enquête. Elles ont également interdit de tuer les généraux français dans la région. Les généraux français sont considérés comme des personnes importantes. Leur disparition pourrait avoir des conséquences graves sur la relation entre la France et l'Inde.

Le 10 août 1985, un général français a été tué par un soldat indien. Le général était en train de se promener dans un jardin. Le soldat a tiré un coup de fusil. Le général a été tué sur le coup. Les autorités indiennes ont ordonné une enquête. Elles ont également interdit de tuer les généraux français dans la région. Les généraux français sont considérés comme des personnes importantes. Leur disparition pourrait avoir des conséquences graves sur la relation entre la France et l'Inde.

Le 10 août 1985, un général français a été tué par un soldat indien. Le général était en train de se promener dans un jardin. Le soldat a tiré un coup de fusil. Le général a été tué sur le coup. Les autorités indiennes ont ordonné une enquête. Elles ont également interdit de tuer les généraux français dans la région. Les généraux français sont considérés comme des personnes importantes. Leur disparition pourrait avoir des conséquences graves sur la relation entre la France et l'Inde.

Des chameaux par milliers à Pushkar

DES centaines de milliers d'Indiens qui descendent des confins du Rajasthan. Un lac sacré où se baignent les pèlerins, à l'aube de la pleine lune. Des chameaux, des dunes dorées et encore des dunes. Une fois par an, c'est la fête à Pushkar.

Un événement à ne pas manquer si vous voyagez au Rajasthan en novembre. Au moment de la pleine lune du Karik (huitième mois du calendrier indien), la petite ville devient le lieu d'un pèlerinage considéré par les Indiens comme l'un des plus importants à accomplir durant leur vie. Depuis Ajmer, à 11 kilomètres, la chaussée s'étrangle. Chaque piste amène sa colonne de pèlerins, de marchands, de mendiants ; à pied, à vélo, en cariole ou en caravanes de chameaux de tout âge, qui se pressent vers la ville sainte. Le décor est fastueux, à couper le souffle : ciel et sable à perte de vue. Et soudain, à l'ombre des montagnes, un lac pur et bleu, encaissé de temples et de maisons ornées de balcons et de dômes. Tout autour, sur les dunes, les chameaux, par milliers, installent leurs ballots et dorment à la belle étoile, contre leurs montures entravées.

Au matin de la pleine lune, la foule des pèlerins converge vers les ghâts, ces gradins qui bordent les eaux sombres du lac. Des terrasses qui surplombent les façades nappées de brume, les abords du lac ressemblent à un décor de superproduction hollywoodienne. Hommes, femmes et enfants, drapés de voiles diaphanes, plongent rituellement par trois fois dans le lac en laissant couler le liquide saint entre leurs doigts. Les voiles fuchsia, safran, pervenche, maculent les dalles de marbre. Sous la lumière intense, une explosion de couleurs, dans la douceur des clapotis et des murmures de prières : tout cela mêlé aux effluves des roses et de l'encens, exacerbe les sens.

Pendant ce temps, les rues bordées de boutiques grouillent de badauds, de colporteurs, d'amuseurs, de vendeurs d'offrandes et d'images pieuses, qui évoluent au milieu d'une vraie cour des miracles en quête d'oboles. Après les offrandes au temple de Brahma, vient l'heure des achats importants. Un an, parfois deux, passeront avant que les montagnards ne redescendent s'approvisionner en selles, en cruches ou en coton à Pushkar.

Dans les dunes, l'enjeu est sérieux : la vente du bétail. On inspecte la denture d'un chameau, le pelage d'un buffle. On prouve leurs qualités, pompons au vent, dans des courses de vitesse et des tournois d'endurance très prisés des touristes. Regroupés dans un village de tentes confortables, ces derniers sont de plus en plus nombreux chaque année. Mais, hors du camp, point d'organisation possible. La foule les entraîne et les engouffre pour finalement les faire disparaître. Tel est le charme et le pouvoir de Pushkar.

SYLVIE VÉRAN.

Repères

Cette année, la foire de Pushkar se tiendra vers le 20 novembre, la pleine lune étant le 27.

Si vous voyagez seul : Vol Paris-Delhi A.R. Pour se rendre à Pushkar, Delhi-Jaipur par Air India (28 \$), puis train jusqu'à Ajmer (150 km) ou location de voiture (200 à 300 F par jour avec chauffeur). Logement à l'hôtel, à Ajmer ou en



campement à Pushkar (environ 300 F par jour en pension complète). Réservation auprès de New-Delhi-Rajasthan Tourisme, 36, Chandralok Building, Jampath, New-Delhi-11001.

Des circuits incluant Pushkar :

- Une « Inde des princes », pèlerinage au Rajasthan, du 17 novembre au 2 décembre : 13 550 F en pension complète ou bien une « Inde des grands chemins », du 17 novembre au 8 décembre (Rajasthan, Gange, Népal) : 19 880 F. Carrefour de

l'Inde, 15, rue des Ecoles, 75005 Paris, tél. : (1) 634-03-20.

- Les palais des maharadjahs au Rajasthan, du 17 novembre au 6 décembre, en pension complète. Maximum quinze personnes. 21 600 F. Transasia : agences de voyages et 35, rue Galand, 75005 Paris, tél. : (1) 634-21-27.

- Un circuit de Bombay au Rajasthan, puis la plaine du Gange, Bénarès et le Népal, retour par Delhi. Du 20 novembre au 9 décembre, en pension complète, 23 950 F. Kuoni (agences de voyages).

- Rajasthan et Népal, du 17 novembre au 8 décembre, hébergement en demi-pension : 14 800 F. Nouvelles Frontières : 74, rue de la Fédération, 75015 Paris, tél. : (1) 273-25-25.

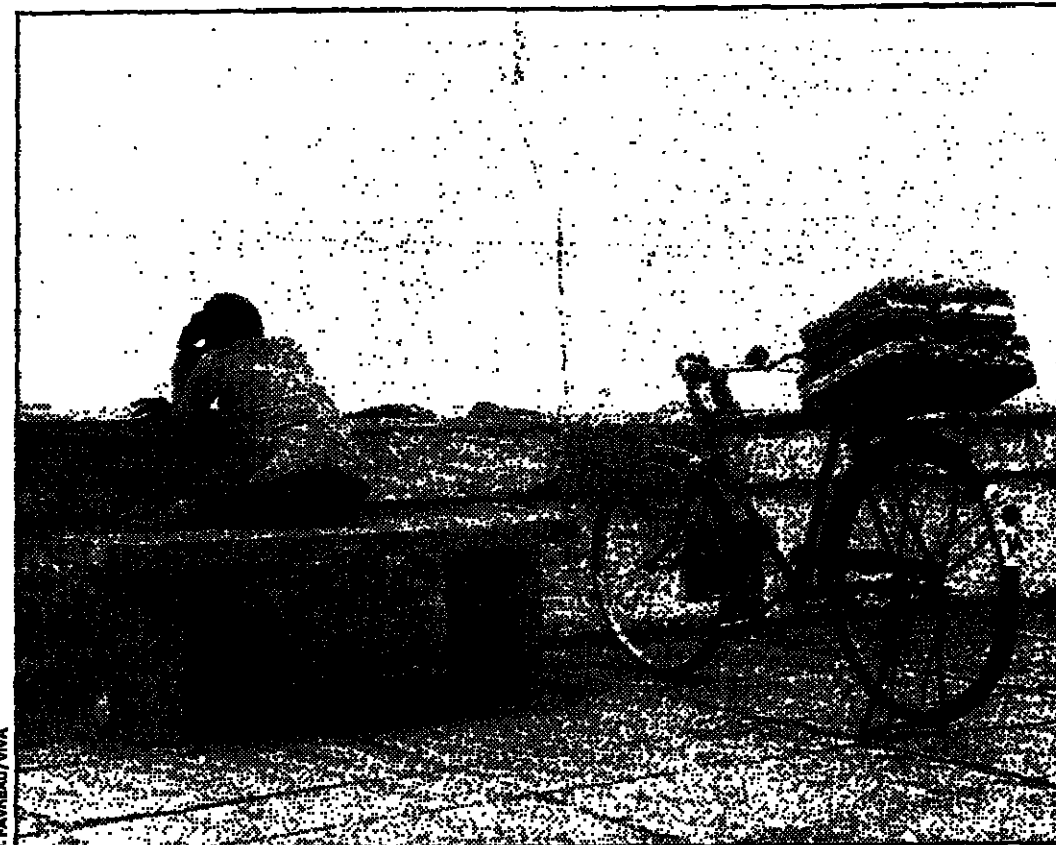
- De Bombay à Delhi en passant par Aurangabad, le Rajasthan, la plaine du Gange et le Népal. Du 15 novembre au 8 décembre, en pension complète : 24 500 F. Asia Tours (agences de voyages).

- Le Rajasthan à travers les villages, du 9 au 28 novembre. Avec nuits chez les chefs de village. Maximum douze personnes. En pension complète : 18 900 F. Peoples du monde, 10, rue de Montmorency, 75003 Paris, tél. : (1) 272-50-36.

- De Bombay au Rajasthan. Un circuit culturel accompagné d'une conférencière du musée Guimet. Du 10 au 29 novembre. Vingt personnes au maximum. Pension complète : 18 700 F. Association culturelle des amis de l'Orient, 19, avenue d'Iéna, 75116 Paris, tél. : (1) 720-33-08.

S.V.

Cinq clés pour le voyage



En trois tours

A l'occasion de l'année de l'Inde, Voyages Transatour propose trois circuits originaux. « L'Inde des comptoirs français » d'abord, du 1^{er} au 22 décembre 1985 (19 500 F) qui, comme son nom l'indique, vous entraîne à Chandernagor, Yanaon, Pondichéry, Karikal et Mahé, mais vous propose aussi un tour complet du Deccan, depuis Calcutta jusqu'à Bombay, en passant par d'autres comptoirs européens (Tranquebar le Danois et Goa le Portugais) et des hauts lieux de la culture indienne tels que Mahabaleshwar, Trichy et Madurai. On vous propose également de vous lancer sur « les traces du Père Monchanin et de Dom le Saux » (du 22 décembre au 1^{er} janvier 1986, 11 500 F), un voyage-pèlerinage dans l'Inde du Sud en compagnie du Père Dalmais, dominicain et grand connaisseur de l'Inde. L'occasion d'une meilleure connaissance des deux principales religions du monde. Enfin, du 5 au 21 février 1986 (16 850 F), « l'Inde des temples et des rivières », un grand parcours triangulaire pour découvrir l'Inde contemplative, créative et moderne.

• Renseignements : SCTT Voyages Transatour, 34, rue de Lisboe, 75006 Paris. Tél. : (1) 563-68-00.

Seul dans la foule

Spécialisé dans l'organisation de circuits individuels (voiture avec chauffeur) FORUM VOYAGES propose notamment « un circuit des maharadjahs », au Rajasthan (13 jours/11 nuits) qui conduit jusqu'à la perle du désert, Jaipur, et prévoit une extension à Goa. Prix par personne (base 2) en hôtels de luxe : 12 925 F, sans les repas mais avec visites et excursions en compagnie de guides locaux. Egalement une Inde du Sud, de même durée et sur les mêmes bases, qui, au départ de Bombay, conduit à Bangalore, Mysore, Madras, Trichy, Madurai et Trivandrum, 15 435 F (base 2). A noter dans les deux cas un supplément de 420 F pour les départs de juillet et août.

• Renseignements : Forum Voyages, 1, rue Cassette, 75006 Paris. Tél. : (1) 544-38-61. Agences à Lyon (7) 837-47-87, et à Rome (35) 98-32-59.

Les fresques du Shekhawati

A 200 km au sud-est de Delhi, le Shekhawati, un Rajasthan encore à l'écart des circuits touristiques.

Domage... ou tant mieux. Sur les murs des maisons-palais de riches marchands, aujourd'hui désertées, de somptueuses fresques aux motifs originaux, élégants et fantasques, où voisinent l'éléphant et le chemin de fer, le dromadaire et la bicyclette, les calèches et les torpédo. Visions naïves et rafraichissantes. Nostalgie en bandes dessinées.

• Plusieurs voyageurs proposent des circuits comprenant une incursion au Shekhawati. Citons, notamment, Carrefour de l'Inde (15, rue des Ecoles, 75005 Paris) (1) 634-03-20, Akim (2, rue de la Paix, 75002 Paris, (1) 261-58-04) et Peoples du monde (10, rue de Montmorency, 75003 Paris, (1) 272-50-36).

Initiation à petits prix

Pour l'été, Jet Tours propose des réductions sur ses circuits d'initiation à l'Inde et à la Chine, jusqu'à clôture des réservations. Conçu pour une première approche, le circuit « Reflets de l'Inde » permet de visiter Delhi, Jaipur, Amber, Agra, Gwalior et Sikandra. Départs les 13 et 27 juillet. Dix jours en pension complète : 9 400 au lieu de 9 000 francs.

Pour ce qui est de la Chine, le circuit concerné fait visiter Pékin, Xian (et son armée d'argile) et Shanghai.

Départs les 26 juillet et 9 août. Dix jours en pension complète : 14 900 F au lieu de 15 900 F.

• Agences de voyages agréées et agences Air France.

Puri et Konarak

Parmi les nombreux circuits proposés par Nouvelles Frontières, citons l'« Inde par monts et merveilles » qui, en dix-huit jours, vous conduit à Bombay, Madras, Calcutta, Bénarès, Khajuraho, Agra, Jaipur et Delhi mais aussi, étapes plus originales, à Puri, la « Bénarès de l'Est », et à Konarak, où se trouve le somptueux Temple du Soleil. Difficile de faire plus en dix-huit jours et pour 13 500 F (en demi-pension). Départs les 30 juin, 14 et 28 juillet, 4^e et 11 août et 6 octobre. A signaler également, un original « Inde du Sud et Maldives » de dix-sept jours (avec visite de Pondichéry), dont cinq de repos paradisiaque dans l'océan indien. Nombreux départs du 30 juin au 3 novembre : 11 800 F.

• Nouvelles Frontières, 74, rue de la Fédération, 75015 Paris. Tél. : (1) 273-25-25.

AIR VACANCES

ILE MAURICE

HOTEL MERIDIEN LE BRABANT 7 JOURS/5 Nuits
POUR 44900 F (PENSION). DÉPARTS DU 16/4 au 22/5

RÉSERVATIONS ET INSCRIPTIONS
LE TOURISME FRANÇAIS
96 RUE DE LA VICTOIRE 75009 PARIS TÉLÉPHONE 280.67.90
ET DANS TOUTES LES AGENCES DE VOYAGES



DU PRINTEMPS
A L'AUTOMNE VIA L'ÉTÉ

Alisarda rallonge l'été
PARIS OLBIÀ PARIS du 28 Avril au 29 Septembre
tous les dimanches
PARIS CAGLIARI PARIS du 22 Juin au 15 Septembre
tous les dimanches
NICE OLBIÀ NICE du 21 Juin au 20 Septembre
tous les lundis et vendredis
Vols directs en DC9 - Tarif visite applicable au départ de Paris

ALISARDA
Lignes Aériennes de la Sardaigne

Renseignements et Réservations
9, bd. de la Madeleine - 75001 Paris 261.61.80



VIVEZ CORFOU A SON PLUS HAUT NIVEAU

Au Hilton Corfoù, vous dominez d'un côté la mer ionienne et la célèbre Ile Souris, de l'autre le lac Haliktopoulou et son écrin de collines. Piscines, plage privée, courts de tennis, club de sport... tout est sur place au Hilton Corfoù.

Demandez le programme
Cruise Air à votre agence
de voyage ou à l'Hilton
Réservation Service
Paris : 687.34.80

HILTON INTERNATIONAL CORFOU
CHEZ VOUS, PARTOUT DANS LE MONDE.

HORIZONS LOINTAINS

PEROU - BOLIVIE
18 JOURS - 25 225 F

RÉSERVATIONS ET INSCRIPTIONS
LE TOURISME FRANÇAIS
96 RUE DE LA VICTOIRE 75009 PARIS TÉLÉPHONE 280.67.90
ET DANS TOUTES LES AGENCES DE VOYAGES

HORIZONS EUROPÉENS

LACS ITALIENS/VENISE
7 JOURS / 4725 F

RÉSERVATIONS ET INSCRIPTIONS
LE TOURISME FRANÇAIS
96 RUE DE LA VICTOIRE 75009 PARIS TÉLÉPHONE 280.67.90
ET DANS TOUTES LES AGENCES DE VOYAGES

LE SURSAUT DE LA LORRAINE

La formation au cœur de sa reconversion économique.

L'Éducation

NUMÉRO DE JUIN - EN VENTE PARTOUT

هكذا من الأصل

Prisonniers des Donjons

Sur la table du salon, tout le fantastique-médiéval.

RAPPELEZ-VOUS le début du film *E.T.* Eliott, le jeune héros, est avec ses copains autour d'un jeu de société. Eliott est éliminé, « tué ». Désabusé, il sort en pleine nuit et se dirige vers le garage où il entend des bruits suspects. Ce jeu en question, ce jeu qui provoque la rencontre entre le gamin et la drôle de bestiole, s'appelle Donjons et Dragons (D & D). Ou comment Eliott est exclu d'un univers fantastique et imaginaire pour être confronté à un phénomène aussi déirant mais bien réel.

L'histoire de Donjons et Dragons est liée à celle d'un homme, un Américain un peu dingue, Gary Gygax : ce passionné de jeux et d'histoires fantastiques-médiévales crée en 1974 D & D et TSR, la société qui édite le produit de son imagination. Très vite, D & D se répand à travers les États-Unis où l'on recense aujourd'hui plusieurs millions de joueurs (trois millions et demi d'exemplaires vendus essentielle-

ment aux États-Unis et en Grande-Bretagne).

En France, on est encore loin du compte. Alors que la mode des « war games », des jeux de stratégie, est en train de naître et que l'électronique fait son apparition dans ce secteur, dans leur coin et à contre-courant, une douzaine de banlieusards découvrent Donjons et Dragons en 1979.

Pas évident de décrire, d'expliquer ce jeu d'un nouveau genre dont l'originalité est de vous plonger dans un monde fantastique où les protagonistes doivent faire preuve d'une imagination débordante et s'exprimer essentiellement par la parole. Il existe bien un tapis de jeu, mais qui n'est pas obligatoire ; un scénario, mais qui change à chaque partie ; les joueurs possèdent bien chacun un pion (des figurines à combien spéciales !), mais n'ont pas le même statut ; il y a une règle, mais elle est contenue dans plusieurs livres ; il y a des dés, mais à 4, 6, 8, 10, 12 et 20 faces !

Pour y voir plus clair, disons que Donjons et Dragons fait partie de ce qu'on appelle les jeux de rôle : chaque participant se met dans la peau d'un personnage, d'une « créature » qui possède ses forces et ses faiblesses. Les jeux de rôle sont assez nombreux pour vous permettre de choisir votre univers préféré : les amateurs de « médiéval-fantastique », les fans du *Seigneur des anneaux*, le livre de Tolkien, se plongeront dans Donjons et Dragons (le plus célèbre et le plus répandu des jeux de rôle). Vous ne serez plus Pierre, Jean ou Jacques, mais Elfe, Gnome ou Hobbit.

Voilà pour le cadre. Il suffit ensuite de se mettre autour d'une table. D'un côté, il y a le maître du donjon (le *master*) ; autour de lui, se placent les aventuriers (joueurs). N'est pas maître qui veut, mais qui peut. Le maître est celui qui connaît le mieux les règles ; il invente un scénario qui vient les aventuriers, il fixe pour chacun un but à atteindre : libérer quelqu'un, rester en vie, voler ou récupérer un trésor, démanteler un complot, etc. Il les place dans des situations plus ou moins délicates, face à des embûches plus ou moins dangereuses. Tout se passe par la parole, le dialogue (les actions et péripéties doivent être parfaitement décrites). En début de partie, chaque aventurier dispose d'un certain nombre de « points de vie » qui fondent au cours du jeu : à zéro, il est dans le coma ; à -10, il est mort.

Cette aventure sans limites, où votre destin (vivre ou mourir) est entre vos mains, a des règles. Le débutant doit posséder la boîte de



PHOTO ELAJO

en économie à Nanterre a déjà remporté plusieurs tournois et notamment l'Open de France en 1985. Depuis cinq ans, il consacre un minimum de deux jours par semaine à son principal hobby. Pourtant, sa première expérience n'a pas été facile : « C'était à la fac de Dauphine. Autour de la table, il y avait des joueurs confirmés, un copain et moi. A force de faire des messes basses avec mon ami, les autres aventuriers ont cru que nous comptions. Ils ont voulu nous donner une leçon. Ils se sont ligés contre nous, nous ont bâillonnés et ligotés (dans le jeu !), puis jetés

l'aventure. Le hasard joue un rôle mineur. Lorsque le maître du donjon place un aventurier dans une situation délicate, ce dernier possède toujours plusieurs possibilités de s'en sortir. Il suffit de les connaître et de faire le bon choix. Si l'aventurier ne peut plus se défendre et meurt, c'est que auparavant il a fait une erreur dans sa réaction face à l'agression. »

Les agresseurs que rencontre l'aventurier au cours de sa quête sont adaptés au niveau du joueur (de 1 à 28). Au niveau 2, le joueur est opposé à des brigands. Au niveau 9, le danger vient des dragons et des hydres (serpents à sept têtes). Au niveau 20, l'aventurier est confronté à des demi-dieux lors de combats astraux. Au niveau 28 enfin, il rencontre des dieux, il doit parfaitement maîtriser les sorts dont il dispose et il peut construire des planètes. Seule une mémoire infailliable permet à l'aventurier de rester en vie.

Nicolas Roche en est au niveau 12-15. Voilà le genre d'aventures qui lui arrivent lorsqu'il joue à Donjons et Dragons : « C'était les vacances de Pâques. Dix heures par jour pendant quinze jours on a joué à 7 au club de l'université de Paris-Dauphine. Le maître du donjon nous avait placés dans un pays merveilleux. J'étais chasseur : je dormais dans un château.

« J'entends trois coups à ma porte. Une des servantes m'informe que la reine m'attend dans ses appartements. Elle m'invite à la suivre ; évidemment, j'accepte. Elle ouvre doucement la porte royale, j'entre, et elle la referme brutalement derrière moi. La reine dort, nue, sans draps, dans une position équivoque. Gêné, je fais un peu de bruit pour la réveiller. Elle se retourne et crie : « A la garde ! » Je suis arrêté, on m'assoigne. Pour mon châtiment, je suis opposé le lendemain à un gorille géant dans une arène.

« Grâce à leurs pouvoirs psychiques, les magiciens qui m'accompagnaient et qui assistaient au combat (les autres joueurs), ont mis le gorille à la portée en jetant le sort « confusion » dans son esprit. Je le tue, ce qui m'a permis de me consacrer de nouveau à ma quête : récupérer un

fabuleux trésor tombé dans les griffes d'un dragon à sept têtes. »

MICHEL GUERRIN.

Les vendredis 28 juin et samedi 29 juin prochains se déroulent à l'université Paris-Dauphine une grande convention des jeux de rôle baptisée convention Ragnorok. Des compétitions, démonstrations et initiations de plusieurs jeux de rôle médiéval-fantastique sont au programme. Renseignements : Club Loisirs Dauphine, Université Paris-Dauphine, 1, place du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny, 75016, Paris. Tél. : 505-14-10, poste 24-37.

Jeux de rôle

Après la création de Donjons et Dragons en 1974, une multitude d'autres jeux de rôle ont fait leur apparition (il en arrive en moyenne quatre par mois sur le marché). Les principaux, dans le domaine du médiéval fantastique ont pour nom *Chivalry and Sorcery*, *Runequest* et *Call of Cthulhu*, qui est en vogue, car récemment traduit en français.

La science-fiction sert également de cadre à de nombreux jeux de rôle : *Gamma World*, *Aftermath* (après l'Apocalypse), *Traveller*. Les principaux autres jeux de rôle ont pour cadre la lutte des services secrets (*Top Secret*), l'Empire romain (*Man, Myth & Magic*) ou l'exotisme des années 50 (*Daredevil*). Le prix d'un coffret varie entre 120 F et 185 F.

Boutiques

Mieux vaut se procurer un jeu de rôle dans les magasins de jeux spécialisés que dans les librairies. Il en existe dans toute la France. A Paris, quatre adresses principales :

- Jeux Descartes : 40, rue des Ecoles, 75005, tél. 326-79-83.
- L'ouf cube : 24, rue Linné, 75005, tél. 587-28-83.
- Librairie Saint-Germain : 140, boulevard Saint-Germain, 75006, tél. 326-99-24.
- Game's : Forum des Halles, niveau 2, 167, 1-7, rue Pierre-Lescot, 75001, tél. 297-42-31.

Ces boutiques proposent également des revues spécialisées qui contiennent des études détaillées et des scénarios « prêt-à-jouer » : la plupart viennent des États-Unis. Une revue française tout de même : *Casus Belli*.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

CANNES 100 mètres Croisette

INAUGURATION JUILLET

HOTEL ETANGERS***NN

50 chambres grand confort. Insonorisées. A partir 225 F. Solarium sur toit. 6, place Sémard. - Tél. (93)47-39-43.

Mer

Îles Anglo-Normandes

ÎLE DE JERSEY

Le printemps est la période idéale pour profiter pleinement de cette petite île, véritable paradis flottant (20 km sur 10 km, 76.000 habitants). Situé à 20 km seulement des côtes de Normandie, ce petit État indépendant, rattaché à la Couronne d'Angleterre, a son gouvernement, ses lois propres, sa monnaie, ses émissions de timbres... et ses traditions toujours en vigueur.

Les adorables petits ports de pêche succèdent aux immenses plages de sable fin. La campagne est ravissante et fleurie. Et dans la capitale Saint-Hélène, un Londres en miniature, le shopping est roi. Les distractions sont inépuisables, les subterfuges, les pubs, sont pittoresques et les petites pensions voisinent avec les palais de très grande classe.

Un week-end, une semaine à Jersey, oasis de paix et de beauté, c'est le dépaysement, la détente et une qualité de vie particulière.

Puis que jamais, Jersey sera heureuse de vous accueillir. Jersey vous attend.

Pour documentation en couleurs, écrivez à : MAISON DE L'ÎLE DE JERSEY, Département F 12, 19 bd Malesherbes, 75008 Paris. Tél. : 742-93-68.

Montagne

65130 CAPVERN-LES-BAINS

POIE-REINS-VESIE

HOTEL LA RESIDENCE***NN
Tél. (62) 39-00-14
Chambres sans pension, grand confort, prix modérés, belle situation.

LUBAC-EN-VALGAUDEMAR

(Hautes-Alpes)

HOTEL le BAN de l'OURS***NN
Logis de France - 1.000 m
Pour un séjour pleine nature.
Accueil et cuisine des patros.
Randonnées guidées. Tarif spécial juin.
Tél. (92) 55-23-65. 05800 ST-FIRMIN.

TOURISME

RANDONNÉES A PIED ETÉ
LOZÈRE - CAUSSES - CÉVENNES
CHATEAUX CATHARES...
DAINAT guide - 19, av. St-Lazare
34 MONTPELLIER - (07) 72-16-19

COTE ATLANTIQUE

BAIE D'ARCACHON

VILLAGE VACANCES grand confort
LE ROUMINGUE - 33138 LANTON
Tél. (56) 82-97-48

Pension complète et demi-pension (vin compris) - Self-service - Buffet
DÉTENTE - REPOS - ANIMATION
Distractions variées adultes et enfants
Plage priv. et sur. - Mini-golf - Tennis
Initiation planche à voile - Excursions
Soirées dansantes - Ciné - F.V. - Pêche
Réductions en juin et septembre.

05490 ST-VÉRAN (Hautes-Alpes)

LE VILLARD - Tél. : (92) 51-03-31
Ch. et duplex avec cuisine 2 à 6 pers.
Court de tennis. Tarif spécial juin-sept.

Provence

83980 LE LAVANDOU

Un hôtel de charme en bord de mer. Ameublement raffiné. Chambres avec terrasses sur la mer. Piscine dans la roche. Un exquis jardin abondamment fleuri. Entre Saint-Tropez et Le Lavandou. Face aux îles d'Or, calme, cuisine sage, moderne variant selon la pêche et le marché. Activités nautiques. Tennis, golf à proximité.

HOTEL

« LES ROCHES FLEURIES »

Aiguille

83980 LE LAVANDOU

Tél. (94) 71-05-07

Téléc. : 403997

VENASQUE - 84210 PERNES

Entre Gordes et Carpentras

PETIT HOTEL CONFORTABLE

ET CALME

Jardin. Parking. 1/2 pers. 175 à 190 F.

LOGIS DE FRANCE

LA GARRIGUE***T. (90) 66-03-40.

Italie

VENISE

HOTEL LA FENICE

ET DES ARTISTES

(près du Théâtre la Fenice)

5 minutes à pied de la place St-Marc.

Atmosphère intime, tout confort.

Prix modérés.

Réservez : 41-32-333 VENISE.

Tél. : 411150 FENICE I.

Directeur : Dany Apollonio.

Suisse

LAC MAJEUR - LOCARNO

GRAND HOTEL

COMPLÈTEMENT RENOVÉ.

Nouvelle piscine. Tennis. Au sein d'un

grand parc au centre de la cité.

Cuisine soignée. Dir. dès 1985 A. COTTI.

Téléphone : 1941/93/33-02-82.

LEYSIN (Alpes randonnées)

1300 à 4 à 30 de Paris par

T.G.V. Lausanne. L'été sur

l'Alpe. Plaisirs à choix : prome-

nade, sports d'été, Patis, Tennis.

Mini-golf GRATUIT. La qualité de

l'accueil suisse.

Renseignements et offres :

Tourisme CH-1854 LEYSIN.

Tél. : 19-41/25/34-22-44

Profitez de vos vacances à

LUGANO-MAGLIASO

HOTEL VILLA MAGLIASO****

Parc, piscine chauffée, golf, tennis, surf.

CH-6963 Magliaso. Tél. : (941/91/71-34-71.

Téléc. : 73817.

RÉSIDENCES

300 m du LAC LÉMAN,

30 m des PISTES.

YVOIRE - VILLAGE MÉDIÉVAL

SCI Les Cygnes du Lac

STUDIO à partir de 208.000 F

Agence du Lac Léman - (50) 38-08-57

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

Région SISTERON

Locations meublées et gîtes ruraux dispo-

nibles en juillet et août 1985.

Renseignements :

OFFICE DU TOURISME

B.P. 42 - 04200 SISTERON

Tél. (92) 61-12-03.

CAMPAGNE

MER

MONTAGNE

A 30 km de TOULOUSE

VILLEFRANCHE-DE-LAURAGAIS

Gare SNCF, 1 heure mer (Narbonne-Plage), 1 h 30 montagne,

dans petit bourg.

Particulier vend.

MAISON ANCIENNE

4 pces princ., cuis., salle de bains, w.c.,

luzerne, chauff. centr., 2 terrasses,

garage, dépend., jardin clos 325 m² au

calme dans verdure à 1 m. centre village

de 750 habitants.

Distractions : CHASSE (sur 3 com-

munes = 2414 ha), PÊCHE (canal du

Midi, étangs, rivière), VOILE, TENNIS,

PISCINE et tous commerces. 320.000 F.

OURADOU, 76, rue des Marais

75018 PARIS

Tél. (61) 27-08-62 et (1) 606-39-27.

Aux quatre coins de France

Vins et alcools

MERCUREY A.O.C.

12 bouteilles 1981 : 398 F TTC franco dom.

TAPIS SUR DEMANDE - Tél. (85) 47-13-84

Loisirs Méditerranée, 71500 Mersault.

Vin de CHATEAUNEUF-DU-PAPE

VIN de PAYS - VINS DE MARQUE

embouteillés par le récoltant

TARIF sur demande. Vente à la cave.

DIFFONTY & FILS - B.P. N° 33

Route de Courthézon

84230 - CHATEAUNEUF-DU-PAPE

CHAMPAGNE Claude DUBOIS

A la propriété LES ALMANACHS

VENTEUX 51200 ÉPERNAY. T. (26) 58-48-37

Vin vieill. en foudre. Tarif sur demande.

Produits régionaux

HUILE D'OLIVE VIERGE EXTRA

Catalogue et tarif M gratuits

Produit naturel de renommée millénaire

Demande à STE-HELOISE. B.P. 37

SALON-DE-PROVENCE, 13652 Cader

هكذا من الأصل

Montpellier, capitale de la tolérance

Stellio Lorenzi et Marcel Jullian prennent « l'histoire en marche ».

EN feuilletant les annales de la télévision française, on peut découvrir au chapitre de ses œuvres les plus prestigieuses la série intitulée « La caméra explore le temps » (1956-1966). Il s'agissait, pour le trio célèbre Castellet-Decaux-Lorenzi, de transposer pour le petit écran des pages d'histoire de France, plus ou moins connues mais qui méritaient de l'être, souvent dans une version différente de celle des manuels scolaires. Quelques titres pour mémoire : *l'Affaire Calas*, *la Terreur* et *la Vertu*, *les Cathares*. Il y eut ainsi quarante-trois émissions, réalisées pour la quasi-totalité en vidéo lourde, dans les studios des Buttes-Chaumont. « Cette contrainte technique réduisait évidemment nos ambitions », explique aujourd'hui Stellio Lorenzi. Par exemple, dans la Terreur et la Vertu, l'affrontement entre Robespierre et Danton n'était vu, pour ainsi dire, que de la perspective de commandement. Les événements de la rue, la vie au quotidien, étaient gommés.

Les techniques évoluant, Stellio Lorenzi avait renoué avec le genre, de manière sporadique, en réalisant *Jacques le Croquant*, *les Rosenberg* et *Emile Zola ou la conscience humaine*. Malgré le succès remporté par chacune de ces émissions — dont le seul défaut était sans doute, pour le pouvoir en place, de sentir un peu trop le souffre, — elles ne s'inscrivaient pas dans une continuité de tableaux historiques comme « La caméra explore le temps ».

En inaugurant « l'histoire en marche », Stellio Lorenzi — aidé de Marcel Jullian — renoue avec cette démarche : « Une suite de films d'aventures, pris au sens large, dont la conception serait la résultante d'une collaboration entre Alexandre Dumas pour les intrigues et le contexte historique, Simonon pour le reflet des milieux sociaux et Le Roy Ladurie pour les anecdotes au niveau du peuple. » Projet ambitieux qu'on aimerait voir aboutir.

Antenne 2, fort heureusement, s'est laissée convaincre par le discours de Lorenzi. « La fiction historique a disparu de la télévision depuis de trop nombreuses années », explique-t-il. *L'histoire est la colonne vertébrale d'un peuple, d'une nation, d'autant plus quand il s'agit de celle des droits de l'homme. En outre, la fiction est une forme de récit mieux acceptée que le document*



En dépit des faveurs que lui accorde la belle Catherine Rondelet (photo ci-dessus) Thomas Plattier tombe follement amoureux de Zani, une jeune juive.

taire. De cette manière, on fait du culturel de large audience. » Autre caractéristique astucieuse de l'entreprise : associer les régions pour financer et monter les sujets. Le premier de la série, *le Serment*, réalisé par Roger Kahane, aura pour cadre Montpellier, ville qui célèbre cette année le huit-centenaire de la fondation de sa faculté de médecine. Le conseil régional du Languedoc-Roussillon a accepté de participer au financement (environ 20 %), ainsi que la Société française de production (6 %), qui fournit la technique. « Le film permet aujourd'hui de sortir des studios de jadis, de profiter du patrimoine architectural de nos villes, de nos monuments chargés d'histoire. Allons-y ! », dit Stellio Lorenzi.

Nous sommes donc à Montpellier, en l'an de grâce 1555. « La violence, à cette époque, est crue », explique Roger Kahane. Les bûchers de la Sainte Inquisition brûlent à tout propos, des bandes d'étranges justiciers — les « fols de Dieu » — sèment la terreur.

Le début du film est à la limite du supportable (à déconseiller aux âmes sensibles...). Thomas Plattier (Bertrand Lacy-Penot), fils d'un notable de Bâle, achève ses études de médecine à la faculté de Montpellier, réputée dans tout le bassin méditerranéen et jouissant d'un statut fondé sur la tolérance, à l'image de celle de la ville, luthérienne à l'époque. En dépit des faveurs que lui accorde la belle Catherine Rondelet (Pascale Rocard), fille d'un notable chirurgien (Michel Aumont), Thomas tombe follement amoureux de Zani (Catherine Wilkening), jeune juive dont les télé-spectateurs pourront admirer la plasticité.

Accusés d'avoir donné asile à une bande de pillards illuminés dont Segarelli (Pierre Clémenti) est le chef, les parents de Zani sont battus à mort en place publique. Folle de douleur, Zani défie le pouvoir royal en la personne de son commissaire, venu de Toulouse, Jean de la Salle (Didier Sauvagnat), qui saisit l'occasion de cet acte de rébellion pour mettre en cause le régime trop libéral

de Montpellier. Thomas, fou d'amour, prend le maquis avec Zani et devient proscrit à son tour. Réussiront-ils à se soustraire à l'échafaud ? Quelque « Zorro » du seizième siècle surgira-t-il à temps pour les sauver ? On ne détruira pas le suspense mais on dira, en revanche, la qualité de la peinture de mœurs et la leçon de civilisation que les auteurs ont cherché à dégager, à partir d'images splendides.

Trois autres émissions sont déjà choisies pour « l'histoire en marche ». La prochaine — programmée en octobre — se situe dans le cadre du tricentenaire de la révolution de l'édit de Nantes, en 1685 : *les Prisonniers de la Tour de Constance* ont été tournés à Aigues-Mortes, dans les lieux mêmes où Marie Durand demeura prisonnière pendant trente-huit ans avec plus de trente autres femmes qui refusèrent d'abjurer leur foi.

CLAUDE DURIEUX.

« L'histoire en marche » : le Serment, mercredi 12 juin, A2, 20 h 35 (100 minutes).

Vu pour Vous

Architecture sans leçons

● Série : *Etat des lieux*, FR3, chaque jour à partir du lundi 10 juin, aux environs de 23 heures (5 minutes).

Chicago, Osaka, Bruxelles, Los Angeles, Berlin... douze villes et douze chefs-d'œuvre de l'architecture contemporaine. Douze histoires qui, à l'occasion de la Biennale de Paris, dressent l'état des lieux.

Musique rock sur Chicago : la caméra surprend un bâtiment arrondi posé au milieu des gratte-ciel, pénètre dans un hall zébré de rouge et de bleu, couleurs qui s'étirent à l'infini — jeu de transparence et de miroirs, — capte au hasard des voix off qui commentent l'architecture

de l'Illinois State Center. Bruxelles, une plongée dans les profondeurs du métro, station Alma. L'œil saisit au passage une pantomime qui évolue sur des accords de piano. Décor métaphorique où les poteaux ressemblent à des arbres tandis que la voûte change de couleur avec la nuit qui tombe. Elle devient bleue comme dans un monde imaginaire. Cinq minutes pas plus, mais bien ficelées. L'architecture vue par Jean-Luc Léon n'est pas seulement une façade en relation avec un environnement, mais la définition d'un espace intérieur que l'on visite avec des habitudes. C'est léger, rapide...

MARION MEISEL.

Lyon sous l'Occupation

● Document : *Mémoire de pierre*, FR3, mercredi 12 juin, 22 h 25 (65 minutes).

11 novembre 1942 : les troupes allemandes envahissent la zone libre. L'événement fait la « une » du *Progrès* le lendemain. Lyon ne désorma pas à l'heure de l'Occupation jusqu'à sa libération, le 3 septembre 1944. D'un côté, la propagande officielle, la vie politique, les spectacles, L'Opéra donne *Tannhäuser*, Philippe Henriot rend gloire à Jeanne d'Arc pour sa lutte contre les Anglais, le Maréchal, venu presque en voisin — de Vichy ! — visite la « capitale des Gaules ». De l'autre, la presse clandestine, l'organisation des réseaux de résistance, les combattants de

l'ombre, les exécutions. André Bonnardel a réalisé un remarquable document dans lequel images d'archives et témoignages se mêlent pour faire revivre le passé de Lyon à travers le dialogue de deux hommes, un sculpteur et un journaliste. Des scènes de fiction, en noir et blanc, sobres et aux dialogues dépouillés reconstituent les bribes d'une réalité douloureuse : le dernier itinéraire de Jean Moulin (que la caméra suit en silence), la descente de la police dans l'imprimerie du mouvement Combat, l'arrestation de l'abbé Boursier (l'objectif filme, au ras du sol, le pas martelé de la Milice sur les dalles de l'église)... Au hasard des rues, des monuments et des pierres émerge la mémoire collective de la cité.

NICOLAS PAAQUETTE.

Deux retraités en vadrouille

● Cinéma 16 : *L'Homme des couloirs*, FR3, jeudi 13 juin, 20 h 35 (90 minutes).

Il s'ont tout combinés... de la robe de chambre enfiler, par-dessus leurs vêtements le temps du dernier tour de garde de la directrice à la sortie du bâtiment par la fenêtre de la cuisine, du mur d'enceinte à franchir aux horaires de train. Roger et Philbert ne sont pas des collègues en mal d'école buissonnière, mais deux « vieux » qui s'évadent d'une maison de retraite. Fini le temps qui passe à deux... à l'heure ! Ils mettent les voiles. Destination : le Châteaude la Poissonnière. Une idée fixe de Roger (Pierre Dux)

qui remonte à son enfance. « Philbert, tu sais ce qui m'attire dans ce château, ce sont les couloirs, les longs couloirs... si tu découvrais des choses extraordinaires, tu ferais... » Mais Philbert (Hubert Deschamps) ne flirte pas du tout dans les couloirs. Qu'importe. Au-delà des divergences d'opinion, c'est la vie qui recommence. Tout était arrangé à l'avance... sauf l'accident de deux jeunes gens également en fuite...

Une petite fresque de Charles Bitsch entre émotion et sourire, qui pose en toile de fond un problème social toujours d'actualité.

M.M.

Jeux de

Boutique

Les films de la semaine. Le palmarès de Jacques SICLIER.

DIMANCHE 9 JUIN

Le Rideau déchiré

Film américain d'Alfred Hitchcock (1966), avec P. Newman, J. Andrews. TF 1, 20 h 35 (120 mn).

Un physicien nucléaire américain passe brusquement de Copenhague à Berlin-Est. Sa fiancée le suit. Passer avec Hitchcock derrière le rideau de fer est une drôle d'aventure. On appréciera ses films antinazis pendant la guerre, on n'a pas aimé ses films anticomunistes des années 60. Celui-ci en est un, mais pas seulement, car le savant espion, même pour la bonne cause, est plongé dans un univers terrifiant. Paul Newman et Julie Andrews descendent aux enfers du mensonge, de la trahison, du meurtre (on en voit un très long, inoubliable), dans un monde où tout est désespéré. Le style est ici moins parfait que dans d'autres œuvres, mais ce Rideau déchiré ne méritait pas l'échec retentissant qu'il a connu.

Lucrèce Borgia

Film français d'Abel Gance (1935), avec E. Feuillère, G. Gabrio (N.). FR 3, 22 h 30 (90 mn).

Les dépravations de la famille Borgia et une tentative de réhabilitation de Lucrèce, victimes des manœuvres de César, frère à tendances incestueuses, conquérant de l'Italie. Un auteur de Boulevard a participé au scénario de ce film, peu crédible historiquement, mais dont Gance, même ligoté par les impératifs commerciaux, a fait une suite de tableaux défilants. On parle beaucoup, à l'époque, de la nudité

d'Edwige Feuillère entrevue dans une piscine. Ce qui compte, c'est l'actrice d'alors, dans une curieuse interprétation, et meilleure que ses partenaires masculins.

LUNDI 10 JUIN

Une sale affaire

Film français d'Alain Bonnot (1980), avec V. Lanoux, M. Jobert. TF 1, 20 h 35 (90 mn).

Une secrétaire de la mairie du Havre est piégée par un homme qui lui a caché son identité véritable et veut mettre fin à un trafic de drogue. Victor Lanoux est honnête, mais ses moyens ne le sont pas. Mariène Jobert est frémillante, dramatique, vraie. Même si le scénario est un peu tiré par les cheveux, l'atmosphère provinciale, l'étude psychologique et sociale comptent à l'actif du réalisateur.

Jamais le dimanche

Film grec de Jules Dassin (1960), avec M. Mercouri, J. Dassin (N.). FR 3, 20 h 35 (90 mn).

Un Américain, philosophe amateur venu chercher la Vérité en Grèce, découvre la joie de vivre grâce à une prostituée du Pirée, qui ne travaille jamais le dimanche. Surprise du Festival de Cannes 1960, ce film rendit à Dassin le succès commercial et l'estime d'un public qui le boudait, et valut à Méliès Mercouri, étourdissant dans un numéro de comédie, le prix de la meilleure interprétation féminine. La chanson Les Enfants du Pirée devint une rengaine. Ce divertissement léger, ironique, cet hommage à Méliès rappelle-

ront toute une époque aux nostalgiques. Qu'en pensent les autres ?

MARDI 11 JUIN

Duellistes

Film anglais de Ridley Scott (1977), avec H. Keitel, K. Carradine. A 2, 20 h 35 (100 mn).

A cause d'une querelle stupide, deux officiers de l'armée napoléonienne vont, pendant quinze ans, se provoquer en duel, chaque fois qu'ils se rencontreront. Code de l'honneur absurde, affrontements rituels. Le film est tiré d'une nouvelle de Joseph Conrad. Ridley Scott en a fait une imagerie historique opposant deux comédiens d'une égale frénésie dans une narration aussi raffinée que les couleurs. Prix (discuté, contesté) de la première œuvre au Festival de Cannes 1977.

Le Cheval d'orgueil

Film français de Claude Chabrol (1980), avec J. Dufillo, B. Le Saché. FR 3, 20 h 35 (115 mn).

La vie d'une famille de paysans bigoudens, de 1908 à 1918, souvenirs d'enfance, mœurs et coutumes d'une région de la Bretagne où l'on résistait à la misère avec dignité. Cette adaptation du livre de Pierre Jakez-Hélias ne sombre pas dans le folklore. Chabrol a recréé tout un paysage social et culturel, fait découvrir un monde qu'il découvrait lui-même en le filmant. Les figurants sont d'authentiques Bigoudens, les principaux acteurs viennent d'ailleurs, mais l'essentiel a été respecté, par une belle stylisation de la réalité.

JEUDI 13 JUIN

Nid d'espions

Film soviétique d'Alexandre Alov et Vladimir Naoumov (1980), avec I. Kostolevsky, N. Belokhovskova. A 2, 20 h 35 (95 mn).

A Londres, en 1980, des documents secrets mis en vente par un ancien agent allemand révèlent un complot préparé en 1943 par les nazis pour assassiner Churchill, Roosevelt et Staline à la conférence de Téhéran. Le film s'est d'ailleurs appelé Téhéran 43 à sa sortie en France, mais on n'a guère apprécié cette ténébreuse aventure mise en scène en dépit du bon sens, où Alain Delon ne fait que passer. Ou Curd Jurgens et une chanson de Charles Aznavour et autres apports dus à une coproduction ne font pas très bon ménage avec les interprètes soviétiques.

VENREDI 14 JUIN

Thomas l'imposteur

Film français de Georges Franju (1965), avec E. Riva, F. Rouleau (N.). A 2, 23 h (100 mn).

1914. Un adolescent mythomane se donne une fausse personnalité et se lance dans la guerre comme dans une aventure, un rêve. Rencontre de Georges Franju, cinéaste du réalisme fantastique, et de Jean Cocteau, l'écrivain, le poète de la jeunesse romantique, des Enfants terribles. Cocteau, qui avait choisi, lui-même, Franju, travaille à l'adaptation et aux dialogues du film, mais mourut avant sa réalisation. Il aurait pu retrouver la magie visuelle des mots, des phrases de son roman et ses personnages admirablement incarnés par Fabrice Rouleau, Emmanuel Riva. Voilà bien une œuvre à ne pas manquer.

CANAL+

Bénarès, ville douce aussi

Bénarès, ville sainte où le salut éternel est assuré à celui qui vient y mourir. Cité millénaire où l'on mène, dit-on, une vie douce et calme, une existence simple, faite de pensées simples, émaillées de prières, de méditations, de rêves sur les rives du Gange. Halte bienfaisante à laquelle nous convie, l'espace d'une cinquantaine de minutes, le superbe documentaire *Bénarès, ville bénie des dieux*, que propose Canal Plus, dans le cadre de ses émissions consacrées à l'année de l'Inde en France. C'est à Richard Riddford, producteur-réalisateur pour la National Film Unit néo-zélandaise, que l'on doit cette œuvre, et à son caméraman, Murray Milne.

On redoutait les clichés. Ils nous sont épargnés. Lente-ment, comme au rythme du Gange, on découvre les profondeurs passées et actuelles de Bénarès, ses coutumes, ses traditions spirituelles. Peu de vues d'ensemble ou de foule, pour nous initier à ce lieu sacré, l'un des plus an-

ciens du monde. Mais une composition de gros plans, sur des instants de vie, des visages, des regards, des mains dans l'accomplissement de gestes quotidiens ou rituels. Lumière et ombres happées au fil du jour ou de la nuit. Cette cité, où de tout temps se sont regroupés prêtres, philosophes et érudits, a toujours été un centre musical, grâce à ses princes mécènes; aujourd'hui encore, elle reste le temple de cette musique classique indienne construite à partir de ragas (termes mélodiques que l'on ne transcrit pas, mais qui se transmettent par tradition). A Bénarès, le lancer de pigeons est l'un des passe-temps favoris de la population; la ville, enfin, est célèbre pour la qualité de ses cuivres, de ses soies, de ses saris, etc. de ses confiseries.

ANITA RIND.

● *Bénarès, ville bénie des dieux*, le 8 à 17 h, le 10 à 15 h 10, nuit du 11 au 12 à 1 h 45, le 14 à 12 h 5.

Sélection

VARIÉTÉS

Stock-Chocs : Serge Lama/Thierry Le Luron (l'histoire contemporaine vue à travers un duel amical entre un chanteur et un fantaisiste), le 9 à 17 h.

Rue du cinéma n° 2 (les coulisses du cinéma d'outre-Atlantique et d'ailleurs, sous le nom évocateur d'Amérique Babylonie), le 9 à 23 h 05.

FEUILLETON

Hill Street Blues (suite de la vie mouvementée d'un commissariat de quartier de San-Francisco. On aime toujours, 29^e épisode, le 8 à 13 h 05, le 9 à 16 h 10, le 11 à 9 h, nuit du 12 au 13 à 2 h 10.

Les films

TERREUR EXTRA-TERRESTRE (Warring). Film américain de Greydon Clark (1980) avec J. Palanca, M. Landau. — Le 8 à 22 h 55, le 10 à 9 h, nuit du 14 au 15 à 5 h 30.

Un être venu d'une planète inconnue terrorise une région des Etats-Unis. Pourquoi programmer cette nuit?

LE QUART D'HEURE AMÉRICAIN ■. — Film français de Philippe Galland (1982), avec Anémone, G. Jugnot. — Le 9 à 18 h, le 11 à 11 h 10, nuit du 13 au 14 à 0 h 15.

Une fille poursuit un minable, de ses assises. Parce qu'il a du talent au lit. Situation très drôle. Anémone est une grande comédienne.

LE BATTANT ■. — Film français d'Alain Delon (1982) avec A. Delon, F. Perier. — Le 9 à 21 h, le 12 à 22 h 25, nuit du 14 au 15 à 3 h 35.

Delon est un héros presque solitaire, poursuivi à la fois par des truands et des policiers qui veulent récupérer des bijoux volés. Pas de surprise à attendre.

RUE BARBARE ■. — Film français de Gilles Béhat (1983), avec B. Giraudeau, C. Boisson. — Le 11 à 20 h 35, le 13 à 9 h.

Un roman de David Goodis transposé dans une banlieue parisienne qui ressemble à l'enfer. Une rue frontière de deux mondes. Des acteurs étonnants.

TRICHEURS ■. — Film français de Barbet Schroeder (1983), avec J. Dutronc, B. Ogier. — Le 12 à 21 h, le 14 à 10 h 30.

Un joueur invétéré entraîne dans son sillage une femme qui semble lui porter chance à la roulette. Art de tricher, actes ambigus, valeur érotique de l'argent.

PASSEUR D'HOMMES. — Film anglais de Jack Lee Thompson (1978), avec A. Quinn, J. Mason. — Le 13 à 20 h 35.

Pendant la guerre, un berger basque accepte de faire passer en Espagne un savant et sa famille traqués par un officier SS.

DANS LA VILLE BLANCHE ■. — Film suisse d'Alain Tanner (1982), avec B. Ganz, T. Madrugá. — Le 14 à 21 h 15.

Errance dans Lisbonne d'un marin qui a fait escale et veut inverser le cours du temps. Une caméra filme

dans le film. L'obsession et les jeux du hasard, ainsi que l'interprétation de Bruno Ganz, tissent un étrange climat.

REPRISES

Pour les films suivants, lire nos commentaires parus dans les suppléments précédents.

LE COMMANDO DE SA MAJESTÉ ■. — Film américain d'A. Mc Laglen (1980), avec G. Pack, R. Moore. — Le 8 à 9 h 15, la nuit du 14 au 15, à 2 h 55.

CARMEN ■. — Film espagnol de C. Saura (1983), avec A. Gades, L. del Sol. — Le 8 à 11 h 15, le 13 à 15 h 45.

GORKY PARK ■. — Film américain de M. Apted (1983), avec W. Hurt, L. Marvin. — De la nuit du 8 au 9 à 0 h 25.

LA FLAMBEUSE ■. — Film français de R. Weinberg (1980), avec L. Massari, L. Terziari. — De la nuit du 8 au 9 à 2 h 30, le 14 à 15 h 50.

L'HOMME BLESSÉ ■. — Film français de P. Chéreau (1983), avec J.-H. Anglade, V. Mezzogiorno. — De la nuit du 8 au 9 à 4 h 55, le 13 à 15 h 10, le 14 à 14 h.

LOLA, UNE FEMME ALLEMANDE ■. — Film allemand de R. W. Fassbinder (1981). Avec B. Sukowa, A. Meuller-Stahl. — Le 9 à 9 h 15, le 10 à 10 h 30.

DEUX HEURES MOINS LE QUART AVANT JÉSUS-CHRIST ■. — Film français de J. Yanne (1982). Avec M. Serrault, Coluche. Le 9 à 11 h 10, le 11 à 22 h 20, le 12 à 11 h 15, le 14 à 14 h.

TO BE OR NOT TO BE ■. — Film américain d'E. Lubitsch (1942). Avec J. Benny, C. Lombard. — Le 9 à 0 h, le 11 à 0 h 10, le 13 à 10 h 55.

QU'EST CE QU'ON ATTEND POUR ÊTRE HEUREUX ? ■. — Film français de C. Serreau (1982). Avec A. Alane, R. Bouteilla. — De la nuit du 9 au 10 à 1 h 35, le 11 à 15 h 35, le 12 à 0 h 40.

LE JUGE ■. — Film français de P. Lefebvre (1983). Avec J. Perrin, R. Bohringer. Le 10 à 20 h 35, le 13 à 14 h, le 14 à 9 h.

SEX SHOP ■. — Film français de C. Berri (1972). Avec J. Berto, C. Berri. Le 10 à 0 h 55, le 11 à 14 h.

TÉLÉVISION FRANÇAISE

1

8.00 Journal.
9.00 Reprise : Infovision (diffusé le 6 juin).
10.15 Cinq jours en Bourse.
10.30 Musicalement.
« Symphonie n° 34 en ut majeur », de W.-A. Mozart, « le Tricorne », « Suite n° 2 », de M. de Falla, par l'Orchestre national de France sous la direction de R. Muti.
11.10 Casaque et bottes de cuir.
Magazine du cheval.
11.30 De A à Z.
12.15 Le rendez-vous des champions.
12.30 Bonjour, bon appétit : le parfait aux fraises, l'omelette surprise.
13.00 Journal.
13.35 Téléfoot 1.
14.00 Internationaux de tennis à Roland-Garros (et à 15 h 45).
15.30 Tiro à l'arc.
16.35 Magazine auto-moto.
19.05 D'accord, pas d'accord (INC).
19.10 Jeu : Anagram.
19.40 Cocoricocoboy.
20.00 Journal.
20.35 Tirage du Loto.
20.40 Téléfilm : Julien Fontanes, magistrat.
De J. Cosmos, réal. : F. Dupont-Midy : « La Dernière Haie », avec Yves Sirey et Marcel Vercusse.
Un ex-entraîneur, exclu des milieux hippiques, est condamné pour complicité de meurtre. Mais il revient sur ses déclarations et innocente son complice. Pour quelle mystérieuse raison ?
22.10 Internationaux de tennis à Roland-Garros.
Résumé de la journée.
22.25 Droit de réponse : Ces princes qui nous gouvernent. Emission de Michel Polac.
Sur le thème : le pouvoir des ministres. Avec MM. Jean Le Garrec, Alain Peyrefitte, Régis Debray, René Monory, Bernard Stasi, Robert Fossati, Pierre Racine.
0.00 Journal.
0.15 Ouvrir la nuit.
Au nom de la loi : la japonaise.
Extérieur nuit : portrait de Claude Nougaro.

ANTENNE

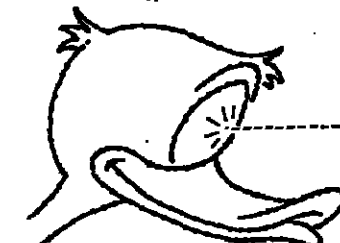
2

10.15 Journal des sourds et des malentendants.
10.30 Reprise : Super-platine.
Tyrna : Titanic; Marc Lavoine; David Lee Roth; Karen Cheryl.
11.05 Les carnets de l'aventure.
Expédition Orénoque (dans la jungle amazonienne); rocs en bloc (escalade extrême dans les rochers de Fontainebleau).
12.00 A nous deux.
Opération handicap international, en Thaïlande.
12.45 Journal.
13.30 Série : Têtes brûlées.
14.15 Terre des bêtes.
Le sanctuaire des Galapagos.
14.50 Les jeux du stade.
17.05 Récré A2.
Les Schtroumpfs : Watoo-Watoo; Téléchat.
17.25 Série : Poigne de fer et séduction.
17.55 Le magazine d'information de la rédaction.
Une ville, vingt-quatre chaînes de TV à New-York; Mécénat d'entreprise; le Bangladesh.
18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19.05 D'accord pas d'accord (INC).
19.15 Le théâtre de Bouvard.
19.30 Journal.
19.50 Football : finale de la Coupe de France.
En direct du Parc des Princes : Paris-Saint-Germain - Monaco.
21.55 Magazine : les enfants du rock.
Rockline, avec Nick Heyward, Big Sound Authority; Dead or Alive; Howard Jones; King; Phil Collins.
23.00 Histoires courtes.
« La Boule idéale », de J. Dimier; « Au-delà de minuit », de P. Barletta.
23.20 Journal.

FRANCE RÉGIONS

3

12.15 Samedi vision et ticket pour...
Magazine de la détente, des loisirs, du tourisme et des voyages.
13.30 Horizon : les manœuvres.
Magazine des armées.
16.00 Spécial vacances.
Emission des associations VVF.
16.15 Liberté 3, émission des associations.
17.30 Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.
19.55 Dessin animé : Il était une fois l'homme.
20.04 Disney Channel.
Cocktail de dessins animés et divers programmes de Walt Disney Channel.
La grande soirée familiale : les aventures de Winnie l'ourson; Mickey, Zorro, Donald, et trésors de la soirée; les DTV (les video-clips), montages inédits de dessins animés sur les plus grands « tubes » des vingt dernières années.
21.55 Journal.
22.20 Feuilleton : Dynastie.
Suite des aventures et mésaventures ténébreuses d'une famille américaine.
23.06 Jean-Claude Brialy reçoit Robin Renucci, Madeleine Renaud, Jean-Louis et Marie-Christine Barrault et Yvonne Gaudel.
23.35 Musiclub.
« Fantaisie en do mineur pour piano, chœur et orchestre », de Beethoven, interprétée par le Tanglewood Festival Chorus, dir. S. Ozawa.



VOIT NOIR - MATIN

PÉRIPHÉRIE

● RTL, 20 h, Série : Châteaufort; 21 h, A vous de choisir : Supersonic en péril, film de D. Lowell Rich; ou Miracles à Las Vegas, film de D.L. Rich; 22 h 40, Club-club : Mau-Hari, film de G. Fitzmaurice (avec Greta Garbo).
● TMC, 20 h, Le grand raid; 20 h 55, La photo mystère; 21 h, La femme en vert, film de Lazzare Iglesis; 22 h 50, MC Magazine.
● RTA, 20 h, Planète vivante; 20 h 35, L'Enfer des hommes, film de Jesse Hibbs; 22 h 20, Face au public; Pierre Akendegue.
● TSR, 20 h 5, Série : Le Paris; 21 h, La grande chance (avec Jeanne Mas et les Forbans); 22 h 35, Journal; 22 h 50, Sports; 23 h 50, Frère de sang, film de Frank Henenlotter.

Dimanche

9 juin

8.00 Journal.
9.00 Émission islamique.
9.15 A Bible buvette.
9.30 Orthodoxie.
10.00 Présence protestante.
10.30 Le jour du Seigneur.
11.00 Messe avec la communauté des sourds et malentendants de Saint-Etienne (Loire). Préd. père André Belhomme.
12.02 Midi Press.
Emission de P.-L. Séguillon.
Invité : M. Charles Hernu, ministre de la défense.
12.30 La séquence du spectateur.
13.00 Journal.
13.25 Série : Starsky et Hutch.
14.20 Sports dimanche.
Internationaux de tennis à Roland-Garros (finale) (et à 15 h 45).
15.30 Tiro à l'arc.
17.30 Les animaux du monde.
(Sous réserve.)
18.05 Série : Guerre et paix.
(Sous réserve selon la durée de la finale à Roland-Garros.)
19.00 Sept sur sept.
Le magazine de la rédaction présente cette semaine par Jean Lemaire.
Avec Mme Denise Bombardier, journaliste québécoise, romancière.
20.00 Journal.
20.35 Cinéma : le Rideau déchiré.
Film d'Alfred Hitchcock.
22.40 Sports dimanche soir.
L'actualité sportive du week-end.
23.40 Journal.
23.55 C'est à lire.

9.35 Journal et météo.
9.40 Les châteaux du Harco.
10.05 Récré A2.
10.40 Gyon tonic.
11.15 Dimanche Martin.
Entrez les artistes.
12.45 Journal.
13.15 Dimanche Martin (suite).
Si j'ai bonne mémoire; 14.25, Série : L'homme qui tombe à pic; 15.15, L'école des fans; 16.00, Dessins animés; 16.15, Thé d'antenne.
17.00 Série : Secret diplomatique.
18.00 Stade 2 (et à 20 h 20).
19.00 Feuilleton : Et la vie continue.
20.00 Journal.
20.30 Tirage du Loto sportif.
20.35 Jeu : Le grand raid.
Buenos-Aires - Puerto Monto (Chili).
21.30 Documentaire : La splendeur des Moghols.
Scène en quatre parties de F. Gall, réal. B. d'Abriqou.
N° 1. Le jardin des délices : les Moghols venus des steppes arides d'Asie centrale étaient pénétrés de l'antagonisme « désert-oasis ». Le premier volet de cette série « poids lourds » tente une analyse de l'architecture des jardins, situés au Cachemire à 1-600 mètres d'altitude, construits par l'illustre empereur Akbar. De belles images mais un commentaire grandiloquent.
22.20 Magazine : Désirs des arts.
De P. Daiz, réal. P.-A. Boutang et P. Collin.
Renoir : le bonheur de peindre. Lumière trisée, visages et corps sensuels; plénitude de la vie. Pourquoi Renoir nous émeut-il ? Avec la participation de John House, qui a organisé la rétrospective Renoir à Londres, et Jean Le Gac, peintre contemporain.
22.45 Chefs-d'œuvre en péril : les instruments de musique.
Réal. P. de Lagarde.
Conservation et restauration des instruments de musique : orgues, luths, etc.
23.20 Journal.

9.00 Debout les enfants.
Disney Channel, Winnie l'ourson, Inspecteur Gadget...
10.00 Mosaïque. Emission de l'ADRI.
Les gosses. Portugal et Yougoslavie. Magazine des Droits de l'homme; associations.
13.00 Magazine 85. Emission de la Garantie mutuelle des fonctionnaires.
15.00 Musique pour un dimanche (et à 17 h 40).
15.15 Opéra : Lucia di Lammermoor.
En trois actes de G. Donizetti, d'après le livret de Salvatore Cammarano, par l'Orchestre de la radio-télévision suisse-romande, et les chœurs du Grand Théâtre, mise en scène et décors Pier Luigi Pizzi.
Avec L. Miller, J. Anderson, P. Donnelly.
Sur les terres du château de Ravenswood dans le district de Lammermoor en Ecosse, Normanno ordonne à ses gens de fouiller les alentours pour retrouver la trace d'un mystérieux inconnu... Le 52^e opéra de Donizetti (1797-1848), un musicien longtemps ignoré.
18.00 Emission pour les jeunes.
L'Agence Labricole, il était une fois l'homme...
19.00 Au nom de l'amour.
Emission de Pierre Bellemare.
20.00 RFO Hebdo.
20.35 Laissez passer le chœur.
Emission de Pascal Serran.
Spécial Charles Trenet. Avec Juliette Gréco, Nicoletta, Jacques Lantier, Roger Pierre, Jean-Marc Thibault.
21.30 Aspects du court métrage français.
« Destinée cruelle », de Roy Lekus; « Estate », de Philippe Gauthier.
22.00 Journal.
22.30 Cinéma de minuit : Lucrèce Borgia.
Film d'Abel Gance. (Cycle Edwige Feuillère).
00.00 Prélude à la nuit.
Extrait de « Jules César en Egypte », de Haendel. Interprété par Nella Anjuso, soprano.

● RTL, 20 h, La Petite Maison de l'été, film américain de Daniel Mann; 23 h, Les Minichroniques; 23 h 15, Journal; 23 h 30, Portrait d'artiste; André Willette.
● TMC, 20 h, Série : Lou Grant; 20 h 55, Dessin animé; 21 h, André, film d'Otto Preminger; 23 h 30, Forum RMC.
● RTA, 20 h 05, Variétés : Everything is in Stomach; 20 h 55, Tom et Julia, téléfilm de Nina Compagnon.
● RTS-TÉLÉ 2, 20 h, Athlétisme : les 20 km de Bruxelles.
● TSR, 20 h, Le grand raid; 21 h 5, Tickets de premières; 22 h, Regards; 22 h 50, Journal; 22 h 45, Tennis.

Lundi 10 juin

8.00 Régie française des espaces (RFE).
Objectif de ces émissions de création récente : permettre aux entreprises publiques ou privées, françaises ou étrangères, aux associations et institutions de se présenter et de se faire connaître sous un angle différent (ni partis, ni syndicats, ni sports, ni spots publicitaires n'ont accès à cette nouvelle forme de communication institutionnelle). Aujourd'hui : le groupe Pernod-Ricard et la Fédération nationale des agents d'assurance.

10.30 ANTOIOPE 1.
11.00 La Une chez vous.
11.15 Pic et Poké.
11.30 Challenges 85, présenté par Y. Mouroussi.
12.00 Feuilleton : Joyeux bezar.
12.30 La bouteille à la mer.
Jovité de la semaine : Francis Huster.

13.00 Journal.
13.45 A pleine vie.
Série : Les Evasions célèbres ; à 14 h 45, la Maison de TF 1 ; à 15 h 15, les Choses du lundi : les chaussures ; à 16 h 30, Reprise : 7 sur 7 (diff. le 9 juin).

17.30 La chance aux chansons.
18.00 Le village dans les nuages.
18.20 Mini-journal pour les jeunes.
18.35 Série : Cour de diamant.
19.10 Jeu : Anagram.
19.35 Feuilleton : Les Bargeot.
20.00 Journal.

20.35 Cinéma : Une sale affaire.
Film d'Alain Bonnot.
22.20 Etolles et toiles.
Emission de Frédéric Mitterrand et Martine Jocard.
Portraits de Jules Dassin, Kenneth Anger et Gene Tierney.
23.10 Journal.
23.35 C'est à lire.

6.45 Télématin.
8.45 Régie française des espaces.
Le triot et la mode.
12.00 Journal et météo.
12.10 Jeu : L'académie des neuf.
12.45 Journal.
13.30 Feuilleton : Des lauriers pour Lila.
13.45 Aujourd'hui la vie.
Avec le chanteur Didier Barbelivien.
14.50 Série : les Eyglétiers.
15.50 Reprise : 39-46 (1^{re} partie).
Document en deux parties diffusé les 8 et 9 mai.
Diversification : Thé dansant.

17.00 Récit A 2.
Pochie : les Schtroumpfs ; Latulu et Lireli ; Tchaou et Grodo ; Pac Man ; Téléchat.
18.30 C'est la vie. Les mariages.
18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19.10 D'accord pas d'accord (INC).
19.15 Emissions régionales.
19.40 Le théâtre de Bouvard.
20.00 Journal.
20.30 Tirage du Loto sportif.

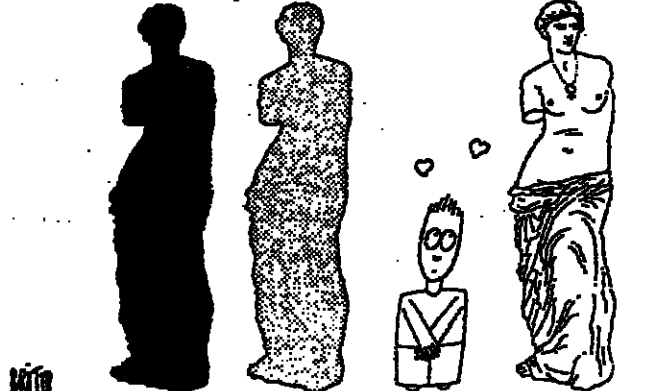
20.35 Emmenez-moi au théâtre : Apollon et Hyacinthe.
Opéra en trois actes de Mozart. Livret de Rufinus Will.
Mise en scène Cl. B. Réal. J. Montes Baguer. Avec C. Rosdewasser, P. Icononou, M. Hohenleitner... la Capella Clementina et les Petits Chanteurs de Tölz. Dir. musicale H. Müller-Brühe.
Le premier opéra de Mozart. Le jeune prodige avait onze ans quand il dut mettre en musique la « comédie » écrite par le Père Rufinus, où deux jeunes et beaux garçons, Apollon et Hyacinthe, se disputent les faveurs d'un troisième, Zéphyr. Des moments de pureté absolue.

22.55 Magazine : Plaisir du théâtre.
De P. Laville, réal. G. Paumier.
Invitée : Micheline Boudet. Au sommaire : Année de l'Inde (dances rituelles, filmées sur place) ; le centenaire de Sacha Guitry ; Printemps du théâtre...

23.05 Journal.
23.30 Bonsoir les clips.

17.00 Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.
19.55 Dessin animé : Il était une fois l'homme.
20.05 Les jeux.
20.35 Cinéma : Jamais le dimanche.
Film de Jules Dassin.
22.10 Journal.
22.35 Thalassa.
Magazine de la mer, de G. Pernoud.
« La Spi Dauphine », une course-croisière. Reportage d'Alain Le Garrec.
23.20 Etat des lieux.
Série de R. Nador, réal. J.-L. Léon.
(Lire notre article.)

23.25 Prélude à la nuit.
« Intermzzo, opus 117 », de Brahms, interprété par Catherine Collard, piano. Et les résultats du concours de la « Fête de la musique ».



• RTL, 20 h, Johnny Hallyday au Zénith (2^e partie) ; 21 h, Tag, le jeu de l'assassinat, film de Nick Castle ; 23 h 35, Journal ; 23 h 45, La joie de lire ; 23 h 50, RTL Théâtre.
• TMC, 20 h, Série : Dallas ; 20 h 55, La photo mystère ; 21 h, Ces messieurs de la Santé, film de Pierre Colombio ; 23 h, MC Magazine.
• RTL, 20 h, Feuilleton : la Citadelle.
• TSR, 20 h 15, Spécial Châma ; 23 h, Journal ; 23 h 15, Frano-parler.

Mardi 11 juin

11.15 ANTOIOPE 1.
11.45 La Une chez vous.
12.00 Feuilleton : Joyeux bezar.
12.35 La bouteille à la mer.
13.00 Journal.
13.45 A pleine vie.
Série : Les Evasions célèbres ; à 14 h 45, la Maison de TF 1 ; à 15 h 15, Santé sans nuages ; à 16 h 15, Portes ouvertes, magazine des handicapés ; à 16 h 30, reprise : Contre-enquête.

17.30 La chance aux chansons.
18.00 Le village dans les nuages.
18.20 Mini-journal pour les jeunes.
18.35 Série : Cour de diamant.
19.10 Jeu : Anagram.
19.40 Expression directe : le Sénat.
20.00 Journal.
20.30 D'accord pas d'accord (INC).

20.35 Les grands écrans de TF 1 : le Sagouin.
D'après le roman de François Mauriac. Adapt. : F. Verry, réal. : S. Moati. Avec G. Laurent, M. Ribowski, H. Virgileux, (Redif.)
Serge Moati avait vingt-trois ans quand il a donné le Sagouin, peut-être ce qu'il a fait de plus beau. Une œuvre sans arme et sans cri, un fil d'acier tendu entre la vision de François Mauriac et celle de Moati. Non plus l'espérance dans la désespérance, mais le monde sans grâce, sans Dieu. La pluie tombe et l'on entre les yeux grands ouverts dans l'univers de la chute ; Guillou, enfant bêtard, méprisé et haï, innocent et coupable (d'exister), entend tout. — C. H.

22.00 Documentaire : le Tibet.
En attendant le dala-lama, de J. Besançon, réal. : A. Retain.
Incurtion dans l'une des régions les plus isolées de la planète : situation sociale, religieuse et économique du Tibet.

22.55 Jo arnal.
23.10 C'est à lire.

6.45 Télématin.
10.30 ANTOIOPE.
12.00 Journal et météo.
12.10 Jeu : L'académie des neuf.
12.45 Journal.
13.30 Feuilleton : Des lauriers pour Lila.
13.45 Aujourd'hui la vie.
Au nom des femmes : Flora Tristan.
14.50 Série : les Eyglétiers.
15.45 Reprise : Le grand raid. (Diffusé le 9 juin.)
16.40 Le journal d'un siècle, de L. Bériot.
Edition 1916 : La guerre des tranchées ; l'assassinat de Rasputine.

17.35 Feuilleton : une femme reste une femme.
Récit A 2.
Pochie : Viratoutous ; Latulu et Lireli ; Sido et Rémi ; Terre des bêtes ; C'est chouette ; Téléchat.

18.30 C'est la vie.
18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19.15 Emissions régionales.
19.40 Le théâtre de Bouvard.
20.00 Journal.

20.35 Cinéma : Duellistes.
Film de Ridley Scott.
Mardi cinéma.
Avec Jacques Villeret, Daniel Prévost, Carole Laure et Catherine Alric.
23.30 Journal.
23.55 Bonsoir les clips.

17.00 Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.
19.55 Dessin animé : Il était une fois l'homme.
20.05 Les jeux.
20.30 D'accord pas d'accord (INC).
20.35 Cinéma : le Cheval d'orgueil.
Film de Claude Chabrol.
22.35 Journal.
23.05 Etat des lieux.
Série de R. Nador.
(Lire notre article.)

23.15 Prélude à la nuit.
« Sonate pour violoncelle et piano n° 2, opus 5 », de Beethoven, par A. Meunier, violoncelle, et C. Ivaldi, piano.

• RTL, 20 h, Clips ; 21 h, l'insurgé, film de Martin Ritt ; 22 h 50, Journal ; 23 h, La joie de lire.
• TMC, 20 h, Huit ça suffit ; 20 h 55, La photo mystère ; 21 h, la Cible humaine, film d'Henry King ; 22 h 30, MC Magazine.
• RTL, 20 h, Sentiers du monde : les Indiens Caribes ; 21 h 20, Téléfilm : Rascar, de Juan Banael.
• TSR, 20 h 10, Série : le Paria ; 21 h 15, Série historique ; 22 h 15, Octopuce ; 22 h 45, Journal.

Mercredi 12 juin

8.30 ANTOIOPE 1.
9.00 La Une chez vous.
9.15 Vitamine.
Variétés, dessins animés, infos...
10.35 Téléfilm : les Enfants de l'eau.
De L. Jeffries. Avec J. Mason, T. Feder, S. Gates...
Un conte sur l'éducation des enfants... pour rassurer les parents !

12.00 Feuilleton : Joyeux bezar.
12.30 La bouteille à la mer.
13.00 Journal.
13.40 Vitamine.
Feuilleton, variétés, dessins animés et le Festival chanson des jeunes de Cabourg.

15.15 Jeu : Enigmes du bout du monde.
16.35 Star trek.
17.30 La chance aux chansons.
18.00 Le village dans les nuages.
18.20 Mini-journal pour les jeunes.
18.35 Série : Cour de diamant.
19.10 Jeu : Anagram.
19.25 Loto sportif.
19.40 Feuilleton : Les Bargeot.
19.55 Tirage du Tao-o-Tac.
20.00 Journal.
20.35 Tirage du Loto.
20.40 Série : Dallas.
Suite des règlements de comptes à l'intérieur de la famille Ewing.

21.25 Série : L'histoire secrète du pétrole.
Emission de J.-M. Charlier.
N° 5. Le règne despotique des sept sœurs.
1951 : à l'instigation de l'Angleterre, l'ONU crée le royaume de Libye. Le roi accorde aussitôt d'énormes concessions pétrolières aux Anglo-Saxons. Quelques années plus tard, le Moyen-Orient devient une poudrière. Un document très riche et fourni, un peu aride.

22.25 Cote d'amour.
Emission de G. Foucault et L. Toitou, présentée par Sidney.
Madonna, Mink Deville, Jesse Garon, Crazy Cavan, Capdevielle, Carol Ingram, Bronski Beat...

23.10 Journal.
23.25 C'est à lire.

6.45 Télé-matin.
10.00 Récit A 2.
Judo boy ; Tchaou et Grodo ; Pac Man ; Johan et Pirlouit ; Albatour ; Professeur Proper.

12.00 Journal et météo.
12.10 Jeu : L'académie des neuf.
12.45 Journal.
13.30 Feuilleton : Des lauriers pour Lila.
13.45 Téléfilm : De la vie à la mort.
De L. Slate, réal. R. Mayberry. Avec L. Lavin.
Une infirmière entre en conflit avec les dirigeants de son hôpital à propos du traitement des malades mentaux. Elle décide de créer sa propre clinique.

15.20 Récit A 2.
Les Schtroumpfs ; Maraboud'icelle. Teddy. Manteau d'Arlequin, Méthanie ville, Latulu et Lireli, le secret des Sélénites, les mystérieuses cités d'or, Bande à BD.

16.55 Micro Kid.
17.30 Les carnets de l'aventure.
Au gré du torrent (descente en canoë de torrents australiens).

18.00 Super Platine.
Carrara, Madonna, Gilles Marshall, Chaz Jankel, Koxo, Yvonne Sanzon, Thierry Pastor.
C'est la vie.

18.30 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19.15 Emissions régionales.
19.40 Le théâtre de Bouvard.
20.00 Journal.

20.35 L'histoire en marche : le Serment.
Téléfilm réalisé par R. Kahane, scénario, adapt. M. Julian et S. Lorenzi. Avec B. Lacy-Penot, P. Rozard, C. Wilkening...
(Lire notre article.)

22.15 Les jours de notre vie : le coût du tabac.
Magazine médical de D. Thibault.
Risques de l'usage du tabac : cancer du poumon, des voies aérodigestives, maladies cardio-vasculaires... Avec la participation de professeurs de l'hôpital Laennec et de la Salpêtrière.

23.15 Journal.
23.40 Bonsoir les clips.

14.55 Questions au gouvernement à l'Assemblée nationale.
17.00 Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.
19.55 Dessin animé : Il était une fois l'homme.
20.05 Les jeux.
20.35 Cadence 3.
Emission de Lela Milicic et Guy Lux.
Avec Serge Lama, Nana Mouskouri, Michèle Torr...

22.05 Journal.
22.25 Document : Mémoire de pierre.
Emission de Bernard Frangin, réal. A. Bonnardel.
(Lire notre article.)

23.20 Etat des lieux.
Série de Robert Nador.
(Lire notre article.)

23.30 Prélude à la nuit.
« Concerto en ré majeur opus 7 n° 2 » de Leclair, par l'orchestre de chambre Jean-François Patillard.

• RTL, 20 h, Série : le Renard ; 21 h, Le fauve est lâché, film de Maurice Labro ; 22 h 45, Journal ; 23 h 55, La joie de lire.
• TMC, 20 h, Série : Cosmos 1999 ; 20 h 55, La photo mystère ; 21 h, l'Héritage, film de Maurice Fallevic ; 22 h 50, MC Magazine ; 23 h 5, TMC Sports.
• RTL, 20 h, Jeu : Le grain de sable ; 20 h 35, Série : les Rues de San-Francisco ; 21 h 25, Portraits musicaux : Prélude de Rameau.
• TSR, 20 h 10, C'est encore loin l'Amérique ? film de Roger Coggio ; 21 h 45, Vingt-cinq ans de roses ; 22 h 45, Journal.

TÉLÉVISION
FRANÇAISE

1




ANTENNE

2

FRANCE
RÉGIONS

3

PÉRIPHÉRIE

	Jeudi 13 juin	Vendredi 14 juin	Le prochain week-end
TÉLÉVISION FRANÇAISE 1	<p>11.15 ANTIOPE 1. 11.45 La Une chez vous. 12.00 Feuilleton : Joyeux bazar. 12.30 La bouteille à la mer. 13.00 Journal. 13.50 A pleine vie. Série : Les évasions célèbres ; à 14 h 40, La maison de TF1 ; à 15 h 25, Quartier à Chantilly ; à 15 h 55, Images d'histoire ; à 16 h 30, L'aventure des pôles. 17.30 La chance aux chansons. 18.00 Le village dans les nuages. 18.20 Mini-journal pour les jeunes. 18.35 Série : Cœur de diamant. 19.10 Jeu : Anagram. 19.40 Feuilleton : Les Bergeot. 20.00 Journal. 20.35 Série : L'an mil. De J. D. de La Rochefoucauld, Avec A. Recoing, P. Raynal, G. Amiot. Conseiller : Georges Duby, historien, spécialiste du Moyen Âge. Troisième et dernier épisode de l'épopée du chevalier Guillaume au domaine de Roquetailla. Cette période de l'histoire est une époque charnière et annonce les structures féodales du Moyen Âge. Un film à mi-chemin entre la fiction documentaire et la reconstitution historique. Un travail méticuleux, scrupuleux. 21.35 Les jeudis de l'information : Questions à domicile. Emission de la rédaction de TF1, proposée par P.-L. Séguillon, A. Sticlaire et A. Tarta. M. Michel Rocard, ancien ministre de l'Agriculture, en direct de son domicile parisien. 22.50 Journal. 23.05 Étoiles à la une. • La Main tendue », court métrage de Quentin Raspail.</p>	<p>11.15 ANTIOPE 1. 11.45 La Une chez vous. 12.00 Feuilleton : Joyeux bazar. 12.30 La bouteille à la mer. 13.00 Journal. 13.50 A pleine vie. Série : Les évasions célèbres ; à 14 h 45, La maison de TF1 ; à 15 h 20, Temps libres à... 17.30 La chance aux chansons. 18.00 Le village dans les nuages. 18.20 Mini-journal pour les jeunes. 18.35 Série : Cœur de diamant. 19.10 Jeu : Anagram. 19.40 Feuilleton : Les Bergeot. 20.00 Journal. 20.35 Le jeu de la vérité. Emission de Patrick Sabatier. Avec Danièle Gilbert, ancienne présentatrice-coqueluche de l'émission de nuit. 22.00 Joueur haut-bûche, résonnez musettes. Téléfilm, d'après une nouvelle d'A. Morice, adaptée par Jean-Christophe Avery, Avec P. Louki, P. Karim. Une demi-douzaine de personnages, fortement typés, sortis du bestiaire surréaliste d'un Jarry, dont un tripler, sa femme et un récitant. Celui-ci a la difficile tâche de conter les mésaventures de M^{me} Dubois-Lambert qui, enceinte et ayant appris les progrès de la médecine, a décidé de faire transplanter son bébé dans le ventre d'une autre femme. Un scénario gentiment délirant de Annie Morice réalisé par Jean-Christophe Avery. Saïre au troisième degré du théâtre de boulevard. Hélas, on rit peu. — M. G. 23.40 Journal. 23.55 C'est à lire.</p> 	<p>Samedi 15 juin 8.00 Bonjour la France ; 9.00 Reprise : Extérieur nuit... le jour ; 10.15 Cinquante jours en Bourse ; 10.50 Musicalement (Symphonie et réminiscence de César Franck, par l'Orchestre national de France) ; 11.30 De A à Z ; 12.15 Le rendez-vous des champions ; 12.30 Bonjour, bon appétit ; 13.00 Journal ; 13.35 La séquence du spectateur ; 14.20 Dessin animé : le merveilleux Voyage de Nils Holgersson ; 14.45 : Automobile ; les 24 Heures du Mans ; 15.40 : Casques et bottes de cuir ; 16.15 Temps X ; 17.55 Série : la Dame de Montmoreau (d'après A. Dumas) ; 18.05 Trente millions d'amis ; 18.35 Magazine auto-moto ; 19.05 D'accord, pas d'accord (INC) ; 19.10 Jeu : Anagram ; 19.40 Cocorocoboy ; 20.00 Journal ; 20.30 Trage de Loto. 20.35 Téléfilm : Les copains de la Marne. Réal. C. Spiro, Avec P. Cranchet, M. Chevit, P. Le Person. 22.15 Droit de réponse : la revue de presse. Emission de Michel Polac. Avec D. Vernet (notre rédacteur en chef), N. Copin La Croix, D. Jamet Le Quotidien, P. Belchoux le Nouvel Observateur, M. Gallo le Matin de Paris, J.-M. Bouguier la Libération, C. Cabane l'Humanité, M.-A. Buisson l'Actuel, A. du Roy l'Événement du Jeudi. 0.00 Journal. 0.15 Ouvert le nuit. Feuilleton : Au nom de la loi. Extérieur nuit : la madeline de Proest. Dimanche 16 juin 8.00 Bonjour la France ; 9.00 Emission islamique ; 9.15 A Bible ouverte ; 9.30 Source de vie ; 10.00 Présence protestante ; 10.30 Le jour du Seigneur ; 11.00 Messe du fort de Villeneuve-Saint-Georges ; 12.00 Midi presse ; 12.30 Automobile ; les 24 Heures du Mans ; 13.00 Journal ; 13.25 Série : Agence tous risques ; 14.20 Sports dimanche (automobile) ; les 24 Heures du Mans ; moto-cross à Gironne ; 16.30 Variétés : La belle vie ; 17.30 Les animaux du monde ; 18.05 Série : Guerre et Paix ; 19.00 Sept sur sept, le magazine de la semaine ; 20.00 Journal. 20.35 Cinéma : le Rapace. Film de José Giovanni. 22.30 Sports dimanche soir. L'actualité sportive du week-end. 23.45 Journal. 0.00 C'est à lire.</p>
ANTENNE 2	<p>6.45 Télématin. 10.30 Antiope. 12.00 Journal et météo. 12.10 Jeu : L'académie des neuf. 12.45 Journal. 13.30 Feuilleton : Des lauriers pour Lila. 13.45 Aujourd'hui la vie. Peut-on parler librement du sexe ? 14.45 Série : Les Égyptiens. 15.40 Reprise : 39-45. Deuxième partie. Document sur la deuxième guerre mondiale (diffusé les 8 et 9 mai). 17.00 Magazine : Un temps pour tout. De M. Cara et A. Valentini. Quatrième partie pour moins cher. Récité A.2. Poochie : Mes mains ont la parole : Viratoums : Légendes indiennes ; Téléchat. 18.30 C'est la vie. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.10 D'accord pas d'accord (INC). 19.15 Émissions régionales. 19.40 Expression directe. Journée d'un député à l'Assemblée nationale. 20.00 Journal. 20.35 Cinéma : Mid d'espions. Film d'A. Alov et V. Naoumov. 22.15 Alain Decaux, l'histoire en question : Haïlé Selassié, roi des rois. Portrait d'un « grand du siècle », le Négus, ancien empereur d'Éthiopie. Sa carrière politique : régent en 1916, roi en 1928, empereur en 1930. L'émission utilise de nombreux documents d'archives jamais projetés en France. Avec la participation de Marian Senna Asfj Wossem, petite-fille du Négus, et M. Gonran de Juniac, ancien ambassadeur de France à Addis-Abeba. 23.30 Journal. 23.55 Bonsoir les clips.</p>	<p>6.45 Télématin. 10.30 Antiope. 12.00 Journal et météo. 12.10 Jeu : L'académie des neuf. 12.45 Journal. 13.30 Feuilleton : Des lauriers pour Lila. 13.45 Aujourd'hui la vie. Le cinéma romantique. 14.50 Série : les Égyptiens. 15.40 La télévision des téléspectateurs. 16.00 Reprise : Les jours de notre vie. Le coût du tabac (diffusé le 12 juin). 17.10 Minéraux, de Sophie Richard. Brésil : les terres du soja. 17.45 Récité A.2. Poochie : Teddy : Latulu et Lireli : Les maitres de l'univers. Téléchat. 18.30 C'est la vie. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.15 Émissions régionales. 19.40 Le théâtre de Bouvard. 20.00 Journal. 20.30 D'accord pas d'accord (INC). 20.35 Feuilleton : Châteauevalon. D'après J.-P. Petrolacci ; réal. : P. Planchon. Avec C. Nobel, L. Merenda, R. Pellegrini. À la suite d'une altercation avec Bernard qui tourne mal, Teddy est tué à la ferme Kovalle. Albertas tente de maîtriser l'hystérie générale et décide de maquiller cette mort en accident. 21.35 Apoptrophes. Magazine littéraire de B. Pivot. Sur le thème : Stars et débutants, sont invités : Laurence Durrell (Sebastian ou les Passions souveraines), Jean d'Ormesson (Le Vent du soir), Bernard Frank (les Rats), Jean-Pierre Barou (Comme les taureaux d'un même éleveur), Emmanuelle Bernheim (le Cran d'arrêt). 22.50 Journal. 23.00 Ciné-club : Thomas l'imposteur. Film de Georges Franju.</p>	<p>Samedi 15 juin 10.15 Journal des sourds et des malentendants ; 10.35 Super-Platine (reprise) ; 11.05 Les carnets de l'aventure ; 12.00 A nous deux ; 12.45 Journal ; 13.25 Série : Titus brûlés ; 14.15 Terre des bêtes ; 14.50 Les jeux du stade ; 17.05 Récité A.2 ; 17.25 Série : Poigne de fer et séduction ; 17.55 Le magazine de la rédaction (Calva en cavale ; l'affaire Sylviane Censier ; Freddy Maertens, un champion) ; 18.30 Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19.10 D'accord, pas d'accord (INC) ; 19.15 Émissions régionales ; 19.40 Le théâtre de Bouvard ; 20.00 Journal. 20.35 Variétés : Champagne-Elysées. De Michel Drucker. Amour de Thierry Le Luxon. 22.05 Magazine : Les enfants du rock. Etienne Daho, un cow-boy ; Must-California ; Rockorion. 23.20 Journal. Dimanche 16 juin 9.35 Informations et météo ; 9.40 Les chevaux du Tiercé ; 10.05 Récité A.2 ; 10.40 Gym tonie ; 11.15 Dimanche Martin (Entre les artistes) ; 12.45 Journal ; 13.15 Dimanche Martin (suite) ; Si j'ai bonne mémoire ; 14.25 Série : L'homme qui tombe à pic ; 15.15 L'école des jans ; 16.00 Dessins animés ; 16.15 Thé dansant ; 17.00 Série : Secret diplomatique ; 18.00 Stade 2 (et à 20 h 20) ; 19.00 Série : Et la vie continue ; 20.00 Journal. 20.45 Jeu : Le grand raid. 21.35 Documentaire : La splendeur des Moghols. Emission de F. Gall, réal. B. d'Abregion. Deuxième partie : le Taj-Mahal, une histoire d'amour. 22.25 Concert magazine. Concerto à la mémoire d'un sage, d'Alban Berg, par l'Orchestre national de France, dir. G. Soli, sol. P. Amoyal. 23.05 Journal.</p>
FRANCE RÉGIONS 3	<p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions. 19.55 Dessin animé : Il était une fois l'homme. 20.05 Les jeux. 20.35 Cinéma 16 : L'Homme des coulisses. de Philippe Faure. Avec Pierre Dux, Hubert Deschamps, Paulette Dubost... (Lire notre article.) 22.05 Journal. 22.30 État des lieux. Série de R. Nador. (Lire notre article.) 22.35 Prélude à la nuit. Fantaisie et fugue en ut mineur, de J.-S. Bach, par Anna Stella Schic, piano.</p> 	<p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions. 19.55 Dessin animé : Il était une fois l'homme. 20.05 Les jeux. 20.30 D'accord pas d'accord (INC). 20.35 Série Agatha Christie : Associés contre le crime. Réal. P. Annet. Avec F. Ausis, J. Warwick, R. Dussard... 10^e épisode : Tommy et Tuppence au service d'un ambassadeur victime d'incidents survenus lors d'une traversée. Un témoin trouvé évanoui dans une cabine du paquebot. Nos deux détectives enquêtent. 21.25 Vendredi : Face à la trois. Emission d'A. Campa et I. Barrière. Avec M^{me} Edith Gresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur. 22.40 Journal. 23.00 Déchets de nuit. Emission de rock de J.-L. Jancir. End of Data, Party d'Athènes, Ich Libido et le groupe Jad. 23.45 État des lieux. Série de R. Nador. (Lire notre article.) 23.50 Prélude à la nuit. Trois negro spirituels interprétés par Laurence Albert, basse, et Mary Dibbert, piano.</p>	<p>Samedi 15 juin 7.30 SOS Mont-Saint-Michel ; 12.15 Samedi vision et Ticket pour... ; 13.30 Action ; 14.30 Concert au Mont-Saint-Michel ; 15.30 Espace 3 : en direct du Festival de Biarritz ; 16.15 Liberté ; 17.30 Émissions régionales. 20.04 Cocktail de dessins animés et divers programmes de Walt Disney Channel. La grande soirée familiale : les aventures de Winnie l'ourson, Mickey, Zorro, Donald et trésors de la spirée, les DTV, les vidéoclips, montages inédits de dessins animés sur les plus grands « tubes » des vingt dernières années. 21.50 Journal. 22.15 Feuilleton : Dynastie. 23.00 La vie de château. Jean-Claude Brialy reçoit trois invités vedettes choisis selon l'actualité culturelle et artistique. 23.15 Musiclub. Musique traditionnelle de l'Inde. Dimanche 16 juin 9.00 Debout les enfants ; 10.00 Mosaique ; 12.00 Magazine 85 ; 13.00 Chantilly, la plus noble conquête du cheval ; 15.05 Musique pour un dimanche (et à 16.50) ; 15.15 Théâtre : Exercices de style, de Raymond Queneau ; 17.00 Boîte aux lettres ; Spécial Claude Roy ; 18.00 Émissions pour les jeunes ; 19.00 Au nom de l'amour ; 20.00 RFO Hebdo. 20.35 La Villette existe, il faut l'inventer. Réal. J.-C. Bergeret. 21.30 Aspects du court métrage français. 22.00 Journal. 22.30 Cinéma de minuit : J'étais une aventurière. Film de Raymond Bernard (cycle Edwige Feuillère). 0.10 Prélude à la nuit.</p> 
PÉRIPHÉRIE	<p>• RTL, 20 h, Patrick Sébastien à l'Olympia ; 21 h, Nous irons tous au paradis, film d'Yves Robert ; 22 h 55, Journal ; 23 h 5, La joie de lire ; 23 h 10, Essais. • TMC, 20 h, Série : Shogun ; 20 h 55, La photo mystère ; 21 h, Les Vegas... un couple, film de George Stevens (avec Liz Taylor, Warren Beatty) ; 23 h, MC Magazine. • RTB, 20 h, le Faussaire, film de Volker Schlöndorff ; 21 h 30, Carrousel aux images. • RTB-TELÉ 2, 20 h 15, Gala de clôture du Concours musical international Reine-Élisabeth-de-Belgique. • TSR, 20 h 10, Temps présent : le défi multiracial ; 21 h 30, Dynastie ; 22 h 10, Journal ; 22 h 35, Spécial Anney.</p>	<p>• RTL, 20 h, Série : Lou Grant ; 21 h, Intrigues ; 22 h, Journal ; 22 h 5, Barbarella, film de Roger Vadim (avec Jane Fonda) ; 23 h, Variétés : la fête de la mer ; 23 h 55, La photo mystère ; 21 h, Dynastie ; 22 h, 125, rue Montmartre, film de Gilles Grangier. • ETR, 20 h, l'Œil des autres (document de FR 3 sur l'inceste) ; 21 h, Ciné-club : Haute Pègre, film d'Ernst Lubitsch ; 22 h 30, Jazz. • TSR, 20 h 10, Tell Quel ; 20 h 45, le Hasard et la Violence, film de Philippe Labro ; 22 h 20, Journal ; 22 h 35, les Ombres de la lumière (photographies de Bill Brandt).</p>	

L'Eglise cathodique de mère Angelica

Une religieuse de soixante et un ans devient une star du petit écran.

UNE station de télévision dans l'église de Vézelay? Difficile à imaginer. Aux Etats-Unis, à Birmingham (Alabama), un monastère franciscain en abrite une. Pour Mère Angelica, croire en Dieu et en la télévision est une évidence. « J'ai passé vingt ans de ma vie cloîtrée. Aujourd'hui ce sont les gens qui m'intéressent. » Le regard vif et malicieux, cette religieuse de soixante et un ans ne s'étonne pas du succès remporté par son câble catholique EWTN (Eternal Word Television Network, La Chaîne de la parole éternelle).

Au royaume des prêcheurs électroniques, aux sermons apocalyptiques et aux exhortations trop souvent politiques, la liberté d'esprit, teintée d'humour, de cette catholique fervente, séduit les téléspectateurs. Si Mère Angelica bénéficie d'une telle cote d'écoute, c'est que son charisme dépasse de beaucoup son apparence physique. Car notre religieuse a du charme, et elle en joue. Derrière cette réussite, une série de hasards... « providentiels », bien sûr. L'histoire, en tout cas, incite à l'optimisme.

Nomination aux « ACE »

En 1981, invitée à participer à une émission de télévision, elle découvre l'impact du petit écran. Sa décision est prise, son message, désormais, sera médiatique. Mettre la télévision au service de Dieu? Elle reconnaît ne pas avoir trouvé de meilleur moyen jusqu'à présent pour transmettre la bonne parole. L'énormité de la tâche à accomplir — « A l'époque je ne savais même pas régler mon téléviseur » — ne la décourage pas. Une conviction inébranlable l'habite : « Je ne suis jamais sûre de gagner, mais si je ne joue pas, je suis sûre de perdre. » Ce qui frappe chez elle, c'est sa volonté.

Rien ne lui est plus étranger que l'indécision.

Elle se lance donc dans la production, entraînant dans son sillage les onze nonnes du monastère Notre-Dame-des-Anges. Elle réalise son premier programme. Un vrai désastre. « Je ressemblais à la grand-mère de Moïse! ». Qu'importe! Infatigable, elle apprend sur le tas. Elle visite, consulte, écoute. Avocat (celui d'un autre pionnier du câble, Ted Turner), techniciens, producteurs, câble-diffuseurs, elle les voit tous. Avec la sainte énergie du crois, elle trouve de l'argent (les dons affluent) et obtient le feu vert de la commission fédérale des communications (la FCC).

L'ère du bricolage est révolue. Le garage du monastère est transformé en studio. Matériel (des caméras Hitachi SK 96) et techniciens arrivent. C'est finalement l'obstination qui l'emporte : CBN (Christian Broadcasting Network, le géant du câble religieux, reçu par vingt-cinq millions de foyers) achète une émission et en commande une soixantaine. Au monastère, on jubile. On se met au travail, riche de perspectives. Très rapidement, l'équilibre entre la vie contemplative (cinq heures de prière par jour) et l'action est trouvé. Rien ne semble en effet troubler la sérénité ecclésiastique des lieux. Les visiteurs remarquent d'ailleurs le troupeau de brebis qui traverse la pinède que

l'antenne parabolique cachée dans la verdure.

« S'adresser à des fidèles qui ne recherchent à travers mes émissions que le reflet de leurs convictions n'est pas mon seul objectif ». D'inspiration religieuse, les programmes, orientés sur la famille et les valeurs morales, sont maintenant diffusés par satellite tous les soirs de 20 heures à 24 heures sur l'ensemble du territoire, à destination des réseaux câblés. Des « Aventures de Robin des Bois » aux « Leçons de cuisine chinoise », la chaîne joue la diversité pour toucher une vaste audience. Par son absence de discours idéologique ou politique, EWTN se différencie des autres chaînes religieuses américaines et gagne son pari d'originalité.

Parmi les émissions les plus suivies : « Mother Angelica Live », une heure d'antenne au cours de laquelle la présence généreuse de Mère Angelica humanise le langage télévisuel. Le regard qu'elle pose sur la vie est percutant. Le public ne s'y trompe pas : en 1984, deux millions et demi de téléspectateurs ont été fidèles au rendez-vous. Du côté des professionnels, c'est la même consécration. La série reçoit une nomination aux ACE (Awards for Cable Excellence), les « oscars » du câble.

Mère Angelica veut maintenant produire davantage (30 % des programmes portent la griffe maison), mais continue à faire la télévision qui lui plaît et qui lui ressemble. L'argent? « Je n'y pense jamais », avoue-t-elle. « Je fais confiance à la Providence. » Et aux statistiques : 55 millions de catholiques, voilà qui représente 25 % des téléspectateurs américains.

Aujourd'hui, Mère Angelica ne s'interroge plus, le câble sera son bâton de pèlerin.

DANIELE LEGERON.



Médias du Monde

Canada

La francophonie a des problèmes

Sur son marché étroit de six millions de téléspectateurs, la télévision francophone canadienne a des problèmes. C'est ce qui ressort d'un rapport commun publié par les gouvernements fédéral et québécois. Sur les vingt heures par semaine consacrées par les Québécois à leur petit écran, la part des programmes américains retransmis par câble ne cesse de croître. Malgré un effort de production originale, les chaînes francophones publiques (Radio Canada, Radio Québec) ou privée (TVA) voient leur audience s'effriter.

Les progrès du magnétoscope, qui permet aux téléspectateurs québécois d'accéder à des films récents, sont pour le rapport gouvernemental la principale cause de cette désaffection. La chaîne de télévision payante en langue française n'a recueilli que 88 000 abonnés et TVQ, sélection des programmes de TF 1, A 2 et FR 3, sur les réseaux câblés, n'est regardée que par 6 % de la population. M. Marcel Masse, ministre fédéral des communications, et son homologue québécois, M. Jean-François Bertrand, entendent réagir en harmonisant les grilles et les programmes de Radio Canada et Radio Québec, qui sont invitées à trouver des complémentarités au lieu de se livrer à une concurrence jugée stérile.

Regroupement de câblodistributeurs

Cinq entreprises canadiennes se sont regroupées pour commercialiser en Europe leurs ca-

pacités dans la câblodistribution, notamment en Grande-Bretagne et en RFA. Le groupe Câblon est composé de Vidéotron, l'une des plus grosses entreprises de câble dans le monde, des sociétés d'ingénierie SNC et Douserv Télécom, de la firme H.A. Solutec, spécialisée dans l'automatisation de l'industrie de la télévision, et de la société de financement SODIC.

Grande-Bretagne

La télévision privée victime de son succès

Pour la première fois de son histoire, la télévision privée britannique doit faire face à une baisse de ses ressources publicitaires : - 3 % au premier trimestre de cette année. Cette chute est la conséquence paradoxale du succès des stations d'ITV, qui connaissent depuis un an des taux d'audience records. Ravis d'atteindre ainsi un public plus nombreux sans investissements supplémentaires, les annonceurs préfèrent réorienter quelques-uns de leurs budgets vers la presse écrite.

Ce changement de stratégie ne fait pas l'affaire des stations d'ITV, qui s'inquiètent de la hausse des coûts de production et des conséquences d'un dollar en hausse sur le prix d'achat des programmes américains. De plus, le gouvernement de M^{me} Thatcher étudie la possibilité d'introduire la publicité sur la BBC, qui risquerait ainsi de perdre une part importante des ressources d'ITV. Pour réagir, les stations privées britanniques ont décidé d'intensifier leurs efforts de vente de programmes à l'étranger.

Des téléspectateurs infidèles et grégaires

Les nouvelles chaînes vont devoir affronter l'inertie du public

PLUS d'une centaine de candidats à la télévision piaffent en attendant les décisions du gouvernement pour partir à la conquête de ce qu'un dirigeant de la chaîne britannique ITV avait comparé au droit de battre monnaie. Mais, dans l'hypothèse d'une multiplication des canaux, que vont faire les téléspectateurs français? Une plongée dans les données que produit l'ancien Centre d'études d'opinion, devenu récemment Médiamétrie, nous livre un tableau qui ne doit pas inciter à un optimisme béat (1).

A gauche, les quelque quarante-deux millions de téléspectateurs de plus de quinze ans; à droite, trois chaînes expérimentées et de nombreux prétendants. Dans quelques mois le bal va commencer, mais, comme certains samedis soirs, il risque de mal tourner. Dans ce métier de séduction qu'est la télévision, il y a des lois générales qu'il est difficile d'enfreindre. La première de ces lois concerne la masse critique

du public à atteindre : avec six cent mille lecteurs en moyenne, un hebdomadaire peut être prospère, mais avec dix fois plus de téléspectateurs une chaîne de télévision ne serait pas assurée de sa survie, si l'on entend par téléspectateur une personne qui regarde la chaîne au moins une fois par semaine. La deuxième loi est plus complexe : l'addition de millions de comportements imprévisibles et infidèles à telle ou telle chaîne aboutit, en se combinant, à une très forte inertie de l'audience de la télévision.

Certes, les quelque quarante millions de téléspectateurs français réguliers sont loin d'avoir un comportement homogène. Mais ces différences ne constituent pas une différenciation des publics. Pour le comprendre, il faut se représenter l'audience de la télévision comme une superposition de plusieurs phénomènes.

Sur toutes les chaînes, tous les jours, sur tous les créneaux horaires, les catégories retraitées

d'une part, femmes au foyer de l'autre, représentent à elles deux une proportion qui varie entre 40 % et 80 % de l'audience : 40 % aux heures de très grande écoute, 80 % lors de certains creux d'audience. Cette catégorie de très gros consommateurs a surtout un comportement très inerte. Elle constitue le socle de l'audience de la télévision. A marée basse, elle en représente la totalité.

A l'autre extrême, des sous-groupes dispersés (les plus jeunes, les plus diplômés, les titulaires des plus hauts revenus), ceux dont on pourrait attendre l'exercice marqué de préférences et de choix, n'exercent pas ce choix. Deux explications peuvent être avancées : selon la première, l'espace social des préférences en matière de télévision est uniforme (les cadres aiment regarder en gros la même chose que les ouvriers, les jeunes hommes la même que les femmes âgées).

Pour nous, cette explication n'en est pas une. Tout ce que l'on peut savoir des autres pratiques

culturelles le prouve. Nous pensons qu'en réalité la télévision n'est pas actuellement un média qui s'adresse à l'individu mais au ménage. Au sein des ménages, malgré la forte endogamie sociale qui caractérise la société française, il y a toute chance — quasiment par définition — que ceux qui disposent d'un capital culturel élevé soient minoritaires dans leur propre foyer : le fils étudiant d'un ménage ouvrier n'est pas en situation d'imposer des goûts d'étudiant à toute sa famille. En outre, si l'on admet que la part de la télévision dans les loisirs des individus est proportionnelle à l'âge et inversement proportionnelle au statut social et au niveau d'éducation, on aboutit à la « loi » suivante : plus un groupe d'individus est porteur de choix marqués en matière de télévision et moins il a de chance d'être en mesure d'exercer ce choix.

Ainsi les « électrons libres » que les programmeurs pour- raient vouloir arracher à la masse

des consommateurs « moyens », pour les fixer sur des télévisions « différentes », n'ont pas en réalité cette mobilité qu'on leur suppose. Ils sont très liés au goût commun par l'organisation de leur propre foyer, par la faiblesse du multi-équipement, enfin par ce caractère de média de masse qu'a la télévision : que vaut une émission si on est le seul spectateur, le lendemain il n'y a personne avec qui en parler, si, pour la voir, on doit s'isoler de ses proches au seul moment où l'on peut les côtoyer?

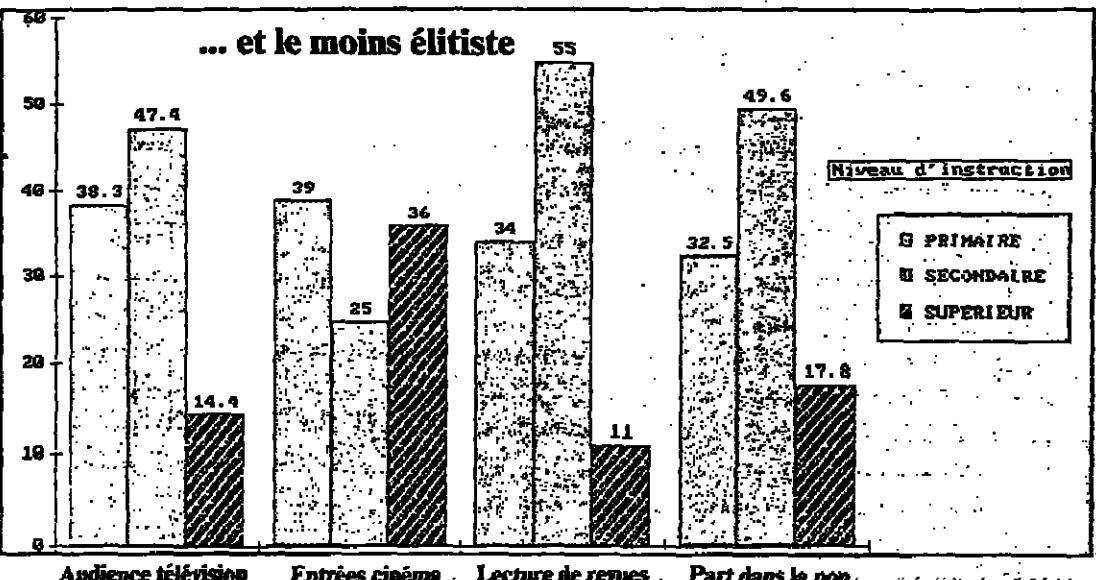
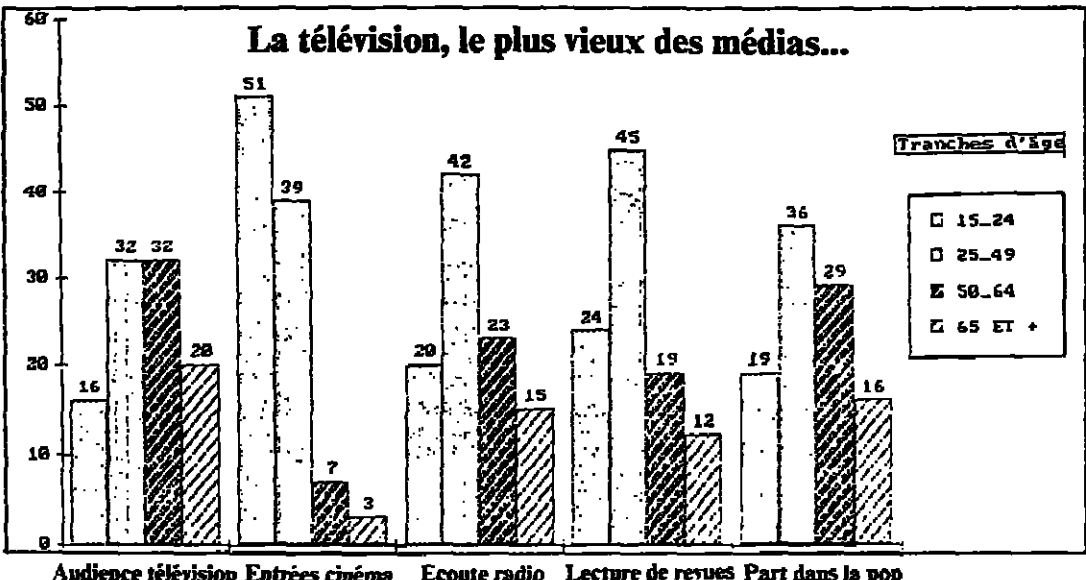
Dans l'avenir, cette situation — dont les traits impriment profondément le paysage audiovisuel français — est amenée à changer : le nombre de « ménages » d'une seule personne est en progression constante — en 1982 ils représentaient 25 % des ménages, mais 9 % de la population, — et on peut penser que l'écoute différée au magnétoscope d'une part, le multi-équipement effectif (plusieurs téléviseurs en bon état et dans la même résidence) d'autre

part, viendront contribuer à atomiser l'audience. Sans oublier l'impact, limité, de la multiplication des chaînes sur la différenciation des audiences.

Mais, en 1985, le détail des préférences ne doit pas être l'arbre qui cache la forêt des ressemblances : la télévision est un média plus féminin, plus âgé et moins éduqué que tous les autres. Infidèles aux chaînes et grégaires, les téléspectateurs sont fidèles à des préférences marquées par une très faible variance selon les catégories socio-démographiques. Un phénomène aussi massif, engageant une proportion aussi importante du temps d'un aussi grand nombre de personnes, ne saurait se déformer qu'avec une extrême lenteur.

Alain Le Diberder et Sylvie Pflieger (Bureau d'Informations et de Prévisions Économiques, BIPE).

(1) BIPE et SOUCHON : Programmation et audience de la télévision : Y a-t-il des publics derrière le grand public? (Avril 1985).



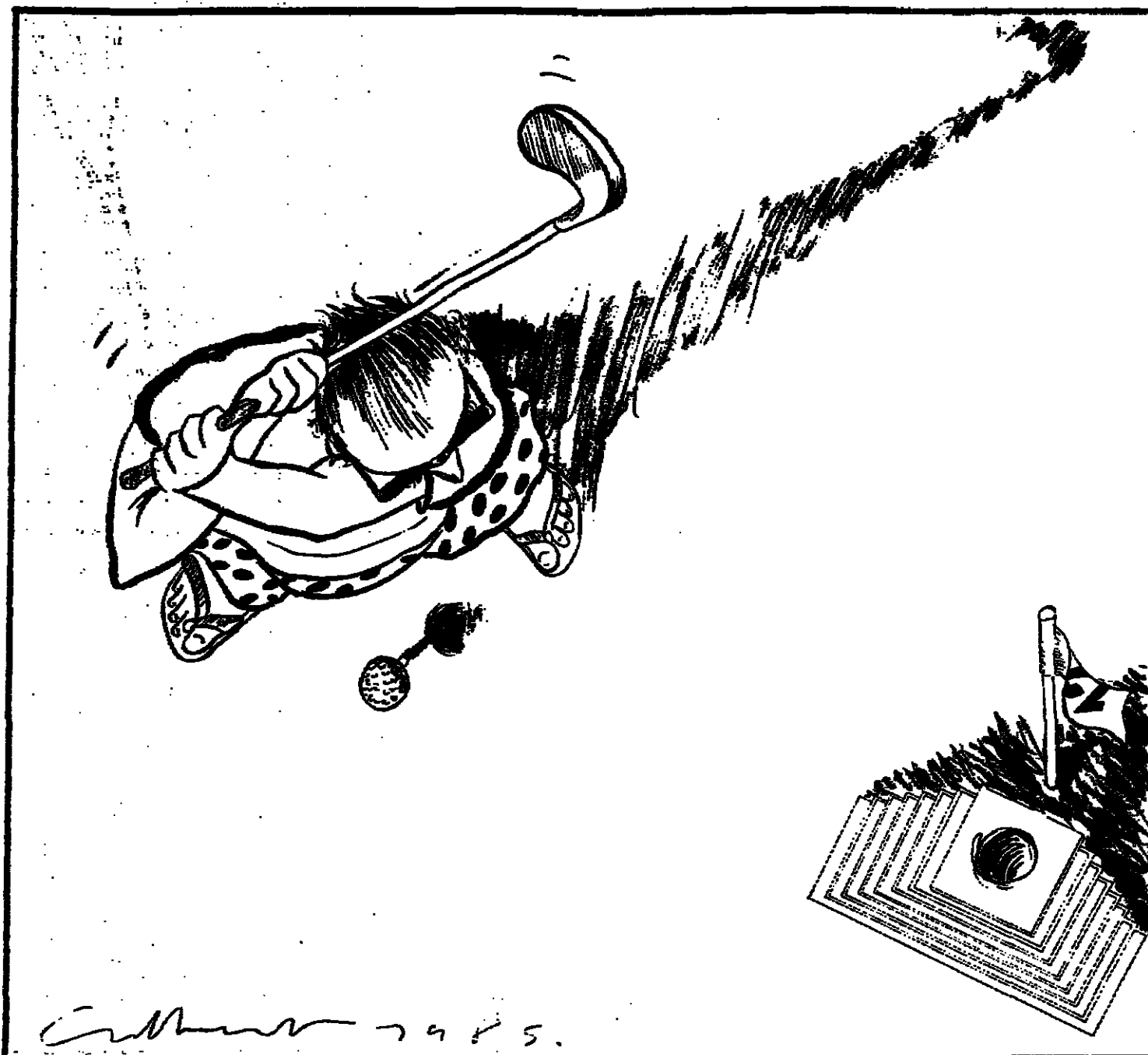
Greens des sables

La Grande-Motte a vingt ans. Elle s'offre un golf.

LES quatre-vingts derniers hectares. Avec le début de la construction du golf de la Haute-Plage, La Grande-Motte abat son ultime carte. Ce «green» de 27 trous une fois achevé, la célèbre station languedocienne mettra un point final à son aménagement. Pour conclure en beauté on a fait appel à un architecte de renommée internationale, Trent Jones. L'Américain a déjà dessiné les parcours de Marbella, de Chamonix et ceux du roi du Maroc. De belles références. Un équipement de prestige et de qualité qui sera, selon M. René Couvinihès (RFR), maire de La Grande-Motte, «ouvert toute l'année et à la portée des bourses moyennes». C'est la raison pour laquelle aux 27 trous ainsi créés s'ajouteront les six autres de l'école de golf. Coût des travaux : 20 millions de francs.

On pourra jouer dès l'été 1986. Un club house accueillera les visiteurs. Au rez-de-chaussée les locaux administratifs et les cafés. Au premier étage, un bar, un restaurant et un salon ouvert sur le golf. Juste à côté du club house, la municipalité a décidé de créer trois courts de tennis sur gazon. Un «plus» pour la station puisqu'il n'existe en France que sept courts de ce genre. Pour financer cette opération, la municipalité prévoit la construction, à proximité du golf, de 250 villas et de 1 200 logements. Une bonne opération pour les finances locales.

La Grande-Motte compte aujourd'hui 5 000 habitants. Ils sont 100 000 l'été. Avant et après, le calme. Mais la station-phare du littoral languedocien s'est rapidement préoccupée de la question de sa survie hors saison. Que faire ? «Pour attirer du monde, une fois la période estivale achevée, il faut proposer d'autres activités motivantes et attractives», constate M. Couvinihès. «Ainsi en offrant des forfaits «hébergement-sport» nous attirons une clientèle touristique nouvelle». Pour le maire de La Grande-Motte «il s'agit, avant tout, d'attaler la saison afin que, de Pâques à la Toussaint, la cité soit vivante». De Pâques à la Toussaint, vaste programme ! Aux pieds des pyramides plantées au bord de la Méditerranée on compte beaucoup, pour atteindre cet objectif, sur les tennis (trente



courts dont trois couverts), la nouvelle école de voile, le palais des Congrès et le futur golf public, ouverts toute l'année. Un pari qui peut donc être gagné. Des projets, encore dans les cartons de la municipalité, donneront d'autres atouts pour gagner la partie. La construction d'un institut de thalassothérapie doit en effet commencer l'année prochaine et la création d'un centre équestre est à l'étude...

L'histoire de La Grande-Motte est récente. Une ambition, une architecture et beaucoup de culot. Pas de passé, dit-on. Voir. Pen d'estivants savent, en effet, que c'est à l'est du territoire actuel de la commune — et non à Aigues-Mortes — que Saint Louis s'embarqua pour la croisade. «Près de l'étang du Pontant reposé probablement, depuis sept siècles, des croisés aux noms célèbres», affirme M. Claude

Thibault dans un ouvrage sur La Grande-Motte.

C'est de tout autre chose qu'il s'agit entre Le Grau-du-Roi et Carnon. Là, aux alentours des années 60, a germé l'idée d'aménager la côte du Languedoc-Roussillon. Il s'agissait, d'une part, de fixer le tourisme et de stopper ainsi la forte migration française et étrangère vers l'Espagne ; d'autre part, d'empêcher le

développement anarchique d'une zone considérée depuis bien longtemps comme insalubre.

A l'époque, le général de Gaulle est à l'Elysée, M. Pierre Sudreau au ministère de la construction. Là-bas, plein sud, un pays perdu. Des marécages, des moustiques, des dunes et du vent. Près des graus qui relient les étangs à la mer, des taureaux. Au bord des marais, des cols-verts, des aigrettes et des sternes. Près

de la mer, des cabanes de pêcheurs et des filets suspendus. Un pays sauvage. Un pays si pauvre qu'en 1962 le prix du mètre carré de terrain est de moins d'un franc...

L'aventure commence. En 1965, les travaux pour la construction du port sont lancés. Mille deux cent cinquante emplacements pour la voile et le moteur. En 1968, les premiers vacanciers s'installent dans la pyramide «le Provence» encore inachevée. Une architecture qui tourne résolument le dos au style régional. «Une estampille d'avant-garde» sur les lagunes. Un peu incongrue.

Trop de béton ? Les Grands-Mottos s'insurgent : «Trente-trois pour cent de la superficie totale de la commune sont occupés par des espaces verts». Et il est vrai qu'ici on a beaucoup planté. Pins parasols, cyprès, oliviers de Bohême, tamaris, saunes et lauriers-roses rétablissent l'équilibre entre le minéral et le végétal.

Depuis dix ans, La Grande-Motte n'a cessé de grandir et de grossir. Aujourd'hui, elle dispose d'une palette d'équipements qui lui permet de satisfaire les plus exigeants. Entre tennis, voile, golf, football et casino se glissent, en effet, l'aviron et la pêche «tout gros». Près de 40 000 lits attendent les estivants. La clientèle française arrive le plus souvent des régions d'Ile-de-France (La Grande-Motte est à une heure dix de Paris par avion), de Rhône-Alpes, du Nord et de la Lorraine. Les Allemands et les Anglo-Saxons sont, parmi les touristes étrangers, les plus nombreux à fréquenter la station. Suivis par les Néerlandais, les Belges et les Suisses. Soleil garanti.

Entre Camargue et Méditerranée, La Grande-Motte a fait son trou.

JEAN PERRIN.

Office du Tourisme : Place du 1^{er} Octobre-74, 34280 La Grande-Motte. Tél. : (67) 56-62-62.

Forfait «hébergement sport». Une semaine 850 F. Ce prix comprend : un studio pour 4 personnes, une heure de stage de tennis, deux heures de planche à voile, deux heures de mise en forme et une séance de cinéma...

Clubs pour tous

A Saint-Cyprien, on joue avec l'accent qui chante.

TROP snob, trop coûteux et bien trop paisible pour être un sport à part entière. Les images sont tenaces et à cause de ces trois-là, le geste auguste du golfeur n'était, en France, jusqu'à un passé récent, que le fait d'une poignée de fanatiques. Mais les années 80 devaient amener avec elles ce vent nouveau qui décoiffe les greens après avoir balayé les courts de tennis. Finis les clubs de par-rains, les cotisations de PDG et les leçons mondaines. Le golf est devenu un sport adulte, accessible à tous, exigeant technique et condition physique. Le domaine de Saint-Cyprien, à deux pas de Perpignan, en apporte la preuve au quotidien.

Snob le golf ? Ecossais tout au plus, et donc régi par le code du Royal and Ancient Club of Saint Andrew (fondé en 1754), manuel de savoir-vivre autant que règlement sportif : amener une belle minuscule (46 grammes et 4,1 cm de diamètre) dans un trou minuscule, en la frappant le moins souvent possible, et en respectant son adversaire autant que les limites du terrain. Certes, la chemise griffée d'un crocodile, le pantalon à carreaux et les chaussures cloutées de marque britannique sont plus à l'honneur que le jean-baskets sur les parcours. Mais le golf change. «Entre Collioure et Port-Bercères, les plages attirent une clientèle familiale qui n'aime pas les manières. C'est le cas de nos joueurs (30 000 entrées par an)», constate M. Coste, PDG de la SEPAD qui anime le domaine de Saint-Cyprien.

Ici, l'élégance du joueur répond à celle du terrain, qu'on prendrait pour un jardin de rêve : sous un ciel sans tache, abondent saules et peupliers, cèdres et bouleaux, alignés le long d'une allée ou réunis en bouquet au bord d'une pièce d'eau. Sur la pelouse, souple comme la moquette du salon et plus verte que l'Irlande au printemps, les pratiquants retrouvent la nature. Pas les mondanités.

Coûteux le golf ? «C'était vrai lorsque les références venaient de certains clubs huppés de la région parisienne. A l'heure des golfs municipaux et des forfaits-vacances, ce n'est plus le cas», répond M. Coste. 64 000 licenciés (+18 % par an ces deux dernières années) ne sont pas tous redevables de l'IGF. Un stage à Saint-Cyprien, hébergement à l'hôtel du golf compris, coûte environ 4 000 francs la semaine, et l'équipement de base revient moins cher qu'une tenue de ski. Le golf n'est plus un sport de riches, il lui reste à devenir populaire, comme dans les pays anglo-saxons.

Paisible le golf ? Il suffit de regarder un joueur sur le «practice» pour comprendre qu'il s'agit d'une discipline extrêmement technique. La position des pieds, le geste du poignet, la rotation du bassin... le mouvement idéal est affaire de millimètre ! Tout débuzant, courbatures à l'appui, jurera que le golf est également une réelle activité physique. Il faut de la poigne et de l'énergie pour propulser sa balle à 200 mètres, à une vitesse parfois supé-

rieure à 200 km/h !... Les moniteurs de ski venus à Saint-Cyprien recevoir une formation de professeur de golf le confirment : «Les deux sports font appel à la même souplesse du corps, aux mêmes détonantes rapides».

Trop snob, trop coûteux, trop paisible le golf ? Sur les côtes catalanes, il a trouvé un pays. On y joue avec l'accent qui chante, simplement, sportivement. A Saint-Cyprien, le nouveau golf est arrivé.

JEAN-PIERRE CHANIAL.

Golf de Saint-Cyprien : parcours nord, 18 trous, 6 480 mètres (par 73) ; parcours sud, 9 trous, 2 724 mètres (par 35). Ouvert toute l'année.

Stage 5 jours, initiation/perfectionnement, un professeur pour six joueurs : 1 750 F, stage seul.

Stage 5 jours réservé aux joueurs classés, un professeur pour quatre joueurs : 2 625 F, stage seul.

Chambre à l'hôtel Le Mas d'Huston : 160/350 F par jour et par personne, avec petit déjeuner, selon saison.

Location de studios à la Résidence du golf, à partir de 890 F la semaine, en basse saison.

Adresses

Fédération française de golf, 69, avenue Victor-Hugo, 75016 Paris. Tél. (1) 500-62-20.

Golf de Saint-Cyprien, Le Mas d'Huston, 66730 Saint-Cyprien-Plage. Tél. (68) 21-01-71.



« Roussillonner »

Bicrossing sur la route d'Hannibal.



Le premier «touriste» connu des rivages méditerranéens du Languedoc-Roussillon est peut-être Hannibal. Selon la légende, trois siècles avant Jésus-Christ, lui-même, entouré de ses soldats et de ses éléphants, fit halte à «En Barcarès», rencontrant quelques rares pêcheurs, abrités dans des pailloles en roseau.

«En Barcarès» (aujourd'hui Le Barcarès), mot catalan, dérivé du latin «barcarene» (le refuge des barques ou le port des barques), est alors un refuge pour les pêcheurs surpris par les tempêtes imprévisibles du golfe du Lion. Ce petit hameau allait connaître au cours des deux derniers siècles une grande activité marine. Les balancelles et les tartanes à voile latine transportaient les vins de Rivesaltes et les poteries de la Salanque vers Sète (alors Cette) et Marseille.

Les habitations «en dur» se groupèrent peu à peu autour d'une église. De petites entreprises se développèrent : constructions navales légères, salaison d'anchois, corderie... et même un hôtel pour les voyageurs, première initiative d'animation, comme on dirait aujourd'hui.

Les stations actuelles du littoral, qui s'étendent en arc de cercle de la Camargue à l'Espagne, ont quasiment toutes une histoire comparable au modeste «En Barcarès». Des villages de pêcheurs comme Le Grau-du-Roi, Palavas, Gruissan ne s'ouvrirent que très tardivement au tourisme de masse et international.

L'aménagement effectué par la mission interministérielle a bouleversé plusieurs siècles de vie, passés dans l'isolement des travaux quotidiens de la pêche, de la chasse ou de l'agriculture.

En quelques années, des villages tout neufs sont sortis des sables et un immense piège à devises s'est refermé sur les touristes naviguant vers le sud. L'animation à la mode n'est arrivée que très progressivement.

A la fois nombreuse dans ses manifestations, très variée et diverse de la mer à la montagne, pour tous les goûts, les couleurs et les porte-monnaie — crise oblige, les spectacles gratuits sont prati-

quement les seuls à faire le plein, — la région reste le plus souvent assez traditionnelle.

Mais, sous l'aiguillon du zèle, les offices de tourisme, comme les sportifs, commencent à se démarquer.

La thalassothérapie a fait son apparition au Cap-d'Agde et à Port-Barcarès avec ses bains d'algues, ses applications de boues marines, ses aérosols marins et ses bains bouillonnants. Les sept stations nouvelles (Gruissan, Port-Leucate, Port-Barcarès, Saint-Cyprien, Le Cap-d'Agde, La Grande-Motte, Fleury-d'Aude qui regroupe Saint-Pierre-sur-Mer et Les Cabannes-de-Fleury) ont prévu, tantôt l'une, tantôt l'autre, des stages d'initiation ou de langues pour enfants et adultes (français, anglais, allemand, néerlandais) aussi bien pour les touristes que pour les commerçants locaux, et ont passé un contrat avec Michel Platini pour superviser des stages de football.

L'informatique se reencadre dans le proche arrière-pays, à Vic-Sainte-Anastasia (Gard) ou Marvejols (Lozère), qui a créé aussi des stages sur l'énergie dans l'habitat, et des stages linguistiques dans deux villages, à Méjanès (Hérault), ce dernier dirigé vers la langue et la culture françaises dans la région méditerranéenne.

Tout proche des rivages, entre la mer et la vallée de l'Hérault, le village vigneron de Courbonsec organise des randonnées libres à pied avec un âne bâté portant bagages et matériel.

La nature et l'écologie ouvrent des horizons inattendus.

Le Grau-du-Roi-Port-Camargue, parlant d'une vérité courante selon laquelle le touriste traverse la Camargue sans la voir, lance des safaris photos à la journée, au week-end ou à la semaine, en voiture 4x4 tout terrain, avec un maximum de six personnes. Les trajets sillonnent la Petite Camargue, entre Saint-Gilles et Aigues-Mortes, moins connue mais plus sauvage sans doute que la Grande, à l'exception de la réserve du Vaccarès, où, bien entendu, on ne peut pénétrer.

Les circuits passent là où le vacancier ne peut aller seul. Les

gens du pays servent de guide pour faire découvrir la végétation des terres salines, au-delà des salicornes et saladelles familières, et de la faune sauvage des canards, des flamants roses, des hérons cendrés, des foulques et des oiseaux des marais. Ils ajoutent à leurs discours le sel de leur accent et de savoureuses anecdotes, comme celle de la gastronomie populaire du déjeuner qui se prend dans une manade de taureaux.

Port-Camargue propose encore un safari charter par mer et par terre pour douze personnes. Six partent en 4x4 vers la plage de Beauduc, entre Les Saintes-Maries-de-la-Mer et Port-Saint-Louis-du-Rhône, et six prennent la même direction par mer. Après le déjeuner en commun, les deux groupes changent de circuit. Moins profonde, côté racines et traditions, cette formule offre une bonne découverte géographique de la Camargue par terre et par mer.

Port-Barcarès prévoit aussi des excursions en 4x4 dans les Corbières.

Des excursions, encadrées par l'Association régionale pour la vulgarisation de l'écologie scientifique, sont montées au pic Saint-Loup, dont la silhouette pointue se détache sur l'horizon héraultais, près de Montpellier. Elles permettent, comme en Camargue, la connaissance de la végétation saisonnière de la garrigue et l'observation des oiseaux.

Dans le massif de la Clape, au départ de Gruissan, un bicrossing est aménagé.

Au Cap-d'Agde, le village nativiste bien connu perfectionne chaque année ses services (port, piscine, plage, commerces, banques, poste...). Il a élu cette année un conseil syndical, comme dans tout immeuble collectif qui se respecte.

Le tennis de cette même station, doté de plus de soixante courts, dont plusieurs couverts, s'ouvre au débutant comme à la plus haute compétition et forme désormais, assurent Pierre Barthès et les animateurs qui l'entourent, «le plus grand centre de tennis du monde».

La culture n'est pas oubliée. Chaque année, peu ou prou, le Centre archéologique subaquatique d'Agde, recelant le fruit des recherches sous-marines du Cap qui ont mis au jour des épaves et leurs cargaisons, de l'Antiquité gréco-romaine jusqu'au dix-neuvième siècle, s'enrichit de nouvelles collections. Sa manne est puisée au sein des nombreux navires qui, naviguant en cabotage, se sont heurtés à la seule asperité rocheuse d'une côte sablonneuse et plate. Parmi eux se comptent de nombreuses galères et des navires plus récents, comme celui qui ramena Napoléon de l'île d'Elbe et qui acheva sa carrière en ces lieux quelques années plus tard.

Partout naissent, d'une année à l'autre, en ordre dispersé, des cartes multi-loisirs, offrant une gamme de services ou de divertissements à forfait et des séjours à thèmes, eux aussi très divers selon les villes ou les sites.

On ne saurait faire une liste exhaustive des activités naissantes, très diffusées d'une station à l'autre, aussi bien parmi les nouvelles que parmi les anciennes ou traditionnelles.

Ces dernières, s'estimant quelque peu délaissées après l'aménagement touristique du littoral, se sont regroupées.

Argelès-sur-Mer, Banyuls, Canet-Plage, Carnon, Cerbère, Collioure, Frontignan, Le Grau-du-Roi, Marseillan-Plage, Narbonne-Plage, Palavas-les-Flots, Port-Vendres, Port-la-Nouvelle, Sainte-Marie-en-Roussillon, Sète, Torréilles, Valras-Plage, Vendres et Vias forment une association née il y a cinq ans d'une initiative de trois maires d'options politiques diffé-

rentes mais liée par une estime réciproque : MM. Jacques Giret (PR), de Palavas, actuellement président, Jean Bastide (PS), du Grau-du-Roi, et Emile Turco (PC), de Valras-Plage. Elle vient de prendre sa vitesse de croisière avec le ralliement des stations roussillonnaises.

Nouvelles et traditionnelles, les stations cherchent la complémentarité plus que la concurrence. Mais, l'émulation aidant, chacune tient à affirmer son style et sa personnalité, en fonction de ses traditions ou de sa jeunesse.

Pour M. Philippe Lamour, président du comité économique et social de Languedoc-Roussillon, le renouvellement est indispensable. «Il faut, dit-il, sortir de la routine pour s'adapter à l'évolution née de la généralisation des retraités et du vaste mouvement sans cesse croissant des clubs dits du troisième âge, comme des voyages organisés en toute saison. Il faut aller au-devant de nouveaux besoins, créer un système dynamique de déplacements, d'accueil et d'hébergement».

Joignant le geste à la parole, il propose, entre autres, avec le comité économique et social, la rénovation et la mise en vedette de la Via Domitia, qui, entre le Rhône et l'Espagne, constituait avant nos routes et les autoroutes un élément essentiel de la vie languedocienne.

Ce n'est qu'un projet... mais demain il se concrétisera et s'ajoutera sans doute aux nouvelles activités.

ROGER BÉCIAUX.

• Renseignements auprès des offices de tourisme ou au comité régional du tourisme : 12, rue Foch, 34000 Montpellier. Tél. (06-67) 60-55-42. Téléc. 490 841.

Stage de football avec Michel Platini ou initiation à la micro-informatique : plus question de bronzer idiot.

Partir

Route de pierre en Provence

Fréjus, Glanum, Gordes et l'abbaye du Thoronet seront les étapes importantes de l'exposition «écotée» organisée par quatorze associations sur le thème de «la pierre en Provence», inaugurée le 15 juillet prochain à l'abbaye de Sénanque, cette exposition permettra aux touristes curieux de suivre de la Drôme à Fréjus, du pays de Giono à la mer, une véritable route de la pierre sans laquelle le paysage provençal ne serait plus tout à fait le même.

• Association pour la coordination des expositions en Provence. Abbaye de Sénanque, 84220 Gordes, tél. : (90) 72-02-05.

La Feria du cheval

La traditionnelle Feria du cheval du Méjanès, en Camargue, aura lieu les 12, 13 et 14 juillet prochains. Au programme : courses camarguaises, chevaux andalous, Cadre noir de Saumur et corridos portugais. Trois jours à la gloire du cheval et de l'art équestre.

• Arènes de Méjanès, 13460 Les Saintes-Maries-de-la-Mer.

Malte

A moins de trois heures de la capitale, voici Malte. Le Paradis Bay, premier hôtel français de l'île, propose des forfaits (Paris-Paris) d'une semaine, pension complète, à partir de 2 980 francs par personne.

A quelques pas de Paradis, l'embarcadere de Cirkewwa pour les îles de Gozo et Comino.

• Maltoir France, 90, rue de Richelieu, 75002 Paris. Tél. : (1) 296-22-00.

35 minutes. Le bon côté de la Manche, c'est moi. Hoverspeed. Calais ou Boulogne, j'ai mon terminal privé, j'embarque tout de suite 424 passagers et 55 voitures. Pas de poids-lourd. Vol glissé à 100 km/h et voici Douvres. Si je veux, je fais 25 allers-retours par jour. Il faut bien! Sud de l'Angleterre, Londres ou Ecosse, mes adresses sont très courues. Alors t'inquiète pas, je reviens tout de suite. Contactez votre agence de voyages, ou Hoverspeed, 4, rue de la Paix, 75002 Paris.

HOVER SPEED
en Voiture, en Vitesse et Angleterre.

01 260 36 48